ÉTUDES DIPLOMATIQUES

LA PREMIÈRE LUTTE DE FRÉDÉRIC II ET MARIE-THÉRÈSE D'APRÈS DES DOCUMENS NOUVEAUX.

I.

VIENNE ET BERLIN AU DÉBUT DES DEUX RÈGNES.

I. A. d'Arneth, *Histoire de Marie-Thérèse*, 10 vol.; Vienne, 1863-1879. — II. G. Droysen, *Histoire de la politique prussienne*, v^e partie. *Frédéric le Grand*, 3 vol.; Leipzig, 1874-1881. — III. *Correspondance politique de Frédéric le Grand*, 6 vol.; Berlin, 1879-1881. — IV. *Correspondances diplomatiques du ministère des affaires étrangères.*

La mode est à la recherche et à la publication des documens inédits tirés des papiers d'état. Voilà plusieurs années déjà que Vienne, Berlin et Saint-Pétersbourg ont ouvert leurs archives à la curiosité des érudits. Nos collections françaises, nos bibliothèques publiques, mieux classées, mieux administrées qu'autrefois, sont devenues aussi plus abordables, et le ministère des affaires étrangères lui-même, naguère fermé à double tour, s'est, depuis cinq ou six ans, fort humanisé. Aussi le nombre est grand de ceux qui profitent de ces facilités nouvelles, et on a quelque peine à trouver place dans les salles de travail, où on s'arrache les manuscrits. Rien de plus naturel que cet empressement, car une fois qu'on y a pris goût, je ne connais pas d'occupation plus attachante, je dirais volontiers plus

entraînante que celle-là. Communiquer directement avec les hommes du passé sans l'intermédiaire obligé d'un historien officiel, les surprendre chez eux, au naturel et au dépourvu, — non pas tels qu'ils se sont posés eux-mêmes pour la postérité dans des mémoires faits après coup, — mais tels qu'ils se révèlent dans des écrits qu'ils ne croyaient pas destinés aux regards du public, quel enseignement et aussi quel amusement inattendus!

Dès qu'on a goûté une fois des correspondances, on ne croit plus, on ne se fie plus qu'à cela en fait de témoignage historique. Tout autre paraît artificiel et suspect; mais, en revanche, pourvu qu'il soit original et authentique, le moindre billet a son prix. Si le correspondant est un personnage inconnu, il y a un véritable intérêt à apprendre de lui ce que pensaient des événemens que nous apercevons dans le lointain ceux qui les ont vus se dérouler devant eux, ceux qui les touchaient pour ainsi dire du doigt, et ce commun des hommes qui fait à chaque moment l'opinion publique. Si les détails racontés sont eux-mêmes insignifians, il est rare qu'ils ne mettent pas au moins sur la voie de quelque trait de mœurs qui fait assister au train journalier de la vie de nos pères. Mais si vous avez le bonheur de tomber sur les autographes d'un homme célèbre, c'est alors que le papier lui-même semble s'animer sous vos yeux. Le caractère de l'écriture vous révèle celui de l'écrivain et vous permet même de suivre les accidens de son humeur: si les traits de sa plume s'altèrent ou se précipitent, vous croyez voir sa main qui tremble d'émotion ou frémit de colère: une rature, sous laquelle s'aperçoit encore une phrase mal effacée, donne le secret d'une pensée cachée ou d'un sentiment contenu. Une indication reste-t-elle imparfaite ou obscure, avec quel empressement on s'efforce de la compléter et de l'éclairer et quel triomphe d'y parvenir! Avec quelle rapidité les heures s'écoulent dans cette poursuite! Le plaisir de la chasse, pour un amateur passionné, n'est rien, j'en suis sûr, auprès de celui-là: ceux qui ne le connaissent pas ignorent une des plus vives jouissances de l'ordre intellectuel.

Puis, après la recherche terminée, vient ce que j'appellerai la contre-épreuve, c'est-à-dire une opération qui consiste à vérifier ce que les renseignemens tirés de sources nouvelles ajoutent, retranchent ou modifient à l'opinion accréditée sur des faits déjà connus. D'ordinaire, il faut bien le dire, cette comparaison cause quelque déception et fait rabattre un peu de l'orgueil de la découverte. On s'aperçoit le plus souvent que les plus précieuses acquisitions changent peu de chose à la face générale des événemens, que les impressions des contemporains, habituellement justes, se sont transmises à la postérité sans trop se dénaturer et, que, si la vérité a été quelquefois obscurcie de nuages, le temps seul a suffi à l'en dégager.

On se convainc, en un mot, qu'en fait de justice historique comme de justice criminelle, il est rare que les rectifications soient nécessaires et surtout les réhabilitations légitimes. Il n'en est pas moins vrai qu'une fois que les faits ont passé au feu de ce creuset nouveau, c'est l'histoire entière qui est à refaire, sauf à être confirmée après revision.

Chose étrange, de toutes les histoires qu'on nous a fait apprendre, celle qui a subi le moins heureusement cette épreuve d'une confrontation avec des documens originaux, celle où l'on trouve le plus d'erreurs à relever, le plus de vérités inconnues ou méconnues à rétablir, c'est celle de l'époque qui nous touche de plus près, dont nous avons tous connu les derniers témoins, et qu'il semble, par conséquent, que nous devrions le plus justement apprécier : c'est l'histoire du XVIIIe siècle. J'ai été amené à constater cette singularité en fouillant les coins inconnus de la diplomatie de Louis XV. A tout moment, j'ai rencontré sur mon chemin et dû signaler aux lecteurs des assertions généralement reçues, docilement transmises d'historien en historien, et qui ne supportent pas le démenti que leur inflige la production des pièces authentiques. Le fait, d'abord surprenant, m'a paru à la réflexion moins inexplicable. Il en faut chercher le motif tout simplement dans la vivacité des controverses qu'a suscitées le mouvement philosophique du dernier siècle, dans l'influence que ce mouvement a exercée même sur les événemens contemporains qui auraient dû en apparence y être le plus étrangers et dans les résultats éclatans et terribles auxquels il a abouti. Aucune impartialité n'a été possible dans un tel conflit d'opinions, d'autant plus que les gens de lettres (parmi lesquels il faut compter les historiens), appelés pour la première fois à jouer un rôle dans la politique, se sont trouvés tous intéressés dans la lutte. Il n'est pas un incident de ce siècle qui en a tant vu et de si singuliers, qui n'ait été exploité par les partis opposés dans un sens ou dans l'autre ; pas un personnage qui n'ait été rangé dans l'un des camps adverses. Personne n'a pu être simple spectateur, ni par conséquent, narrateur fidèle, quand tout le monde était combattant. Je ne dirai pas, comme M. de Maistre, « que l'histoire faite au siècle dernier n'a été qu'une longue conspiration contre la vérité, » mais j'oserai affirmer que nous n'avons pas encore d'histoire proprement dite du XVIIIe siècle ; ce qui porte ce nom n'est qu'une œuvre de l'esprit de parti, lequel se reconnaît toujours à ce trait caractéristique : une crédulité aveugle qui admet les soupçons les moins fondés dès qu'il en peut tirer profit et conteste l'évidence même dès qu'elle le gêne.

Sommes-nous aujourd'hui assez loin de ces impressions premières, sommes-nous de sens assez rassis pour porter enfin sur ces temps dont trois générations nous séparent un jugement moins suspect?

Petits-fils du XVIIIe siècle, savons-nous mieux qu'en dire et qu'en penser que les témoins oculaires ou les héritiers directs? On pourrait en douter, car les passions sont encore bien vives et bien des questions demeurent indécises. En tout cas, dès qu'on se mêle d'en parler, il faut tâcher de voir le plus clair, de penser le plus juste, de commettre le moins d'erreurs et d'être dupes du moins de mensonges possible : c'est à quoi l'étude des originaux peut être utile, et c'est à ce point de vue que me paraissent particulièrement intéressans à consulter les trois ouvrages dont j'ai mentionné le titre en tête de ce travail, et qui sont les produits les plus récens sortis de la chancellerie de Berlin et de celle de Vienne.

Tous trois sont destinés à éclairer la grande période qui occupe le centre du XVIIIe siècle et que remplissent les règnes également prolongés et pareillement illustres de Frédéric II et de Marie-Thérèse. Aucune époque ne méritait mieux d'être approfondie. Je ne connais pas, en effet, beaucoup de spectacles aussi saisissans que l'apparition simultanée sur le théâtre de l'histoire de ce prince libre penseur et de cette pieuse femme montant sur le trône le même jour pour se suivre presque d'aussi près dans la tombe, et pendant quarante ans occupant le monde par une rivalité politique, militaire, diplomatique, philosophique et religieuse, qu'ils ont léguée à leurs descendans, qui a traversé toutes les péripéties de la révolution française et dont notre génération n'est pas bien sûre d'avoir vu le terme. Par quel jeu incompréhensible de la Providence ces deux natures royales, si richement, mais si diversement douées, ont-elles vu leurs destinées liées et enchevêtrées en quelque sorte depuis le premier jour jusqu'au dernier, à ce point que tous les actes de l'une ont réagi sur ceux de l'autre et que, sur les champs de bataille comme dans les conférences diplomatiques, soit qu'il s'agisse de se disputer la Silésie ou de se partager la Pologne, on les rencontre toujours face à face? Ne dirait-on pas la matière toute préparée d'un de ces parallèles académiques à la mode de Plutarque qu'affectionnait naguère notre littérature classique?

Ni le Prussien Droysen ni l'Autrichien d'Arneth ne se livrent à ce jeu un peu puéril de comparaisons et d'antithèses; mais chacun a son héros favori et ses prédilections patriotiques. L'auteur de l'*Histoire de la politique prussienne* a reçu, on le voit, des communications confidentielles destinées à glorifier la mémoire de l'ennemi de Marie-Thérèse. Un respect tendre, loyal et presque filial perce, au contraire, à toutes les pages du monument que M. d'Arneth élève à la mémoire de l'illustre aïeule de ses souverains. Chez l'un comme chez l'autre, on reconnaît l'influence des jalousies dynastiques et nationales; de là, dans le récit des mêmes faits, bien des points de divergence, souvent même des affirmations différentes ou contradic-

toires. Seulement l'un et l'autre sont des écrivains consciencieux qui ont puisé directement aux sources et ne marchent que preuves en main et citations en note. On peut avoir de part et d'autre égale confiance dans les pièces du dossier. La contradiction des plaidoyers n'est plus alors qu'un élément utile pour éclairer la conviction du juge,

Mais le témoignage véridique et irrécusable par excellence, — celui qui est véritablement sans prix, — c'est celui de Frédéric lui-même, dont on vient de nous donner en six volumes magnifiquement imprimés la Correspondance politique dans son intégrité, y compris ses notes de cabinet les plus intimes. Nous avons là Frédéric tout entier, non plus le Frédéric qui s'est peint lui-même dans l'*Histoire de mon temps* avec une franchise apparente qui n'est pas sans art, — non plus le Frédéric transfiguré qu'adulaient à Paris tant de flatteurs gagés, recrutés par lui dans les rangs les plus élevés de la littérature et de la philosophie ; — mais un Frédéric sans fard et sans masque dictant ses ordres à ses serviteurs avec une liberté et souvent un cynisme qui ne permettent pas de douter de sa sincérité. On peut l'en croire, ce Frédéric-là, même et surtout quand il parle de sa personne, car les censeurs les plus sévères auraient cru le calomnier en parlant de lui comme lui-même. Par malheur, ces précieux aveux ne vont pas au-delà des quatre premières années de son règne; mais ce début suffit pour faire juger l'homme et préjuger la suite.

Pourquoi d'ailleurs hésiterais-je à l'avouer? ce sont ces années surtout, ces années de début dont l'étude présente pour nous, à mon sens, un intérêt tout particulier. Cette aurore du grand règne de Frédéric, c'est la naissance de la puissance même qui atteint aujourd'hui sous nos yeux et à nos dépens son plein et colossal développement. Quel Français n'éprouverait une curiosité douloureuse à la regarder dans son berceau? Et ces premières épreuves de Marie-Thérèse, qu'est-ce autre chose que l'ouverture du grand drame dont nous avons vu le dénoûment à Sadowa et l'épilogue à Sedan? Le lieu de la scène est pareil, les personnages qui engagent l'action ou qui y interviennent sont les mêmes ; ils s'appellent, comme hier, Prusse, Autriche et aussi France, car, aux deux époques, dans la lutte de ses voisins d'outre-Rhin, la France s'est trouvée tout de suite directement compromise. Nos diplomates négociaient à Berlin, en 1740, à la veille de l'invasion de la Silésie, comme en 1866 à la veille de l'invasion de la Bohême, et alors, comme il y a quinze ans, nos armées ont suivi de près nos diplomates. Raconter les premières passes d'armes du duel de Frédéric et de Marie-Thérèse, c'est donc, qu'on le veuille ou non, écrire un chapitre de l'histoire de France et presque d'histoire contemporaine.

C'est ce rapprochement si naturel à établir entre des faits passés

et des faits récens dont notre génération est encore si profondément émue, qui m'a suggéré la pensée du travail qu'on va lire. Les derniers événemens ont jeté en quelque sorte en arrière une sombre lumière sur toutes les relations antérieures de l'Autriche, de la France et de la Prusse. J'ai supposé que plus d'un lecteur français en serait frappé comme moi et qu'un résumé succinct des informations nouvelles sorties des chancelleries de Vienne et de Saint-Pétersbourg serait de nature à l'intéresser; à plus forte raison, si j'essayais de compléter et de contrôler ces documens de source étrangère par d'autres tirés de nos propres archives; c'est ce que je me suis proposé de faire. Entre l'Autriche et la Prusse s'accusant ou se confessant tout haut, mais divisées souvent dans le récit ou l'appréciation des mêmes incidens, il m'a semblé curieux de faire intervenir, pour les départager ou les mettre d'accord, un tiers interlocuteur, la France, représentée par ses agens politiques ou militaires dont les divers ministères m'ont permis de consulter les rapports. Cette étude comparée m'a paru pouvoir être utilisée à l'occasion pour l'intelligence de plus d'un événement contemporain. Mais même en laissant de côté (comme un narrateur sincère doit toujours faire) les retours trop intéressés sur nous-mêmes et les applications forcées au temps présent, — et en nous plaçant à un point de vue purement historique, — la situation des agens français pendant cette époque critique du XVIIIe siècle rend leur témoignage particulièrement digne de foi et d'attention. Remarquez que je dis les agens et non les historiens français. Ceux-ci, au contraire, n'ont fait que répéter avec une servilité un peu niaise tous les thèmes dictés par Frédéric, et il n'y a pas plus de profit que d'instruction à attendre d'eux. Mais le gouvernement de Louis XV ayant été tour à tour l'allié et l'ennemi soit de la Prusse, soit de l'Autriche, et ayant porté dans chacune de ses amitiés successives beaucoup d'indécision, de réserve et de méfiance, ses représentans, ministres ou ambassadeurs, ont été en mesure de tout connaître et libres de tout apprécier, hommes et choses, sans trop de passion ni de préjugés. Ils usent habituellement de ce droit avec cette franchise d'allure, cette justesse et cette vivacité de ton qui étaient propres à la conversation de la bonne compagnie dans l'ancien régime. Quand leurs dépêches n'ajouteraient rien à la connaissance des événemens, elles seraient encore souvent une piquante lecture. Cela seul suffira, j'espère, pour qu'on ne me reproche pas les extraits qu'à l'occasion j'en pourrai faire : je compenserai d'ailleurs ce que ces développemens pourraient avoir de trop long en abrégeant l'histoire générale que tout le monde connaît, qu'on peut lire partout, et à laquelle je n'emprunterai que ce qui est rigoureusement nécessaire pour suivre l'enchaînement des faits.

I.

Au 1er janvier 1740, les deux plus grands souverains de l'Allemagne, l'empereur Charles VI et le roi de Prusse Frédéric-Guillaume II, étaient l'un et l'autre dans un état de santé dont le déclin visible annonçait une fin prochaine, mais il s'en fallait bien que leur succession, prête à s'ouvrir, se trouvât dans des conditions analogues.

Le règne, long et d'abord brillant, de Charles VI, se terminait par une suite d'humiliations et de malheurs. Dès son avènement au trône, il avait vu consommer la dissolution définitive de cette puissante agglomération d'états dont l'ensemble, réuni sous la main d'un grand homme, avait menacé un instant l'Europe du retour de la monarchie universelle. L'Espagne s'était détachée pour jamais de l'héritage de Charles-Quint, entraînant avec elle ses vastes dépendances d'outre-mer, et, avec Naples et la Sicile, tout le midi de la péninsule italienne. Au nord de l'Italie, à la vérité, la couronne d'Autriche conservait, sur les deux rives du Pô, des possessions étendues : le Milanais, la Toscane, les duchés de Parme et de Plaisance : mais là même sa domination était menacée soit par les prétentions des princes de la nouvelle dynastie espagnole, soit par l'ambition croissante des ducs de Savoie, maîtres du Piémont, et qui venaient de se faire décorer du titre de roi de Sardaigne. Une guerre malheureuse, soutenue récemment contre la France dans ces plaines mêmes de la Lombardie, n'y avait pas relevé l'honneur des armes impériales. Elles n'avaient pas été plus heureuses à l'autre extrémité de l'Europe, sur les bords du Danube, où les Turcs venaient de se faire restituer, par le traité de Belgrade, la Valachie, la Serbie et toutes les conquêtes du prince Eugène. Ces tristes campagnes avaient épuisé les finances de l'empire et désorganisé son administration.

Mais ce n'était pas là le sujet principal des préoccupations du prince défaillant. Ce qui troublait ses veilles et hâtait les progrès de son mal, c'était l'inquiétude qu'il éprouvait de laisser périr avec lui l'intégrité du patrimoine royal qu'il avait reçu de ses aïeux. Sa race s'éteignait en lui, car il n'avait point d'héritier mâle; sa fille, une princesse de vingt-trois ans, avait-elle qualité, aurait-elle l'autorité suffisante pour recueillir tout son héritage? En droit, rien n'était plus susceptible de controverse ; en fait, rien n'était moins vraisemblable. On avait autrefois beaucoup félicité la maison d'Autriche d'avoir acquis ses nombreux domaines, non par la force des armes, mais par le mode beaucoup plus pacifique des alliances princières et des unions conjugales :

Bella gerant alii : tu, felix Austria, nube;

mais la conséquence de ces extensions, faites sous la forme d'acquisitions de famille et non de conquêtes, et d'après les règles du droit civil plus que d'après celles du droit des gens, c'était que presque toutes les provinces réunies sous le sceptre de la famille de Habsbourg lui étaient arrivées par contrats de mariages, grevées de substitutions de tout genre, de dispositions testamentaires les plus diverses qui épuisaient à peu près toutes les variétés et toutes les complications de la jurisprudence germanique en matière successorale. L'extinction de la ligne masculine donnait ouverture à des prétentions litigieuses de tout genre au profit des agnats ou des cognats de tous les degrés. Vainement Charles VI avait-il cherché à prendre les devans sur ces contestations en réglant lui-même sa succession par un édit auquel il avait donné le nom de *pragmatique sanction*, réservé aux actes législatifs les plus solennels de l'empire; vainement avait-il demandé pour cet édit réglementaire la garantie des principales puissances d'Europe et l'avait-il obtenue au prix de coûteux sacrifices : il n'avait pas grande foi lui-même dans ses efforts, et l'événement prouva qu'il n'avait pas tort. Il voyait déjà, le lendemain de sa mort, tous les princes de sa parenté et de son voisinage arriver, munis d'un parchemin gothique, pour réclamer un lambeau de son empire. La main d'une femme serait-elle assez forte pour rassembler et retenir le faisceau déjà désuni de tant d'états divers, et la couronne impériale, qu'une élection déjà plus de dix fois renouvelée avait rendue comme héréditaire dans la maison d'Autriche, qu'allait-elle devenir quand cette maison n'offrirait plus de tête virile pour la porter?

La jeune monarchie dont le siège était à Berlin, moins riche en souvenirs, moins puissante en apparence, n'avait pas à craindre de pareils déchiremens. Sa rapide extension, devenue telle surtout depuis la réforme, était due à de prudentes négociations et à de hardis faits d'armes et, bien que ces diverses acquisitions, répandues sur le continent germanique, n'eussent pas un caractère d'homogénéité, — bien que par leur étendue et leur dispersion elles présentassent même une ligne de défense assez difficile, — aucune cependant n'était contestée et n'ouvrait la porte à des revendications à craindre. Au centre d'ailleurs de ces possessions, l'ancien patrimoine de la maison de Brandebourg, grossi de la Poméranie, de la Prusse et de la Basse-Lusace, formait un noyau compact où de robustes populations, dévouées à leur souverain, étaient gouvernées par une administration énergique. Puis, par une faveur que la Providence ne fait guère qu'aux dynasties nouvelles, trois souverains venaient de se succéder sur le trône, doués de qualités inégales, mais toutes propres à leur permettre d'assurer, chacun dans son genre et à son heure, soit la solidité, soit l'éclat de leur récente grandeur. Par

des talens diplomatiques ou militaires du premier ordre, Frédéric-Guillaume, surnommé le grand électeur, s'était montré digne de traiter avec Richelieu et Louis XIV, comme de combattre entre Turenne et Condé. De la longue lutte engagée entre les maisons de Bourbon et d'Autriche il avait habilement tiré parti pour assurer son indépendance, tantôt en aidant à diminuer la puissance impériale, tantôt, au contraire, en lui venant en aide après l'avoir affaiblie. Ses successeurs, fort inférieurs à lui à tous égards, furent pourtant aussi bien servis par leurs défauts que lui-même l'avait été par son génie. Son fils, Frédéric Ier, roi de Prusse, n'avait que de la vanité, mais il la mit tout entière à acquérir la dignité royale, qui le plaça hors de pair parmi les innombrables souverains du corps germanique. Quant au monarque suivant, celui dont le règne allait finir, despote brutal et sanguinaire, tyran domestique, plus redouté de ses enfans que de ses sujets, économe jusqu'à l'avarice et prudent jusqu'à la timidité, il avait passé toute sa vie à amasser des deniers qu'il ne dépensait pas, à aligner les rangs et à mesurer la taille de soldats qu'il ne risquait sur aucun champ de bataille. Mais le résultat était qu'il allait laisser à qui de droit, après lui, les deux grands ressorts de toute politique : un trésor bien garni et une armée en bon état.

Si la situation des deux successions ne se ressemblait guère, le contraste était plus grand encore entre les deux personnes royales appelées à les recueillir; et pas plus l'une que l'autre, il faut le dire, ne ressemblaient aux héritiers présomptifs ordinaires, élevés sur les marches d'un trône avec l'espérance d'y monter.

La fille de Charles VI, l'objet de ses inquiètes prédilections, le frêle et dernier rejeton d'une race de souverains terribles et de chevaliers bardés de fer, l'archiduchesse Marie-Thérèse, était une aimable princesse douée de toutes les grâces et animée de tous les sentimens délicats et affectueux qui font d'une jeune femme, dans quelque rang qu'elle soit placée, le charme de sa famille et la parure de sa société. Sa figure, telle que M. d'Arneth nous la décrit, avait plus de séduction encore que de beauté : ses yeux, d'un bleu un peu sombre, étaient pleins de vivacité et de douceur. Sa chevelure blonde retombait en boucles abondantes. La lèvre inférieure un peu avancée (trait héréditaire de la maison d'Autriche), n'ôtait rien à l'agrément d'un sourire qui laissait voir des dents d'une blancheur éblouissante. Son teint était éclatant. Le tour de son visage décrivait un ovale parfait. Le cou se dégageait avec élégance des épaules tombantes. L'expression de la physionomie révélait la pureté de l'âme.

L'éducation de la princesse avait été soignée sans dépasser pourtant, en aucun genre, la mesure d'instruction commune aux dames

distinguées de la cour. Elle excellait surtout dans les arts d'agrément et chantait même avec tant de perfection et de sentiment que son maître, un compositeur italien distingué, disait que, pour faire sa fortune, elle n'aurait qu'à paraître une fois sur le premier théâtre de Vienne : genre de mérite fort apprécié dans une ville où le sens musical a toujours été très développé. Il ne paraît pas qu'on eût pris autant de peine à cultiver ses connaissances littéraires, si on en juge du moins par l'orthographe très défectueuse de ses lettres écrites tour à tour dans un français un peu germanique et dans un allemand trop francisé. Elle parlait pourtant couramment plusieurs langues et savait du latin, ce qui était nécessaire à une future reine de Hongrie pour n'être pas trop étrangère à la langue officielle de ses sujets. Chrétienne fervente et fille dévouée, elle ne goûtait que les plaisirs simples et les joies de l'intérieur. Sa mère, l'impératrice Élisabeth, qui aimait le bruit et le mouvement, se plaignait que, bien qu'elle lui eût fait apprendre à tirer passablement à la cible, elle n'avait jamais pu lui faire prendre goût à la chasse. Tout en elle, en un mot, semblait fait pour plaire plutôt que pour éblouir. C'était une douce compagnie qui égayait une cour un peu assombrie, comme une fleur délicate qui s'épanouit dans les fissures d'un vieil édifice (1).

Ceux-là seulement qui l'approchaient de très près, ceux surtout qui avaient à l'entretenir à l'occasion de ses droits et de ses intérêts futurs, avaient pu s'apercevoir que, sous cet extérieur de grâce féminine, se cachait le germe de dons et peut-être de passions plus mâles. Quand elle était amenée à parler soit des maux qui accablaient l'empire, soit du rôle qu'elle devait y jouer un jour, sa voix et son regard s'animaient et son langage trahissait une netteté d'intelligence et surtout une fermeté de résolution dignes de l'avenir qui l'attendait. La jeune fille parlait tout d'un coup de manière à étonner de vieux politiques ; elle savait et disait ce qu'elle voulait. C'est ainsi qu'elle n'avait laissé à personne le soin de conduire la négociation très délicate qui avait pour but d'assurer le choix de son époux. Tout prétendant à la main de l'héritière d'Autriche étant par là même un aspirant désigné à l'élection de la couronne impériale, et les concurrens ne faisant pas défaut, la préférence à donner entre eux était une décision de grande importance qui intéressait non-seulement l'Autriche, mais l'Allemagne entière, et où la raison d'état avait droit d'être écoutée encore plus que le sentiment. La princesse, cependant, n'hésita pas, dès le premier jour, à déclarer, avec l'ingénuité d'un cœur innocent, le penchant qu'elle éprouvait pour son jeune cousin, le prince François, héritier du

(1) D'Arneth, *Histoire de Marie-Thérèse*, t. I, p. 10, 13, 86, 355, 356.

duché de Lorraine : inclination d'autant plus naturelle qu'elle avait le plein agrément de l'empereur son père. Mais l'approbation n'était partagée ni par les diplomates ni par les politiques du conseil aulique. Le prince avait le tort d'être, comme le petit peuple qu'il était appelé à gouverner, plus Français qu'Allemand, ce qui, par une singulière coïncidence, excitait contre son élévation possible autant de méfiance en France qu'en Allemagne. Au-delà du Rhin, on lui trouvait trop peu de sang germanique pour ceindre la couronne de Charlemagne. A Versailles, on ne pouvait souffrir de voir annexer à l'empire, par un lien aussi intime, une province comme la Lorraine, enclavée dans les limites de la France et qui tenait la clé de nos frontières. Pour surmonter tant de résistances, le duc de Lorraine dut enfin abandonner, bien à regret, à la France des possessions patrimoniales où sa famille était adorée pour recevoir en échange le grand-duché de Toscane, où il ne devait exercer qu'une domination nominale et passagère.

La princesse présida elle-même à la transaction, mettant autant d'ardeur à défendre son choix que de sagacité à comprendre et de fermeté à résoudre les difficultés politiques qui s'y opposaient. Un diplomate éprouvé, le ministre d'Angleterre, M. Robinson (à qui l'alliance projetée ne plaisait nullement, mais qui se voyait forcé de céder comme les autres), en témoignait son étonnement dans des dépêches confidentielles. « Cette princesse, disait-il, a vraiment l'esprit très élevé : elle raisonne déjà; les malheurs de son père la touchent comme les siens propres,.. et elle est si bien faite pour régner qu'on voit déjà qu'elle ne le regarde que comme l'administrateur des états qui lui appartiennent. Mais si le jour elle montre cette hauteur de sentimens (*that lofty humour*), la nuit elle ne fait que soupirer pour son duc de Lorraine. Si elle dort, c'est pour rêver à lui; si elle veille, c'est pour parler de lui à la dame qui lui tient compagnie. On peut être certain qu'elle ne renoncera jamais ni au gouvernement ni au mari qu'elle croit faits pour elle, pas plus qu'elle ne pardonnerait à celui qui les lui ferait perdre (1). »

Le mariage une fois conclu, la nouvelle grande-duchesse prit à l'égard de l'époux, qui n'était son égal ni pour le rang ni pour l'intelligence, l'attitude de la femme la plus dévouée, la plus soumise et presque la plus humble. « Donnez-moi de vos nouvelles, lui écrivait-elle pendant une courte absence; loin de vous, je ne suis qu'une pauvre chienne. » On en voudrait à M. d'Arneth de produire au jour, même après cent ans écoulés, ces enfantillages de la tendresse conjugale s'il n'y trouvait l'occasion de mettre en

(1) Coxe, *Histoire de la maison d'Autriche*, t. IV, chap. XCI.

lumière le trait qui devait faire l'originalité de cette noble vie : l'union de toutes les vertus domestiques dans leur expression la plus simple, on dirait presque un peu bourgeoise, avec l'élévation toujours royale des pensées et des actes.

A Berlin, ce n'était point sur une faible jeune femme que reposait l'espoir de la dynastie régnante ; c'était sur quatre princes dans la fleur de l'âge, tous élevés dans le métier des armes. La Providence avait béni, par une lignée florissante, l'union des puissantes maisons de Prusse et d'Angleterre. Mais jamais faveur du ciel ne fut moins bien reconnue. Le vieux roi, par des emportemens insensés, la reine par une humeur hautaine et capricieuse, réussissaient à faire de leur intérieur un véritable enfer. Les jeunes princes et les princesses leurs sœurs elles-mêmes, tour à tour épouvantés par des violences ou exténués par des privations matérielles, vivaient devant leurs parens dans un état de terreur qui comprimait leurs plus heureuses facultés ; et, par une application toute nouvelle du droit d'aînesse, celui que ce singulier père poursuivait de ses plus mauvais traitemens, c'était précisément son héritier, le prince Frédéric, qui paraissait pourtant tenir de la nature de brillantes dispositions. Réduit au désespoir par l'excès des humiliations et des souffrances, le jeune homme avait tenté de fuir ; mais, surpris dans cette tentative, enfermé dans une prison d'état comme un vil criminel, contraint d'assister lui-même au supplice de l'ami qui n'avait d'autre tort que d'avoir favorisé son évasion, il avait enfin semblé fléchir sous cet excès d'oppression. Il avait demandé grâce, avouant des fautes qu'il n'avait pas commises et promettant un repentir qu'il ne pouvait éprouver. Depuis lors, il vivait dans une soumission aux moindres volontés paternelles qui dépassait la mesure du respect filial. On l'avait vu, fuyant jusqu'à l'ombre d'une ingérence quelconque dans les affaires de l'état, se réconcilier avec les ministres qui avaient aidé à le persécuter et les traiter même d'amis intimes. Il se résignait à vivre dans un petit manoir d'où il ne sortait que pour prendre part à des manœuvres militaires, qu'il exécutait avec intelligence, mais sans ardeur ; adonné tout entier, le reste du temps, à des goûts spéculatifs que son père pouvait dédaigner, mais qui ne l'offensaient pas. Poésie, musique, littérature, il se livrait à toutes sortes d'études, s'essayant lui-même dans tous les genres, nouant des relations et des correspondances suivies avec tous les savans, tous les artistes, et tous les littérateurs d'Europe. Son admiration juvénile s'adressait même à tous indistinctement avec plus de passion que de choix, aussi bien au pieux Rollin qu'au prédicant luthérien Beausobre ou au pesant métaphysicien Wolf ; et si, entre tous, il distinguait et comblait de caresses l'illustre Voltaire, c'était

sans faire beaucoup de différence entre les œuvres vraiment belles et les plus médiocres de cet homme de génie, et en mettant couramment *la Henriade* au niveau d'Homère.

Une petite société s'était formée autour de lui, dans sa retraite de Rheinsberg (petit château dont il avait transformé le nom en celui plus classique de Remusberg). Tous y menaient, à son exemple, à la fois studieuse et joyeuse vie, associant le culte des muses à des plaisirs discrets. La compagnie était composée de personnes dont le rang et la qualité ne pouvaient donner d'ombrage à la politique la plus soupçonneuse. C'étaient des savans modestes, des officiers d'un grade inférieur. On y causait de tout, même de la politique idéale et abstraite, à la mode d'Aristote et de Platon, des meilleures formes ou des meilleures conditions de gouvernement possibles. La seule chose dont il était interdit de parler, c'était de la politique du jour et surtout de celle du lendemain. « En honneur, écrivait le prince au ministre Grumkow, je puis vous assurer que je vis comme si le roi était immortel, et je veux mourir sur l'heure si je me suis formé un plan pour l'exécuter après sa mort (1). » L'étude, en un mot, l'étude seule semblait absorber toute l'activité d'une intelligence refoulée dans son premier essor par une main despotique et écartée de toute autre voie.

Cette recherche passionnée de la vérité et de l'art était-elle l'expression d'un sentiment bien sincère, ou n'était-ce que la distraction et le déguisement d'une ambition contenue? Le prince ne recherchait-il, en réalité, d'autre conquête que celle de la science et ne se préparait-il à d'autres combats qu'à ceux du raisonnement? C'est sur quoi on discourait autour de lui de façons fort diverses et les connaisseurs étaient partagés. Les gens de lettres, à qui l'amour-propre rend l'illusion facile, tout entiers au charme et à l'orgueil de trouver un collaborateur de si haut parage, célébraient à l'envi le Marc Aurèle ressuscité avec qui la philosophie allait monter sur le trône. Le plus célèbre et le moins crédule, — j'ai nommé Voltaire, — paraît avoir, comme un autre, partagé cet entraînement. Vingt ans après, à la vérité, désenchanté par l'expérience, Voltaire a parlé des premiers jours de cette amitié royale d'un ton leste et dégagé qui ferait croire que, de bonne heure, il s'était mis en garde contre leur séduction. « Le prince héréditaire employait, dit-il dans ses *Mémoires*, ses loisirs à écrire aux gens de lettres de France qui étaient un peu connus dans le monde. Le principal fardeau tomba sur moi. C'étaient des lettres en vers, des traités de métaphysique, d'histoire et de politique. Il me traitait d'homme divin : je le traitais de Salo mon,

(1) *Œuvres de Frédéric le Grand*, publiées en 1850, t. XVI, p. 95. — *Correspondance générale* (Lettre à M. de Grumkow, 1732.)

les épithètes ne nous coûtaient guère. On a imprimé quelques-unes de ces fadaises dans le recueil de mes œuvres. »

Mais Voltaire se vante : rien dans sa volumineuse correspondance n'indique qu'il ait, dès lors, trouvé si lourd le fardeau de ses relations avec un futur souverain, ni qu'il ait été si peu sensible à l'échange de douceurs et de complimens qui en était la suite. Bien loin de traiter de fadaises les factums de poésie et de morale qui lui étaient expédiés sous le cachet du prince, quand il ne les admirait pas sans restriction, il les corrigeait sans sourire. Il ne fit pas même d'exception pour une réfutation, devenue fameuse, des doctrines de Machiavel, qu'il se charga de faire imprimer, et où cependant un lecteur moins prévenu aurait reconnu sans peine un simple exercice de collège dépourvu de tout accent de conviction personnelle. Tout porte donc à croire que, de la meilleure foi du monde, Voltaire pensait qu'un prince qui le traitait d'homme divin devait être l'espérance du genre humain.

Mait ceux qui, recevant moins de bonnes paroles, conservaient plus de sang-froid, éprouvaient aussi moins de sécurité; certains indices leur faisaient reconnaître, sous l'apprenti poète ou métaphysicien, un disciple moins désintéressé de la morale et de la vérité pures. Ils remarquaient, non sans alarmes, un ton de conversation généralement sarcastique et sceptique sur tous les sujets, un jugement dénigrant et dédaigneux sur toutes les personnes, et parfois une dureté d'accent et de regard qui évoquait le souvenir sinistre de la ressemblance paternelle. Chacun sentait, en un mot, que le jour où ce prince, si peu fait sur le modèle commun, prendrait le pouvoir en main, serait un jour de surprise; mais personne ne pouvait dire qui serait déçu ou de la philosophie qui espérait en lui, ou de la politique qui s'en défiait.

Naturellement c'était dans les cours étrangères et dans les chancelleries que la question était faite le plus souvent, et qu'on mettait le plus de curiosité à en deviner la réponse. Dans la complication d'intérêts qui s'agitaient en Europe, avec les luttes d'influences dont tout le monde gardait le souvenir et prévoyait le retour, il n'était indifférent à personne de savoir de quel côté se rangerait, un jour de conflit, un jeune souverain qui trouverait sous sa main, dès le premier jour, soixante-dix-mille hommes et un nombre considérable de millions. Aussi était-ce, parmi les ministres étrangers, à qui tâcherait de pénétrer dans sa retraite, chacun muni du genre d'argument auquel on pouvait le croire accessible. On l'avait marié contre son gré, et il vivait éloigné de la princesse royale, affectant de n'user avec elle d'aucun des droits de l'intimité conjugale. Par l'intermédiaire de la reine sa mère, sœur de George II, l'Angleterre lui faisait offrir la main d'une de ses princesses pour le cas où il

songerait à un divorce. L'Autriche, mieux avisée peut-être, essayait de le toucher à un point plus sensible que le cœur. L'ambassadeur de Charles VI lui avait d'abord sauvé la vie en le protégeant contre la colère de son père, qui voulait le mettre en jugement, et en déclarant qu'un prince de maison souveraine ne pouvait être justiciable que de l'empereur. Puis quand il fut pardonné et que la sordide économie du vieux roi le laissait souvent privé du nécessaire, le même envoyé était venu lui offrir de venir en aide à son dénûment par une subvention régulière sur la cassette impériale, proposition qui fut acceptée avec un empressement aussi peu royal que philosophique. Ce moyen de se mettre en grâce paraissant réussir, la Russie, à son tour, voulut en user, mais elle dut y mettre plus de façons. Ce ne fut pas de l'impératrice Anne elle-même, mais de son premier ministre Biren, que les avances furent censées provenir; elles passèrent par les mains du ministre de Saxe à Saint-Pétersbourg, digne seigneur qui avait gagné la confiance du prince pendant son séjour à Berlin en lui enseignant la métaphysique. Les remises d'argent eurent lieu par des voies détournées, après avoir été annoncées, d'après un chiffre convenu, sous forme d'envois de livres d'histoire ou de philosophie.

Quant à la France, ou elle n'avait pas cherché, ou elle n'avait pas trouvé de façons équivalentes de se faire bien voir. Un de ses envoyés, La Chétardie, homme de goût et bon convive, avait bien su se faire admettre, à plus d'une reprise, dans l'intimité du Rheinsberg : mais il n'en était pas de même de son successeur, le marquis de Valori, vieux soldat cachant un mérite véritable sous des manières rustiques, que rendait plus gauches encore son extrême obésité. Frédéric, qui devait plus tard lui rendre plus de justice, l'avait pris en déplaisance et s'amusait à le tourner en ridicule. Aussi quand le pauvre diplomate, assez maladroitement, avait demandé une audience pour lui parler d'affaires, il n'en avait obtenu que cette sèche réponse : « Les commissions dont vous êtes chargé ne peuvent être relatives qu'à la personne du roi, et je ne crois pas qu'il soit séant que je m'en informe. » — Sur quoi l'interlocuteur, un peu déconfit, rendait compte du mauvais succès de sa démarche à son ministre dans des termes qui peignaient assez bien et sa propre ignorance et les incertitudes de l'opinion. « Le prince royal, écrivait-il, donne l'exemple d'une attention continuelle à s'observer sur les démarches les plus simples. A la dissimulation près, son caractère ressemble à celui de son père : ceux qui le connaissent le mieux sont persuadés qu'il faudra faire connaissance avec lui sur nouveaux frais ; il ne sera plus le même homme, mais ils ignorent ce qu'il sera. » Un état d'attente inquiète était ainsi général d'un bout de l'Allemagne et presque de l'Europe

à l'autre : résultat naturel de l'étrange caprice de la fortune qui remettait la destinée de deux grands royaumes à deux choses aussi incertaines que la fermeté d'âme d'une femme et la sincérité d'un philosophe.

Le philosophe fut le premier que la destinée mit à l'épreuve en l'appelant à régner. Le 31 mai 1740, le vieux Frédéric-Guillaume expirait après une longue agonie, et son fils sortait de sa retraite pour lui succéder. Si ce jour-là le prince royal n'avait encore pensé à rien, il est certain que le lendemain le nouveau roi se trouva prêt à tout. Finances, administration, armée, diplomatie, ou il avait tout médité ou tout lui fut révélé d'un coup d'œil. Il n'avait pas régné vingt-quatre heures que tous, anciens conseillers ou nouveaux favoris, savaient déjà à ne pas s'y méprendre qu'ils n'avaient à se prévaloir ni ceux-ci de leurs anciens services politiques, ni ceux-là de leur confidences littéraires, mais tous à servir un maître qui entendait les employer, les uns comme les autres, à des desseins arrêtés dont il gardait le secret. Ce fut un coup de théâtre qui causa plus d'une déception et qu'un écrivain éminent, Macaulay, a cru pouvoir comparer à la fameuse scène de Shakspeare où le prince de Galles, devenu Henri V, congédie ses compagnons de débauche. Cette assimilation manque d'exactitude : Voltaire n'avait rien de Falstaff, les hôtes du Rheinsberg ne ressemblaient pas à une grossière bande de viveurs, et Frédéric ne congédia personne. Ce qui caractérisa, au contraire, sa conduite dans cette prise de possession du pouvoir, c'est que, conservant à peu près toutes les traditions et surtout tous les résultats de la politique paternelle, ne corrigeant que ce qu'ils avaient de violent et d'excentrique, il sut leur imprimer à l'instant le cachet de son originalité propre.

D'une part, il maintenait tous les ministres en activité; non-seulement il ne licenciait pas un soldat, mais il accroissait l'effectif de ses troupes en attachant seulement plus de prix à la valeur et au nombre des hommes qu'à leur taille. Ceux de ses amis qui avaient compté sur des largesses pécuniaires eurent le chagrin d'apprendre que, s'il savait mieux dépenser, il comptait pourtant tout aussi bien que son père et ne tiendrait pas moins serrées que lui les clés du trésor. Mais en même temps rien n'indiqua ni qu'il dît adieu ni seulement qu'il fît trêve à aucune de ses préoccupations de la veille. Soit que, par l'instinct du génie, il devinât l'action nouvelle qu'allaient exercer sur le monde la philosophie et les lettres, soit que, comme tous les hommes destinés à agir sur leurs contemporains, il partageât lui-même leurs passions et leurs tendances, il n'eut garde d'éloigner de lui, même un jour, ces puissances naissantes; loin de là, il sembla prendre soin de les enchaîner plus que jamais à son service, décidé à se faire suivre d'elles partout, même sur le champ

de bataille, pour y trouver, non le délassement de ses loisirs, mais l'instrument de ses desseins. « J'ai d'abord commencé, écrivait-il à Voltaire, par augmenter les forces de l'état de siège de seize bataillons, de six escadrons de hussards et d'un escadron de gardes du corps. J'ai posé le fondement de notre nouvelle académie. » Une armée et une académie mises sur le même pied le même jour pour servir la même politique, c'est Frédéric tout entier (1).

Tel il apparut sur la scène aux spectateurs contemporains, tel il se montre à nous dans les coulisses où les publications récentes nous font pénétrer. Le novice de vingt-huit ans se fait voir dès le premier jour exactement et de tout point semblable à ce que sera plus tard le vieux monarque chargé d'années, de gloire et d'expérience. C'est la même variété d'arts au service de la même unité de vues ; c'est une statue coulée en bronze d'un seul jet. C'est par là que les nouvelles révélations sont curieuses et qu'elles donnent un véritable intérêt à des détails qui pouvaient jusqu'ici paraître insignifians.

Ainsi la *Correspondance politique* s'ouvre par les instructions données aux envoyés chargés de faire part aux diverses cours de l'avènement du nouveau règne. On sait ce que sont d'ordinaire ces missions d'apparat, qui ne consistent guère qu'en un banal échange de complimens. Ici, rien de pareil ; il n'est pas une de ces pièces où l'on ne saisisse l'empreinte d'un génie personnel et comme l'ongle du lion. Celles qui sont adressées aux cabinets de Versailles et de Londres ont en particulier ce caractère. Il est vrai que la situation de ces deux cours, très critique à cette date, donnait à toutes démarches faites auprès d'elles une importance particulière. C'était le moment où, après trente-cinq ans de paix, la France et l'Angleterre allaient reprendre, malgré leurs gouvernemens et sous l'empire de passions populaires irrésistibles, le cours de leur rivalité séculaire. Le ministre anglais Walpole venait à regret, sous la pression de son parlement, de déclarer la guerre à l'Espagne, et le ministre français, le vieux Fleury, de plus mauvaise grâce peut-être encore, se laissait entraîner à prendre part à la lutte, par suite de la solidarité qui unissait les deux trônes de la maison de Bourbon.

Il est curieux de voir avec quelle promptitude de coup d'œil Frédéric prend à l'instant entre les parties adverses une place intermédiaire qui lui permet de mettre son amitié à prix et de la proposer sans détour au plus offrant. Ce rôle de marchandage politique et militaire est celui qu'il jouera toute sa vie dans les querelles européennes, trafiquant de son génie et de ses armes comme un commerçant de ses capitaux, avec cette différence que, pour les com-

(1) Frédéric à Voltaire. *Correspondance générale*, 27 juin 1740.

merçans, les marchés tiennent quand ils sont conclus et que Frédéric, au contraire, n'hésitera jamais à rompre les siens, même après les signatures données, pour peu qu'on lui propose une surenchère avantageuse.

Le choix même des envoyés paraît avoir été calculé par lui à dessein. Tandis qu'à Londres ou plutôt à Hanovre, où le roi George se trouvait en passage, il se fit représenter par un diplomate de vieille roche et un noble de vieille souche, le comte de Truchsess, — pour complimenter Louis XV, au contraire, il désigna un simple officier, le colonel de Camas, fils d'un réfugié de l'édit de Nantes, mais qui était un des amis de sa jeunesse, un membre de sa coterie intime. Bien des gens s'étonnèrent de voir un si petit personnage accrédité auprès d'un si grand roi et un émigré protestant renvoyé dans son ancienne patrie que gouvernait encore un cardinal. A ceux qui témoignèrent cette surprise Frédéric se borna à répondre en raillant que Camas était manchot, tandis que le marquis de Valori, l'envoyé de France, avait perdu trois doigts par suite d'une blessure. « Le roi de France m'a envoyé un ambassadeur qui n'a qu'une main, dit-il, je m'acquitte de ce que je lui dois en lui en envoyant un qui n'a qu'un bras. »

La vérité était que Truchsess était chargé de faire entendre à Londres que l'envoi de Camas au roi de France, — précisément parce qu'il était peu naturel, — était l'indice d'une mission confidentielle au-devant de laquelle l'Angleterre devait se hâter de courir si elle voulait en prévenir l'effet. Camas, de son côté, devait insinuer à Versailles qu'admis de longue date dans l'intimité du nouveau roi, il avait pénétré les desseins ambitieux de sa jeune âme et qu'il fallait les seconder au plus vite si on ne voulait la tourner contre soi.

« Vous ferez, était-il dit à Truchsess, au roi d'Angleterre des assurances d'amitié personnelle à l'infini, et devant les ministres ou les créatures françaises vous affecterez beaucoup de cordialité quand même il y en aurait très peu... Mais vous ferez beaucoup valoir l'envoi de Camas en France. Vous direz *avec un air de jalousie* qu'il possède ma confiance et qu'il ne va pas en France pour enfiler des perles (1). »

Voici d'autre part l'instruction de Camas :

« L'augmentation qui se fera de mes troupes pendant votre séjour à Versailles vous fournira l'occasion de parler de ma façon de penser, vive et impétueuse ; vous pouvez dire qu'il était à craindre que cette augmentation ne produisît un feu qui mît l'incendie dans toute l'Europe, que le caractère des jeunes gens était d'être entreprenant et que les idées d'héroïsme troublaient et avaient troublé

(1) *Politische Correspondenz Friedrichs des Grossen*, t. I, p. 8.

dans le monde les intérêts d'une infinité de peuples. Vous pouvez dire que j'aime la France naturellement, mais que, si on me négligeait à présent, ce serait peut-être pour toujours et sans retour; mais qu'au contraire, si l'on me gagnait, je serais en état de rendre à la monarchie des services plus importans que Gustave-Adolphe ne lui en a jamais rendu. Vous ferez mille civilités au cardinal, vous paierez paroles veloutées de paroles veloutées et les réalités d'autres réalités. Excitez, autant qu'il sera en vous, l'envie qu'ils ont contre l'Angleterre (1). »

Outre sa mission officielle doublée, comme on voit, d'instructions secrètes, Camas avait encore, chemin faisant, une autre tâche à remplir, qui, celle-ci non plus, ne consistait pas sans doute, dans la pensée de Frédéric *à enfiler des perles*. A moitié route, entre Berlin et Paris, il dut se détourner pour frapper à la porte de Voltaire, qui séjournait momentanément à Bruxelles avec sa célèbre amie Mme du Châtelet pour veiller à un procès que la marquise soutenait devant les tribunaux flamands. Le prétexte de ce temps d'arrêt était de faire suspendre la publication commencée de *l'Anti-Machiavel*, que Voltaire avait confiée à un éditeur de La Haye. Je dis le prétexte, car l'éditeur s'étant absolument refusé à se dessaisir d'un manuscrit auquel la nouvelle dignité de l'auteur ajoutait un prix inespéré, Frédéric n'insista pas et ne parut nullement contrarié que ses élucubrations morales fussent appelées à voir le jour. Le vrai but de la visite de Camas, qui fut faite d'ailleurs avec ostentation, était de montrer à toute l'Europe lettrée que le poète couronné saluait la royauté littéraire avant toute autre. Camas le laissa si bien entendre et Voltaire se le laissa si bien dire que, quelques jours après, Frédéric pouvait lui écrire, sans craindre de paraître trop railleur : « Les lettres de Camas ne sont remplies que de Bruxelles. A juger par ses relations, il semble qu'il ait été envoyé à Voltaire et non à Louis. » Aux complimens était joint le cadeau d'un quartaut de vin de Hongrie, et Voltaire, dans ses *Mémoires*, raconte qu'il trouva « ce don liquide, » comme il l'appelle, fort au-dessous de ce qu'il attendait des largesses royales. Nul doute qu'il en eût préféré de plus solides; mais s'il trouva le vin médiocre, quant à la flatterie du moins il la savoura avec avidité.

Derrière Camas, d'ailleurs, Voltaire était averti qu'il allait voir arriver Frédéric lui-même. La même lettre lui faisait savoir que le nouveau roi serait à la fin de l'été sur les bords du Rhin et lui donnait rendez-vous dans la ville de Clèves. Le motif de ce déplacement n'avait rien que de naturel. Le duché de Clèves, bien que détaché du reste des états prussiens, faisait partie par héritage du patrimoine

(1) *Politisches Correspondez Friedrichs des Grossen*, t. I, p. 8.

de la maison de Brandebourg. Les rois de Prusse avaient, de plus, la prétention d'y joindre au même titre les duchés de Berg et de Juliers, à l'extinction de la maison palatine, dont le dernier titulaire, l'électeur régnant, était vieux et sans enfant. Il était donc assez simple que Frédéric vînt recevoir les hommages de ses provinces rhénanes, en même temps que veiller au maintien de ses droits éventuels. Mais outre cet intérêt qui était réel, il n'est pas défendu de penser que l'idée de se rapprocher de cette France, qui était encore le plus grand théâtre politique intellectuel et militaire de l'Europe, ne fût point étrangère à une résolution qui, bien qu'explicable, parut à tout le monde un peu hâtive.

Quand le départ du roi fut connu à Berlin, le bruit se répandit qu'il avait l'intention de pousser jusqu'à Paris. Ce qu'il y a de certain, c'est qu'arrivé presque en vue de France, la tentation de voir de ses yeux une ville et une armée françaises devint si forte qu'il ne put y résister et qu'il conçut la pensée singulière de pénétrer incognito dans la ville de Strasbourg. Ce fut un incident qui fit grand bruit en son temps, et qui eut, comme nous l'apprendrons plus tard, des conséquences qu'on ne pouvait prévoir et plus graves même qu'on ne l'a su.

En ce temps-là, en effet, l'Europe n'était pas sillonnée de chemins de fer, et les princes de tout rang ne la parcouraient pas à toute heure, comme aujourd'hui, sans grand appareil et sans exciter plus de curiosité que d'attention. L'équipée de Frédéric était donc très étrange pour l'époque et très difficile à tenir secrète; à vrai dire, il n'y prit pas grand'peine. La suite dont il se fit accompagner, composée d'un de ses frères, le prince Guillaume, de deux aides de camp, deux chambellans et huit domestiques, était bien considérable pour un simple gentilhomme silésien, dont le passe-port ne portait que le nom obscur du comte Dufour. Encore ce passe-port fut-il dressé à la dernière heure sur la demande qui en fut faite par le gardien du poste de Kehl et scellé d'un cachet aux armes royales que e roi portait sur lui : circonstance qui n'échappa point aux assistans.

L'entrée de ce petit cortège dans la ville et sa descente à l'hôtel ou, comme on disait alors, au cabaret du *Corbeau*, fit donc sensaion, d'autant plus que le personnage singulier qui était en tête demanda sur-le-champ qu'on lui fît grande chère et la meilleure possible, et qu'on allât chercher au café militaire voisin des officiers français qui voulussent bien souper avec lui. L'offre, de la part d'un inconnu, était cavalière, et l'hôtelier qui la porta fut accueilli par les rires des officiers attablés au café. Deux d'entre eux pourtant, capitaines au régiment de Piémont, qui se trouvaient peut-être déjà en pointe de vin, se risquèrent à l'accepter, sans doute avec la pensée de se divertir aux dépens de la cuisine et de la pédanterie tudesques.

A leur grande surprise, ils trouvèrent dans leur hôte mystérieux un jeune seigneur de grande mine, d'un esprit leste et dégagé, parlant français sans accent, vif dans ses propos et prompt à la réplique, faisant avec d'excellens vins raison à leurs santés et chorus à leurs chansons grivoises. Vers la fin du souper seulement, le prétendu comte se permit sur la tenue des troupes françaises quelques plaisanteries qui furent relevées avec vivacité par l'un des convives, et la querelle allait s'aigrir si l'autre, qui avait mieux conservé son sang-froid et se doutait de quelque chose, n'avait fait taire son camarade et rompu à temps l'entretien. Ils se retirèrent à une heure avancée de la nuit en priant les nobles étrangers de leur rendre la politesse et de venir souper avec eux le lendemain à leur café; puis, dès le matin, ils allèrent rendre compte de leur étrange rencontre au gouverneur de la province.

C'était un vieux militaire assez renommé, qui avait commandé en chef et géré une grande ambassade, le second maréchal de Broglie (circonstance qui me procure l'avantage de posséder un récit de cette petite aventure fait sur l'heure et de première main, mais plus fidèle que ceux qui circulèrent dans les gazettes et qu'on trouve dans les mémoires). Le maréchal, jugeant qu'un inconnu qui faisait si grandement les choses, ne pouvait être qu'un prince ou un aventurier, recommanda aux jeunes gens de se tenir en garde et mit lui-même sa police en campagne. Il convient même qu'un instant il eut la pensée de le faire arrêter. Au même moment, le roi, se doutant qu'il ne pourrait pas passer inaperçu, lui envoyait son frère et deux de ses compagnons, toujours sous leurs noms supposés, pour lui offrir ses complimens avec ses excuses de ne pouvoir venir lui-même, à cause d'une indisposition qui ne lui permettait pas de sortir. Le maréchal reçut les visiteurs de bonne grâce, les dévisagea pourtant avec attention et les retint à dîner en leur proposant (c'était jour férié) d'entendre auparavant la messe dans sa chapelle. L'offre parut leur causer plus d'embarras qu'il n'appartenait à des nobles d'une province en grande partie catholique comme la Silésie. Après quelque hésitation, un seul se décida à accompagner le maréchal au service divin. Celui-là avait l'accent italien : c'était, en effet, le Vénitien Algarotti, jeune savant dont Frédéric venait de faire un comte et un chambellan. C'était le seul qui parût à l'aise et qui tînt le dé de la conversation ; les autres étaient fort empêchés, semblant (dit le maréchal dans son récit) avoir *fort peu de monde*.

Pendant qu'on disait la messe et qu'on servait le dîner, Frédéric, qui s'ennuyait à l'auberge, avait imaginé pour se distraire de monter sur la plate-forme du clocher de la cathédrale; comme il en descendait, il fut accosté sur le parvis par un bourgeois de la ville bui, se jetant à ses pieds, le supplia en l'appelant *sire* et *votr*

majesté de lui accorder la libération de son neveu. Ce neveu était un grand garçon de 5 pieds 8 pouces qui, voyageant en Allemagne, avait été saisi et enrôlé de force, en raison de sa haute stature, dans les grenadiers de la garde du feu roi Guillaume. Comme Frédéric se débattait en disant à l'homme qu'il était fou et pressait le pas pour lui échapper, celui-ci tira de sa poche et lui fit voir une médaille à son effigie, distribuée à Berlin le jour de son couronnement. Frédéric alors lui mit brusquement la main sur la bouche et lui promit tout ce qu'il voudrait pourvu qu'il gardât le silence. L'autre promit tout et naturellement alla tout conter au cabinet du gouverneur. Il y rencontra deux soldats, déserteurs de l'armée prussienne, qu'on avait mis aux aguets dans le voisinage du *Corbeau* et qui venaient rendre le même témoignage.

Averti de la vérité avant que ses convives l'eussent quitté, le maréchal, au moment de les laisser partir, en prit un à part et le pria de faire savoir au comte Dufour qu'il était reconnu et qu'on était prêt à lui rendre tous les honneurs dus à son rang, s'il le trouvait bon, comme à ne rien dire, si mieux lui convenait. En réponse, le roi lui fit dire qu'il allait venir et demandait à être reçu en particulier.

Comment se passa l'entretien? Frédéric, très ennuyé d'être découvert et un peu confus de s'y être exposé, témoigna-t-il une mauvaise humeur qui embarrassa le maréchal? Le maréchal le reçut-il avec un étalage de politesses et de salutations qui achevèrent de le trahir aux yeux des domestiques? Avait-il mis pour le recevoir tous ses ordres et son habit de cérémonie? Profita-t-il avec peu de tact de la circonstance pour parler de politique et rappeler qu'étant ambassadeur auprès du roi d'Angleterre, il avait rencontré le feu roi de Prusse à Hanovre et signé même avec lui une convention diplomatique? Mit-il la conversation sur le militaire et en prit-il occasion pour rappeler les succès qu'il venait de remporter lui-même en Italie, dans une campagne où la Prusse avait pris parti pour l'Autriche? C'est ce qu'il est difficile de savoir, vu que l'entrevue n'eut d'autres témoins que deux aides de camp de Frédéric. Toujours est-il que le roi sortit, au bout de très peu de temps, plus maussade qu'il n'était entré, saluant sèchement la maréchale, qui insista pour lui être présentée et promettant d'assez mauvaise grâce de revenir souper pour aller ensuite à la comédie.

On lui donna, sur sa demande, un officier pour le conduire à la citadelle. Entre temps, la nouvelle s'était ébruitée, et à la porte de l'hôtel, il trouva une foule assemblée qui lui fit cortège jusqu'aux remparts. Il visita tout, canons, arsenal, fortifications, se fit tout expliquer dans le dernier détail; puis rentré à son auberge, il demanda des chevaux de poste, adressa au maréchal un billet d'excuse très peu poli et partit à la brune avec moins de façon encore

qu'il n'était venu. Le désappointement du maréchal et du public fut d'autant plus grand qu'on avait fait préparer dans la loge principale un siège élevé et un tapis pour le royal visiteur et que la salle était déjà comble bien avant l'heure du spectacle (1).

Arrivé à Wesel, Frédéric tailla sa plume pour envoyer à Voltaire un récit burlesque de son expédition moitié prose et moitié vers, sur le modèle du *Voyage* de Chapelle et de Bachaumont, où il se moquait de tout le monde, un peu de lui-même, beaucoup de la morgue et des grands airs du maréchal, et surtout de la France et des Français. « Là, disait-il, j'ai vu ces Français dont vous avez tant chanté la gloire,

. . . . . .
Ce peuple fou, brutal et galant,
Superbe en sa fortune, en ses malheurs rampant,
D'un bavardage impitoyable
Pour cacher le creux d'un esprit ignorant.
. . . . . .
Léger, indiscret, imprudent.
Non, des vils Français, vous n'êtes pas du nombre;
Vous pensez, ils ne pensent pas. »

Voltaire, en recevant ce beau chef-d'œuvre, ne trouva à redire qu'à la facture des vers, qui effectivement clochait un peu. Quant aux outrages adressés à ses compatriotes, il les prit en bonne part, ne s'apercevant pas qu'il les justifiait en les supportant. Avant même de le connaître, Frédéric avait deviné qu'avec ce grand esprit, comme avec la secte de ses disciples et la tourbe de ses imitateurs,

(1) J'ai suivi, dans le récit de cet incident, le compte-rendu fait par le maréchal lui-même, le lendemain de la visite de Frédéric. Naturellement, si le vieux gouverneur fut coupable de quelque maladresse, ou il n'en eut pas conscience, ou il se garda d'en faire l'aveu, de sorte qu'on ne peut bien comprendre ce qui excita la mauvaise humeur du roi à un degré tel que, quand le maréchal dut, l'année suivante, entrer de nouveau en relation avec lui, pour exécuter des opérations militaires, ce souvenir créa entre eux une véritable difficulté.

Ce qu'il y a de certain, c'est que les choses ne se passèrent pas comme elles sont racontées dans les récits venus de l'entourage de Frédéric, entre autres dans les souvenirs de Thiebaut (*Vingt Ans de séjour à Berlin*, t. I, p. 151). Suivant Thiebaut, ce fut pendant un dîner auquel Frédéric se laissa convier par le maréchal que la reconnaissance eut lieu, et la maréchale, qui ne fut avertie de rien, se permit des propos qui blessèrent Frédéric sur le compte de la reine sa mère, qu'elle avait connue à Hanovre dans sa jeunesse. Puis, à la fin du repas le maréchal s'oublia jusqu'à se servir du mot de *sire*, ce qui trahit l'incognito.

Même dans ces termes, la cause de l'irritation de Frédéric paraît encore bien futile. Mais rien de tout cela n'est exact. Frédéric ne dîna pas chez le maréchal, et la maréchale ne le vit que quelques instans en cérémonie.

Les *Archives de la Bastille* (t. VII, publié cette année même) contiennent une lettre du maréchal au ministre de la guerre, rendant compte de la visite royale avec des détails conformes à ceux du récit que je possède.

on aurait toujours raison de la fierté nationale en caressant la vanité littéraire. C'est un secret qu'il devait mettre à profit en plus d'une circonstance.

L'entrevue tant attendue eut lieu enfin entre le roi et le poète, à la fin de septembre, dans le château de la Meuse, auprès de Clèves : elle fut aussi tendre, aussi chaude, aussi enthousiaste de part que d'autre. Frédéric, qui était au lit pour un accès de fièvre, se leva tout exprès pour faire accueil à son glorieux hôte. On soupa ensemble et on causa jusqu'à une heure avancée de la nuit de toutes choses, « de l'immortalité de l'âme, du libre arbitre et même des androgynes de Platon, » sinon à fond, comme dit Voltaire, au moins avec un feu roulant d'épigrammes et un choc étincelant de traits d'esprit.

Par occasion, le roi pria Voltaire de lui rendre un léger service : c'était de rédiger pour lui un manifeste à l'adresse de l'évêque de Liège, auquel il réclamait une somme d'un million en rachat d'une seigneurie située dans le domaine de ce prélat, et dont la couronne de Brandebourg se disait suzeraine. C'était une vieille contestation pendante depuis des années devant la diète germanique. Frédéric s'était mis en tête d'exiger son dû, toute affaire cessante, et à l'appui de sa prétention faisait déjà avancer un corps de troupes. Vainement l'empereur Charles VI protestait contre cette manière de brusquer les choses et de se passer de la sentence impériale. A dire le vrai, c'était précisément parce que l'empereur réclamait le droit de rendre la justice que Frédéric avait résolu de se la faire lui-même. Il tenait à montrer que, sur ce point comme en toute chose, il ne voulait dépendre de personne. Je ne sais si cette pensée perçait dans le manifeste de Voltaire, que nous n'avons pas; mais, à coup sûr, elle n'y était pas exprimée dans des termes aussi clairs, et, pour tout dire, aussi crus que dans une petite note autographe que nous trouvons dans la *Correspondance politique*, ainsi conçue : « J'irai dans le pays de Clèves et je tenterai la voie de la douceur. Si l'on me refuse, je saurai me faire justice. L'empereur est le vieux fantôme d'une idole qui avait du pouvoir autrefois et qui était puissant, mais qui n'est plus rien à présent. C'était un homme robuste, mais le Français et le Turc lui ont donné la v... et il n'est plus rien à présent. » Convaincu par les argumens de Voltaire ou par les grenadiers prussiens, l'évêque de Liège s'exécuta et paya le million.

Mais ces procédés hautains, ce sans-façon diplomatique et militaire, commençaient à donner l'éveil aux politiques de l'Europe. « On considère ici la déclaration, écrivait le marquis de Valori (celle que Voltaire avait rédigée), comme un premier effet de cette présomption dont je vous ai parlé et de l'éloignement à consulter les

gens sages qui savent faire parler les princes avec modération et fermeté (1). » Où tendaient donc ces allures présomptueuses et ces aspirations d'une ambition mal contenue? C'est ce qu'on se demandait avec surprise, car la seule prétention que Frédéric fît connaître, la succession aux duchés de Juliers et de Berg, c'était trop peu de chose pour motiver tant de préparatifs et pour prendre le verbe si haut.

A cette question que chacun allait lui poser, la fortune devait permettre à Frédéric de faire une réponse plus prompte peut-être et plus catégorique que lui-même ne l'avait prévu. Le 26 octobre, l'empereur Charles VI mourait à Vienne presque subitement, et le courrier qui en apporta la nouvelle arriva au Rheinsberg au moment où Frédéric était aux prises avec un accès plus violent que de coutume de sa fièvre intermittente. Les officiers qui la reçurent hésitèrent à pénétrer chez le roi; l'un d'eux cependant s'y décida et lui tendit le message sur le lit où il était couché, sans ajouter un mot. Le roi le lut jusqu'au bout sans proférer lui-même une parole et sans qu'un muscle de son visage trahît la moindre émotion; puis il se leva tout tremblant encore de frisson, en ordonnant qu'on mandât à l'instant de Berlin son ministre d'état Podewils et le feld-maréchal Schwerin.

En les attendant, il reprit sa correspondance et écrivait à Voltaire : « Mon cher Voltaire, l'événement le moins prévu du monde m'empêche cette fois d'ouvrir mon âme avec la vôtre, comme d'ordinaire, et de bavarder comme je le voudrais. L'empereur est mort... Cette mort dérange mes projets pacifiques et je crois qu'il s'agira, au mois de juin, plutôt de poudre à canon, de soldats et de tranchées que d'actrices, de ballets et de théâtres... C'est le moment du changement total de l'ancien système de politique : c'est le rocher détaché qui roule sur la figure des quatre métaux que vit Nabuchodonosor, et qui les détruisit tous... Je vais faire passer ma fièvre, car j'ai besoin de ma machine et il en faut tirer à présent tout le parti possible... Adieu, mon cher Voltaire, ne m'oubliez jamais... Je vous envoie une ode en réponse à celle de Gresset (2). »

Frédéric avait raison, la pierre détachée du vieux roc de l'empire allait voler en éclats à travers l'Europe.

II.

La mort, même quand elle se fait annoncer d'avance, surprend toujours ceux qu'elle frappe. Malgré l'altération visible de la santé

(1) Le marquis de Valori au ministre Amelot, 20 septembre 1740. (*Correspondance de Prusse*, ministère des affaires étrangères).

(2) Frédéric à Voltaire, 26 octobre 1740. (*Correspondance générale.*)

de Charles VI, dont une profonde mélancolie était depuis plusieurs années le symptôme, personne ne s'attendait à la rapidité de l'accident qui l'emporta. Un refroidissement pris à la chasse, suivi d'une indigestion causée par un plat de champignons, le mit, en deux jours, dans un état si désespéré, qu'à peine lui resta-t-il le temps suffisant pour bénir ses enfans et recommander son âme à Dieu.

Rien n'était préparé pour un événement que tout le monde aurait dû prévoir. L'empereur laissait bien, on l'a vu, l'intégrité de sa succession à sa fille aînée par un testament revêtu de l'adhésion de toutes les puissances. Mais, outre que quelques-unes de ces adhésions étaient accompagnées de réserves menaçantes, on sait ce que valent, pour les vivans, les engagemens pris envers les morts. Une seule chose eût pu donner à ces dispositions posthumes une sanction effective : c'eût été l'élection du gendre de Charles VI et de l'époux de Marie-Thérèse à la dignité de roi des Romains, élévation qui aurait fait de lui le chef désigné d'avance du saint-empire et le successeur de Charlemagne.

Tel avait bien été, en effet, le désir de l'empereur défunt, et il en avait entretenu sous main, à plusieurs reprises, quelques-uns des princes électeurs; mais il avait tardé jusqu'au dernier jour à leur en faire la proposition publique, attendant toujours que le jeune grand-duc eût fait oublier, par un séjour de quelque durée en Allemagne ou par des services éclatans, la qualité d'étranger qu'on lui reprochait. Il aurait désiré aussi, avant de rien tenter, que l'archiduchesse eût mis au jour un héritier mâle, afin de garantir l'avenir contre le retour des embarras de la succession féminine. Aucune de ces espérances n'était réalisée : l'archiduchesse n'avait que deux filles; le jeune grand-duc, d'un caractère frivole, d'un esprit étroit et de manières hautaines, ne réussissait pas à se faire aimer; dans la dernière guerre contre les Turcs, où il avait commandé un corps d'armée, il n'avait fait preuve d'aucun mérite particulier et partageait l'impopularité commune à tous les généraux compromis dans cette campagne désastreuse.

Ce qu'il y avait de plus fâcheux, c'est que c'était dans les états héréditaires de la maison d'Autriche, au centre même de son patrimoine, que ce sentiment de défiance était le plus marqué. Vienne, accoutumée depuis des siècles à être la capitale de l'empire, était peu pressée de compromettre cette position prépondérante par une fidélité excessive aux droits contestables d'une jeune femme qu'on connaissait peu, mariée à un étranger qui ne se faisait pas avantageusement connaître. Parmi les nombreux aspirans qui pouvaient prétendre à la succession de Charles VI, s'il en était un qui dût parvenir plus aisément à la couronne impériale que l'époux de Marie-Thérèse, pourquoi ne pas se rallier à celui-là et l'accepter de

bonne grâce plutôt que de s'engager dans des procès ou dans des luttes dont l'issue était douteuse? On désignait en particulier, comme un souverain très acceptable, l'électeur Charles de Bavière, époux d'une archiduchesse (la fille de Joseph Ier), tout aussi bien que François de Lorraine, mais plus Allemand que lui, et qui, déjà possesseur d'un état considérable, l'aurait apporté en dot à ses nouveaux sujets. Le courant du vœu populaire se prononçait en sa faveur, même dans les rues de la capitale. « La princesse n'est pas aimée, écrivait le marquis de Mirepoix, ambassadeur de France, une partie de la haine et de l'éloignement qu'on a pour le grand-duc retombe sur elle. Tous les vœux sont pour l'électeur de Bavière, et je ne doute pas que, si ce prince paraissait, on ne courût en foule au-devant de lui (1). » « On entend, écrivait l'ambassadeur de Venise, le murmure de voix tumultueuses qui disent qu'il ne convient pas à la nation d'être gouvernée par une femme et que l'intérêt commun est de faire choix d'un prince allemand (2). »

Aussi, dans les régions officielles, le trouble et le doute régnaient partout, et tout était perdu si une hésitation eût traversé le cœur de Marie-Thérèse. Mais elle seule ne douta un instant ni de son droit ni d'elle-même. Enceinte de plusieurs mois et tellement ébranlée par la douleur qu'il avait fallu l'éloigner de la chambre du mourant, où elle s'était évanouie plus d'une fois, dès que la Providence eut rendu l'arrêt fatal, elle se redressa en quelque sorte à cet appel. Le jour même, elle fit savoir aux grands fonctionnaires de l'état qu'elle attendait leurs hommages et les reçut assise sous le dais royal. D'une voix forte, bien qu'entrecoupée par la douleur, elle les confirma tous dans leurs emplois, ne leur demandant que de les remplir avec la fidélité qu'ils avaient témoignée à son père; puis elle ordonna qu'à partir de ce moment, tous les actes officiels seraient rendus au nom de la reine de Hongrie et de Bohême, archiduchesse d'Autriche.

Le lendemain, elle réunissait le conseil privé et prenait séance à sa tête, ayant le grand-duc son époux à sa gauche. Ce dut être un étrange spectacle que cette jeune femme, dans tout l'éclat de la jeunesse et de la beauté, entourée de ses conseillers cassés et chenus, dont le plus jeune, nous dit M. d'Arneth, n'avait pas moins de soixante-dix ans. Et il ne faudrait pas croire que ce fussent de vieux serviteurs, nourris dans le respect et le dévoûment pour la race de leurs maîtres et accourus tout en larmes aux pieds de leur nouvelle souveraine. C'étaient, au contraire, des cœurs desséchés par un usage

(1) Le marquis de Mirepoix à M. Amelot, 22 octobre 1740. (*Correspondance de Vienne*, ministère des affaires étrangères.)

(2) D'Arneth, t. I, p. 170.

égoïste de la fortune, usés par une longue pratique de l'intrigue des cours, et prêts à tourner avec la fortune. Ni chez un diplomate corrompu comme Zinzendorf, ni chez un scribe émérite comme Bartenstein, apprécié seulement par ses roueries de procureur, on n'aurait trouvé le moindre vestige d'un sentiment chevaleresque, et plus d'un, en entrant dans la salle du conseil, dut songer à se ménager une porte de sortie.

La princesse pourtant, par un mélange de grâce et d'autorité, sut d'abord les dominer, puis les séduire, enfin même les échauffer. Les ordres qu'elle leur donna, les résolutions qu'elle fit prendre pour la reconnaissance de son pouvoir, furent exécutés dès le jour même avec une activité qu'on n'avait pas connue de longue date dans la vieille machine impériale, et qui semblait en faire crier les ressorts rouillés. L'ardeur de la reine était contagieuse et se communiquait à tous. Ni elle ni le grand-duc ne se donnaient un instant de repos; ils ne semblaient prendre ni sommeil ni nourriture, inséparables d'ailleurs l'un de l'autre dans l'accomplissement de leur tâche commune : car c'était là le seul point sur lequel elle ne voulût écouter aucun conseil. Accessible à tout le monde et prêtant l'oreille à tous les avis, il n'y avait qu'un sujet sur lequel elle se montrait intraitable : c'était sa résolution de tout partager, droit, devoirs et dignités avec son époux. Elle ne souffrait ni qu'on parût s'écarter de lui, ni qu'on voulût le tenir à l'écart. Nulle part, surtout en public, elle ne se montrait sans lui. « Les ministres, dit le marquis de Mirepoix, ont fait les plus fortes représentations à la reine sur la résolution où elle est de faire manger le grand-duc avec elle en public; mais elle leur a fermé la bouche en disant qu'elle le veut absolument. »

Au surplus, à force de travailler avec son mari et de le faire agir et parler, elle semblait lui communiquer quelque chose de sa bonne grâce. On remarqua bientôt qu'il n'avait jamais été si aimable que depuis sa récente grandeur. On sait avec quelle rapidité tourne l'humeur populaire. En peu de jours, ce fut la mode de porter aux nues le couple royal, et la reconnaissance du nouveau règne fut proclamée partout avec enthousiasme. Nulle réclamation même ne s'éleva lorsque, peu de jours après, la nouvelle reine associa son époux au gouvernement par un acte solennel, en l'élevant à la dignité de corégent, qui ne dut lui conférer cependant ni aucun droit personnel ni surtout aucun titre à sa succession.

Mais ce changement dans le sentiment public n'empêcha point l'électeur de Bavière de rédiger sur-le-champ, contre l'intronisation de la princesse, une protestation en règle que son ministre eut ordre de remettre, avant de quitter Vienne, entre les mains de tous les ambassadeurs. Il n'appuyait pas cette protestation sur les droits de son épouse auxquels il avait expressément renoncé, mais sur ceux de

son aïeule, fille de Ferdinand Ier, nièce de Charles-Quint. Or, du moment qu'une protestation se produisait pour une raison bonne ou mauvaise, il fallait s'attendre que d'autres en trouveraient une d'égale valeur pour en faire autant. On allait donc voir arriver d'abord l'électeur de Saxe, roi de Pologne au nom de sa femme, nièce de Charles VI et la plus âgée des archiduchesses vivantes; puis le roi d'Espagne et le duc de Savoie, héritiers l'un et l'autre par les femmes de Philippe II, qui représentait la branche aînée de la maison d'Autriche. Bien que chacun de ces plaideurs couronnés pût prétendre à la totalité de la succession litigieuse, un intérêt commun pouvait les conduire à s'accommoder entre eux pour la partager. C'était donc la coalition aujourd'hui et demain le démembrement. Pour faire face à cette menaçante perspective, de quelles forces disposait Marie-Thérèse? D'un trésor absolument vide et d'une armée si bien dissoute qu'en certains endroits les compagnies de cavaliers ne comptaient que deux ou trois hommes, n'ayant d'ailleurs pour commandans que des généraux dont les uns étaient en disgrâce et les autres en prison pour avoir mal défendu l'honneur du drapeau. Quel encouragement pour toutes les ambitions en campagne que de n'avoir à courir sus qu'à une femme seule, sans soldats et sans argent!

Et cependant ces menaces du dehors et ce dénûment intérieur n'étaient rien auprès d'incertitudes plus graves encore et plus alarmantes. Un nuage plus obscur planait sur deux points de l'horizon, Versailles et Berlin. C'était de ces deux centres d'action, d'importance d'ailleurs si inégale, que pouvait en effet venir également, soit le salut, soit la ruine. Ni la France ni la Prusse n'avaient, à la vérité, un intérêt direct dans la succession de Charles VI: mais l'une et l'autre pouvaient jeter dans la balance un poids décisif. En Allemagne, rien de sérieux ne pouvait être tenté sans la petite, mais bonne armée de la Prusse. En Europe, aucune coalition redoutable ne pouvait être organisée si la France ne se mettait de la partie. Qu'allait donc faire la Prusse et son jeune roi? qu'allait faire la France et son vieux ministre?

Si les paroles avaient pour les rois la même valeur que pour les simples mortels, et si la foi des traités engageait la bonne foi des gouvernemens, aucun doute, même le plus léger, n'aurait pu s'élever sur les intentions de la France. Le roi de France, en effet, à la suite de la guerre heureuse de 1735, avait donné non-seulement son consentement, mais sa garantie expresse à la *pragmatique* dans des termes tels qu'on semblait avoir pris à tâche d'épuiser tous les modes d'engagement que le vocabulaire diplomatique pouvait fournir et y aller au-devant de toutes les éventualités que l'imagination pouvait prévoir. Après avoir rapporté textuellement les dispositions

faites par Charles VI en faveur de sa descendance, le traité de 1735 disait :

« Étant démontré que la tranquillité publique ne peut subsister longtemps, ni l'équilibre être maintenu en Europe que par la conservation de cet ordre de succession, Sa Majesté Très Chrétienne, mue par le désir ardent de conserver à la fois la tranquillité publique et l'équilibre européen, ainsi que par la *considération des conditions de paix auxquelles Sa Majesté Impériale a consenti principalement pour cette raison*, s'est obligée de la manière la plus forte à défendre cet ordre de succession, et afin qu'il ne puisse naître dans la suite aucun doute sur l'effet de cette sûreté et garantie, Sa Majesté Très Chrétienne s'engage de mettre à exécution cette même sûreté appelée vulgairement garantie toutes les fois qu'il en sera besoin, promettant pour elle et ses héritiers et ses successeurs, de la manière la plus réelle et la plus stable que faire se peut, de défendre de toute sa force, maintenir et garantir contre qui que ce soit, toutes les fois qu'il en sera besoin, cet ordre de succession que Sa Majesté Impériale a déclaré en forme de fidéi-commis perpétuel et indivisible en faveur de sa primogéniture pour tous les héritiers de Sa Majesté Impériale de l'un et de l'autre sexe. C'est pourquoi Sa Majesté Très Chrétienne promet et s'oblige de défendre celui ou celle qui, suivant l'ordre qui vient d'être rapporté, doit succéder aux royaumes, provinces et états que Sa Majesté Impériale possède actuellement et de les y maintenir à perpétuité contre tous ceux quelconques qui tenteraient d'en troubler en aucune manière la possession. »

On le voit, tout était prévu et rien n'était oublié; de cette garantie illimité aucun héritier n'est exclu, aucune parcelle de territoire n'est exceptée. Il semble impossible d'y rien ajouter, et pourtant il y avait quelque chose de plus obligatoire encore que la lettre même de la convention : c'est ce que le traité appelle *la condition de paix à laquelle Sa Majesté Impériale a consenti principalement pour cette raison*; en d'autres termes, c'était la cession de la Lorraine consentie, sinon par le même acte, au moins à la même heure, par le gendre de Charles VI au profit du beau-père de Louis XV, avec retour après sa mort à la couronne de France. Par cette acquisition d'une province longtemps convoitée, la France escomptait en quelque sorte le concours qu'elle promettait et en mettait même déjà le prix en poche. Le marché était complet, et pour n'être pas conclu en termes exprès, il n'en était en conscience comme en honneur que plus respectable. Après un tel gage offert et accepté, comment douter de la parole d'un roi et d'un gentilhomme? En tout cas, qu'il s'en méfiât ou non au fond de l'âme, Charles VI n'avait eu garde d'en rien laisser voir. Ses rapports avec son ancien adversaire étaient

devenus, à partir de ce moment, non-seulement pacifiques, mais affectueux et presque tendres. Il avait accepté avec reconnaissance la médiation de l'ambassadeur de France à Constantinople pour terminer ses démêlés avec les Turcs, et l'intimité mutuelle était même poussée si loin que, le jour de sa mort, on répandit sérieusement à Vienne le bruit qu'il avait désigné Louis XV comme son exécuteur testamentaire.

Si quelqu'un enfin était d'humeur et avait intérêt à veiller à l'accomplissement d'obligations si sacrées, c'était à coup sûr le ministre plus qu'octogénaire à qui le débile Louis XV abandonnait la direction de sa politique. Le traité de 1735 était en effet l'œuvre personnelle du cardinal de Fleury, œuvre glorieuse et à laquelle il devait tenir d'autant plus qu'elle avait établi sur un très grand pied en Europe sa réputation d'habileté et de sagesse. C'était l'apogée de sa longue puissance, et la postérité, qui a gardé de ce politique sénile une si mince opinion, se figure difficilement à quel degré les faveurs persévérantes de la fortune avaient porté son autorité sur ses contemporains.

On n'avait pas vu sans une surprise qui, en se prolongeant, tournait à l'admiration, un vieux prêtre, que ne recommandaient ni le talent ni la naissance, sortir à petit bruit du fond d'une sacristie, monter au faîte du pouvoir à l'âge où d'autres en descendent, s'y maintenir sans défaillance pendant près de vingt années; et dans cet intervalle, à plus de quatre-vingts ans sonnés, engager une grande guerre, en sortir avec honneur, après des succès qui avaient flatté l'orgueil national et en assurant à sa patrie la possession d'une province qui complétait heureusement son territoire. Ce qu'il y avait de factice et de précaire dans ces avantages, ce qui se mêlait de hasard au bien joué, échappait (surtout à distance) aux regards des spectateurs. Loin de Versailles, on ignorait qu'il n'avait fait la guerre qu'à regret et en tremblant, pour céder à des obsessions de cour, et toujours pressé d'en sortir à tout moment et à tout prix. Encore moins savait-on que ces brillantes campagnes avaient plus épuisé qu'illustré la France et portaient une atteinte profonde à sa prospérité intérieure, mal remise des malheurs de Louis XIV et des désordres de la régence. Fleury seul, peut-être, était dans le secret de ces faiblesses et, ne partageant pas l'illusion commune, craignait toujours de la voir dissiper. Précisément parce qu'il avait tiré du caprice de la fortune et de la loterie des combats une chance inespérée, il n'avait nul souci de remettre au jeu. Sa renommée, tardivement acquise, lui semblait, comme sa vieillesse, merveilleusement prolongée, un bien fragile qui ne tenait qu'à un souffle et que la moindre secousse pouvait faire tomber en poussière. Faire durer sa puissance autant que sa vie, les terminer ensemble et en

paix le plus tard possible; en attendant, savourer les hommages qu'on rendait de toutes parts au Nestor de la politique; — recevoir de tous les souverains d'Europe des lettres flatteuses, les écouter les yeux baissés, dans cette attitude de jouissance modeste qu'un prélat mondain sait garder à l'autel devant l'encensoir, — y répondre sur un ton d'humilité, remplir ainsi ses journées sans agiter ses veilles et sans user ses forces, c'était désormais le seul rêve d'une ambition que l'âge avait fatiguée, mais non dégoûtée.

Dans cette disposition d'esprit, c'était bien assez déjà d'être menacé d'une guerre maritime avec l'Angleterre; il n'avait nulle envie d'y joindre la chance de mettre le continent en feu, en rompant un traité que lui-même avait conclu; aussi était-ce avec l'empereur surtout qu'il avait aimé à entretenir jusqu'au dernier jour un commerce de douceurs épistolaires.

« Votre Majesté, écrivait-il le 20 janvier 1740, peut être assurée que le roi observera avec la plus exacte et la plus inviolable fidélité les engagemens qu'il a pris avec elle, et s'il était permis de parler de moi après un nom si respectable, j'ose me flatter que mes intentions pacifiques sont assez connues pour présumer que je suis très éloigné de penser à mettre le feu en Europe. Votre Majesté me comble d'honneur par la bonne opinion qu'elle semble avoir de moi, et je tâcherai certainement toute ma vie de ne point démériter de sentimens si flatteurs pour moi. Ma vive reconnaissance, l'intérêt de la religion et celui du repos m'y engagent aussi bien que le profond dévoûment avec lequel je suis, etc. (1) »

Il semble dès lors qu'il y avait un moyen simple de témoigner cette *droiture* et ce *dévoûment*. C'était de répondre par le retour du courrier à la notification de l'avènement de Marie-Thérèse en lui donnant le double titre royal qui attestait son droit de succession. La reconnaissance était ainsi accomplie sans débat, la *pragmatique* était maintenue et toute l'Europe eût probablement laissé faire sans mot dire. Mais c'est ici qu'on put voir combien il est rare qu'un homme nourri dans une condition modeste sache élever ses sentimens avec sa fortune. Devenu premier ministre et tout-puissant, Fleury, né serviteur, demeurait subalterne. De la domesticité où s'était écoulée les trois quarts de son existence, il gardait un instinct craintif qui lui faisait préférer, en toute occasion, aux résolutions franches les procédés obliques et cauteleux. On sait que c'est un art familier à tous les inférieurs, intendans, commis ou valets, qui parviennent par l'intrigue à dominer leur maître, de garder dans le commandement les formes de l'obéissance et de paraître subir le

(1) Fleury à l'empereur, 26 janvier 1740. (*Correspondance de Vienne*, ministère des affaires étrangères.)

joug qu'ils imposent. Parvenu au rang suprême par la pratique constante de cet artifice, — promu successivement à toutes les dignités, sans jamais les avoir recherchées et en faisant toujours mine de les fuir, — ayant longtemps dirigé, dans l'ombre, la volonté souveraine avant d'en être l'organe public, Fleury gardait l'habitude d'agir en dessous et derrière un masque, alors même que, joignant désormais l'apparence à la réalité du pouvoir, il avait conquis le droit de l'exercer au grand jour, en même temps qu'accepté le devoir d'en porter tout le poids. Prendre tout haut un parti viril, s'exposer ainsi à visage découvert et se désigner lui-même à toutes les critiques, garder toute la charge des conséquences de l'avenir devant le maître et devant la cour, c'était un effort au-dessus de son courage. Au moment d'agir, il hésitait, tournait autour du but au lieu d'y marcher droit, louvoyait avec les obstacles, rusait avec les contradictions, espérant toujours diriger sous main le cours des événemens, de manière à amener une nécessité supérieure qui le contraindrait à faire la chose même qu'il désirait et forcerait la malveillance à s'incliner avec lui et à se taire.

Un homme qui le connaissait bien affirme, dans des mémoires dignes de foi, que ce jeu mesquin, déjà employé par lui dans la guerre précédente, lui avait réussi à souhait. Il était venu à bout de persuader à toute l'Europe qu'il était poussé malgré lui à recourir aux opérations militaires, à tel point que cette considération empêcha l'Angleterre et les autres puissances maritimes de prendre part à la lutte (1). C'est ce souvenir sans doute qui encouragea Fleury à mettre, cette fois encore, en œuvre la même tactique pour un but qui lui convenait encore mieux : celui de conserver la paix.

Il ne pouvait ignorer que le traité de 1735, malgré les avantages qu'en retirait la France, rencontrait plus d'un censeur. Il ne manquait pas de discoureurs politiques qui trouvaient qu'en garantissant la succession féminine de la maison d'Autriche, on renonçait à profiter de sa défaillance pour écraser cette éternelle ennemie de la France. Ce n'étaient pas Richelieu et Mazarin, disaient-ils, qui eussent négligé une telle chance. Puis l'électeur de Bavière avait déjà fait entendre quelques gémissemens sur l'abandon où on le laissait, rappelant les services rendus et les souffrances endurées par son père, le fidèle allié de Louis XIV, et les promesses qui lui avaient été faites de lui en tenir compte à l'occasion. L'échéance venue, Fleury pressentait que tous ces griefs allaient être reproduits avec

(1) Voici les expressions dont le maréchal de Belle-Isle se sert dans ses *Mémoires*. « La guerre que le roi déclara à l'Empereur... est un trait du cardinal Fleury digne des plus grands ministres, car il eut l'habileté de persuader à l'Europe une nécessité forcée de prendre les armes et de contenir par là toutes les puissances maritimes. »

plus de vivacité encore, et au lieu de les prévenir par une décision hardie, il se flatta de les désarmer en usant de patience et en payant tout le monde de bonnes paroles. A l'ambassadeur de Marie-Thérèse, le prince Lichtenstein, qui arrivait tout éperdu pour l'interroger, il répondit que le roi de France était décidé à tenir ses engagemens et que c'était lui faire injure que d'en douter. Mais il ajouta que l'avènement d'une femme et d'un souverain autrichien non revêtu de la dignité impériale étant un fait qui n'avait pas eu lieu depuis des siècles, on ne savait trop quel protocole devait être employé pour lui répondre et qu'on allait faire des recherches pour résoudre cette question d'étiquette. Le lendemain, quand le ministre de Bavière apporta sa protestation, il lui fit dire sous main que, si la *pragmatique* engageait bien la France, en ce qui touchait les propres de la succession de Charles VI, elle n'avait pu rien stipuler à l'égard de la couronne impériale, et que l'électeur restait libre d'y aspirer, comme le roi de seconder sa prétention. Il ajouta même, plus bas encore, que toutes les garanties du monde ne pouvaient rien contre les droits des tiers, qu'il en avait souvent prévenu Charles VI, et que, si l'électeur pouvait établir les siens par des titres irrécusables, on verrait ce qu'il y aurait à faire. Puis, ayant ainsi, sinon contenté, au moins endormi toutes les réclamations, il se reposa à son tour, mit en panne et regarda venir les événemens.

Je ne sais pourquoi on appelle cette manière de faire, gagner du temps; le plus habituellement, c'est en perdre. En tous cas, si la politique expectante peut convenir à quatre-vingt-dix ans, à vingt-huit il est plus rare qu'on s'en accommode. Il n'y eut donc pas lieu d'être surpris si on apprit bientôt qu'à Berlin on était loin d'imiter cette attitude prudemment équivoque, mais qu'au contraire, tout y respirait une activité guerrière dont les effets furent bientôt visibles, bien que le but en restât mystérieux. « Le roi, écrivait Valori, dès le 1er novembre, travaille avec MM. de Podewils et Schverin huit à dix heures par jour; ils dînent ensemble, et personne ne les voit. » Ce travail incessant et solitaire se prolongea pendant une partie du mois, et la conséquence fut un ordre de mobilisation envoyé à tous les corps de troupes, une instruction donnée à tous les officiers de tenir prêts leurs équipages de campagne, et enfin l'établissement de parcs d'artillerie et de dépôts de munitions dans les principales villes frontières. L'organisation de l'armée sur le pied de guerre fut confiée, avec une certaine solennité, au prince d'Anhalt-Dessau, qui était reconnu comme le meilleur des généraux prussiens, mais qui, la veille encore, était en disgrâce et n'était pas sorti de sa retraite depuis le nouveau règne.

On juge de l'impression produite par des mesures qui ne pou-

vaient rester secrètes et qu'on ne cherchait d'ailleurs nullement à dissimuler. En un clin d'œil, ce fut le sujet, en Allemagne comme en Europe, des conversations de tous les politiques de cabinet et de tous les nouvellistes de cabaret. Toutes les imaginations furent en campagne, toutes les suppositions circulèrent, depuis les plus modestes jusqu'aux plus ambitieuses. Suivant les uns, Frédéric n'aspirait pas à moins qu'à mettre lui-même la couronne impériale vacante sur sa tête, et plus d'un protestant souriait déjà à la pensée du saint-empire tombant entre les mains d'un hérétique. Au dire des autres, il s'agissait uniquement de s'emparer de l'héritage contesté du duché de Juliers pour le soustraire aux chances de désordre que les conflits menaçans pouvaient amener. D'autres versions encore affirmaient que Frédéric était déjà en alliance réglée, soit avec le grand-duc, soit avec le Bavarois, pour appuyer les prétentions de l'un ou de l'autre, moyennant qu'on lui en tiendrait compte et que ses services seraient payés, on ne disait pas en quelle monnaie. Un jour les troupes étaient en marche dans la direction du Mecklembourg, le jour suivant c'était vers la Silésie, le troisième vers les bords du Rhin ou vers Nuremberg.

Le langage des envoyés prussiens dans les diverses cours, confus, contradictoire, variait suivant les lieux et les interlocuteurs, et autorisait tous les commentaires. Quant aux diplomates résidant à Berlin, il n'y avait rien à apprendre d'eux ; Valori était consigné à la porte du Rheinsberg, et un brave Saxon, le général Manteuffel, ami personnel de Frédéric, mais qu'on savait en relation avec la cour de Dresde, ayant voulu pousser un peu avant ses investigations, fut poliment prié de quitter Berlin (1).

Fleury, d'abord inattentif, ne tarda pourtant pas à prendre l'éveil. Dans son désir de tout assoupir et de mener les choses en douceur et en longueur, ce bruit d'armes le gênait singulièrement. Pour savoir un peu mieux à quoi s'en tenir, il tâcha d'abord de sonder le comte de Camas, qui venait prendre congé de lui après avoir rempli sa mission extraordinaire, et, afin de le mettre en goût de conversation, il lui laissa entrevoir, sans pourtant trop insister, que, pour peu que l'électeur de Bavière trouvât quelque appui en Allemagne, la France ne serait pas éloignée de le seconder au moins dans sa candidature à l'empire. Camas fut, à ce qu'il paraît, d'une réserve peu encourageante, car en le quittant, Fleury ne put se retenir de dire avec humeur : « On voit bien que cet homme est un réfugié : nous n'avons pas de pires ennemis. »

Il se décida alors à expédier lui-même deux envoyés confidentiels en éclaireurs. L'un était tout naturellement indiqué : c'était le mar-

(1) Valori à Amelot, 8 novembre 1740. — *Pol. Cor.*, t. I, p. 87 et 95.

quis de Beauvau, chargé par Louis XV de complimenter à son tour le jeune roi sur son avènement. L'autre ne fut pas moins que Voltaire lui-même, invité dès l'été précédent à venir à Berlin et qui se disposait à s'y rendre, au grand désespoir de la tendre et docte Émilie. En réalité, ce fut le grand écrivain qui vint offrir ses services, par une démarche d'autant plus significative qu'après avoir été longtemps en grâce auprès de Fleury, il était maintenant en délicatesse avec lui. On sait que ce fut la destinée constante de Voltaire, pendant sa longue existence, d'être tour à tour choyé et redouté par Louis XV et tous ses ministres; à la fois gentilhomme de la chambre à Versailles et exilé à Ferney; et lui-même tantôt bravant, tantôt adulant, suivant l'occurrence, les puissans du jour. Ce qui le ramenait presque toujours dans les antichambres ministérielles, après des intervalles de bouderie ou de défaveur, c'était son goût pour les missions confidentielles qui pouvaient lui ménager des tête-à-tête avec les souverains. Dans la circonstance présente, il s'était mis mal avec Fleury, parce qu'après lui avoir promis d'écrire un pamphlet en faveur des jésuites et contre les jansénistes, il n'avait pas tenu parole et avait laissé à moitié l'œuvre déjà commencée de ces *Provinciales* à rebours. Mais la disgrâce lui pesait déjà, et comme il n'était guère admis, en ce temps-là, qu'un Français de distinction pût se rendre sans permission auprès d'un souverain étranger, ce fut à Fleury qu'il adressa sa demande d'autorisation dans une lettre flatteuse. Il s'y plaignait presque tendrement d'avoir été aimé du prélat et de ne l'être plus. En même temps, il lui envoyait un exemplaire de *l'Anti-Machiavel*, qui venait de paraître, sans lui nommer l'auteur, que tout le monde connaissait. De là l'occasion était naturelle pour insinuer qu'il serait heureux de mettre au service du roi l'affection dont l'honorait Frédéric, et afin de lever tous les scrupules professionnels qui pouvaient gêner ses rapports avec un évêque, il trouvait moyen, je ne sais comment, en finissant, de parler de son respect pour la religion et du tort qu'on lui faisait d'en douter (1).

Le rusé vieillard comprit l'offre détournée qui lui était faite et se garda de paraître trop pressé de l'accepter. Il n'y employa pas moins de deux lettres écrites successivement à deux jours d'intervalle, véritables chefs-d'œuvre de ce que les mémoires contemporains, dont j'ai déjà parlé, appellent la *gentillesse* et l'*onction* de son style.

La première le morigénait sur un ton qui rendait les reproches plus flatteurs que des caresses : « Vous me feriez tort, monsieur, disait-il, si vous aviez pu penser que je vous aie jamais voulu le plus léger mal; je n'ai été fâché que de celui que vous vous faisiez à vous-

(1) Cette lettre de Voltaire n'a pas été retrouvée.

même. Je crois vous connaître parfaitement, vous êtes bon et honnête homme... mais vous avez été jeune et peut-être trop longtemps. Vous avez été élevé dans la compagnie de tout ce que le monde peu éclairé regardait comme la meilleure parce que c'étaient de grands seigneurs. Ils vous ont applaudi et avec raison, mais ils vous l'ont donnée en tout et ils allaient trop loin. Ils vous ont gâté de trop bonne heure, et à votre âge cela était naturel. Je me flatte que vous le sentez vous-même et ce qui me fait le plus de plaisir dans votre lettre, c'est ce que vous dites de votre respect pour la religion. C'est un grand mot, et laissez-moi, je vous prie, y donner toute l'étendue que mon amitié pour vous me fait désirer. Dans le grand nombre des devoirs qu'un honnête homme est obligé de remplir, celui qui regarde notre souverain maître et notre créateur pourrait-il être excepté? les païens eux-mêmes ne le pensaient pas. »

Le jour suivant, il reprenait la plume, et, l'évêque faisant trêve aux sermons, le ministre en venait à son fait diplomatique. Voltaire était pleinement approuvé d'aller rendre ses hommages à son héros, et assimilé même, par une comparaison biblique un peu profane dans une telle bouche, à la reine de Saba allant visiter Salomon. Puis, venant à l'envoi de l'*Anti-Machiavel :* « Quel que soit l'auteur de cet ouvrage, ajoutait le cardinal, s'il n'est pas prince, il mérite de l'être; et le peu que j'en ai lu est si sage, si raisonnable et renferme des principes si admirables que celui qui l'a fait serait digne de commander aux hommes pourvu qu'il ait le courage de les mettre en pratique. S'il est né prince, il contracte un engagement bien solennel avec le public... La corruption est si générale, et la bonne foi est si indécemment bannie de tous les cœurs, dans ce malheureux siècle, que si on ne se tenait pas bien ferme dans les motifs supérieurs qui nous obligent à ne point nous en départir, on serait quelquefois tenté d'y manquer dans certaines occasions, mais le roi mon maître fait du moins voir qu'il ne se croit point en droit d'user de cette espèce de représaille, puisque, dans le premier moment de la nouvelle de l'empereur, il assura M. le prince de Lichtenstein qu'il garderait fidèlement tous ses engagemens... Je tombe, sans y penser, dans des réflexions politiques. Je finis en vous assurant que je tâcherai de ne point me rendre indigne de la bonne opinion que Sa Majesté prussienne a de moi. Il a la qualité de prince de trop, car s'il n'était qu'un simple particulier, on se ferait un bonheur de vivre avec lui en société. Je vous porte envie, monsieur, et vous en félicite d'autant plus que vous ne le devez qu'à vos talens et à vos sentimens (1). »

(1) *Correspondance générale de Voltaire*, 14 novembre 1740.

J'imagine que Voltaire en savait déjà assez long sur le caractère de son royal ami pour ne pas le croire très disposé à mettre en pratique la morale puritaine de son œuvre de jeunesse ni même à y être encouragé par la pensée de se conformer à l'exemple que lui donnait Louis XV. Mais il comprit tout de suite à quelle adresse allaient les complimens et les interrogations discrètes qui y étaient jointes. Aussi, à peine arrivé au Rheinsberg, après un voyage assez pénible dont il a raconté lui-même les incidens grotesques, la première chose qu'il fit fut de montrer qu'il ne s'y trompait pas. « J'ai obéi, écrivait-il, aux ordres que Votre Éminence ne m'avait pas donnés. J'ai montré votre lettre au roi de Prusse. »

C'était quelque chose de montrer la lettre, mais l'art véritable eût été d'en obtenir la réponse. Or, c'est ce que Voltaire, avec quelque adresse qu'il s'y prît, ne put jamais tirer du concert de complimens, de fêtes, d'enivremens de toute sorte dans lesquels on le fit vivre pendant une semaine entière. Jamais le Rheinsberg n'avait été si animé, jamais les passe-temps plus variés, les conversations plus brillantes. La coterie des savans et des poètes, les Maupertuis, les Jordan, les Algarotti, s'était mise au complet et sous les armes pour recevoir le génie français, savourant elle-même avec délices les joies de la faveur dans un lieu où elle avait été si longtemps mal vue et suspecte. Les princesses sœurs du roi, malgré leur deuil encore récent, prenaient leur part de ces amusemens avec la liberté que leur donnait la jouissance de ne plus sentir fixé sur elles le sévère regard de la surveillance paternelle. C'était du soir au matin une suite de divertissemens. L'après-dîner était donné à la musique, l'après-souper à la poésie. Frédéric lui-même, suivant l'occasion, jouait de la flûte ou s'escrimait à aligner des rimes plus ou moins heureuses. Mais, en attendant, les préparatifs militaires allaient leur train, toujours aussi actifs, toujours aussi bruyans et toujours aussi énigmatiques (1).

Frédéric d'ailleurs se faisait comme un jeu malin de piquer la curiosité sans la satisfaire. Un jour, en terminant une pièce de vers, il disait : « C'en est fait, le démon de la guerre va m'enlever à celui de la poésie. » Mais il se gardait d'ajouter dans quel sens le génie vainqueur allait l'entraîner. Un autre jour, il écrivait à son ami Algarotti, rappelé à Berlin par un mal dont les plaisanteries royales ne laissent pas ignorer la nature, une lettre que l'Italien, tout fier de la confidence, venait montrer en grand secret au ministre de France. « Vous êtes fait, mon cher Algarotti, y était-il dit, pour être témoin de grands événemens et y prendre part par vos conseils.

(1) *Mémoires de la margrave de Bareith*, t. II, p. 327. — Valori à Amelot, 3 décembre 1740. — Voltaire, *Mémoires*.

Si vous me demandez ce que fait l'Europe, je vous dirai que la Saxe joue aux osselets, que la Pologne mange du bœuf salé et des choux à périr; le grand-duc a la gangrène dans le corps ; il ne saurait se résoudre à l'opération qui pourrait le guérir ; la France joue au plus fin et guette sa proie; on tremble en Hollande; on joue et on danse au Rheinsberg et Frédéric... » Ici, Algarotti s'interrompit et replia sa lettre en disant que la discrétion ne lui permettait pas d'en lire davantage. Aujourd'hui que la lettre est imprimée tout au long, nous savons pourquoi Algarotti fut si réservé. C'est que la lettre ne disait absolument rien des intentions de Frédéric, qui n'y parlait même pas de lui-même. Algarotti en fut quitte pour raconter qu'il avait conseillé au roi de prétendre à la couronne impériale pour arriver à la monarchie universelle; à quoi le roi avait répondu en souriant : « C'est le conseil qu'Antoine a donné à César (1). »

Tout finit, tout se sépare en ce monde, même les compagnies les plus gaies. La semaine écoulée, Voltaire dut revenir à Berlin, dans le logement qui, par les ordres du cardinal, lui était préparé à l'hôtel de la légation de France. Valori, qui l'y reçut, le trouva assez déconfit. Outre le dépit qu'il éprouvait de compromettre sa réputation naissante de diplomate en revenant les mains vides, il paraissait avoir encore une autre cause de déplaisir qu'il n'expliquait pas. « M. de Voltaire est de retour, écrivait Valori le 29 novembre, et va repartir pour Bruxelles. Le principal objet de son voyage a été les affaires qui regardent l'impression de *l'Anti-Machiavel*... (c'est là apparemment ce que Voltaire voulut qu'on crût). J'ai lieu de croire que le roi et lui se sont séparés peu contens l'un de l'autre; je crois même que l'intérêt pécuniaire a quelque part à ce mutuel mécontentement. il pourrait bien y avoir entre eux querelle d'auteur, et l'imprimeur y est pour quelque chose. Joignez-y une rivalité de vers, une trop grande sincérité dans les jugemens qu'en porte M. de Voltaire, parlant au roi même, et vous n'aurez pas de peine à penser qu'ils sont peu faits pour vivre ensemble. Le roi de Prusse court après toutes les gloires, mais rien ne l'arrête autant que l'économie (2). »

Valori, plus fin sous sa grosse et gauche enveloppe qu'il n'en avait l'air, avait deviné juste. Il y avait bien eu à la dernière heure un différend entre le roi et le poète, et le motif en était bien pécuniaire. Seulement les exigences de l'imprimeur n'y étaient pour

(1) Valori à Amelot, 5 et 19 novembre 1740. La lettre de Frédéric à Algarotti a été insérée déjà dans la *Correspondance générale* de Frédéric, elle est conçue dans des termes un peu différens de ceux que Valori emploie en la rapportant.

(2) Valori à Amelot 29 novembre 1740. Dans une dépêche précédente, Valori disait déjà : « Le roi ne goûte pas ses façons trop libres ; il a passé du ton d'adoration au familier, quasi au peu respectueux, en trop peu de temps. »

rien. C'était Voltaire lui-même qui avait élevé l'étrange prétention de réclamer ses frais de route, et de présenter pour cet article une note qui ne montait pas à moins de 1,300 écus. Salomon, qui ne s'attendait pas à payer les visites de la reine de Saba et qui d'ailleurs avait mieux à faire de son argent, s'était récrié, et pour le décider à s'exécuter il n'avait pas fallu moins que les supplications de son bibliothécaire favori Jordan. Le paiement fut enfin accordé, mais dans quels termes! Le pauvre Jordan, en les lisant, dut faire un triste retour sur le cas que font les puissans de la terre des littérateurs qu'ils salarient. — « Ton avare, lui disait le roi, boira la lie de son désir de s'enrichir, il aura ses 1,300 écus. Son apparition de six jours me coûtera par jour 500 livres. C'est bien payer un fou. Jamais bouffon de grand seigneur n'eut de pareils gages (1). »

Quand des journées coûtaient si cher, on ne pouvait songer à les multiplier. Force était donc à Voltaire de repartir sans attendre que le jour fût fait sur la situation qu'il n'avait pas réussi à éclaircir. Il n'en tenait pas moins à faire son rapport à Fleury et même à l'entretenir personnellement. « Il voulait montrer, dit Valori, que s'il n'avait pas été bon Français jusqu'à présent, il était bien converti. » Plus d'une conférence eut donc lieu entre les trois diplomates français pour se mettre d'accord sur le jugement qu'il convenait de porter à Versailles.

Les impressions étaient diverses : le marquis de Beauvau était des plus sombres ; suivant lui, Frédéric détestait la France et ne songeait qu'à lui faire pièce ; ses armemens n'étaient que le premier acte d'une coalition qu'il voulait ourdir entre l'Autriche, l'Angleterre et tous nos ennemis. Beauvau ajoutait (et c'était vrai) qu'à sa connaissance, Camas avait rapporté les plus fâcheuses appréciations sur l'état de l'armée et de l'administration françaises, et qu'on se plaisait au Rheinsberg à ne parler de la France qu'en termes dédaigneux et presque outrageans. Voltaire qui avait bien sur la conscience le péché d'avoir prêté l'oreille à quelques propos de ce genre, n'osait pas contredire. Valori, plus réservé, se bornait à penser qu'on avait affaire à un ambitieux, prêt à se tourner du côté qui lui offrirait le plus d'avantage. « Vous avez raison, dit enfin Voltaire, il tentera je ne sais quelle aventure, et puis s'il échoue, eh bien! il se refera philosophe (2). »

DUC DE BROGLIE.

(1) *Correspondance générale*. Frédéric à Jordan, 28 novembre 1740.
(2) Valori à Amelot, 2 décembre 1740.

GIAN ET HANS

DERNIÈRE PARTIE (1).

V.

Ce petit roman m'intriguait sans beaucoup me tourmenter; je croyais Gian incapable de persévérance. Je me trompais; il se mit à l'œuvre avec furie. Il persista plusieurs mois avec ténacité. Du matin au soir à la bibliothèque, les trois quarts de la nuit à sa table de travail, il brûlait une énorme quantité de bougies. Notre chambre était encombrée de livres, de brochures; on ne savait où s'asseoir ni même où se coucher. Au lieu d'improviser des vers au bord du Neckar, il n'écrivait plus qu'en prose et, qui pis est, en prose allemande. Il dînait à peine et se sauvait avant le dessert; il se ruinait en bouquins. Un des antiquaires de Heidelberg, — on nommait ainsi les libraires au rabais, — m'arrêta un jour et me fit entrer dans sa boutique.

— Votre ami, me dit-il, me doit soixante-dix-huit florins trente-deux kreuzers. Est-il solvable?

Gian, que j'interrogeai à ce sujet, me fit une réponse inquiétante.

— Je n'ai pas d'argent, mais tu en as.

Je réfléchis alors à cette question posée par un philosophe de mon pays : « Quand un ami vous demande de l'argent, voyez lequel des deux vous voulez perdre. » Le plus souvent l'un et l'autre, pensai-je, et je devins rêveur.

(1) Voyez la *Revue* du 1er novembre.

Cependant Gian écrivait sa thèse et tâchait de m'y intéresser.

— Cette déclinaison du substantif dans le vieux français, me dit-il, et spécialement dans le dialecte picard, est un des phénomènes les plus curieux de l'histoire des langues. Mais j'ai fait une découverte qui sera un événement. Diez affirme qu'il n'y a que trois types de flexion... J'en ai trouvé un quatrième.

Il me disait cela très sérieusement. En même temps, il s'occupait d'opérations financières et vendait sa rente napolitaine, ce qui ne laissait pas d'être compliqué, parce que ces titres étaient nominatifs. Ici encore il se montra fort habile et alla faire à Francfort sa petite besogne sans recourir à l'intermédiaire des banquiers « qui, me dit-il, gagnent trop d'argent en ports de lettres. » Les méridionaux sont aptes à tout quand ils ont une idée en tête, et Gian voulait très réellement épouser Lenchen.

Lenchen, de son côté, flottait de plus en plus dans des idées vagues. Elle m'écrivait ponctuellement tous les dix jours, et je ne montrais pas ses lettres. En voici quelques fragmens :

« Mon meilleur ami, ce que vous me dites de Gian me fait plaisir et peur. Je suis ravie qu'il travaille pour moi, mais je crains de m'être un peu trop engagée. A vrai dire, je suis fort indécise et je voulais gagner du temps. Mon docteur sera-t-il un homme sérieux? Je ne sais que penser; ma pauvre tête va et vient, penche d'un côté, puis se rejette de l'autre. Ce qui augmente mon trouble, c'est la présence du bon Hans. Il n'a point quitté Degerloch depuis votre départ; je le vois beaucoup, et nous causons longuement; c'est vraiment une belle âme...

« ...Vous m'écrivez : « Défiez-vous de Hans. » Ah! mon pauvre Welche, vous êtes bien de votre pays. Vous n'admettez entre une femme et un homme que des relations de salon; il le faut bien, puisque le salon est tout pour vous; vous l'appelez le monde. Relations courtoises, galantes, coupables souvent, légères toujours. La femme, chez vous, ne sert pas à autre chose; on l'élève pour le mariage; entendons-nous : pour le spectacle et la récréation du mariage. Pas de devoir pénible : les enfans, on les met en nourrice, puis en pension. Du reste, on a pour nous beaucoup d'égards; on nous cède un coin de wagon, on ne fume pas à notre nez, on nous méprise avec politesse. Mais les intérêts sérieux de l'intelligence et de la vie se traitent à huis-clos, entre hommes. Les femmes n'entrent pas. Franchement, est-ce bien? Supposez une société où existe entre nous autre chose que ces rapports de galanterie frivole ou criminelle : un échange d'idées, par exemple, ou un travail commun, croyez-vous que cette société ne sera pas plus honnête? La place de la femme est au foyer, dites-vous; je vous comprends; vous entendez par ce beau mot la cuisine. Je ne méprise pas la cuisine; j'en atteste

mes mains rouges qui vous ont tant déplu, Mais si fort qu'on y tienne, on n'y passe pas dix-huit heures par jour. Que ferons-nous du temps qui nous reste? Je vous entends encore : la maternité. Mais toutes ne sont pas mères. Que feront-elles donc, les pauvres femmes sans enfant, les pauvres filles sans mari, pour occuper ce grand vide que laisse le berceau absent? Pourquoi leur refuser des besoins d'esprit, des curiosités élevées, à tout le moins ces « clartés de tout » qu'autorisait votre Molière et le moyen de gagner leur vie, d'en assurer l'indépendance et l'honnêteté? Voilà les pensées qui m'agitent en ce moment; je suis sûre que Gian ne s'en inquiète guère. Il lui suffit d'un rayon de soleil, et son âme est en joie... Ah! l'esprit léger!

« ... Toujours des bonbons; vous savez bien que je n'en use pas. Je suis trop jolie, roucoulez-vous, pour me chausser d'azur. Cela signifie, je pense : Ma chère enfant, vous devenez bas-bleu. Voilà un mot français que je n'ai jamais bien compris; j'imagine qu'il veut dire : une femme qui sait trop. Il nous faut donc, pour vous plaire, un certain degré d'ignorance? Si ce n'est pas du mépris, dites-moi donc ce que c'est. Le bon Hans n'est pas de votre avis : dans son opinion, la femme est et doit être absolument l'égale de l'homme. J'en doute encore un peu, bien que j'aie grande envie de lui donner raison. Je sens, par exemple, en jouant aux échecs avec lui, que je ne serai jamais de sa force. J'en conclus qu'il me manque certaines qualités de calcul, de précision et de prévision. Il me répond qu'on ne peut juger de toutes les femmes d'après moi, que j'ai une tête de linotte... D'ailleurs, à son avis, ce qui nous manque vient uniquement de ce que nous n'avons pas appris. Mieux instruites, nous nous développerons à vue d'œil. Selon lui, notre éducation est détestable et profondément immorale; on ne nous apprend que deux choses : le piano et l'amour. Deux oisivetés, dit-il, et deux énervemens. Tous les musiciens sont des corrupteurs; c'est le piano qui a hébété la société moderne. Les despotes le savent : voilà pourquoi en Italie, en Allemagne, en Russie, ils persécutent le drame et favorisent l'opéra. Quant à l'amour, c'est aussi un phénomène musical, une névrose lyrique attaquant ceux qui ont beaucoup de temps à perdre... Vous voyez qu'il n'est pas dangereux... »

« ... Décidément, le bon Hans est votre bête noire; vous prétendez qu'il *flirte* avec des idées, qu'il attaque l'amour pour se faire aimer. C'est ainsi que les stoïciens obtenaient la gloire en déclamant contre elle. Vous me citez un joli proverbe italien : *Chi disprezza vuol comprare :* Qui déprécie veut acheter. Soyez donc tranquille : Hans est un esprit supérieur, et je n'aime que son esprit. Mais il ne s'agit point de cela. Nous partons demain pour Bonn; nous descendrons le Neckar de Heilbronn à Heidelberg et nous traverserons

la ville à pied pour aller de la rivière à la gare. Je voudrais bien vous voir en passant. Soyez donc au débarcadère à l'arrivée du bateau; nous aurons pour le moins une bonne heure à causer ensemble. Encore un petit caprice : je voudrais bien voir Gian, mais je ne voudrais pas qu'il me vît. Tâchez d'arranger cela. J'aurai mal aux yeux et je porterai un triple voile. »

J'allai donc au débarcadère, où je trouvai d'abord la Chouette et Hans, tous deux très affairés : ce n'était pas un simple voyage, c'était un déménagement, et, bien que les gros bagages fussent partis devant, les émigrans avaient avec eux une cargaison de paquets qui encombraient le bateau. — « Ah! soyez le bienvenu, monsieur Flers, me dit la moutre : vous allez nous aider. » Et l'on me fourra un faisceau de parapluies sous le bras, une couverture sur l'épaule, un sac de nuit dans la main gauche, et une valise dans la main droite. Lenchen m'aborda, non moins chargée que moi : j'eus peine à la reconnaître derrière ses trois voiles et ses lunettes vertes. Chemin faisant, je rencontrai mon *Stiefelfuchs*, l'homme qui cirait mes bottes; je lui jetai tous nos paquets sur les bras en lui intimant l'ordre d'aller nous attendre au chemin de fer. Libres alors, Lenchen et moi, nous avions cinquante minutes devant nous et nous allâmes passer les vingt premières devant l'Université, sur la place que Gian devait traverser en sortant du cours. La conversation entre nous ne fut pas gaie; elle me dit que décidément elle avait renoncé à la musique et à l'amour, qu'elle ne toucherait plus un piano de sa vie et que, si elle voulait voir une dernière fois l'Italien, c'était uniquement pour s'affermir dans sa résolution. Son parti était pris, elle se vouait à l'émancipation de son sexe; elle me débita à ce propos tous les lieux-communs qui couraient alors et qui reparaissent encore aujourd'hui, de loin en loin. Je reconnus dans cet esprit disloqué les ravages de Hans : malheur aux filles qui réfléchissent! Sa robe de voyage ressemblait à une toge de professeur, son chapeau à une toque; ses yeux disparaissaient derrière des verres de couleur, elle me parut hideuse et je fus sur le point de lui tourner le dos. Tout à coup elle s'arrêta : les étudians sortaient de l'Université quelques-uns le nez dans un livre : parmi ceux-ci, le dernier de tous, notre Lucanien. Dès qu'elle le vit, elle se retint à mon bras, et je sentis sa main trembler. Bénie sois-tu, sainte nature! Gian vint droit à nous sans nous voir; il lisait la *Grammaire des langues romanes*. Quand il fut à deux pas de nous, je fis deux mouvemens brusques, mais heureux : j'abattis la grammaire d'une main, de l'autre je relevai les trois voiles et j'enlevai les lunettes vertes. Alors adieu Hans et toutes ses théories, l'égalité des sexes, les curiosités élevées, le saint-simonisme, le phénomène musical, la névrose lyrique, le sacerdoce de la jupe! adieu la gynécocratie! O sainte lâcheté de l'amour! en

un clin d'œil, je ne sais comment, il se trouva que les deux mains de Lenchen étaient appuyées sur les épaules de Gian et les deux bras de Gian croisés sur le dos de Lenchen : tous deux beaux, naïfs, chastes, jeunes ! Sur la place où ils étaient et où les étudians déjà dispersés ne pouvaient les voir, le ciel ouvert leur envoyait en pluie de soleil une bénédiction nuptiale, et la vieille Université, les regardant sans surprise et sans colère, leur chantait, en doux grec de Théocrite : « Enfans, soyez heureux ! »

— Et maintenant, mon amie, dis-je à Lenchen, il s'agit d'aller à la gare !

Elle parut alors s'éveiller en sursaut, rouge comme une fraise, et, rabattant ses trois voiles, se mit à marcher à grands pas devant nous. Gian aurait bien voulu la suivre et causer avec elle ; je l'empêchai d'en rien faire ; ils ne s'étaient pas dit un mot, mais que pouvaient-ils se dire de plus ? Lenchen était confuse, un peu troublée : il valait mieux la laisser à elle-même, sous la poétique impression de cette rencontre ; des paroles n'auraient pu que refroidir ou embarrasser son émotion. J'obtins de Gian qu'il n'allât pas à la gare où, rejoignant la jeune fille, je lui tendis ma main ; elle m'abandonna la sienne ; je serrai un peu, elle ne répondit pas. Les femmes reprennent toujours quelque chose de ce qu'elles ont donné. Mais bah ! la journée avait été bonne.

Lenchen resta quelque temps sans m'écrire, trop occupée peut-être par le travail de sa nouvelle installation ; je croirais plutôt qu'en face de moi, témoin d'une faiblesse qu'elle se reprochait peut-être, elle devait éprouver quelque honte. Sa première lettre, datée de Bonn, ne disait pas un mot de Gian :

« Nous sommes tout à fait installées, et je ne sais si je me trouve bien ou mal ; je n'ai pas encore fait amitié avec les choses. Certes la maison est jolie, assise sur un ancien bastion entre la route de Coblenz et le Rhin : de ma fenêtre on voit le fleuve et les Sept-Montagnes. Mais je ne les connais pas encore et je ne trouve rien à leur dire, elles ne prennent pas garde à moi. A Degerloch, le moindre cerisier savait mon histoire et je savais la sienne ; je l'avais vu tant de fois offrir, selon la saison, ses feuilles aux vermisseaux, ses fleurs aux abeilles, ses fruits aux moineaux du jardin, nous avions tant d'impressions communes, gaies d'abord, un peu tristes après, mais toujours douces, depuis l'enfance où je grimpais à ses branches, jusqu'aux derniers temps où je m'asseyais à son ombre qui avait l'air de me comprendre et de me consoler ! Ici je ne sais à qui dire : « Te souviens-tu ? » Les rues semblent étonnées de me voir, les étudians me regardent avec effronterie, les professeurs avec indifférence, les marchands avec une considération sans cordialité. Ah ! que j'aimais mieux ma grasse et bonne Souabe ! Je ne sais si je

vois mal, mais je trouve ici tout le monde laid, surtout les femmes; ce n'est pas Allemand, c'est Prussien, sec, mince, raide (*steif*). Ce qui m'afflige surtout, c'est que ma mère ne paraît pas contente; ses amies ne sont plus là; les unes mortes, les autres dispersées par la vie, d'autres changées par l'âge; elle les trouve vieilles d'esprit et de cœur. Pauvre femme! elle venait chercher ici sa jeunesse et ne la trouve plus; je crois qu'on a toujours tort de vouloir recommencer la vie. Moi-même, je ne serai donc plus heureuse comme autrefois, même si je retourne à Degerloch? — Quant aux nouvelles connaissances, il n'y faut plus songer; on est très défiant (il me emble au moins) à Bonn. Nous habitons un quartier où, avant de se lier avec vous, les gens veulent savoir beaucoup de choses. Nous vivrions tout à fait seules sans le bon Hans, qui a bien voulu demeurer chez nous et qui me donne des leçons d'histoire naturelle: pour les lui faire trouver moins pénibles, je l'ai prié de me les donner en fumant. Je me sens bien petite auprès de lui; ce qu'il sait me fait peur. Il connaît tous les insectes par leur nom, sans parler des infusoires. Quel homme! Il serait déjà, s'il le voulait, la gloire de l'Allemagne, mais il y tient si peu, qu'il n'écrit rien; d'ailleurs il écrit très difficilement, il a trop à dire. Aimer la science pour la science, voilà sa devise; il ne lui demande ni argent, ni honneur. Apprendre, à son avis, est la seule fonction qui vaille la peine de vivre; tout le reste n'est que mensonge ou illusion. Dieu! qu'il a dû souffrir pour dire de pareilles choses! »

Et pas un mot de Gian. En cherchant bien pourtant, j'aurais pu le trouver, entre les lignes, à l'ombre du cerisier qui comprenait la jeune fille et la consolait... De quoi? Ce portrait même de Hans, portrait arrangé s'il en fut, n'était mis là que pour faire contraste avec la figure insouciante et heureuse de l'Italien. D'ailleurs si cette figure était effacée de son souvenir, pourquoi m'écrivait-elle? Qu'y avait-il entre elle et moi, sinon Gian? — Tu ne m'en dis rien, pensai-je, afin que je t'en parle. Et je ne me trompais pas: que le Rhin soit hollandais, allemand, français ou suisse, la femme est la même partout, pleine de malices percées à jour et de naïvetés incompréhensibles. Pour payer Lenchen de sa monnaie, je lui écrivis une lettre de six pages où je ne lui parlai que la vue du Kaiserstuhl et du cours de Vangerow. Dans sa réponse, elle me demanda en passant si Gian travaillait à sa thèse. Je lui appris que la thèse était finie, et que Gian avant de l'imprimer l'enverrait à Hans, dont il voulait avoir l'opinion. Mais Hans ne daigna pas la donner, toujours parce qu'il écrivait difficilement, ayant trop à dire. Il se contenta de dicter une courte note dans laquelle il décrétait que cette œuvre était de l'écume et du vent. Une centaine de pages tout au plus sur un sujet qui en comportait plus de mille! Cependant il ne

renvoya pas le manuscrit. Gian, tout à fait découragé, voulut se jeter par la fenêtre; le lendemain toutefois, il avait changé d'avis. — « Rien n'est perdu, me dit-il, j'ai un autre sujet de thèse. » Et aussitôt, au courant de la plume, dans ce beau latin que lui avaient appris les Scolopi, sans autre secours qu'un volume ou deux qu'il possédait, il se mit à écrire une étude sur « Giordano Bruno, père de la philosophie allemande. » Ce fut l'ouvrage de quelques jours; six semaines après, il était docteur en philosophie et partait pour Bonn. De Francfort, où il dut s'arrêter pour recueillir ses fonds, il m'adressa une lettre folle de joie. Il ne m'envoya pas une petite somme d'argent qu'il me devait, mais à la place, une magnifique pipe en écume sculptée qui valait deux fois sa dette et que je cassai en vingt morceaux la première fois que je voulus la bourrer de tabac. A partir de ce moment, je le laisse parler, j'ai ses lettres.

« Mon cher, je t'écris au débotté, puisque je te l'ai promis, mais je n'ai rien à te dire encore. Beau voyage que je te décrirais, si j'avais regardé quelque chose: je n'ai rien vu que la couleur du Rhin qui m'a rappelé les épinards de mon pays saupoudrés de farine; sacrilège si tu veux, mais il s'agissait bien du Rhin! Je ne connais d'ici que les portefaix et les passans qui m'ont paru affables, ouverts; la race est belle. Bref, j'ai couru chez Lenchen, elle n'y était pas; je n'ai vu que la Chouette. Suivant ton conseil, j'ai fait la cour à cet oiseau nocturne, je lui ai demandé de me montrer sa maison. Elle en grillait d'envie, tu connais les propriétaires; mon oncle le prêtre, qui a des carrés de légumes, ne vous fait pas grâce d'un artichaut. Pareillement Frau Pfenning, rajeunie de dix ans, m'a conduit partout, sauf dans la chambre de Lenchen, qui était fermée à clé : j'ai inspecté le grenier, la cave, la buanderie, la cuisine, voire le chenil du bon Hans, qui est le caniche de la maison et qui a paru ravi de me revoir. Lenchen, qui doit passer la soirée chez une amie, sera bien fâchée en rentrant de m'avoir manqué. Mais enfin je crois avoir gagné ma belle-mère. »

Lenchen me raconta la chose différemment : « ... Gian est arrivé hier à Bonn sans se faire annoncer : ma mère l'a introduit au salon, puis est venue me demander si je voulais le voir. J'ai répondu non, je veux être forte. Je me souviens toujours, en rougissant, de Heidelberg. Je me suis donc enfermée, et bien m'en a pris; en baissant les yeux, je voyais mon cœur battre. Le pauvre garçon est donc arrivé en trois mois à se faire nommer docteur; je m'en applaudis, puisque j'y suis pour quelque chose et que la vanité, vous le savez bien, n'est pas mon moindre défaut. Il a laissé pour moi son diplôme en parchemin dans un rouleau de velours à mon chiffre, un exemplaire de sa thèse relié en maroquin, de plus une parure en corail qu'il a fait venir d'Italie. J'avais grande envie de refuser ce dernier

cadeau, mais ma bonne mère m'a dit : « Prends toujours. » Ce n'est pas qu'elle aime beaucoup votre ami; hier il a fait tout ce qu'il a pu pour lui être désagréable. D'abord il a voulu inspecter toute la maison, un vendredi! Ce beau rêveur qui vit dans le bleu du ciel n'a pas eu l'air de se douter de sa maladresse. La lessive n'était pas encore entrée, il y avait dans l'escalier du linge qui séchait, nous attendions l'écureuse le lendemain. La cuisine surtout faisait peine à voir; or vous savez, vous qui prenez garde à tout, que la cuisine est l'orgueil des ménagères. En voyant tout cela, sans y faire la moindre attention, Gian éclatait en complimens sur la propreté germanique. Peut-être voulait-il être aimable, comme vous dites, ce qui ne signifie pas chez vous digne d'être aimé. Goethe affirme qu'en allemand, quand on est poli, on fait un mensonge :

Im deutschen lügt man wenn man höflich ist.

Ma mère était furieuse et n'a pas dû le lui cacher. Hans, que votre ami est allé relancer jusque dans son grenier, l'a reçu de fort mauvaise grâce... Cela se renoue mal. »

VI.

Gian et Lenchen continuèrent à m'écrire, lui en italien, elle en allemand. Je coupe des fragmens de leurs lettres, je les traduis en français et je les range en dialogue. C'est le meilleur moyen d'aller vite et de rester dans le vrai.

Gian. — « Je ne comprends rien à Lenchen. Je l'ai vue ce matin pour la première fois depuis mon arrivée à Bonn; la moutre et Hans étaient là. Accueil glacial : on ne me disait rien, on me regardait à peine. La vieille tricotait, le Schloukre parlait tout seul. Qu'est-ce que cela veut dire? Qu'ont-ils à tramer entre eux? Je suis invité à souper chez eux, mais quand? Dimanche. C'est aujourd'hui lundi; faut-il d'ici là que je reste à la porte? Ah! je vais passer une jolie semaine! Ce soir, de rage, j'ai donné un soufflet au garçon du *Lion-Jaune* (c'est mon adresse), après quoi, pris de remords, je lui ai jeté un thaler. Le drôle a ramassé ma pièce et m'a tendu l'autre joue. Il n'y a plus de christianisme en Allemagne que chez les garçons d'auberge. Mais cette réflexion ne me console pas; je suis furieux. »

Lenchen. — « J'ai vu Gian, toujours le même. J'ai dû me tenir à deux mains pour ne pas lui sauter au cou; par bonheur, ma mère et Hans étaient là. Je me sentais si émue que je n'osais lui parler; je fuyais son regard qui me brûlait les yeux. Tenez, je suis aussi folle qu'à Heidelberg et j'ose vous l'écrire. Ah! pauvres nous! (*Ach!*

wir Armen!) Malgré ma mère qui roulait de gros yeux, j'ai dit à Gian de venir souper dimanche. Quand il est parti, elle et Hans m'ont fait une scène; j'ai tenu bon cependant et je leur ai dit en haussant la voix : « Puisque nous acceptons un collier de corail, nous pouvons bien offrir une côtelette. » Ma mère et Hans se sont regardés dans les yeux et n'ont rien répondu... »

Gian. — « Ce souper d'hier a été une vraie fête. Le plat de résistance était un rôti de bœuf aux pommes cuites : la douceur dans la force, — les gens de ce pays mettent une idée partout. Cependant le meilleur plat du repas était le bon Hans. Je me suis un peu moqué de lui, car j'étais de bonne humeur, mais il a fort bien pris la chose. Ce qui me plaît surtout chez les Allemands, c'est qu'ils n'ont aucune susceptibilité. Homme de mérite d'ailleurs et très savant; il cherche toujours l'atome prototype, et, pour le trouver, il dissèque tout ce qui lui tombe sous la main. A Bonn, depuis son arrivée, il est devenu la terreur de tous ceux qui ont des chiens, des poules, des lapins, ou n'importe quelle autre bête. Il s'organise contre lui une association de philistins qui veut prendre le titre de Société protectrice des animaux; toutes les vieilles filles en sont à cause de leurs chats, et les vieilles filles, à ce qu'il paraît, sont une puissance. Ces braves gens se proposent de faire fouetter les cochers par les chevaux; quelques-uns s'engagent à ne plus manger de viande, pour épargner les bœufs et les moutons; si on les laissait aller, ce seraient les vaches qui trairaient les bergères. On ordonnera aux servantes, quand elles feront les lits, de respecter les insectes : elles n'y sont déjà que trop portées, surtout dans mon pays. Hans n'en continue pas moins ses expériences et il a raison; son seul tort est d'en parler à table. Lenchen fait semblant de l'écouter avec une extrême déférence, mais elle doit le trouver ignoble et dégoûtant. J'aime pourtant ce pauvre hère et il me le rend; je n'oublierai jamais que sans lui j'aurais une balafre au visage. Nous autres Italiens, nous sommes toujours reconnaissans des services qu'on nous a rendus. Enfin la soirée a passé comme un éclair; on ne m'a laissé partir qu'à onze heures... »

Lenchen. — « Hélas! mon meilleur ami, ce souper dont j'attendais merveille a tout gâté. D'abord avec le bon Hans, il faut le dire, Gian s'est conduit fort mal : il l'a criblé de quolibets avec une cruauté sans pareille. J'étais sur les dents, sa victime pâlissait, fermait les poings, se mordait les lèvres; j'ai vu le moment où la chose allait mal finir. Pour détourner la tempête, j'ai amené notre savant sur des sujets qui l'intéressent et qui intéressent tout le monde : Gian a fini par se taire, mais il ne voulait pas s'en aller. Ma mère a le sommeil un peu sonore; sans cet avertissement, il serait

encore là. Son départ a été un soulagement pour tout le monde. Ma mère, en se réveillant, s'est écriée : « J'espère qu'il ne reviendra plus... »

GIAN. — « Victoire! ma visite de digestion : la Chouette était au marché ; Hans disséquait dans une cave qu'on lui a donnée; c'est Lenchen qui est venue m'ouvrir, elle m'a conduit dans sa chambre; je suis resté seul avec elle un moment trop court. Ah! quelle fête! une embrasure de fenêtre, le Rhin, le soleil, des paillettes d'or sur l'eau verte, sa main dans ma main... Je lui chantais du Mozart, dans ma langue :

Là ci darem la mano...

« Le fleuve seul nous entendait et riait dans sa gloire. Après quoi, nous avons causé, je l'ai convertie. Trop raisonneuse, regardant toujours derrière ou devant. Derrière, c'est triste : pas de souvenir qui ne soit un regret ; devant, c'est bête ; pas de rêve qui ne soit une chimère. La fleur est à nos pieds, hier elle n'était pas, demain elle sera morte. Il n'y a qu'à se baisser pour la cueillir :

Cogliam d'amor la rosa, amiamo or quando
Esser si puote riamato amando.

« Je l'ai tout à fait convaincue. Je pense que nous pourrons bientôt publier nos bans... »

LENCHEN. — « ... Assurément il est naïf, sincère, enthousiaste: un paysage, une musique où l'on met du cœur lui arrachent des cris de joie; sa parole est une flamme annonçant qu'il fait chaud au dedans de lui. Mais est-ce tout, est-ce assez pour une vie entière? Il me disait hier, dans ma chambre, qu'il a voulu voir à toute force, que, hors l'amour, aucun but au monde n'est digne d'aucun effort. — Et la science? lui ai-je demandé. — La science, il s'en moque; sa thèse, ses deux thèses lui paraissent absurdes et inutiles; il ne les a écrites, à ce qu'il dit, que pour me revoir. C'est doux, ces paroles, et quand mes oreilles les ont reçues, j'ai eu comme un frisson de plaisir. Mais après, quand j'y ai songé de sang-froid, j'ai pris peur : cette insouciance m'épouvante. Demain ne l'inquiète pas, l'éternité ne lui dit rien. Le mot même de mariage lui paraît froid; on dirait qu'il m'a choisie pour l'émotion d'une heure. Ah! que les mœurs latines sont dépravées! Hans en a bien dit vrai : le catholicisme est la pire des religions; beaucoup plus immoral que le paganisme, qui se contentait de régler les passions, il les réprime et en même temps les exalte. Le protestantisme, au contraire, les apaise en les raisonnant. Je me vaincrai, je suis protestante. »

GIAN. — « Je n'ai pas de chance depuis un mois; je n'ai pu revoir ma pauvre Lenchen. Les premiers jours, on m'a dit qu'elle était sortie, on a fini par m'avouer qu'elle est malade. Ce n'est pas dangereux, m'assure-t-on, mais j'ai de vives angoisses. On tient sa porte close et on lui interdit toute conversation. Elle a pour médecin le bon Hans, que je vois tous les jours; c'est lui qui me reçoit; j'ai suivi ton conseil, je lui épargne mes railleries. Le sentiment qu'il m'inspire est une compassion profonde, où entre autant de sympathie que de pitié. Aux disgraciés comme lui nous devons pardonner bien des choses. Le jour où il naquit, toutes les mauvaises fées l'assaillirent. L'une lui dit : « Tu seras laid; » l'autre : « Tu seras gueux; » l'autre : « Tu seras bête; » une dernière, la pire : « Tu seras savant. » Réunis toutes ces misères; est-il étonnant qu'il soit devenu grossier, hargneux, pessimiste? Un seul malheur lui manque, le sens de l'art; s'il l'avait, comme l'eut notre Léopardi, le sublime bossu, il serait un grand désespéré, un amant de la mort. — Nous jouons toujours aux échecs : il me bat à plate couture et triomphe toujours bruyamment, mais cela m'est tout à fait égal. Sa mansarde regarde le Rhin qui, grossi par la pluie et la neige, roule maintenant de la boue; c'est affreux, ces hivers du Nord. Au-dessous de ce grenier est la chambre de Lenchen. Sa respiration m'oppresse, je l'écoute souffrir; quand elle tousse, j'ai mal. C'est alors que je perds mes pions, mes fous, ma dame. — « Sois donc à ton jeu, me dit Hans avec humeur. — C'est que Lenchen vient de tousser. — Bah! bah! reprend-il en ricanant, ce n'est qu'une légère hypertrophie à la muqueuse des bronches... »

LENCHEN. — « Rassurez-vous, mon meilleur ami, je ne suis point malade, je ne suis qu'enrhumée, mais j'ai profité de ce petit malheur pour garder la chambre : c'est le seul moyen de me recueillir et d'avoir la paix. Ma mère ne veut pas que Gian me revoie; s'il revenait malgré elle, il s'exposerait à un mauvais compliment qui amènerait une rupture; mieux vaut donc gagner du temps. Vous le savez, dans notre pays, et surtout dans notre monde, on parle avec une extrême franchise : on ne sait pas montrer de l'amitié à ceux qu'on n'aime pas. Quand vous reprochez aux gens d'humble naissance une certaine rudesse de parole, vous ne vous doutez pas que c'est pour eux le seul moyen de se faire respecter. Leur dignité doit souvent se défendre à coups de cornes. Mon excellente mère ne sait pas garder ses impressions. En arrivant à Bonn, elle est allée voir une de ses amies dont la tante est la plus méchante langue du pays; cette vieille femme a aujourd'hui plus de quatre-vingts ans. Ma mère lui a dit en la retrouvant : « Hé, quoi! vous n'êtes pas encore morte? » Pour le moment, elle en veut à Gian, mais cela ne peut durer éternellement. »

GIAN. — « Ce que je fais? Je pense à Lenchen. Et puis? Et puis j'apprends le portugais, excellent délassement quand on a des peines de cœur. C'est d'ailleurs une très jolie langue, de l'espagnol désossé, cela se lit couramment au bout de huit jours. Mon professeur est un homme célèbre et je suis son unique élève; je lui ai proposé de retirer mon inscription ou d'aller prendre ma leçon chez lui. Il m'a refusé net en me disant que c'était son devoir de professer à l'Université : aussi faisons-nous la course, lui et moi, très régulièrement : il monte sur son estrade, je m'assieds au premier banc et il me parle une heure en m'appelant messieurs; nous lisons *les Lusiades*. Hier il m'expliquait un passage exquis, digne de Raphaël, où le poète a peint les déesses de la mer ondulant sur les vagues et repoussant de leurs blanches poitrines la flotte des Portugais. J'ai dessiné sur mon cahier une de ces nageuses divines et je lui ai donné la tête de Lenchen; puis, honteux de la voir nue, je l'ai habillée; ce n'était pas une néréide, c'était Ophélia. Voilà ce que je fais; je n'ai donc pas grand'chose à t'apprendre. Tu me demandes si je ne vois personne à Bonn. Si fait : j'ai vu un poète célèbre, un prince royal et la Commère, plus intéressante que les deux autres; celle-ci, je la vois tous les jours.

« Le poète célèbre, qui te mettrait fort en colère, n'a pas encore pardonné à tes compatriotes d'avoir coupé la tête à Conradin et gagné la bataille d'Iéna; aussi passe-t-il sa vie à vomir contre vous feux et flamme; je n'ai jamais rien vu de plus bizarre que cette neige flambante, ce Mont-Blanc en éruption. On l'appelle ici le *Franzosenfresser*, l'avaleur de Français. Je t'enverrai une caricature où on le représente en train de croquer un zouave; il s'écrie en se léchant les lèvres : *Wie famos schmeckt ein Franzos!* Qu'un Français a donc un fameux goût! Je lui ai demandé s'il avait jamais été amoureux; il m'a répondu en me regardant de travers et en haussant l'épaule. Défions-nous des hommes sans amour. Ceci est pour toi.

Quant au prince royal, il promet beaucoup, comme tous les princes royaux; nous verrons ce qu'il fera sur le trône. Je lui ai présenté le pauvre Hans, qui a grand besoin d'être soutenu. Ils se voient souvent et ont l'air de s'entendre à merveille. Que résultera-t-il de cette intimité? Un révolutionnaire féodal ou un prince anarchiste? L'avenir répondra.

« Moi, je vois la Commère (*die Gevatterin*). Figure-toi une pauvre vieille assise devant une porte de Bonn, sous une tente en guenille et sur un banc vermoulu, les pieds sur une chaufferette, derrière un méchant comptoir, qui offre aux passans des petits pains, de vieilles pommes toutes ridées et ratatinées, des noix maigres, des raisins secs, de malheureux fruits d'hiver. Or il fait un temps de

chien : pluie sur neige, boue froide jusqu'à mi-jambe ; on demande une gelée à grands cris. Eh bien ! la Commère vient là tous les matins depuis quarante à cinquante ans, et on ne l'a jamais entendue se plaindre. Elle a vu Napoléon et les souverains de l'empire ; ils sont tous morts, et la voilà. Cette femme est un grand philosophe ; je lui ai raconté mon histoire, et elle m'a donné du courage. Ah ! mon ami, comme la vie en sait plus long que les livres ! Tu en conviendras, si tu es jamais pris par le cœur. Eh bien ! cette brave femme m'a renseigné sur un point qui t'inquiétait. Tu m'as demandé un jour si par hasard le bon Hans ne voulait pas épouser la Chouette. La Commère, qui sait tout et qui me tutoie, n'en croit rien. « Son idée est ailleurs, me dit-elle. En revenant à Bonn, Frau Pfenning croyait renverser tout le monde : ses bonnes amies d'abord, puis de gros bourgeois qui la méprisaient jadis ; mais de ses bonnes amies, qui avaient vingt ans il y a une quarantaine d'années, il ne reste plus que deux ou trois vieilles filles, et ces deux ou trois vieilles filles lui ont fait froide mine, parce qu'on n'aime pas, dans le pays, ceux qui ont gagné la partie ailleurs ; on les soupçonne toujours d'avoir triché. Sais-tu, compère, pourquoi les femmes se plaignent continuellement ? C'est un peu par bonté d'âme et beaucoup par sagesse ; elles savent que leurs peines font plaisir aux autres et que, si elles s'avisaient d'être heureuses, elles auraient contre elles tout le pays. La Chouette, comme tu l'appelles, n'a pas compris cela ; c'est un oiseau lent et lourd qui ne prend pas sa proie au vol et n'attrape que les chenilles ou les souris qui dorment. Elle a voulu faire la belle et porter haut son aigrette ; on l'a trouvée arrogante et on lui a tourné le dos. Quant aux bourgeois, ou plutôt aux bourgeoises, elles n'ignorent pas que Frau Pfenning a tenu un cabaret à Degerloch. Dieu sait comment elle y a vécu ! disent les moins défiantes. Il n'y a donc plus qu'un monde où elle puisse entrer, celui des savans ; l'ami Hans serait homme à l'y introduire. Voilà pourquoi elle le ménage et je sais qu'une ou deux fois, pour lui et par lui, elle a reçu chez elle des professeurs. En retour, les professeurs ont invité chez eux l'ami Hans, et la bonne femme en a été pour ses frais. Aussi voudrait-elle bien, peut-être, s'attacher à lui de plus près,.. en l'épousant, je ne crois pas : il ne voudrait pas d'elle... mais en lui donnant Lenchen... » — Horreur ! dis-je à la Commère... »

Lenchen. — « C'est vrai que Hans change à vue d'œil. Autrefois, je ne veux pas vous le cacher, il avait des manières un peu primitives ou, comme il disait, naturalistes. Il mangeait les deux coudes sur la table et tenait sa fourchette à poing fermé... Maintenant il porte un costume noir et du linge blanc, ne s'étend plus sur le divan avec des bottes crottées. Hier, nous entrions ensemble au salon ;

il s'est effacé pour me laisser passer la première, il ne m'interrompt plus quand je parle et ne me dit plus, quand je ne suis pas de son avis : « Vous n'y entendez rien. » L'autre jour, il parlait de Gian et de vous en fort mauvais termes : j'ai pris naturellement votre défense ; il a baissé la tête et il s'est tu. Je ne suis plus la petite fille, la petite sotte. En me donnant sa leçon d'histoire naturelle, il a des distractions, regarde ma main, qui est blanche à présent, tourne dans ses doigts une boucle de mes cheveux, ce qui me déplaît, mais je n'ai pas le cœur de le lui dire. Ce matin, il m'a offert un petit bouquet de fleurs de serre ; si ce n'était pas lui, je croirais qu'il vient à moi. Vous avouerai-je qu'il y gagne? Autrefois, il y a deux mois à peine, j'éprouvais pour lui un profond sentiment de vénération. Il me paraissait vieux d'abord, puis si haut au-dessus de moi, debout sur une cime inaccessible! Je ne crois pas qu'une femme puisse bien réellement s'attacher à un homme trop supérieur. Dieu lui-même ne s'est-il pas dit un jour : « On me craint trop, je veux qu'on m'aime. » Alors il se fit homme ; il pleura, souffrit, mourut comme les autres, et il fut aimé...

« Eh bien! non! il n'y gagne pas. Tout à l'heure, pendant que je vous écrivais, Hans est entré tout à coup, plus agité que de coutume ; il s'est promené un grand moment sans me rien dire, puis s'est assis à mes pieds, sur une petite chaise d'enfant, et m'a regardée une minute au moins dans le blanc des yeux : ces minutes sont longues. Je me suis levée alors, assez mal à mon aise ; il m'a retenue en me récitant deux vers d'Uhland :

C'est toi que j'aimai, toi que j'aime,
Qu'éternellement j'aimerai.

Je vais vous dire un mot bien français : le succès d'un homme est un peu une affaire d'attitude. Je me tenais debout devant Hans, qui s'était emparé de mes deux mains et les serrait trop fort, ce qui me faisait du mal ; il était sur ma petite chaise, plié en trois, les genoux trop hauts, tout en zigzag et en angles aigus. Il me prit une folle envie de rire. Le rire, vous savez, c'est comme l'éternûment : on le retient tant qu'on peut, et puis... cela part. Cela partit. Hans lâcha mes mains et me lança un regard triste. « Je vous demande pardon, lui dis-je avec douceur. Une idée bouffonne m'a passé par la tête. — Il n'y a pas d'idée bouffonne, me répondit-il gravement : le rire est divin parce qu'il est créateur. Lorsque le dieu suprême rencontre le néant, il se produit un monde ; lorsque l'homme rencontre le néant, il se produit un rire. Le rire est la création de l'homme, comme la création est le rire de Dieu. Le rire contredit la contra-

diction, nie la négation, détruit le rien, affirme le tout, la liberté illimitée, la subjectivité qui se sent comme parfaite. L'homme alors s'élance hors de lui-même et fait un bond dans l'infini; ce bond, c'est le rire... » Autrefois j'aurais trouvé cela profond, aujourd'hui je trouve cela bête. Est-ce ma faute? ou celle de Hans? ou celle de Gian? »

Gian. — « Drôle d'homme! Mais je ne peux croire encore qu'il songe à épouser Lenchen. D'abord il ne m'en a rien dit et il sait mon secret; ce ne serait pas de bonne guerre; puis la loyauté germanique... Que veux-tu? j'y crois. Cependant la malade est toujours en quarantaine, et il ne m'est pas permis de la revoir. D'autre part, Hans se fait beau, fréquente le prince, veut être docteur. Ce qui l'embarrassait, c'était la thèse, il ne sait pas écrire. Je lui dis : — Prends la mienne sur la déclinaison du substantif dans la langue d'oïl. Je sais qu'elle ne vaut rien, mais tu y mettras du tien, et elle sera bonne. — Il s'est fait un peu prier, mais enfin il l'a prise et imprimée sous son nom, telle quelle, à mes frais. Comme il ne veut pas que je lui prête de l'argent, nous avons joué aux échecs les cinquante thalers que coûtait l'impression; il m'a battu, comme de coutume, et ne me doit rien, mais il sera docteur en philosophie. Je suis sûr que tout cela te met en colère et que tu vas dire dire de moi : La bonne dupe! — Tu ne connais pas la sainte naïveté du pauvre Hans. Véritablement, il me fait pitié; tu ne peux comprendre ce que c'est que de se sentir quelque chose et d'avoir les bras liés par les nécessités de la vie. L'infortuné ne possède rien, ne gagne pas un rouge liard. Par bonheur, le prince l'a pris sous sa protection et lui promet une chaire créée pour lui dans l'université de X... Le pauvre garçon passera ainsi du premier coup professeur extraordinaire. Mille fois tant mieux! je lui souhaite tous les bonheurs imaginables, pourvu qu'il me laisse Lenchen. »

Lenchen. — « Hans se *dénimbe* tout à fait : l'homme reste et l'homme n'est pas beau; c'est vrai que ses mâchoires avancent. Puis il fume trop; je l'ai prié de ne plus fumer chez moi. Et puis,.. et puis son esprit même, qui me paraissait si extraordinaire, a mué comme son humeur. N'allez pas me dire au moins que c'est moi qui change : je reconnais toute la science de mon maître, mais a-t-il beaucoup d'idées, et celles qu'il a sont-elles bien à lui? En tout cas, elles tiennent guère. Ne vous ai-je pas dit qu'autrefois il avait en horreur toutes les têtes couronnées, tous les personnages de sang royal? Il me disait un jour : — La science a maintenant une haute mission, c'est d'outiller le régicide. — Il a passé toute une saison à fabriquer de petites bombes qui, lancées dans la voiture d'un souverain, le massacreraient avec toute sa suite; je crois même qu'il a envoyé sa recette à Londres, où un compatriote de Gian en veut à

votre empereur. Eh bien! le même Hans est devenu le meilleur ami d'un prince royal; aussi défend-il aujourd'hui l'ordre social basé, dit-il, sur l'hérédité seule. Il ne dit plus socialisme, il dit communisme; il ne dit plus démocratie, il dit démagogie. Quant au peuple, il ne le trouve que trop heureux : les prolétaires, à ce qu'il prétend, sont des fainéans et des ivrognes travaillant moins que nous et buvant plus que nous. Voyez les cabarets, il y a plus de pauvres que riches. Le peuple est stupide et féroce : il s'agit de museler la brute humaine, sans quoi le monde ne sera bientôt plus qu'une bauge de porcs enragés. Le salut de l'humanité, c'est l'esclavage : on n'a jamais rien fait de grand que dans les pays où cette institution tutélaire a existé. Mme Beecher-Stowe est une pimbêche; si on l'écoute jamais, l'Amérique tombera cassée en deux dans des flots de sang. D'ailleurs toute femme qui écrit est un monstre; ce sexe fatal et subalterne doit filer de la laine et rester à la maison. Eve ne représente qu'une des côtes d'Adam, qui en avait vingt-quatre, et probablement une des moindres, une fausse côte, une côte flottante ou peut-être une côte supplémentaire qui était une superfluité. — Croyez-moi donc, conclut Hans; cessez d'étudier et ne lisez qu'un livre appartenant à la littérature française, en ceci la première du monde; ce livre est intitulé : *la Cuisinière bourgeoise.* C'est la seule lecture utile aux femmes.

« Tout cela me trouble infiniment, je commence à croire que toutes ces idées sont folles. Par bonheur, elles ne changent rien aux habitudes; quand Hans était franchement athée, il se conduisait en puritain; maintenant qu'il va tous les dimanches au prêche, il n'a rien changé à sa vie, et, bien qu'il vante la cuisine française, il se repaît de choucroute et de charcuterie aujourd'hui comme avant. — Moi j'ai l'esprit plus fidèle et je rêve toujours l'émancipation des femmes. Seulement, chez moi comme chez Hans, les idées ne peuvent changer les mœurs : je ne m'insurge qu'en imagination et je suis une petite fille bien sage, qui ne sort pas de chez elle et qui obéit à sa maman. Ne trouvez-vous pas cela bien étrange? Juliette et Desdémone avaient des idées beaucoup plus timides que les miennes; elles ont pourtant épousé l'une Roméo, l'autre Othello malgré leur famille; moi, je ne le ferais jamais. Elles en sont mortes, mais ce n'est pas le mourir qui m'inquiète, c'est seulement la crainte bourgeoise de faire ce qui ne se fait pas. Et pourtant ce qui ne se fait pas serait honnête et bon; il y a près de moi un brave cœur qui souffre. Pauvre Gian! il passe chaque jour devant la maison; je le vois, sans être vue, dans le miroir accroché de côté, près de ma fenêtre. Il a pâli, ses yeux sont souvent rouges : cela me navre et me charme,.. mais je ne veux pas, je ne dois pas... Je l'entends marcher au-dessus de moi dans la chambre de Hans; il est plus malade que moi,

ses pas ont la fièvre. Hier, il s'est mis à plat ventre sur le plancher (Hans venait de sortir) et m'a dit à mi-voix : — M'entends-tu, Lenchen? — J'ai fait semblant de ne pas l'entendre...

« J'en étais là de ma lettre quand ma mère est entrée comme une bombe et m'a demandé pourquoi je n'épouserais pas le docteur Hans. Car il est docteur depuis hier et va partir pour X.., où on lui promet une place. Je ne m'attendais à rien de pareil, j'en suis encore toute bouleversée... Vous avez raison, toujours raison; ils s'entendaient depuis longtemps, elle et lui, peut-être depuis le bal de Heidelberg... — Mon Dieu! me dit ma mère, je sais bien qu'il n'est pas joli, mais, songes-y, le mariage n'est point un tour de valse, et un beau cavalier n'y vaut rien. Dans ce long chemin, on ne danse pas, on marche, en habits de voyage, avec de gros souliers qui chaussent mal, mais qui ne blessent pas. Puis les escarpins s'usent vite. Considère qu'avec Hans tu es sûre de l'avenir : ce n'est pas un freluquet qui mange son blé en herbe; c'est un homme sérieux, ami du prince royal, déjà docteur, bientôt professeur; tu seras déjà Mme la doctoresse (*Frau Doctorinn*), bientôt Mme la professeuse (*Frau Professorinn*), sans doute un jour Mme la réelle conseillère privée (*Frau wirklich geheime Rœthinn*)... Quel triomphe pour ta vieille mère!..

« Un moment après, Hans est venu me dire adieu; je ne suis pas fâchée qu'il s'en aille. En me quittant, il a voulu m'embrasser... j'ai cru qu'il m'enlaçait, j'ai senti un froid autour du corps. Ma mère nous regardait en riant du coin de l'œil... Non, c'est horrible. Tenez, je n'y suis plus, ma tête s'en va. Non, m'appeler Mme Schloukre! Et encore ce ne serait rien, mais épouser Hans! »

Gian. — « Mon cher, je suis désespéré. Elle ne m'aime pas, ne m'a jamais aimé une minute. Il y a une heure, je suis monté comme d'habitude au grenier de Hans pour avoir des nouvelles de notre malade. Il n'y était pas. J'ai sonné alors au premier chez Frau Pfenning; c'est Lenchen qui est venue m'ouvrir. Elle n'a fait qu'entrebâiller la porte. — « Enfin! m'écriai-je, c'est bien vous... vous allez donc mieux? — Un peu mieux, me dit-elle d'une voix encore enrouée. — Puis-je entrer? — Ma mère est sortie. — Adieu alors! — Adieu! »

« Je lui ai tendu ma main qu'elle a touchée de la sienne, mais sans plier les doigts, comme elles font toutes quand leur main n'a rien à dire, quand il ne s'est rien passé entre elle et la nôtre, quand ne se passera jamais rien. Après quoi elle m'a fermé la porte au nez... Ah! je souffre!.. je souffre! »

Lenchen. — «... Il est venu hier et m'a trouvée seule; Hans était parti. Je ne l'attendais pas. En le revoyant, je me suis sentie dans un nuage, emportée vers lui, poussée dans ses bras. Il m'a parlé,

je ne sais ce que je lui ai répondu; il m'a tendu la main, je n'ai fait que l'effleurer de la mienne, et mes pieds ne me portaient plus. J'ai dû me retenir à la porte, qui s'est refermée..

Gian. — « Tu me dis que je ne sais rien voir. Que vois-tu toi-même? Es-tu à Bonn pour savoir ce qui s'y passe? As-tu des intelligences dans le pays, dans la maison? Tu n'es informé que par moi, tu sais toute l'histoire, elle est courte et dure : on m'a fermé la porte au nez, voilà tout. Depuis lors, je vis dans un cauchemar, je tourne dans une souricière. Que ferai-je? Un trou dans le Rhin? Ce serait déjà fait si l'eau ne charriait pas; j'attends qu'il dégèle. En attendant, je me plonge dans *les Lusiades* et j'envie la destinée du géant Adamastor. Ah! le bon temps où le malheur pétrifiait et où, pétrifié, l'on vivait encore et l'on voyait Téthys. Mais l'enfer me répugne. Les méridionaux, qui l'ont inventé, l'ont fait de feu, parce qu'ils craignent la chaleur. Moi, je le vois couleur de boue et charriant des glaçons comme le Rhin.

« Parfois je tâche de m'étourdir : j'ai bu l'autre soir douze chopes de bière. Le lendemain, j'étais encore plus triste; la Commère m'a dit que les étudians allaient faire le carnaval à Cologne en blouse bleue, en bonnet de coton et en gants blancs. Je suis parti avec eux et je me suis amusé à leur manière; j'en suis revenu écœuré. J'avais une moitié de moi, la meilleure, dans les nuages, elle s'y est perdue. L'autre moitié, qui ne sait plus que faire toute seule, est restée en bas et tombe en pourriture comme un arbre mort. Et je boude contre moi, je me bats avec un plaisir rageur, je ne veux pas être consolé, je ne tenterai plus l'épreuve. Retourner chez elle? Jamais. »

Lenchen. — « Je ne comprends rien à Gian. Il n'est pas revenu. Lui ai-je trop montré ce que je sentais pour lui? Ah! je le crains, mon trouble m'a perdue. Et vous nous reprochez d'être fières! Toujours la même histoire : si nous faisons un pas vers vous, vous reculez. Cependant ma mère me poursuit de conseils, d'exhortations, de supplications : elle n'a que Hans à la bouche. Elle me le fait prendre en horreur. Et Gian ne vient pas. M'a-t-il oubliée? Mais non; je le vois passer tous les jours devant la maison,.. sauf une fois, et il m'a fort inquiétée. Je l'ai cru malade, et voyez comme il est faux que nous soyons fières! Je suis allée le demander à son hôtel... Ne le lui dites pas au moins! Il était parti pour Cologne. On y dansait, j'en ai été furieuse; mais le lendemain, quand il a repassé le long de la rivière, ma fureur est tombée : il avait l'air de tant souffrir! Deux ou trois fois il a regardé mes rideaux, je le voyais dans le miroir, et il leur a montré le poing. Que lui ai-je fait? Que veut-il que je fasse? A-t-il su quelque chose du mari qu'on veut me donner? Qu'il le dise donc, cette angoisse me tue...

« Je reçois votre lettre, qui me rassure tout à fait. Il m'aime donc toujours, le pauvre garçon : il n'a rien compris à mon accueil et c'est lui qui se croit oublié. Tant mieux! La fierté me revient, voyez si je suis méchante. Ou plutôt non, je suis double : nous le sommes toutes un peu à cause de vous. Il y a une Lenchen qui est folle et qui aime Gian : celle-là pleurait dix heures par jour quand elle se croyait délaissée. La voilà tranquille; voici maintenant l'autre Lenchen qui reprend le dessus : celle-ci est sage et aime sa mère. La première disait : « Gian, reviens. » L'autre dit : « Ne reviens pas; si tu reviens, que ferai-je? Où irons-nous après l'ivresse du revoir? Ai-je le droit de me donner? suis-je mienne? Dois-je quitter ma maison pour te suivre? Et celle qui resterait ici toute seule, que penserait-elle de son enfant? Songe qu'il y a dix-neuf ans que je vis avec elle et que, pendant ces dix-neuf années, elle ne m'a pas quittée des yeux ni du cœur. Tout cela ne peut être effacé d'un coup d'aile. » Vous entendez les deux Lenchen qui se disputent; plaignez-les l'une et l'autre et conseillez-moi. Vous comprenez bien qu'à présent il ne s'agit plus d'hésiter; il y a un grand parti à prendre. Écrivez à Gian; dites-lui... ce que vous croirez...

Gian. — « Ah! grand sournois, c'est ainsi que tu caches ton jeu? On t'écrit depuis je ne sais combien de mois, et tu ne m'en disais rien! En tout cas, merci de la lettre, elle arrive à temps; je crois que j'étais sur le point de faire une sottise. La Commère, qui ne me prend pas au sérieux, m'a conseillé d'acheter du charbon de terre et de chauffer mon poêle à blanc en ayant soin d'en tourner la clé; c'est le meilleur moyen de finir chaudement, car il gèle à pierre fendre. J'estime que tu as parfaitement raison, et je reconnais avec toi ton rare mérite; je trouve seulement singulier que, pour voir si clair à Bonn, il faille se placer à Heidelberg. Quand Hans sera de retour, je le consulterai sur ce phénomène d'optique. Ce que tu me dis de lui me donne fort à penser, mais tu vas beaucoup trop loin, tâchons d'être justes. Tu es un sage qui s'indigne; les sages ne devraient que s'amuser. Il est vrai que Hans a l'air d'être un profiteur : à Heidelberg, il buvait à nos frais, il vit maintenant aux crochets de la Chouette. Nous sommes allés à Tubingue pour voir Uhland, et c'est lui qui l'a vu à Heilbronn. Quand nous avons cherché Lenchen à Degerloch, il l'avait déjà trouvée; je me suis battu pour elle, et il en a eu tout l'honneur. Je lui ai débité une phrase vide de sens sur le système de Hegel; il l'a comprise et en a tiré une théorie scientifique. Il est devenu docteur avec ma thèse, dont il a payé l'impression en me battant aux échecs; je l'ai présenté à un prince royal, qui va créer pour lui une chaire de draconculisme, et grâce à cette chaire, il pourra m'enlever Lenchen. Tout cela est vrai, mais

il ne faut pas s'en fâcher; j'en ris, puisqu'elle m'aime. Dans le fait de Hans je ne saurais voir tant de préméditation. Il a de la chance, voilà tout : les grives lui tombent toutes rôties dans la bouche. Dans la vie comme aux échecs, il trouve des pièces à prendre et il les prend. Tu dis qu'il n'aime rien, tu as tort : il aime la science, qui lui offre en retour une petite chaire conjugale. Qu'ils se marient, la science et lui, que ce mariage prospère, qu'ils fassent beaucoup d'enfans, j'en serai ravi, puisque Lenchen m'aime. Dès demain, à l'heure où la moutre va au marché, j'irai chez elle et je te conterai l'entrevue. Pour le moment, je vais me coucher; je ne fermerai pas l'œil de la nuit, mais je tombe de sommeil...

« Ah ! mon ami, la bonne matinée ! Pour la première fois depuis octobre, j'ai vu du soleil, du vrai soleil : non pas une boule rousse dans la brume, mais une éruption d'or dans le bleu. Nous sommes voisins, tu le sais, en trois sauts je fus chez elle. Mais dans mon impatience, j'étais arrivé trop tôt; ce fut la Chouette qui vint m'ouvrir. Je la saluai sans dire un mot et j'allai tout droit à la chambre de Lenchen. Elle était assise dans l'embrasure de sa fenêtre et regardait le Rhin dans un miroir. Je l'appelai, elle tressaillit, se leva toute pâle, et, comme elle chancelait, je la pris dans mes bras, je l'y ai gardée. Fiançailles radieuses : la chambre toute dorée, toute chaude de lumière, et là-bas la grande eau verte qui murmurait longuement : *Amen.*

« Mais la Chouette, frappée de stupeur à mon entrée, s'était remise, à ce qu'il paraît; elle vint droit à nous (dans ma précipitation, j'avais laissé la porte ouverte) et lança un juron que les mères allemandes interdisent à leurs filles, même dans la haute société : *Tonnrvètre !* (*Donnerwetter !* temps de tonnerre !) La malheureuse ! dans cette gloire nuptiale, elle ne voyait qu'une tempête au ciel. La jeune fille voulut se dégager ; je la retins dans mes bras et lui dis à l'oreille : « Lenchen, m'aimes-tu ? — Oui ! » fit-elle bien bas, si bas que je l'entendis seul. Alors je me tournai vers la Chouette, dont les gros yeux roulaient férocement : « Gracieuse dame, j'ai déjà eu l'honneur de vous adresser une demande sous votre toit de Degerloch. Vous ne m'avez pas répondu, c'est peut-être ma faute, mais je vous ai laissé le temps de la réflexion. Ce que je vous demandai alors, je vous le demande encore aujourd'hui : voulez-vous m'accorder la main de mademoiselle votre fille ? — Non ! » me répondit-elle. Le *non* de la Chouette ne ressemble pas à celui des autres Allemandes; il en est qui vous le disent si doucement qu'on croit entendre : « Je veux bien. » Mais la moutre criait : *Nââie !* avec un piaulis de poule qu'on étrangle. — « En ce cas, gracieuse dame, repris-je en gardant la main de Lenchen, qui serra

la mienne, je l'épouserai malgré vous. » Là-dessus je fis un profond salut et je gagnai la porte. On dit que la joie fait peur, c'est faux; je me sens homme à ne jamais mourir. »

Lenchen. — « J'ai reçu ce matin un mot de Gian contenant une nouvelle qu'il me prie de vous communiquer. Son oncle le prêtre est mourant et veut le voir; notre ami vient de partir pour l'Italie. Il doit vous avoir raconté ce qui s'est passé avant-hier; j'ai été surprise, mais vaincue, et c'est fort heureux : avec mes scrupules et mes hésitations continuelles, j'aurais prolongé une incertitude très douloureuse pour lui et pour moi. Maintenant je suis décidée, engagée. Vous m'avez reproché plus d'une fois de ne point avoir de volonté; cela peut être. Chez moi, chez nous, la résolution vient lentement, quelquefois elle ne vient pas du tout; l'activité se fatigue, s'épuise en dedans; on ne fait rien à force de se demander : « Que ferai-je? » Cela vous amuse, vous chez qui l'action précède si souvent la réflexion. Je ne sais qui de nous a tort, peut-être les uns et les autres. Ce qu'on peut dire en notre faveur, c'est que, la décision une fois prise, elle tient bon. Nous savons persévérer, nous ne revenons pas en arrière; enfin nous sommes têtues, je le veux bien : ce n'est pas un mal. J'appartiens désormais à Gian, je l'ai dit à ma mère. Or il faut que vous sachiez qu'un de nos amis est prisonnier d'état depuis 1848. C'est aux yeux de ma mère le pire malheur qui puisse arriver, et elle ne le craint pas pour elle-même; de là une façon de parler qui lui est habituelle et qu'elle employa l'autre soir à propos de Gian. « Avant que je te donne à l'Italien, me dit-elle énergiquement, je me laisserai enfermer dans une forteresse. » Je répondis, très calme : « Je m'y laisserais enfermer de grand cœur, si c'était avec lui. »

« Vous le voyez, mon meilleur ami, la guerre est à la maison, et mieux vaut que l'orage ait éclaté; avant cela, le temps était lourd et je respirais à peine. Ma route est tracée, je sais où je vais. Je ne ferai jamais ce que ne veut pas ma mère, mais je ne ferai jamais ce qu'elle veut. Gian et moi nous attendrons, nous sommes jeunes. Son billet m'a été remis par un messager; il me disait : « Je partirai par le second bateau de Mayence; venez me dire adieu, si vous pouvez. » On peut ce qu'on veut; je l'ai embrassé devant tout le monde; nos larmes se mêlaient. Une idée folle lui est venue. Il m'a dit à l'oreille : « Partons ensemble! » J'ai secoué la tête, il n'a pas insisté. S'il eût insisté, j'allais... »

VII.

Je passe maintenant une douzaine de lettres que Gian m'écrivit de Basilicate : les premières surtout sont très belles, très nobles,

mais n'ont que faire dans mon récit. Il n'y est pas question de Lenchen, ce qui prouve que mon ami était sous le coup d'une émotion nouvelle et profonde. Il était arrivé dans son pays assez tôt pour recueillir les dernières paroles de son oncle, et il se trouva que ce prêtre était un galant homme, un peu indifférent en théologie, mais croyant en Dieu et pratiquant le bien. Jusque-là, Gian, qui avait toujours vécu loin de lui, dans les Abruzzes, en Suisse ou en Allemagne, s'était borné à le détester vaguement, comme un maître inconnu; il s'avisa tout à coup qu'une soutane ne couvre pas forcément un coquin, ce qui dérouta toutes ses idées. L'adieu suprême fut touchant, Gian en sortit catholique; trois de ses lettres, écrites coup sur coup, ne roulent que sur les vérités de la religion. Dans la quatrième, un peu éloignée des trois premières, il m'apprit que son oncle lui avait légué cinq mille ducats de revenu (un peu plus de 21,000 francs) en forêts, en champs et en vignes : « Plus que je n'avais, me disait-il, en capital. Et moi qui l'accusais de m'avoir spolié : que nous sommes injustes! Il n'y a de vertu que chez les croyans. » Suivait une profession de foi que je passe. Dans la cinquième lettre, il me demandait des nouvelles de Lenchen; j'en conclus qu'il commençait à se consoler; l'oncle occupait cependant encore trois pages sur quatre. Dans la sixième, l'homélie tournait en idylle : deux pages sur l'oncle, puis des descriptions, des paysages montueux avec des marines au fond; enfin le bonheur de vivre là, toujours avec celle qu'on aime. Les lettres suivantes, un peu affairées : il s'agissait de trouver des fermiers qui ne fussent pas des voleurs. L'oncle disparaissait peu à peu, la religion aussi : ce prêtre-là était bon, mais les autres! Dans la onzième lettre, une effusion lyrique à l'honneur de Lenchen et une pointe de voltairianisme à propos de la carte à payer pour la cérémonie funèbre. Le dernier billet était une dépêche : « Pars demain, passerai Heidelberg. »

Pendant ce temps, Lenchen m'écrivait longuement. Voici quelques bribes de ses épîtres : — « Il est donc si riche? Il ne m'en a pourtant pas dit un mot, bien qu'il m'ait écrit par l'entremise de la Commère, une vieille femme qui lui est fort attachée. Voyez pourtant comme nous sommes! Au temps où je ne voulais pas l'aimer, je tâchais de ne lui trouver que des défauts; maintenant en lui tout me charme. Il n'est pas savant, tant mieux! il n'en est que plus poète. Il est insouciant, il a raison, la vie et le monde ne valent pas la peine qu'on les prenne au sérieux. Il est paresseux, très grand mérite : il n'y a que les paresseux qui trouvent du temps pour la rêverie et l'émotion. S'il était laid, je m'en réjouirais en pensant que je n'aime que son esprit; mais il est beau, je l'admire. Autrefois, je m'étais dit que je n'épouserais qu'un pauvre. Ah! le travail forcé, quelle fête quand c'est le travail à deux! Maintenant,

je bâtis des palais dans les nuages. Mes pensées ne pèsent plus, elles dansent comme des folles, et, quoi que l'avenir m'apporte, je lui dirai : « Merci, tu es bon ! »

« ... J'ai suivi votre conseil, j'ai touché un mot à ma mère de cette fortune tombée du ciel. Depuis plusieurs semaines, le nom qui m'est cher n'avait pas été prononcé entre nous. Ma mère, tout à fait radoucie, me parlait comme autrefois, n'avait pas l'air de me surveiller : c'était la paix ou au moins une trêve : elle m'achetait des chiffons, et je lui pétrissais de mes blanches mains (je dis blanches) de ces petits gâteaux qu'elle aime tant. Je lui ai dit ce matin le plus tranquillement du monde : « J'ai des nouvelles du docteur Gian. » Bien que ce titre de docteur lui plût, son visage se rembrunit ; je n'eus pas l'air d'y prendre garde : — « C'est son ami, M. Flers, qui m'en a donné. » Ce détail la rassura : elle ignore naturellement les bontés de la Commère. — « L'oncle du docteur est mort et lui a légué une fortune considérable. » Ma mère ouvrit de grands yeux et voulut des détails : je lui parlai de vignes, de champs d'oliviers, d'orangers, de sequins jaunes, de tout ce que je sais par vous ; pendant mes descriptions et mes évaluations, ses yeux brasillaient comme la mer à Naples. En ce moment, n'en doutez pas, elle pensait à moi, me voyait dans l'or... Puis, changeant d'expression, elle haussa les épaules : « Tu verras, me dit-elle, qu'il ne reviendra pas à Bonn. — Mais s'il revient? — Il sera bienvenu. » Je sautai au cou de ma mère et je lui dis tout : l'adieu sur le bateau, les lettres écrites et reçues en cachette ; ce secret me pesait ; je m'étais répété souvent : Se cacher, c'est mentir. Elle ne me fit pas de reproche et se contenta de murmurer en soupirant : « La vie est injuste : tout pour les uns, rien pour les autres. Ah ! pauvre Hans ! »

« ... Le pauvre Hans est ici depuis trois jours : il a obtenu sa chaire à X... et ira l'occuper en automne ; en attendant, il passe l'été chez nous. C'est définitivement un autre homme, grave et digne, tout de noir habillé, ne fumant plus la pipe, au moins dans la rue ; il se coiffe d'un chapeau de soie et porte des gants, ou du moins un gant pour le public. Maman l'appelle : monsieur le professeur, et ce mot lui revient continuellement à la bouche. Elle lui a dit hier en tirant l'exclamation de ses entrailles : « Quand vous appellerai-je : monsieur le conseiller privé ? » Mais je deviens méchante : elle a de l'ambition pour lui, le grand mal ! En parlant ainsi, c'est à moi qu'elle songeait sans doute, elle croyait que je serais heureuse avec des titres. Quand on aime les abricots, on en offre ou l'on en souhaite à tout le monde, et l'on trouve que ceux qui préfèrent les prunes ont bien mauvais goût. Ma bonne mère a fait tant de bien à Hans qu'elle doit lui être attachée ; je n'ai pas à m'en plaindre

et je sais gré à M. le professeur des efforts qu'il fait pour être aimable : il m'appelle : mademoiselle, ne pousse plus de jurons quand je me mets au piano, ne mange plus toutes les confitures et m'en a laissé aujourd'hui deux cuillerées ; en étendant ses jambes sous la table, il m'a donné un coup de talon sur le pied et m'en a demandé pardon... »

« ... Je crois que j'ai eu tort de me confier à ma mère. Ce matin, j'ai entendu du bruit là-haut ; vous vous rappelez que la chambre de Hans est au-dessus de la mienne. Il y avait deux voix qui criaient ; je ne pouvais distinguer leurs paroles, j'avais trop peur d'écouter, mais, à coup sûr, elles parlaient de moi ; j'ai entendu plus d'une fois le nom de Lenchen. Puis des talons ont battu le plancher, une chaise s'y est brisée. Au repas de midi, ma mère et Hans avaient le visage défait : elle lui offrait à manger d'un ton suppliant ; il refusait tout et a fini par s'en aller ; en se refermant derrière lui avec fracas, la porte a fait trembler les vitres. Ni elle ni lui ne m'a dit un mot, qu'est-ce qu'ils ont? »

Peu de jours après avoir reçu cette lettre, je vis entrer chez moi l'ami Gian, qui passait par Heidelberg en retournant à Bonn : j'avais gardé notre ancienne chambre chez le marchand de fer et de fromage et j'y étudiais les Pandectes. Nous montâmes ensemble au château jusqu'au sommet de la grosse tour ; chemin faisant, nous causions, et je donnais des conseils selon mon habitude : — « Mon ami, disais-je, tu risques d'être mal reçu, non par Lenchen, mais par la Chouette. Cet oiseau de proie a été bel et bien apprivoisé par Schloukre, qui en fait ce qu'il veut. Comment s'y est-il pris? je l'ignore et je ne veux pas le savoir. Il y a des images qui me répugnent. Quoi qu'il en soit, Hans est le maître de la maison : il frappe du pied, casse les chaises, maltraite les portes : il te refuse Lenchen, et il la veut pour lui, c'est clair. Tu as pour toi la fille et de l'argent ; il a pour lui la mère et un titre. Lenchen ne sera pas à lui, toi vivant ; mais elle ne sera pas non plus à toi, sa mère vivante. Il faut donc qu'un de vous deux meure ; jusque-là, rien ne pourra changer la situation. Je te dirais bien : Tue la Chouette, le monde n'en irait pas plus mal. Mais le meurtre étant un crime, sauf à la guerre, tu aurais affaire à la justice ; de plus, tu perdrais Lenchen, qui n'épouserait pas le meurtrier de sa mère : cela ne se fait plus depuis le temps du Cid. La moutre a dit qu'avant de t'accorder Lenchen, elle se ferait enfermer dans une forteresse. Peut-être pourrais-tu obtenir son incarcération, toi qui connais les princes royaux : il suffirait de la faire passer pour républicaine. Mais tu n'es pas assez bourbonien pour jouer ce jeu-là. Donc il faut combattre et prendre au filet l'oiseau qu'on ne peut supprimer. Ne perds donc plus ton temps à nager dans l'azur,

donne la chasse à la Chouette. Elle est vaniteuse, achète un titre : Est-ce que ton prince royal ou le roi de Naples ne pourraient pas, dans un de leurs bons jours, te nommer baron ? A tout le moins, on obtient aisément chez vous la croix de Saint-Grégoire. Je t'avertis de plus que la Chouette est gourmande ; ne te présente chez elle qu'avec une corbeille de sucreries feuilletées ou glacées. Si tu peux y ajouter force charcuterie : andouille, saucisses, saucissons, crépinettes, jambons, boudins, cervelas, salami, mortadelles, langues fourrées, tranches de lard, fromages de cochon, tu n'en seras que mieux venu. De plus, mets ton luxe au vent, garde-toi bien de le cacher dans ta poche. Dernier conseil : traite-moi ce Hans de Turc à More ; ces animaux-là ne veulent pas être ménagés ni caressés. On ne les mène qu'avec la trique. Dès que tu pourras, flanque-le à la porte. J'ai dit. »

Gian, accroupi sur un pan de muraille de sept mètres d'épaisseur, regardait à l'horizon la ligne du Rhin, une brume lumineuse, le sillage phosphorescent d'un gigantesque navire qui aurait disparu dans le Nord. — « Cette eau court à Bonn, me dit-il : combien de temps mettra-t-elle pour arriver sous ses fenêtres ? »

Je l'accompagnai jusqu'au train qui l'emmena et je désespérai de sa fortune. Quinze jours après, je reçus la lettre que voici :

« Mon cher, tu dois me croire enterré ; je me porte cependant le mieux du monde. Si je ne t'ai pas donné signe de vie depuis l'autre jour, c'est que le temps roule et que le bonheur ne s'écrit pas. Merci d'abord de tes conseils : tu m'ennuyais beaucoup quand tu me les as donnés et je mourais d'envie de te jeter en bas du haut de la grosse tour ; mais le trajet est long de Francfort à Mayence ; j'ai réfléchi pour tuer le temps et j'ai fini par te donner raison. Si bien qu'à Mayence même, où j'ai couché, je me suis mis en quête de charcuterie. Juge de ma désillusion : un guide que j'ai pris m'a forcé de regarder un grand pont sur le Rhin, une cathédrale sans façade, une statue de Gutenberg, une tour de Drusus, mais aucun des charcutiers de l'endroit ne connaît le jambon de Mayence. On m'en a offert de toutes les villes d'Allemagne, mais le *Mainzer Wurst* n'existe pas. Tu peux l'écrire en France, où on en vend sans doute. La renommée est une gaillarde qui nous mystifie outrageusement.

« Je n'en suis pas moins allé aux vivres et je me suis présenté à la Chouette avec assez de comestibles pour fatiguer trois portefaix. Nous avons été très bien reçus, mon panier de sucreries et moi, l'un portant l'autre. Frau Pfenning est bien une fille d'Eve pour la gourmandise, et je n'ai pas eu de peine à jouer mon rôle de tentateur. Je crois bien qu'elle m'aurait embrassé si j'avais voulu, mais

je n'ai eu garde. Pendant que la Chouette flairait toutes ces victuailles, je suis entré chez Lenchen et alors...

« Hans, que tu calomnies, est maintenant heureux et se lave les mains; on l'estime beaucoup depuis qu'il a été nommé professeur, et le succès l'a rendu quasi modeste; il s'admire beaucoup moins depuis qu'il n'est plus seul à s'admirer. Il ne dit plus : « Moi, je déclare; » il dit : « Pour ma part, j'estime... » Enfin, c'est le meilleur fils du monde jusqu'à huit heures du soir; il s'attable alors dans un cabaret, où il boit beaucoup de bière; cette potion, qui l'épaissit et l'aigrit, lui donne une hilarité de fossoyeur; il tire de sa poche des ossemens qui lui inspirent les plus folles calembredaines. Tu sais que nous autres Italiens nous n'aimons pas à parler de la mort; le mot même nous répugne et nous l'esquivons par des euphémismes; nous disons par exemple : « la bonne âme de mon père, » ou bien : « Il est passé à meilleure vie, » ou bien : « Il est maintenant parmi les plus nombreux. » Hans, au contraire, comme les corbeaux, s'attache aux cadavres et ne les lâche que lorsqu'il en a fait des squelettes. Hier au soir, il ne m'a parlé que de ma fin possible et m'a fort engagé à faire mon testament. J'ai pris la chose en riant; mais j'y ai pensé toute la nuit; je veux léguer tout mon bien à Lenchen. Je t'envoie mon testament, que tu ouvriras, si je passe avant toi, mais sois tranquille, je n'y songe guère, et je ferai tout mon possible pour t'épargner ce chagrin. »

La lettre qui suivit était de deux écritures différentes.

« ... Gian est charmant, il nous gâte. Chaque jour que Dieu fait, il vient nous prendre en voiture et nous mène aux environs de la ville; c'est décidément un beau pays, et je m'y attacherais si je devais y rester. Mais mon cœur ne s'y installe pas, je ne suis ici qu'en voyage. Je veux vivre comme Mignon où les citronniers fleurissent.

Là-bas, là-bas,
Mon bien-aimé, tous deux n'irons-nous pas?

« Mon cher, je suis entré chez Lenchen au moment où elle t'écrivait; sa mère l'a aussitôt appelée : la moutre n'aime pas que nous soyons ensemble. En attendant qu'elle revienne, je continue sa lettre; quand je ne suis pas avec elle, je ne peux être heureux qu'avec toi. Que ces promenades en voiture n'effraient pas ton avarice : une course en droschke pour trois personnes ne coûte que dix silbergros, vingt-cinq sous. Je fais ces prodigalités pour plaire à la Chouette, qui ne se sent pas d'aise quand elle est tirée par deux chevaux ; elle veut passer par la ville devant la maison de ses anciennes amies et se pavane alors avec des airs!.. il faut que tout le monde

la voie. Puis elle ne cesse de parler, toujours en *platt deutsch*, et je m'évertue à la comprendre; j'y suis parvenu pour te complaire, mais je te réponds que j'avais plus vite appris le portugais. Enfin! c'est mon purgatoire, le paradis est au bout. Hans ne vient pas avec nous, je l'en aime; il prépare son cours et il fait bien. L'autre jour cependant, il a voulu nous suivre au Kreuzberg; c'est une colline couronnée d'une église où l'on fait des pèlerinages; il y a un escalier de marbre qu'on ne gravit qu'à genoux. La Chouette n'est pas entrée dans l'église; elle a préféré rester seule dans la voiture, où on pouvait la voir. Hans ne s'est point soucié de monter au sommet de la tour, d'où l'on commande une vue superbe; il a trouvé plus de plaisir à descendre dans un caveau où l'on montre les momies étonnamment conservées, à ce qu'il paraît, de vingt-cinq moines morts dans l'espace de trois cents ans. Cette fin d'excursion rend assez bien notre situation actuelle : la moutre en voiture disant aux passans : « C'est bien moi! » Hans dans le caveau au milieu des momies; nous deux là-haut, en pleine lumière, entre le Rhin et le ciel. Sur quoi je fourre vite dans ma poche cette épître que j'achèverai chez moi... J'entends Lenchen qui rentre.

« Je ne voulais pas qu'elle lût ce que je disais de sa mère. Cette âme charmante a la vue très fine, mais le sentiment filial est un nuage blanc à travers lequel la Chouette a l'air d'une colombe. Impossible de l'entamer là-dessus : ah! nous sommes encore loin du but. Frau Pfenning me traite avec une certaine aménité; elle s'inflige au moins, pour ne pas m'injurier, un effort laborieux dont je lui tiens compte, mais son sourire fait la grimace et ses yeux, qu'elle ne peut rendre aimables, voudraient me manger. Tous les jours je demande à Lenchen : « Faut-il lui parler? » Tous les jours Lenchen me répond : « Pas encore. » Quant à Hans, il ne m'a pas dit un mot de ses projets et nous risquons de rester toute notre vie à nous regarder tous sans bouger, comme des magots d'étagère. Il faut à toute force que j'aie dès ce soir une explication avec lui...

« Je l'ai eue, cette explication, et je ne me repens pas de l'avoir provoquée. Je sais au moins où nous en sommes, et tu as raison, il faut agir. Hier au soir donc, j'ai couru de cabaret en cabaret pour chercher mon homme; je l'ai trouvé seul devant un *seidel* de bière, enfoncé dans ses méditations. « Mon cher professeur, lui dis-je, nous avons, je pense, des confidences à échanger. — Buvons d'abord, répondit-il avec sa bonhomie la plus cordiale. — Buvons d'abord, si tu veux. — Les canettes vidées (il en avait déjà quatre au moins sur l'estomac), il alluma sa pipe et fut tout oreilles. — Lenchen et moi, repris-je, nous nous aimons... (Il ricana.) Je te prie d'être sérieux; sur ce point je n'entends pas raillerie... (Ses

lèvres se baissèrent en ogive et ses yeux se fermèrent à moitié.) Je te dis donc que Lenchen et moi, nous sommes engagés l'un et l'autre; il ne nous manque plus que le consentement de sa mère, et ce consentement... — Vous ne l'aurez jamais. — Cela dépend de toi. Si je suis bien informé, et je dois l'être, tu as eu toi-même des prétentions sur Lenchen. — Et quand cela serait? — Je ne peux t'empêcher d'aimer; je n'ai aucune autorité sur ce que tu appelles tes viscères. Tu me permettras de croire cependant que ton amour, s'il existe, ne t'empêche pas de dormir. Tu prépares tes cours, tu dissèques des animaux vivans, tu inspectes des moines morts dans un caveau d'église avec une tranquillité imperturbable; quant à Lenchen, elle ne te fait pas perdre beaucoup de temps. — Chacun agit à sa manière. — D'accord, mais ta manière, à toi, n'a pas gagné l'affection de Lenchen. Donc, si tu l'épousais, tu ferais le malheur de sa vie, et tu es trop bon... — Ta, ta, ta, je te vois venir (et il engloutit une sixième canette). Je suis si bon, que je dois te laisser la place et te saluer très bas, par-dessus le marché? Non, mon ami, ce n'est point ainsi que vont les choses. Tu veux que je sois franc, je vais l'être... *Kellner* (garçon)! un tonneau de bière! J'ai une soif à dessécher le Rhin!

« Il but encore et reprit : — Je suis Hans tout court et j'ai été ramassé dans la rue; ce nom de Schlucker que je porte est un surnom injurieux qu'on m'a donné à l'école, je l'ai gardé par orgueil et je le rendrai illustre, entends-tu? Je n'ai eu pour berceau qu'un tas de boue; les enfans de mon hameau me crachaient au visage en me jetant une injure qui flétrissait ma mère inconnue et que cette mère, — je l'ai maudite, — avait méritée. A l'école, je n'ai subi que des avanies; dans mes premières années d'études, les sociétés d'étudians m'ont rejeté parce que je mendiais. J'ai compris, dès lors, que la vie est une lutte, et j'ai lutté pour la vie. J'ai condamné ma bête à toutes les privations, ma tête à toutes les épreuves, je l'ai promenée quinze ans d'université en bibliothèque, je l'ai bourrée de science à la faire éclater, — et cela tout seul, sans appui, sans secours, — personne, jusqu'à l'an dernier, n'a été bon pour moi. Entends-tu bien? personne. Et tu veux que je le sois pour les autres? Ah! les autres, buvons à eux! Buvons à ma mère, buvons à mes camarades d'école, buvons à mes compagnons d'université, buvons aux belles filles d'Allemagne : aucune n'a voulu de moi. J'ai été repoussé de Berlin, chassé de Tubingue! Ah! les autres! ce sont tous des ennemis. La société est une ménagerie de bêtes fauves. Vous les tenez en cage pour qu'elles ne vous dévorent pas; vous les édentez, vous les énervez pour les empêcher de mordre, après quoi vous dites aux foules ébahies : Voyez ces brutes inoffensives; voilà ce que peut la civilisation! Ouvrez leurs cages et laissez-les vivre,

vous les verrez se ruer les unes sur les autres pour s'arracher des lambeaux de chair! Gare aux faibles! ils seront mangés par les forts; honte aux forts! ils seront mangés par les faibles : le mouton par l'homme et l'homme par la puce; voilà le règne animal. Eh bien! on a voulu me manger et je me suis défendu; maintenant j'ai bec et ongles et j'ai faim, je mange!

« Je ne suis pas bien sûr de t'avoir exactement répété toutes ses paroles, j'en ai du moins reproduit le sens et l'accent. Je t'assure qu'en ce moment-là, Hans était beau, d'une beauté violente et féroce; j'ai compris cette rage d'anéantissement que les barbares portent aujourd'hui dans la philosophie, ne pouvant plus l'assouvir dans les invasions. Cela s'appelle ici (le nom est encore tout neuf) le nihilisme. Après cette explosion, Hans rentra dans son calme et poursuivit posément :

« Maintenant, venons à notre affaire. Si je veux Lenchen, c'est ta faute; c'est toi qui me l'as montrée au bal de Heidelberg. Jusque-là, bien que je l'eusse déjà vue, je ne l'avais pas remarquée; je l'ai trouvée plus belle que toutes celles qui m'avaient repoussé. Celle-ci, pensai-je aussitôt, me vengera des autres. Depuis lors, j'ai fait tout ce qu'il fallait pour l'obtenir. Tu as pris les devans comme un lièvre, je t'ai laissé courir et j'ai suivi tout bonnement mon petit chemin de tortue. Tu t'es adressé à la fille, je me suis adressé à la mère; chacun de son côté, chacun pour soi. Mais tu n'as eu qu'à montrer tes yeux bistres et à dire des fadaises; moi, j'ai dû sacrifier mon indépendance, accepter la protection d'un prince royal. Bien plus, ton oncle est mort à point; te voilà riche, et je reste pauvre. Est-ce donc à moi de te ménager? Tu as cent cinquante mille thalers au soleil et tu veux que je te rende des pièces? Mon cher docteur, nous jouons encore une partie d'échecs, et cette fois tu as l'avantage, mais si tu fais une sottise, j'en profiterai. Je ne te permettrai pas de reprendre un coup ni d'aller à dame. J'userai de tous mes moyens, surtout du plus dangereux, la patience. Joue brillant, je jouerai serré. Tu es averti. — Mais Lenchen? dis-je. — Elle ne m'aime pas, c'est convenu : aussi n'est-ce pas pour bien-aimée que je la veux, je l'aurai pour femme. — Tu ne l'auras pas! — Tu te fâches? Peine perdue : un professeur ne se bat plus, c'était bon entre étudians. — Écoute, Hans, je te parle avec le plus grand sérieux. Si tu l'emportes... — Hé bien? — Je te tue. — Ne parle donc pas de tuer, c'est un art que je sais mieux que toi; j'ai appris la médecine et la chirurgie... »

« Ce mot, qui lui parut drôle, provoqua de sa part un long ricanement. Sur quoi il but encore une canette ou deux et se leva en titubant, je dus le reconduire jusqu'à sa porte. Chemin faisant, je ne sais pourquoi, il s'évertuait à chanter à tue-tête en français le

refrain de *la Marseillaise*. Une patrouille de casques pointus voulut l'emmener au corps de garde ; je dis au sous-officier que c'était un professeur, et on le laissa passer. — Conseille-moi, maintenant, que faut-il faire? »

« Votre conseil est excellent, m'écrivit Lenchen quelques jours après. Gian est en course pour préparer l'exécution; Hans, qui paraît sûr de lui et qui prépare son cours, ne sera pas du voyage. Ma mère ne s'est pas fait tirer l'oreille; nous partons demain tous les trois en voiture pour Coblentz et nous reviendrons par le Rhin. Ce voyage sera délicieux ; c'est une idée de vous et je vous en aime. Seulement, il y a un point noir. Ma mère s'est mis une nouvelle idée en tête : elle m'a interrogée ce matin sur la religion de Gian. Je lui ai dit qu'il est catholique, et elle a roulé de gros yeux. Qu'est-ce que cela veut dire? Est-ce qu'elle va devenir luthérienne pour nous tracasser? Elle l'est bien de naissance et moi aussi, mais elle ne pratique plus depuis longtemps. Est-ce Hans qui l'aurait convertie par hasard pour les besoins de la cause? Il ne croit ni à Dieu ni au diable, mais il va au prêche avec une régularité qui me fait peur... »

Voici la dernière lettre que j'aie à citer : elle est écrite en français, en allemand et en italien par deux mains qui se disputaient la plume.

« Mon cher, nous sommes à Coblentz, au *Cheval blanc*, sur la rive droite du Rhin. Un salon commun et deux chambres à coucher, l'une à deux lits pour madame et mademoiselle, l'autre à deux lits également, mais pour monsieur tout seul. Présentement, dix heures du soir, nous venons de souper dans le jardin au clair de lune, et nous sommes tous les trois dans le salon. Madame dort dans un fauteuil. Mademoiselle, appuyée sur mon épaule, lit ce que je t'écris; c'est indiscret, mais agréable. En lisant cette phrase, elle me quitte et va s'asseoir à l'autre bout du salon. Je me lève pour la ramener...

« — Je lui échappe et je prends la plume à sa place. Ce qui est indiscret, ce n'est pas de lire ce qu'il a écrit, c'est d'écrire ce que j'ai lu. Au fait, vous êtes notre meilleur ami, on peut bien tout vous dire. C'est gentil, n'est-ce pas, de passer à causer avec vous la première soirée où nous soyons ensemble et seuls? Je lui rends la plume.

« — Voyage charmant. Frau Pfenning était dans le coupé, nous deux dans l'intérieur avec des voisins peu gênans : un homme tout mince dont la figure paraissait avoir été aplatie par une longue suite de soufflets et une femme toute raide ayant avalé un couteau qui lui faisait mal à la gorge. C'est tout ce que j'ai vu du paysage; il me semble pourtant avoir aperçu deux ou trois fois le Rhin. Il faisait un temps radieux...

« — Point du tout : il n'a fait que pleuvoir de Godesberg à Andernach. Là seulement le soleil...

« — Trêve de descriptions. Pendant tout le chemin...

« — Cela ne regarde personne... A Coblentz, nous avons retrouvé ma mère qui avait dormi depuis Bonn. Nous sommes partis immédiatement pour l'Ehrenbreitstein, où le roi Dagobert...

« — ... A mis sa culotte à l'envers. Nous ne sommes pas ici pour faire de l'histoire ancienne, entendez-vous, mademoiselle? Nous écrivons à notre ami Jean Flers, qui brûle de savoir où nous en sommes. Cet *Ehrenbreitstein* (la large pierre de l'honneur) est une forteresse. Lenchen me charge de te dire (tu aimes ces détails) qu'on paie, pour la visiter, deux silbergros et demi au deuxième commandant et cinq silbergros au sous-officier qui vous pilote : c'est le tarif. Notre sous-officier était un joli garçon, très instruit, paraît-il et d'une conversation très agréable : Lenchen montait devant lui ; je pense qu'ils parlaient ensemble du roi Dagobert...

— ... « Et de beaucoup d'autres choses encore, s'il vous plaît : du maréchal de Boufflers, de Marceau, des fortifications, des approvisionnemens qui pourraient nourrir une garnison pendant dix années... Mais Gian prétend que cela ne vous intéresse pas...

— « N'ai-je pas raison? Je dis donc que Lenchen marchait devant avec le sous-officier qui lui plaisait fort et avec qui elle s'est promenée longtemps sur la plate-forme, pendant que le Rhin, la Moselle, le pont de bateaux ouvert pour laisser passer une flottille de voiles, la plaine largement déroulée, le soleil couchant qui tombait comme un boulet rouge, donnaient à nos yeux un régal de lumière et de couleur. Puis tout s'éteignit peu à peu... Pendant ce temps, j'avais une conversation très sérieuse avec Frau Pfenning. La voyant bien disposée, j'allai droit au but et, pour la troisième fois, je lui demandai sa fille. Elle me fit des objections théologiques et me questionna (je te demande un peu ce que ça lui fait) sur le culte des images. A quoi je répondis en patois de Hegel que c'était la fusion de l'idéalité et de la matérialité dans une idéo-matérialité supérieure ; cette opinion nouvelle parut la troubler infiniment ; mais elle ne se tint pas pour battue ; elle voulut savoir encore ce que je pensais de la transsubstantiation. « Je n'y pense pas, lui répondis-je. — En ce cas vous n'aurez pas ma fille, » déclara-t-elle avec un geste impératif. Je fus atterré, je l'avoue ; par bonheur, quand l'homme ne sait plus à quel saint se vouer, un dieu inattendu vient à son aide. J'entendis coup sur coup un roulement de tambour et une interjection du sous-officier. Qu'était-il arrivé? Nous avions laissé passer l'heure, la grosse porte venait de tourner sur ses gonds ; nous étions enfermés dans la forteresse. Frau Pfenning pâlit tout à coup et trem-

bla longuement, puis fondit en larmes. — « C'est ma faute, s'écria-t-elle, et je vois ici le doigt de Dieu. » J'étais à mille lieues de comprendre quand elle prit ma main et celle de Lenchen et les mit l'une dans l'autre en nous disant : — « Mes pauvres enfans, j'avais juré que je ne vous marierais pas avant d'être enfermée dans une forteresse... Je vous marie donc, puisque Dieu le veut,.. si vous me tirez de là... » Elle parla encore longtemps, mais, Lenchen étant dans mes bras, je n'ai pas entendu la suite.

« Tu ne t'attendais pas à ce dénoûment, ni moi, ni Lenchen, ni ma belle-mère. A partir de ce jour, je ne veux plus compter que sur l'imprévu. Le deuxième commandant, bon diable au fond, nous dit des choses très dures et condamna le sous-officier à quinze jours d'arrêts, après quoi il lui permit de venir souper avec nous au *Cheval blanc*, où l'on boit d'excellent vin de la Moselle... Maman se réveille et demande où nous sommes. Je lui réponds : « Dans le bleu, » et elle se rendort. »

VIII.

Je ne trouvai cette dernière lettre à Heidelberg qu'à mon retour de Bonn, où j'étais allé pour surprendre les deux fiancés. Voyage accidenté, plein d'émotions tragiques. A Kœnigswinter, sur le Rhin, dernière station avant Bonn, quelques touristes montaient sur le bateau à vapeur : ils étaient coiffés de chapeaux à voile et armés de bâtons ferrés, comme s'ils venaient de gravir le Mont-Blanc; ils ne descendaient pourtant que du Drachenfels, une montagne pour rire. Ils apportaient la nouvelle d'un accident arrivé le jour même : il s'agissait de deux fiancés, selon les uns, ou nouveaux mariés selon les autres, mais plus probablement simples fiancés, parce qu'une vieille femme, mère de l'un d'eux, les accompagnait. — « Ils ont pris des ânes et des guides, raconta l'un des touristes, et ils sont partis ce matin pour les Sept-Montagnes. Les guides ne sont pas encore revenus et ont fait dire chez eux que le jeune homme s'est tué en tombant du haut d'une roche. — Mais qu'avez-vous donc? me demanda le voyageur, vous êtes tout pâle... Seraient-ce de vos parens? » Alors cet inconnu, qui avait bon cœur (c'était un Autrichien), me prit à l'écart et m'offrit du vin de Hongrie; aux questions pressantes que je lui fis il ne répondit qu'en s'évadant. On ne lui avait pas dit que le jeune homme fût Italien, que la jeune fille ou la jeune femme fût blonde. — « Rien ne prouve d'ailleurs qu'ils ne fussent pas mariés : c'est la saison des mariages de noce. En pareil cas, on peut emmener sa mère avec soi, pour ne

pas la laisser seule. Je ne pense pas, mon bon monsieur, que ce soient vos amis... »

Il m'avait un peu calmé, l'excellent être, mais la fièvre me reprit dès que j'eus débarqué à Bonn. Au *Lion jaune,* où j'allai demander Gian, on ignorait même qu'il fût absent. Comme il n'avait pas descendu sa clé, on n'était pas monté dans sa chambre, où des hardes, des livres jetés à droite et à gauche, accusaient l'impatience d'un départ précipité. A mon entrée, une souris se sauva sous une commode. Il y avait des billets de banque dans un tiroir ouvert. Sur la table de nuit, un volume, *la Chanson de Roland*, était cornée à la page où la belle Aude, apprenant la mort du paladin, tombe sans vie aux pieds de Charlemagne. C'était la dernière lecture, éclairée par une bougie qui avait brûlé jusqu'au fond du chandelier.

Je sortis de là tout effaré, un fiacre me posa devant la porte de Lenchen, mais j'eus beau heurter, sonner, la maison était sourde; seuls, les volets fermés m'apprirent quelque chose; les deux voyageuses n'étaient pas encore rentrées au logis. Où étaient-elles? Sans doute sur le lieu de l'accident, près du mort. En ce moment même, elles l'habillaient peut-être pour le grand voyage d'où on ne revient pas. Je rentrai dans la ville par une pluie battante; de rares passans allaient et venaient sous des parapluies et ne s'inquiétaient que de la crotte et de l'eau; des étudians chantaient, sortant d'une brasserie; un Beethoven en bronze, perché sur un piédestal et vêtu d'un manteau classique, ne se doutait pas de mon angoisse et me disait : « Regarde-moi! » Dieu! qu'une ville étrangère est dure, quand le cœur souffre! comme on s'y sent amèrement seul! Le hasard me menait où il voulait; je me laissais aller, comme à la dérive, ne sachant où m'enquérir, interrogeant les affiches, les enseignes, hébété par cette fatigue d'esprit que nous donnent l'inquiétude et le désappointement. J'arrivai ainsi devant une vieille femme qui vendait des fruits : « Ne seriez-vous pas la Commère? — Et vous, l'ami du compère Gian? — Comment le savez-vous? — Il m'a montré votre portrait, qu'il a fait lui-même. » Quelqu'un me connaissait donc un peu parmi cette population indifférente. Il suffit d'un mot pareil pour vous remettre d'aplomb. Je pensai aussitôt que l'accident pouvait être arrivé à un autre, que les deux amoureux, par ce temps atroce, avaient dû se mettre à l'abri quelque part, dans un endroit charmant, au bord de la Moselle et du Rhin, et qu'au moment où je frissonnais pour eux, ils échangeaient peut-être des roses. La Commère cependant raviva toutes mes appréhensions. — « Quelque chose a dû arriver, me dit-elle. Il y a quatre ou cinq heures, un paysan qui ressemble à un guide des Sept-Montagnes

a passé en courant devant moi, se dirigeant vers la maison de Frau Pfenning, où le professeur Schloukre était resté seul. Un moment après, il a repassé avec le professeur qui avait le sac au dos et le bâton en main : tous les deux marchaient très vite. Je leur ai crié : « Bon voyage ! » ils ne m'ont rien répondu. »

Je voulus aussitôt, trop tard, courir à Kœnigswinter; le dernier bateau était parti depuis longtemps. Je n'y pus arriver que le lendemain ; la nouvelle était vraie. C'étaient bien un jeune homme très brun, une jeune fille très blonde, une vieille femme à la tête de chouette, qui, la veille, avaient fait l'ascension du Drachenfels. Le jeune homme ne donnait plus signe de vie, les deux femmes étaient près de lui dans le hameau de X., sur la montagne. Un professeur, venu de Bonn, avait constaté le décès, la bière était déjà partie. Je courus au village, où Frau Pfenning me raconta, dans sa langue, ce qui s'était passé. Voici son récit, drôle si l'on veut, mais je n'eus pas le cœur d'en rire.

— Nous sommes venus sur le Rhin en première classe : tous gens comme il faut autour de nous. Ils étaient fiancés, les deux jeunes, et si heureux ! A bord, nous avons mangé des cerises. Bien malgré moi, — mais on n'écoute plus les vieilles femmes, — ils ont voulu descendre à Kœnigswinter, où nous avons pris trois ânes et deux guides. Je n'étais jamais montée sur ces bêtes-là ; j'ai eu, je vous jure, une belle peur. Je me cramponnais des deux mains à la selle ; il fallait, de plus, tenir la bride et mon parasol. Drôle de plaisir ! mais les vieux doivent se sacrifier pour les jeunes. Ils m'ont fait visiter les Sept-Montagnes; je ne sais pourquoi on dit les Sept montagnes, il y en a plus de sept. Je suais sang et eau, je criais comme une possédée... et ils riaient ! Enfin, nous trouvons un haut, haut rocher au bord du chemin; au-dessus, une touffe de fleurs bleues. — « Les belles fleurs ! » dit Lenchen. Et voilà mon étourneau de docteur qui saute à bas de son âne et grimpe, je ne sois comment, sur la roche où une chèvre aurait eu peur. Il arrive en haut : Victoire ! Il agite les fleurs en l'air : Triomphe ! Lenchen était pâle comme une morte ; moi, plus effrayée qu'elle et n'osant regarder en haut. Tout à coup, un grand cri : le pied venait de lui manquer, il tombait dans le vide. Quand je rouvris les yeux, il était couché à terre, la tête en sang, Lenchen penchée sur lui et déchirant son mouchoir, son voile, sa belle pèlerine d'été en mousseline, hélas ! pour bander la plaie. Les guides étaient allés chercher de l'eau, les ânes broutaient l'herbe, même le mien. Figurez-vous ma situation. Le docteur ne dit qu'un mot : « Ce n'est rien. » Puis il ferma les yeux et ne les a plus rouverts. Les guides, qui étaient revenus avec de l'eau, prirent le corps et le portèrent où nous

sommes. Pas de médecin dans ce village, il fallut en chercher un à Kœnigswinter et même plus loin; le professeur, appelé par un exprès, est arrivé de Bonn, il n'a pu dire qu'une parole: « C'est fini! » Ah! ma pauvre Lenchen! (Ici un flot de larmes.) Elle n'a pas voulu quitter le mort, elle tenait dans sa main la main crispée qui serrait encore les fleurs bleues; enfin elle fit tant, que cette main se détendit. — « Ah! s'écria-t-elle avec un cri de joie, tu me les donnes enfin; tu n'es pas mort. » Depuis lors c'est son idée fixe. Tout le monde pleurait, même les pauvres paysans, des bûcherons, à qui appartient cette masure, mais Lenchen nous disait tranquillement: « Pourquoi pleurez-vous? Il n'est pas mort. » Elle a passé la nuit entière à son chevet sans fermer l'œil, la pauvre fille! Moi, couchée sur un lit, tout habillée, je lui tenais compagnie; je me réveillai en sursaut et je l'entendis causer à voix haute dont j'eus grand'peur, pensant que le pauvre garçon était ressuscité. Non que la chose m'eût affligée, loin de là; je l'aimais bien, croyez-moi, mais vous savez, ce qui est contre nature!.. C'était Lenchen qui parlait au mort et lui racontait l'histoire du Rolandseck, où nous venions de passer. Il y avait-là, paraît-il, une jeune fille nommée Hildegonde qui aimait le paladin Roland. On vint dire à Hildegonde que Roland n'était plus, et elle eut la folie de le croire. — « On m'en dit autant de toi, mais je ne le crois pas, murmurait Lenchen. Je ne ferai pas comme Hildegonde, qui alla s'enfermer dans un couvent et qui prononça des vœux éternels; quand Roland revint et qu'il apprit ce grand malheur, il jeta ses armes dans le Rhin et se fit moine. Il fonda l'ermitage de Rolandseck, d'où il pouvait regarder à toute heure le couvent de Frauenwerth, où était sa bien-aimée. Un jour, il vit creuser une fosse; il comprit alors qu'elle était morte et rendit l'âme, les yeux fixés sur le couvent. » Cela dit, Lenchen répéta le même conte en vers; seulement, dans la poésie, au lieu de Roland, il y avait le chevalier Toggenburg. Elle veillait ainsi le mort et lui racontait des histoires pour lui faire passer le temps, se figurant qu'il pouvait l'entendre. Jusqu'alors, sa folie était douce et nous étonnait sans trop nous inquiéter. Mais, ce matin, quand on voulut le mettre dans la bière, elle s'y opposa de toute sa force, en poussant des gémissemens qui faisaient pitié; pour la calmer, on lui donna quelque chose à boire; à présent elle dort profondément. Pendant son sommeil, un fossoyeur a emporté le corps; le professeur Schloukre n'a pas voulu le quitter, car il tenait expressément à lui rendre les derniers devoirs et à jeter sur le cercueil, de sa propre main, en lui disant adieu, une pelletée de terre. Enfin! ajouta-t-elle avec un profond soupir, à quelque chose malheur est bon. Je n'aimais pas beaucoup ce mariage; le pauvre docteur était égaré dans les

erreurs papistes, et sans être bigote, je tiens à la religion où je suis née. Il était entendu que les enfans seraient protestans, mais vous savez que, en cachette, les curés enlèvent les nouveau-nés pour les baptiser; souvent même ils les volent à leurs père et mère pour les enfermer dans des couvens. Dieu sait les horreurs qui s'y commettent! Ça ne fait rien, c'est bien jeune pour mourir. »

Et elle se remit à pleurer. Pendant ce récit (nous étions en plein air, devant la maison des bûcherons) j'étais obsédé par une idée cruelle; j'avais dans ma poche le testament de Gian; je le lui rapportais pensant que son mariage le rendrait inutile. Dans ce testament, il léguait toute sa fortune à Lenchen, qui avait dit: « Lui vivant, je ne serai qu'à lui. » Oui, mais lui mort?.. Elle était dégagée de sa promesse, et qui sait si le temps, l'ennui, l'autorité maternelle, le besoin même de se dévouer ne l'aurait pas jetée un jour ou l'autre dans une nouvelle affection? Je vis alors l'amie de Gian et le bien de Gian dans les mains de Hans. Voilà, pensai-je avec horreur, le dénoûment de cette longue intrigue.

Tout à coup, de la maison, sortit un cri déchirant. Lenchen parut devant la porte.

— Gian! dit-elle à sa mère, où est-il? Au cimetière, n'est-ce pas? Allons! vite... vite...

Et, prenant ma main, elle m'entraîna. Chemin faisant, elle parlait avec une volubilité haletante :

— Vous êtes venu, merci, je vous attendais. Ils me croient folle, ou plutôt non, ils savent que je ne le suis pas, ils mentent. J'ai le visage défait, parce qu'ils m'ont tourmentée; j'ai dormi malgré moi, dans la fièvre; je suis sûre qu'ils m'ont donné de l'opium. Gian n'est pas mort; s'il l'était, moi aussi je serais morte. Je ne l'ai point quitté jusqu'à ce matin. Je le connais mieux que personne, il n'a pas perdu beaucoup de sang, c'est une syncope qui dure; j'en sais qui ont duré plus longtemps; Hans me l'a dit cent fois : il y a bien des vivans qu'on enterre. Lui et le médecin répétaient : « C'est fini. » Qu'est-ce qu'ils en savent? Ils disaient: « Le cœur ne bat plus, » et ils écoutaient avec leur stéthoscope; moi, je l'ai senti battre sous ma main. Lady Russell est restée huit jours couchée sur un lit de parade, sans mouvement, tout le monde la pleurait; le huitième jour, elle s'est réveillée au bruit des cloches. Un archevêque de Cologne revint à lui sur le tombeau de saint Suibert après quinze jours d'immersion dans le Rhin. A Cologne encore, la femme d'un consul avait été enterrée avec une bague de prix; un fossoyeur, pendant la nuit, ouvrit le tombeau pour voler la bague; il fut bien surpris quand il se sentit serrer la main et que la vivante encore dans son suaire et, se cramponnant à lui, sortit du cercueil.

Chez nous, dans le Wurtemberg, en temps de peste (tout le monde sait cette histoire), une jeune fille, Eve Megers, déjà cousue dans un linceul et couchée de minuit à midi dans un lieu froid, sur de la paille, remua tout à coup ; sa tante crut que c'était un esprit et voulut la battre, et l'aurait tuée, si on ne lui eût arraché le bâton des mains. Alors, cette vieille repoussa la pestiférée sur la paille, et, transie de peur, alla s'enfermer dans son poêle. Douze heure après, Eve Megers, qui était restée où on l'avait mise, comme en extase, revint tout à fait à la vie ; elle put se marier avec un layetier, Étienne Sicharding, et survécut à son mari. Chez nous encore, un certain Hans Teurtel, qu'on avait déjà mis dans une bière, se sentit renaître je ne sais combien d'heures après avoir perdu tout sentiment. Il se mit sur son séant et dit à l'enterreur qui allait fermer le coffre : — « Mon ami, prie M. le pasteur de ne pas m'en vouloir si j'ai pris la liberté de ressusciter. » Je rappelai tous ces faits à Hans, qui m'en avait appris plusieurs ; lui et le médecin se détournaient pour cacher un sourire de pitié. Comprenez-vous mon angoisse et cette lutte en face de ce vivant qui nous entendait sans doute, et qu'ils ont tué?.. »

Elle avait raison, elle n'était pas folle. Voici ce qui était arrivé. Au moment de sa chute, le pauvre Gian s'était senti emporté dans un tumulte de vent, de foudre, roulé dans une trombe chargée d'éclairs. La vie lui échappait ; il s'y cramponna de toute sa force et, bientôt exténué, s'évanouit dans un rêve plein de sensations vagues, douces, qui le berçaient. Vint après un sommeil lourd, la vie disparut, la face avait pris la lividité, la sérénité du cadavre. Tout à coup, réveillé, comme enlevé dans une apothéose, il éprouva en un moment toutes les voluptés de la résurrection ; ses idées lui revenaient plus nettes que jamais, plus vives ; le parfum des fleurs bleues qu'il avait cueillies l'enivrait ; la main de Lenchen était sur la sienne ; il entendait le moindre mot chuchoté à vingt pas de lui ; la voix de son amie retentissait comme une fanfare d'archanges ; enfin, bien qu'il ne pût ni remuer le corps, ni pousser un cri, ni entr'ouvrir les yeux, paralysé comme un somnambule en catalepsie, il voyait. Deux yeux bleus caressaient les siens à travers les paupières closes. Frau Pfenning allait et venait, très affairée, poussant des soupirs, quelquefois même des sanglots, mais s'inquiétant aussi de dîner, car enfin il faut qu'on mange tout de même. Elle sortit plusieurs fois, trouva au jardin une salade à cueillir, un peu plus loin un poulailler avec une poule et des œufs, plus loin encore un moulin et de la farine ; elle venait triomphalement annoncer chaque trouvaille, puis, revoyant le corps, se remettait à pleurer. Survint le docteur, puis Hans : ils reconnurent l'un et l'autre tous les signes de la mort ;

ils tourmentèrent le patient de mille façons, lui brûlant le bras pour constater l'absence d'auréole inflammatoire, lui ouvrant la paupière non sans effort pour voir si la pupille dilatée se contractait. A chaque opération, Lenchen se reprenait à gémir. « Calmez-vous, disait Hans, ça ne lui fait pas de mal. — Ça m'en fait bien, à moi, » criait-elle. Et Gian assistait à ces débats, entendait tout sans pouvoir intervenir, immobile, inerte, mais endolori; pétrifié, mais comme les pétrifiés de l'enfer qui sentent et qui souffrent. Hans ramena la couverture sur la face de Gian en murmurant avec philosophie : « Encore un malheureux de moins! » Lenchen ne répondit rien, endormie déjà par le chloral. Vint le curé, qui récita des prières en latin; les bûcherons qui habitaient la masure avaient bon cœur et répétaient souvent : « Pauvre jeune homme! » Mais ils pressaient un peu les choses : c'est toujours triste et pas très sain de garder longtemps les morts. Le fossoyeur consentit à emporter le corps chez lui, en attendant le délai exigé pour l'enterrement; Hans le suivit avec une gibecière qui cliquetait; c'était sa trousse. Gian se sentit soulevé, balancé; une vive impression de froid l'avertit qu'il était en plein air; enfin, après un trajet qui lui parut long, on le descendit dans une cave et on le coucha sur une table. Il ne pouvait plus voir, mais le tact et l'ouïe, fortement excités, vivaient. « Vous n'en direz rien, pour l'amour de Dieu, » chuchota la voix du fossoyeur. La voix de Hans répondit : « J'y risque plus que toi, imbécile! » Puis le bruit d'un instrument qu'on aiguisait, la chaleur d'un corps qui se penchait sur lui, l'odeur de Hans... Gian se souvint alors d'une horrible exclamation poussée plus de vingt fois devant lui : « Oh! disséquer un vivant, quelle fête! » Cette menace suprême et l'horrible douleur d'une première incision décuplèrent ses forces : il ouvrit largement les yeux... Hans recula terrifié, puis revint, se pencha encore, avança plusieurs fois et retira son arme; son visage tourmenté exprima coup sur coup la convoitise, la compassion, l'audace, la frayeur, la férocité, le remords...

Pendant ce temps, Lenchen et moi nous arrivâmes à un cimetière assez éloigné du village et relégué dans un lieu désert. La porte, bien que barricadée en dedans, céda au premier choc; un fossoyeur était en train de creuser une fosse. — En nous voyant venir droit à lui, cet homme se troubla, tomba stupidement à genoux, offrit de restituer le thaler que Hans lui avait donné... pour quoi faire? Lenchen, frémissante, abrégea l'explication. « Où est-il? qu'on nous mène où il est! » criait-elle. Le fossoyeur nous conduisit dans sa maison et nous ouvrit la porte de la cave, puis s'enfuit effaré, comme Judas, mais ne se pendit point et ne rendit pas l'argent.

Quand elle vit Hans penché sur le corps, elle se jeta entre eux, et, prenant dans ses mains la tête de Gian qu'elle couvrit de baisers

et de larmes, elle murmura tendrement : — Je savais bien que tu n'étais pas mort !

— Vous aviez raison, dit Hans avec une parfaite tranquillité. Moi-même, avant l'inhumation j'ai eu quelques doutes. La science peut se tromper ; j'ai fait déposer ici notre ami pour le soumettre à un nouvel examen. Une légère incision lui a rendu la vie...

Gian, encore muet, ne put contredire une explication si plausible. Lenchen et moi, — moi-même ! — nous serrâmes avec effusion les mains du bon Hans, à qui cet acte d'humanité et cette preuve de sagacité firent le plus grand honneur. Le malade ne se rétablit que lentement, malgré la fraîche vigueur de sa vingt-troisième année. Quand il fut en état de rétablir les faits en me racontant les sensations, les émotions que j'ai tâché de rendre, il n'en voulait déjà plus au bon Hans, qui d'ailleurs était parti pour l'université de X...

— Et puis, me dit l'Italien, on peut être meurtrier sans être criminel. On l'est par point d'honneur quand on se bat en duel ou à la guerre ; on l'est par justice quand on condamne les assassins ; on l'est par devoir quand on les exécute ; on l'est parfois par compassion quand on administre trop de chloroforme aux agonisans. Pourquoi ne le serait-on pas par amour de la science ? Hans est peut-être du bois dont on fait les héros. Et puis j'aime Lenchen, et Lenchen m'aime...

Si bien que Hans est devenu professeur ordinaire, réel conseiller privé, membre du Reichstag, officier de la Légion d'honneur (il a collaboré à l'*Histoire de César*) et, grâce à Gian, commandeur de la couronne d'Italie. Il aspire aux fonctions de grand-chancelier après la mort du titulaire actuel ; à cet effet, il est un des chefs inavoués de la campagne antisémitique. Mais voici le châtiment : il a épousé la Chouette, âgée aujourd'hui de quatre-vingt-deux ans, car elle n'est pas morte. Quant à Gian, il vit avec Lenchen en Basilicate, dans une villa somptueuse où ils ne font absolument rien, aussi n'ont-ils pas un seul cheveu blanc ; leur unique chagrin, c'est que leurs quatre fils soient blonds et que leurs trois filles soient brunes. Ils voudraient le contraire, mais on ne peut tout avoir. Moi, je me porte bien ; mes rapports avec Gian ont subi bien des vicissitudes. En 1859, pendant la campagne d'Italie, j'étais son dieu ; après Mentana, je suis tombé dans le cercle des traîtres ; en 1870, il était pour la Prusse. Mais, après nos malheurs, il est venu se battre pour nous avec Garibaldi. Présentement nous sommes brouillés à mort à cause de la Tunisie. Mais je pense que cela pourra s'arranger.

MARC-MONNIER.

MAZEPPA

LA LÉGENDE ET L'HISTOIRE

Si la fortune des vivans est parfois chose bien étrange, la fortune des morts n'est pas moins capricieuse. Ils sont là qui dorment derrière nous, des millions sur des millions, dans le vaste ossuaire de l'histoire; tirez du tas quelques figures extraordinaires qui ont empli le monde de lumière et de bruit; à tout le reste, semble-t-il, à tous les comparses du drame, la part de silence et d'oubli devrait être égale. L'injuste renommée ne le veut pas ainsi. Comme le pêcheur qui regarde la grève à marée basse et avise une coquille dans le sable, le poète, las de son temps, se penche un soir sur les siècles d'où la vie s'est retirée : je ne sais quoi lui désigne une figure entre mille, un nom qui sonne et brille dans le rythme du vers; le poète ramasse ce nom inconnu, l'enchâsse dans l'or et le diamant; voilà le cadavre obscur précipité en pleine gloire, ressuscité pour tous les enfans à venir, qui épèleront le mot magique avec respect. C'est une application de la parole profonde qui surprit tant Nicodème, docteur en Israël, cette nuit où le Maître lui dit : « Il faut renaître une seconde fois pour entrer dans le règne de gloire : l'esprit souffle où il veut. » La poésie est la seconde mère qui reprend les morts dans son sein et les recrée au hasard de sa fantaisie divine.

Ces pensées me venaient naguère en me promenant sous de vieux chênes plantés par Mazeppa. Si l'on eût questionné sur ce nom, dans les premières années de notre siècle, les quarante académiciens, on aurait risqué fort de les prendre au dépourvu, depuis M. de La Harpe jusqu'à M. de Fontanes. Un jour, lord Byron ouvre un volume de Voltaire, y lit douze lignes qui prennent forme et couleur dans son imagination; des vers bientôt célèbres du poète anglais, le nom prédestiné rebondit dans une Orientale d'Hugo, dans un chef-d'œuvre de Pouchkine; les peintres s'en emparent, l'imagerie populaire le répand; depuis cinquante ans, il n'est pas un écolier qui l'ignore : Mazeppa personnifie à lui seul tout un grand pays, l'Ukraine, tout un peuple historique, le peuple kosak. Chaque été, quand je repars pour ces provinces, mes amis ne manquent pas de s'écrier : « Ah! oui, l'Ukraine, le pays de Mazeppa, où les Kozaks parcouraient la steppe, liés sur des chevaux sauvages! » — Par exemple, ô mes amis, il ne faudrait pas vous en demander beaucoup plus long sur l'histoire du cavalier fantastique. Nous n'en voulons connaître que ce que nous a appris lord Byron. Ayant habité un milieu où les souvenirs de l'hetman sont encore tout vivans dans la mémoire du peuple, j'ai eu la curiosité de chercher ce qui restait de la légende à la clarté de l'histoire, ce que le thème poétique a gardé d'intérêt, ramené à la vérité de la prose. J'ai consulté les historiens de la Petite-Russie, MM. Kostomarof, Soloviéf, Bantiech-Kamenski; de leurs études critiques, le Mazeppa des poèmes sort à peine diminué, grand acteur dans une grande époque, homme de rêves tenaces et de passions ardentes, jetant ses amours au travers de sa politique, entraînant avec lui dans la tombe la dernière épopée du moyen âge oriental. Longtemps avant qu'elle inspirât Byron, cette épopée était chantée sous les trembles, au bord du Dniépre, par les rhapsodes aveugles qui courent les villages d'Ukraine : ces Homères de la steppe se transmettent encore, par tradition orale, tout un cycle de légendes rattachées à la figure de Mazeppa. Le nom d'Homère ne vient pas ici à l'aventure; rien n'est plus semblable au monde de *l'Odyssée* que les héros kosaks; ce sont les mêmes mœurs primitives, les mêmes exploits barbares, les mêmes ruses sauvages; l'astucieux Mazeppa a tous les traits du prudent Ulysse, comme les rhapsodes ukrainiens ont tous les traits de leur grand ancêtre. Et voilà bien l'ironie qui rit derrière tous les efforts de l'homme; on s'appelle Byron, Pouchkine; on sait le grec, on a pâli sur les classiques avant d'écrire ses vers, tout cela pour rester loin de l'éternel modèle, tandis que des mendians qui ignorent son nom retrouvent tout naturellement sa grandeur et sa sincérité.

I.

... Celui qui remplissait alors la place (d'hetman) était un gentilhomme polonais nommé Mazeppa, né dans le palatinat de Podolie; il avait été élevé page de Jean-Casimir et avait pris à sa cour quelque teinture des belles-lettres. Une intrigue qu'il eut dans sa jeunesse avec la femme d'un gentilhomme polonais ayant été découverte, le mari le fit lier tout nu sur un cheval farouche et le laissa aller dans cet état. Le cheval, qui était du pays de l'Ukraine, y retourna et y porta Mazeppa à demi mort de fatigue et faim. Quelques paysans le secoururent; il resta longtemps parmi eux et se signala dans plusieurs courses contre les Tartares. La supériorité de ses lumières lui donna une grande considération parmi les cosaques; sa réputation, s'augmentant de jour en jour, obligea le czar à le faire prince d'Ukraine...

Voilà le récit de Voltaire, d'où est sortie la légende d'Occident: récit légendaire lui-même, car un fait véritable y est présenté sous un jour faux : ainsi travesti, le Kosak Mazeppa n'est guère plus réel que l'Orosmane ou le Lusignan des tragédies. Sur ce texte Byron broda son étincelante fantaisie. Nos pères se rappellent certainement la marche du poème, eux qui ont laissé leurs meilleurs rêves entre les pages de ce grand volume de Furne, où les dessins de Tony Johannot évoquaient les types romantiques de tant d'héroïnes albanaises, vénitiennes et andalouses. Les fils s'en souviennent-ils aussi bien? Ces fleurs de poésie sont déjà fanées; nous avons été à d'autres dieux, et le « chantre de *Childe-Harold* » compte, je crois, bien peu de fidèles dans notre génération. — Après le désastre de Poltava, Charles XII et Mazeppa errent dans les forêts; une nuit, les fugitifs inquiets veillent sous un chêne, près de leurs chevaux entravés; l'hetman panse lui-même sa monture, et le roi suédois complimente ce cavalier sans égal. — « Maudite soit l'école où j'appris à monter à cheval! » répond Mazeppa; et il raconte à Charles l'aventure de sa jeunesse, en se tenant fidèlement au scénario fourni par Voltaire. C'est sur un cheval sauvage, natif d'Ukraine, qu'on a lié le criminel d'amour; la bête affolée repart pour sa patrie, galopant jour et nuit; le récit s'emporte avec elle d'un souffle superbe, il court à travers les forêts, les steppes et les fleuves; l'agonisant voit fuir les mornes paysages, bientôt son regard se voile, la vie le quitte, les corbeaux impatiens le frôlent de leurs ailes; le cheval s'abat épuisé, Mazeppa râle dans la nuit sous ce cadavre, il perd connaissance : une jeune fille kosake le recueille à demi mort et le soigne dans sa cabane. « C'est ainsi que l'insensé

dont la rage voulut raffiner mon supplice m'envoya dans ce désert, garrotté, nu et sanglant, ne se doutant pas que le ciel m'y préparait un trône. » — Mazeppa ne dit pas ce qui lui advint sur ce « trône : » son récit finit sur un trait d'humour byronien : « Le roi dormait déjà depuis une heure. » — Si Charles XII ne s'était pas endormi et si le noble lord avait soupçonné ce qu'on peut appeler la seconde légende de Mazeppa, le poème se fût sans doute enrichi d'un deuxième chant, encore plus dramatique que le premier ; mais celui-là était réservé à Pouchkine. Le poète anglais, manquant d'informations exactes, a dessiné une figure selon son rêve et n'a pu prétendre à faire revivre un caractère historique qui lui était inconnu. Là où le vieux Shakspeare, acharné à créer des âmes, eût fait palpiter un être de chair et de sang, Byron n'a pris qu'un magnifique sujet plastique. — Ceci est encore plus vrai du Mazeppa de Victor Hugo ; dans l'orientale consacrée au héros kosak, le personnage n'a que le rôle muet d'un mannequin de féerie, prétexte à décors éblouissans ; éblouissans, mais bien hasardés ; la couleur locale, ce dogme de l'école romantique, est cavalièrement traitée dans cette pièce. Des pédans pourraient demander au grand poète dans quel cauchemar géographique il voyait cette Ukraine, « désert aride » de « sables mouvans, » et « monts noirs liés en longues chaînes, » et les « grands vautours fauves, » et les « troupeaux de fumantes cavales ; » un indiscret pourrait s'étonner de voir le cheval farouche devenu soudain si docile aux exigences de la rime qu'il est « nourri d'herbes marines. » Ne soyons ni pédans ni indiscrets ; le poète nous répondrait avec ces beaux vers de la fin de son ode :

> Il traverse d'un vol, sur tes ailes de flamme,
> Tous les champs du possible et les mondes de l'âme.

Il nous demanderait pourquoi, si les *Orientales* sont fausses, elles chantent encore dans notre mémoire comme la plus délicieuse musique qui ait grisé nos vingt ans ; ou plutôt il ne répondrait rien ; comme ce Romain, il monterait au Capitole remercier les dieux de lui avoir donné du génie : nous l'y suivrions tous, et bien nous ferions.

Un poète russe, pleinement maître de son sujet, devait dépasser ses émules d'Occident et fixer à jamais la figure épique de Mazeppa ; dans le chef-d'œuvre de Pouchkine, elle revit avec cette vérité intuitive du grand art, parfois plus vraie que la vérité même de l'histoire, suivant la juste remarque d'Alfred de Vigny. Je voudrais donner une idée de ce poème de *Poltava*, qui reste l'un des meilleurs titres de gloire de son auteur : dans nulle autre de ses œuvres, il n'a obtenu de sa belle langue plus de solidité, d'éclat et de

mouvement; nulle part, il n'a plus savamment épuisé toutes les richesses dramatiques d'un sujet, plus logiquement enchaîné des scènes où rien n'est dérobé à l'action et qui trahissent une secrète arrière-pensée de théâtre; il faudrait bien peu de remaniemens pour que ces tableaux d'histoire vécussent au feu de la rampe. J'en voudrais traduire quelques fragmens, tâche décourageante, car notre prose française ne peut suivre ce mètre rapide, rassemblé sur lui-même, cette langue avare de mots, prodigue d'idées, qui fait penser à du Tacite en vers.

Le poème de *Poltava* prend Mazeppa au déclin de ses jours et à l'apogée de sa gloire. Au début du premier chant, le vieux Kotchoubey, un des grands chefs kosaks, est dans sa terre d'Ukraine; seigneur magnifique et opulent à la façon des rois pasteurs, maître de grands troupeaux et de vastes labours. De tous ses trésors, un seul lui tient au cœur, sa fille Maria.

Elle est fraîche comme une fleur de printemps grandie sous l'ombrage d'un chêne, svelte comme les peupliers sur les collines de Kief. La grâce de ses mouvemens rappelle tour à tour l'élan rapide de la biche, le port du cygne sur les eaux désertes. Sa gorge est blanche comme l'écume du lait; telles que des nuages sur le ciel, des boucles de cheveux assombrissent son front altier ; ses yeux ont l'éclat de l'étoile, ses lèvres le pourpre de la rose.

Mazeppa, tout chargé d'ans et de travaux, a porté au baptême l'enfant de son compagnon d'armes; il l'a vue grandir à la table où l'on festoyait en racontant les anciens combats ; il se prend à l'aimer de l'impitoyable amour qui revient parfois aux vieux cœurs, « forgés au feu des passions. » Kotchoubey s'indigne à la demande de l'hetman; il dit de lui, et presque dans les mêmes termes, ce qu'Hernani disait de don Ruy Gomez :

O l'insensé vieillard, qui, la tête inclinée,
Pour achever sa route et finir sa journée
A besoin d'une femme, et va, spectre glacé,
Prendre une jeune fille !

La jeune fille pense autrement; elle est subjuguée par cette voix qui lui a conté tant d'exploits fameux : la gloire n'est-elle pas une éternelle jeunesse, la force une toute-puissante séduction ? Les parens repoussent une union, sacrilège aux yeux de l'église, entre la filleule et le parrain. Une nuit, on entend le sabot d'un cheval fuir dans la steppe... le lendemain, la chambre de Maria est vide. Kotchoubey s'éveille désespéré, déshonoré. Quelle sera sa vengeance contre le ravisseur? Un coup de sabre ne la contenterait pas, il lui

faut mieux, la hache du bourreau. Précisément, Mazeppa conspire en grand secret la révolte contre le tsar; Kotchoubey est l'un de ses rares confidens.

C'était aux jours troublés où la jeune Russie, rassemblant sa force dans la lutte, grandissait avec le génie de Pierre. Il lui fut donné un dur maître dans la science de la gloire; elle reçut du paladin suédois plus d'une leçon imprévue et sanglante. Mais, dans l'épreuve d'une longue disgrâce, subissant les coups de fortune, la Russie se consolidait. Ainsi le pesant marteau, broyant le verre, forge l'acier.

Le roi de Suède marche sur Moscou, et l'hetman lie avec lui de ténébreux complots. Le portrait du vieux conspirateur est superbe, comme ces figures noires de Tintoret qui peuplent les palais vénitiens. Tandis que tout fermente en Ukraine et que la jeunesse agite ses armes pour la liberté, Mazeppa temporise.

La vieillesse va d'un pas prudent, le regard soupçonneux... Elle ne décide pas à la hâte ce qui est possible ou ne l'est pas. Qui sondera le fond d'une mer prise sous les glaces immobiles? Qui descendra dans l'abîme sinistre de cette âme insidieuse? Les pensées, dans cette âme, sont le fruit des passions vaincues; elles gisent profondément ensevelies, et le projet ancien mûrit, solitaire. Mais plus Mazeppa est perfide, le cœur plein de fourbe et de mensonge, plus il affecte des façons dégagées et un naturel ouvert. Avec quel art il sait, sans se livrer, deviner et séduire les cœurs, conduire les esprits, arracher le secret d'autrui! Avec quelle fausse bonhomie le vieillard enjôle à sa table les autres vieux et regrette devant eux les anciens jours! Il célèbre la liberté avec les indépendans, fronde le pouvoir avec les mécontens, verse des larmes avec les furieux et tient aux sots des discours pleins de sens. Ils sont bien peu, sans doute, ceux qui le connaissent tel qu'il est: esprit indomptable, toujours prêt à frapper son ennemi par force ou par traîtrise, n'ayant de sa vie oublié une injure; vieillard hautain, qui porte loin ses visées criminelles, n'a pas de mémoire pour le bienfait, n'a rien de sacré, n'aime rien, méprise la liberté, verse le sang comme l'eau et ne connaît pas de patrie.

Mais la vengeance de Kotchoubey veille, doublée de celle d'une mère inconsolable. Est-ce de Shakspeare ce petit tableau et s'agit-il de quelque lady Macbeth?

Possédée d'une colère de femme, l'épouse impatiente attise la rancune de l'époux. Dans le silence de la nuit, sur leur couche, elle se lève comme une apparition, lui murmurant les paroles de vengeance

et de reproche; elle répand des pleurs, l'encourage, lui arrache des sermens, et le sombre Kotchoubey jure.

Aidé par Iskra, son plus sûr ami, le malheureux père saisit quelques fils du complot; un jeune Kosak, refusé jadis par Maria et toujours épris d'elle, s'offre à porter la dénonciation au tsar. La course du messager, la nuit, à travers la steppe, permet au poète de couper la trame sévère du récit en y introduisant une sorte de ballade, d'allure plus libre, où le vers galope avec le cavalier. Pierre, dans sa confiance aveugle, refuse de croire à la dénonciation et la renvoie à Mazeppa, en l'autorisant à châtier les calomniateurs à son gré. L'hetman frémit du péril qu'il a couru, proteste de sa loyauté auprès du tsar, et décrète le supplice des deux audacieux.

Ici commence le second chant, le morceau le plus achevé peut-être que la langue russe ait encore vu éclore dans la poésie de grand style. — Maria est dans les bras de son maître. Avec des câlineries d'amour, elle le presse de lui confier les pensées noires qui le tourmentent. Mazeppa, vaincu, s'ouvre en partie sur ses projets politiques; puis, en proie à une lutte sourde, il demande brusquement à la jeune femme: « Qui t'est le plus cher, de ton père ou de ton époux? Si l'un de nous deux devait périr et que tu fusses notre juge, qui condamnerais-tu? » Maria s'effraie de ces étranges questions et le supplie de ne pas la torturer; il insiste, impitoyable; sans comprendre, elle lui répond qu'elle est toujours prête à tout sacrifier pour lui. Pendant que se joue ce drame intime,

Tranquille est la nuit d'Ukraine, limpide est le ciel. Les astres brillent. L'air assoupi ne sait pas vaincre sa langueur. A peine tremblent les feuilles des peupliers argentés. Là-haut, la lune sereine rayonne sur Biélo-Tserkof, éclairant le vieux château et les jardins des vaillans hetmans.

Ces vers, d'une forme exquise dans l'original, sont passés en proverbe dans toute la Russie du Sud. Ils peignent admirablement la beauté de ces nuits d'Ukraine, qui m'ont rappelé tant de fois les nuits d'Orient. Mais que vaudraient ici les commentaires? Pour comprendre la poésie de ces mots, il faut avoir vécu dans la steppe, veillé dans son silence vierge, suivi les ombres frissonnantes des peupliers blancs sur les lentes rivières qui vont au Dnièpre. Il y a, dans la vieille byline russe du *Livre bleu*, un mot qui rend bien la solennité de ces belles ténèbres. « Pourquoi la nuit est-elle noire? se demande le roi David : — La nuit est noire des pensées du Seigneur. » Le moine inconnu qui a écrit cela était un grand poète. Les vers de Pouchkine sont plus doux : ils reviendront interrompre l'action du drame, de loin en loin, coupant soudain les scènes de

violence et d'angoisse, comme le grand cadre de nature sereine où se meuvent les fureurs des hommes. Telle, dans les chefs-d'œuvre de la scène lyrique, la mélodie fondamentale erre sur toute la partition; on l'entend chanter en sourdine sur les flûtes de l'orchestre, pendant les éclats de passion du récitatif et des chœurs. — Elle nous a introduit cette fois dans la prison où Kotchoubey attend le supplice, à quelques pas de la chambre où sa fille dort près de Mazeppa. Un séide de l'hetman, le farouche Orlik, vient tourmenter le vieux Kosak dans son cachot pour lui faire confesser le lieu où sont cachés ses trésors. — Mes trésors? répond Kotchoubey, j'en avais trois; mon honneur : vous me l'avez pris dans la chambre de torture; ma fille : Mazeppa me l'a volée; ma vengeance : et ce trésor-là, je le porte à Dieu. L'émissaire ne se paie pas de cette réponse et appelle le bourreau pour recommencer la question. A ce moment, Mazeppa, aux prises entre sa colère et son amour pour Maria, inquiet du coup qu'il va lui porter, s'échappe d'auprès d'elle et descend dans ses jardins; je traduis sans rien passer : on jugera par ce morceau de la rapidité de l'action.

Tranquille est la nuit d'Ukraine, limpide est le ciel. Les astres brillent, l'air assoupi ne sait pas vaincre sa langueur. A peine tremblent les feuilles des peupliers argentés. Mais d'étranges pensées assombrissent l'âme de Mazeppa. Comme des yeux accusateurs, les étoiles de la nuit le regardent ironiquement; comme des juges, les peupliers rapprochent leurs rangs, secouent lentement leurs têtes et murmurent entre eux; l'ombre de la chaude nuit d'été l'oppresse comme les ténèbres d'un cachot.

Soudain... un faible cri... une sourde plainte, partie de la tour, semble-t-il, vient frapper son oreille. Est-ce une chimère de son imagination, l'appel d'un hibou, le glapissement d'un fauve? Est-ce un gémissement de torturé ou quelque autre son! Le vieillard ne peut maîtriser son trouble : au faible cri dont l'air vibre encore il répond par un autre, — par ce cri dont il assourdissait jadis les champs de bataille, dans l'ivresse du sang, quand avec Zabiély, avec Gamaliéï, avec *lui*... avec ce même Kotchoubey,.. il galopait dans le feu de la mêlée.

La bande pourpre de l'aurore s'étend sur les nuages illuminés. Au loin brillent les vallées, les collines, les moissons, les crêtes des bois et les vagues du fleuve; le bruit joyeux du matin s'élève, l'homme se réveille. — Maria respire doucement, encore enveloppée de sommeil; elle entend au travers d'un vague rêve que quelqu'un s'approche et touche ses pieds. Elle s'éveille, mais aussitôt sa paupière se referme dans un sourire, sous l'éclat du rayon matinal. Maria tend les bras, et, d'une voix tendre, assoupie, elle murmure : « Est-ce toi,

Mazeppa ? » Mais c'est une autre voix qui lui répond... O Dieu ! elle tressaille, elle regarde... sa mère est devant elle.

LA MÈRE.

Tais-toi, tais-toi, ne nous perds pas. La nuit, je me suis glissée jusqu'ici à la dérobée : je t'apporte mes larmes et une prière. C'est aujourd'hui le supplice. Seule tu peux adoucir les bourreaux. Sauve ton père !

LA FILLE.

Quel père ? Quel supplice ?

LA MÈRE.

Ignorerais-tu jusqu'à présent?.. Non, tu ne vis pas dans un désert, tu vis dans le château de l'hetman ; tu dois connaître sa force redoutable, le châtiment qu'il tire de ses ennemis, la confiance du tsar en lui. Je le vois bien, tu renies ta triste famille pour Mazeppa ; je t'éveille en plein sommeil, tandis que s'exécute l'atroce sentence, qu'on lit l'arrêt, qu'on apprête pour ton père la hache (1)... Je le vois, nous sommes étrangères l'une à l'autre... Maria, ma fille, reviens à toi ! Cours, tombe à ses pieds, sauve ton père, sois notre ange. Ton regard liera les mains des assassins, pour toi elles laisseront échapper la hache. Presse, exige : l'hetman ne te refusera pas. Pour lui tu as oublié ton honneur, ta famille, ton Dieu...

LA FILLE.

Que m'arrive-t-il ? Mon père... Mazeppa... le supplice... ma mère ici, dans ce château, avec une prière... Non, ou je deviens folle, ou c'est un cauchemar.

LA MÈRE.

Non, non, il n'y a ici ni cauchemar ni rêves... Ne sais-tu donc pas que ton père furieux, ne pouvant supporter la honte de sa fille, affamé de vengeance, a dénoncé l'hetman au tsar ? Ne sais-tu pas que l'atroce torture l'a fait se démentir, s'accuser de complots et de calomnies honteuses et que, victime de sa loyauté téméraire, il a été livré à son ennemi pour mourir? que devant toute l'armée kosake, — si la droite puissante du Seigneur ne le protège pas, — il doit être aujourd'hui même supplicié? qu'il est là, enfin, dans un cachot de cette tour ?

(1) Mérimée observait judicieusement que le latin peut seul reproduire l'ordre et l'énergie de certaines phrases russes. Voici exactement le vers de Pouchkine, avec la gradation savante de ses quatre mots : *Quando parata patri securis.* On voit tomber la hache.

LA FILLE.

Mon Dieu! mon Dieu! Aujourd'hui! mon malheureux père...

Et la jeune fille retombe sur sa couche, comme tombe un cadavre glacé.

Les casques reluisent. Les lances étincellent. Les tambours battent. Les serduques (1) galopent. Les régimens s'alignent sur un front. La foule grossit, les cœurs tremblent. La route, couverte d'un flot de peuple, semble une queue de serpent qui s'agite. Au milieu d'un champ, l'échafaud sinistre; sur la plate-forme se promène et s'égaie le bourreau, attendant impatiemment les victimes; tantôt ses mains blanches soulèvent en jouant la lourde hache, tantôt il plaisante avec la canaille en liesse. Tout se fond dans une grande rumeur, les cris des femmes, les injures, les rires, les chuchotemens. Soudain, une exclamation s'échappe de toutes les bouches; puis tout se tait. On n'entend plus, dans l'effrayant silence, qu'un bruit de pas de chevaux. Entouré de ses gardes et des anciens, l'hetman redouté s'avance au galop de son cheval noir. Là-bas, sur la route de Kief, une charrette vient. Tous les regards se portent vers elle, anxieux. Là, réconcilié avec le ciel, fort de sa foi puissante, est assis l'infortuné Kotchoubey; Iskra est à ses côtés, calme, indifférent, comme un agneau marqué par le sort. La charrette s'est arrêtée. Les voix graves des chantres entonnent la prière, la fumée des cierges tourbillonne; à voix basse, le peuple prie pour le repos de l'âme des malheureux. Les voici, ils viennent, ils montent. Kotchoubey se signe et se couche sur le billot. Ces milliers d'hommes sont muets, comme s'ils étaient dans la tombe. La hache brille en s'abattant, la tête a roulé. « Ha! » fait la multitude. Une seconde tête roule sur la première en clignant les yeux. Le sang rougit l'herbe; le bourreau, content de sa besogne, saisit les deux têtes par les cheveux et, le bras tendu, il les secoue sur le peuple.

Justice est faite. La foule insouciante se disperse, regagnant ses demeures, et déjà chacun s'entretient de l'éternel souci, le travail du jour. Le champ se vide peu à peu. Alors, sur la route encombrée, on voit deux femmes accourir. Harassées, poudreuses, elles se hâtent vers le lieu du supplice et semblent possédées de terreur. « Trop tard! » leur dit quelqu'un en montrant du doigt la prairie. Là, on démolit l'échafaud; un prêtre en chasuble noire lit des prières et deux Kosaks chargent sur une télègue un cercueil de chêne.

Rentré dans sa demeure, Mazeppa s'informe en vain de Maria; en vain il lance des courriers sur toutes les routes; la trace des deux femmes s'est perdue; l'hetman reste seul.

(1) On appelait ainsi une compagnie de gardes que Mazeppa s'était formée. Voir plus loin.

Après le drame privé, le troisième chant nous donne le drame historique, le châtiment du criminel, la victoire du tsar. Mazeppa lève le masque et rejoint le roi Charles XII : Pierre accourt, les armées se joignent, et le récit de la bataille de Poltava se déroule en vers d'un beau souffle épique; malheureusement le thème n'est pas neuf; le choix des détails nous fait souvenir des grands modèles homériques et virgiliens, mais c'est déjà trop qu'on doive se souvenir. Ce point culminant de l'action me plaît moins que ce qui précède. Après la défaite, Charles et Mazeppa fuient dans la steppe, côte à côte, abandonnés. Une nuit, l'hetman passe devant la maison déserte de Kotchoubey et se rappelle une autre course, une autre nuit, celle où il emportait sa fiancée ravie. Ainsi songeant, il s'endort au bord du Dnièpre; une femme s'approche : le tour infiniment habile du récit laisse douter si c'est en rêve ou en réalité. Cette femme, on le devine, c'est Maria; la triste apparition dit des paroles de folie, ne reconnaît pas le proscrit et s'enfuit loin de lui dans les ténèbres. Les deux vaincus disparaissent à leur tour au-delà des frontières de la patrie. — Tel est le squelette de ce poème de *Poltava*, qui ferme le cycle de poésie rattaché au nom de Mazeppa et ouvert jadis par les rhapsodes d'Ukraine. J'ai dit comment ils avaient fixé la légende bien avant nos poètes modernes. Pour des causes que la suite du récit fera comprendre, Mazeppa est durement traité par la complainte populaire; dans ces compositions naïves, il tient le rôle du traître Ganelon dans notre cycle carlovingien. Le héros, le Roland des Kosaks, c'est le vaillant Paléï, toujours en lutte contre l'hetman. Mazeppa s'est emparé de lui par trahison et l'a fait exiler en Sibérie; la chanson petite-russienne va l'y consoler. Écoutez la tristesse du Kosak, aussi simple, aussi grande peut-être que la douleur d'Achille, assis à l'écart près des flots blanchissans.

Paléï en Sibérie.

Le soleil se lève haut, il se couche bas : où languit maintenant le pane Sémion Paléï? Le soleil se lève haut, il se couche bas : où erre le pane Sémion Paléï en Sibérie?..

— Ah! Tchoura, mon fidèle Tchoura! Allons jusqu'à la chapelle, nous prierons Dieu. Je prierai Dieu et je saluerai les saints; j'ai dépéri de chagrin, comme si j'étais déjà un vieux. Comme si j'étais déjà un vieux, je dois prier, pour que le Miséricordieux prenne en pitié mon âme pécheresse.

Tchoura lui jeta sur les épaules un caftan gris : il lui mit dans la main un bâton de sapin. Le pane Sémion Paléï s'en alla prier Dieu... mais il ne pria guère, il s'attrista...

Paléï s'en revint à la maison ; il s'assit sur le perron, et il joua sur sa bandoura : *Misère de vivre en ce monde.* D'autres oublient le salut de leur âme et portent des caftans brodés d'or; lui, il est en Sibérie, comme un chêne dans le taillis, seul, tout seul...

J'ai cité cette byline, qui m'a paru la plus belle de toutes. Celles qui se rapportent directement à Mazeppa ne sont qu'une longue imprécation contre « le traître, le chien, le musulman. » Ce sujet n'est pas nouveau pour les lecteurs de la *Revue :* M. Rambaud l'a touché dans ses études sur le cycle petit-russien; là où a passé cet écrivain si informé des lettres russes, il ne reste rien à glaner. Aussi bien nous nous sommes attardés avec les poètes; quittons-les pour demander à des témoins plus sévères ce qu'il faut penser de Mazeppa, de sa légende, des deux romans d'amour entre lesquels elle a grandi : les historiens vont nous le dire.

II.

Ils ne sont pas absolument d'accord sur les origines assez obscures de notre héros; la tradition, avec ses variantes habituelles, remplace ici les documens absens. D'après M. Kostomarof, l'historien si autorisé de la Petite-Russie, Ivan Stépanovitch Mazeppa (1) était de petite noblesse, originaire de Volhynie, sur les confins de la Pologne et de l'Ukraine; suivant M. Solovief, il était de famille kosake et reçut personnellement la noblesse du roi de Pologne. Ce qui est certain, c'est qu'il était de race et de religion russes, appartenant par conséquent à cette petite minorité de noblesse dissidente, fort maltraitée par le fanatisme polonais. Vers 1660, le jeune Mazeppa parut à la cour de Varsovie, et le roi Jean-Casimir se l'attacha en qualité de gentilhomme de la chambre. Son extraction petite-russienne et sa foi étrangère lui attirèrent mille avanies de la part des courtisans polonais, hautains et intolérans. La situation d'un schismatique, dans ce foyer d'un catholicisme intraitable, était à peu près celle d'un huguenot à la cour de Henri III. Le caractère violent de Mazeppa ne s'accommodait pas de ces dédains; il se prit de querelle avec un de ses compagnons, tira l'épée dans le palais même de Jean-Casimir; c'était là dans les idées d'alors un crime de lèse-majesté; il dut quitter la cour et se confiner dans sa terre de Volhynie. Non loin de cette terre demeurait un vieux seigneur polonais, le *pane* Falbovsky, marié à une toute jeune femme. Au dire de ses biographes, Ivan Stépanovitch était remarquable-

(1) Je respecte l'orthographe fixée par l'usage en Occident; mais le nom doit s'écrire avec un seul *p*, Mazepa.

ment beau de sa personne, doué d'un esprit brillant et d'un cœur passionné, maniant avec la même grâce son cheval, son épée et sa parole. Ce qui avait de très grandes chances d'arriver arriva; Mazeppa fut vite et bien reçu chez sa voisine Falbovska. Le mari, mis en éveil par la rumeur de ses gens, usa d'un artifice déjà vieux sans doute dans les romans de ce temps-là; il annonça une absence et s'éloigna. Sur la route, il fut rejoint par un messager qui portait à Mazeppa un billet de sa maîtresse; le pane lut la lettre, où son départ était commenté sans tristesse, la remit au messager, le laissa continuer et attendit le retour de l'homme avec la réponse de Mazeppa; ce dernier écrivait qu'il allait accourir et il ne tarda pas à paraître dans le chemin où Falbovsky le guettait. Le vieux seigneur lui barra le passage en lui montrant le billet accusateur; Mazeppa protesta que ce rendez-vous était le premier qui lui fût assigné; Falbovsky interpella le serviteur fidèle qui lui avait livré le secret : « Serf, combien de fois ce pane a-t-il été chez moi en mon absence? — Autant de fois que j'ai de cheveux sur ma tête, » répondit énergiquement le messager. Qui a vu la luxuriante chevelure d'un paysan russe comprendra toute l'étendue du malheur de Falbovsky. Aussitôt les gens du Polonais se jettent sur le coupable, le dépouillent de ses vêtemens et l'attachent, la tête vers la queue, sur son propre cheval; l'animal, harcelé de coups de fouet et de coups de feu, repart furieux au travers des halliers, déchirant son maître aux cépées de noisetiers et de chênes qui rendent impraticables les forêts de ce pays. Ce fut en cet équipage que le brillant cavalier rentra dans la cour de son habitation, où ses domestiques le délièrent, à demi fou de douleur et de honte. Voilà ce qui reste en réalité de l'étalon sauvage de la légende, franchissant des provinces pour porter sa victime chez les Kosaks d'Ukraine. Exaspéré de cette offensante aventure, Mazeppa ne put se résoudre à demeurer dans le pays qui en avait été témoin; peu de temps après, il prit la route du camp des Zaporogues, et ici encore les versions diffèrent légèrement. Suivant les uns, il s'expatria sans but, sous la seule impulsion du désespoir; d'après M. Solovief, il était envoyé aux Kosaks par le roi Jean-Casimir, qui l'avait chargé de négociations délicates auprès de ces dissidens, alors en pourparlers avec la cour de Varsovie pour un rapprochement. Quoi qu'il en soit, on n'eut plus de nouvelles du négociateur et on l'avait oublié en Pologne, quand on apprit, quelques années plus tard, qu'il occupait la charge considérable d'écrivain-général chez les Kosaks. Pour comprendre la situation nouvelle de Mazeppa et le rôle qu'il va jouer, il faut jeter un coup d'œil sur le peuple singulier qui l'avait adopté.

Le vaste territoire qui forme le bassin du Dnièpre inférieur, de

Tchernigof à Odessa, a eu, durant tout le moyen âge russe, une existence distincte; il garde encore aujourd'hui une physionomie particulière qui frappe le voyageur arrivant de Pologne ou de Russie; l'homme, le sol et la végétation se présentent à lui sous de nouveaux aspects. Une race dont l'origine se perd dans la nuit des âges, le Petit-Russien, occupe presque seule cette région; cette famille slave se distingue du Grand-Russe par un dialecte et des caractères ethnographiques assez tranchés. Le sol est la célèbre *terre noire*, grenier de l'Europe orientale. Au nord du Dnièpre, de superbes moissons roulent à perte de vue leurs vagues dorées sur un ancien lit de mer; de loin en loin, une lisière de bois émerge, comme une terre, à l'horizon de ces lames de blé mouvant. Naguère encore, ces moissons alternaient avec d'immenses forêts de chênes, de pins et de bouleaux, qui diminuent chaque jour sous la hache du bûcheron. De nombreuses rivières se traînent au Dnièpre à travers ce pays plat; leurs eaux, glacées en hiver, lentes et rares en été, grossissent subitement à la fonte des neiges et submergent les champs sous de vastes lacs qui rendent impraticables les communications. Au sud du grand fleuve, la steppe proprement dite commence; les cultures des colons l'entament de plus en plus; il n'y a pas un siècle, la steppe régnait, vierge et vide, du Dnièpre à la mer. Ce mot de steppe, bien que très acclimaté chez nous, y éveille des idées assez fausses, des images de désolation morne. Qu'on me permette de traduire ici une page célèbre de Nicolas Gogol, dans ce poème de *Tarass Boulba*, où il met en scène la vie kosake d'autrefois : Tarass et ses fils se rendent aux campemens du Dnièpre.

La steppe avait saisi les cavaliers dans son étreinte verdoyante. Les hautes herbes, se refermant sur eux, les cachaient, et les pointes des bonnets noirs sillonnaient seules la surface de la prairie. Le soleil rayonnait depuis longtemps dans le ciel pur, inondant la steppe de sa chaude lumière, vivifiante, créatrice. L'âme des Kosaks rejeta d'un coup d'aile tout ce qui lui restait de trouble et de pesanteur; leurs cœurs frissonnèrent comme des oiseaux qui prennent leur vol... Plus ils allaient, plus la steppe était belle. En ce temps-là, tout le sud, tout l'espace qui forme aujourd'hui la Nouvelle-Russie jusqu'à la Mer-Noire était un désert de verdure vierge. La charrue n'avait jamais passé dans cette mer de plantes sauvages : seuls les chevaux qui s'y cachaient comme dans une forêt les avaient foulées. Rien dans la nature ne pouvait être plus admirable ; toute la surface de la terre semblait un océan vert doré, où brillaient des myriades de fleurs variées. Entre les hautes et grêles tiges des herbes s'élançaient des bluets azurés, glauques, lilas. Les genêts d'or les dominaient, haussant leurs têtes pyramidales; les petits

parasols du trèfle blanc scintillaient çà et là. Un épi de blé, apporté Dieu sait d'où, mûrissait dans ce fouillis. Sous le couvert, des perdrix s'ébattaient, tendant le cou. Le sifflement de mille oiseaux remplissait l'espace. Immobile dans le ciel, l'épervier planait, les ailes palpitantes, fouillant de l'œil l'épaisseur du fourré. Les cris d'un vol d'oies sauvages arrivaient de quelque lac lointain, Dieu sait d'où. Une mouette s'enlève des herbes avec un lent battement d'ailes et se baigne voluptueusement dans l'éther; elle se perd dans les hauteurs, ce n'est plus qu'un point noir qui tremble; un brusque crochet de son vol la ramène sous le soleil, éblouissante... Ah! le diable soit de vous, que vous êtes belles, ô steppes!

A qui appartenait cette terre, du XVe au XVIIe siècle? Demandez à qui appartient la mer : au pêcheur, au pirate, à qui a forte voile, audace et bon vent. La steppe du sud, inhabitée, était livrée en vaine pâture, si l'on peut dire, aux incursions des Tatars de Crimée: les limites de leur état variaient de ce côté « avec la longueur de leurs lances. » Plus au nord, l'écume des pays slaves débordait sur cette terre d'asile. Les Russes l'avaient appelée l'Ukraine, le pays-frontière; cette vaste région séparait en effet quatre voisins rivaux, toujours armés en guerre, le Moscovite, le Polonais, le Turc et le Tatar. L'Ukraine devint tout naturellement le refuge d'une société médiocre, les bannis, les révoltés, les misérables de chaque état limitrophe. Ce furent les premiers Kosaks. Ils s'organisèrent, vers la fin du XVe siècle, dans une des îles du Dnièpre, au-dessous des rapides appelés *porogui*, d'où leur nom de Zaporogues. La *siètche* ou assemblée générale nommait l'hetman, chef de toute une hiérarchie militaire, colonels, ésaouls, centeniers. Ces francs compagnons vivaient exclusivement de la pêche, de la chasse, du butin fait sur le Turc; leurs *mouettes*, — c'est ainsi qu'ils nommaient leurs longues barques, — écumaient le fleuve et la mer comme des oiseaux de rapine. Au XVIe siècle, l'affluence des immigrans changea les conditions primitives de cette société; tandis que le noyau turbulent et guerrier persistait dans les îles zaporogues, interdites aux femmes et aux enfans, les nouveaux arrivans refluaient avec leurs familles sur la rive droite du Dnièpre et colonisaient la terre en remontant vers le nord, vers leur point de départ, où ils se mêlaient aux populations petites-russiennes des districts frontières. L'armée des errans, trop accrue, se fixe, s'attache au sol, revient aux mœurs agricoles; elle reste englobée dans la vieille hiérarchie de la siètche; mais, par la force des choses, cette hiérarchie prend un caractère administratif, sédentaire; le colonel, établi dans un bourg, devient un chef de district, le centenier un chef de canton. En se rapprochant de la Pologne, ces nouveaux

Kosaks retombaient à demi sous son autorité; on les appelait Kosaks *enregistrés*, parce qu'ils acceptaient le contrôle du roi de Pologne sur le registre où ils étaient inscrits avec son aveu; ce roi confirmait l'hetman-général élu par eux, un chef qui disposait de cinquante mille lances et traitait de puissance à puissance avec son suzerain de Varsovie.

Les transformations politiques et sociales de l'institution furent rapides durant ces deux siècles; il est curieux de surprendre à l'œuvre dans cette société kosake, fondée sur l'égalité et la liberté absolues, les lois constantes qui régissent toute société humaine, portant au sommet les couches fortes, repoussant en bas les couches faibles dans la sujétion et la souffrance. Le ramassis d'aventuriers des premiers jours devient une sorte d'ordre militaire, armé contre le Turc, imitation barbare des templiers ou des teutoniques; puis, à l'exemple de ces derniers, une féodalité puissante, possessionnée en terres, où les plus favorisés réduisent les autres en servitude. Au XVIIe siècle, l'égalité chimérique des premiers Zaporogues n'était plus qu'un rêve lointain; les familles d'hetmans et de grands-officiers avaient constitué une aristocratie qui ne différait guère de l'aristocratie polonaise; quant à la liberté, elle était toujours l'idéal des Kosaks, mais, comme le dit fort justement M. Kostomarof, « être libres, pour eux, signifiait avoir des droits que les autres n'ont pas, » conception kosake plus répandue qu'on ne le pense. — D'où provenait la violence du courant d'émigration qui, en quelques années, peupla l'Ukraine libre et reflua sur l'Ukraine polonaise, après s'être retrempé aux franchises kosakes? De la plus dure misère sociale qui ait jamais pesé sur un peuple. La Pologne orientale, qui s'étendait alors jusqu'au-delà de Kief, renfermait une population petite-russienne asservie par des seigneurs polonais; tout séparait le paysan de ses maîtres, la race, la langue, la foi religieuse : la noblesse catholique et féodale traitait ces ilotes en bétail conquis; le Petit-Russien était à la merci d'un seigneur dont aucune loi ne limitait les pouvoirs, dont les besoins étaient insatiables. Pour satisfaire au luxe fou qu'on étalait à Varsovie, les panes devaient épuiser leurs terres; ils avaient trouvé plus fructueux de les affermer aux juifs, et cet intermédiaire impitoyable pressurait le serf avec sa rapacité proverbiale. La persécution religieuse sévissait de pair avec les exactions et se confondait avec elles; le Russe orthodoxe voyait, chose révoltante dans ses idées, le fermier juif auquel il était livré tout vivant taxer jusqu'aux cérémonies du culte, imposer les baptêmes, les mariages, les sépultures. Ce peuple misérable était traqué comme les bêtes de ses forêts; tout ce qui l'entourait lui était ennemi : le seigneur, qui ne lui devait d'autre justice que la torture, le juif qui l'affamait, le soldat des compa-

gnies franches qui mettait à sac sa maison, le jésuite qui le convertissait de force à l'Union. Les témoignages ne sont pas suspects. Un des plus fanatiques zélateurs de ce temps, le père Scarga, avoue que dans aucun pays de l'Europe féodale l'esclavage n'est aussi dur qu'en Petite-Russie. L'historien polonais Starovolsky affirme que le raya chrétien chez le Turc est heureux et libre en comparaison des serfs de la république. « Aucun pacha ne se permettrait contre le dernier paysan ce qu'on voit dans nos villages; nul despote d'Asie n'a tourmenté durant sa vie autant de gens qu'il s'en tourmente chaque année dans notre libre république. »

A tant de maux, un seul remède : fuir au Dnièpre, se faire Kosak. Au XVIe siècle, toute une population se rue sur ce chemin de délivrance; au XVIIe, après le reflux vers le nord que j'ai signalé, les bourgs kosaks sont disséminés sur toute la terre petite-russienne, levain de liberté, exemple contagieux qui sollicite sans cesse les frères opprimés à s'affranchir par les mêmes moyens. Les Kosaks enregistrés épousent la cause de leurs compatriotes, de leurs coreligionnaires; ils sont les cadres naturels de la révolte qui mûrit. Pour éclater, elle n'attend qu'un chef; il se trouve au milieu du siècle : l'hetman Bogdan Chmelnitzky se lève pour venger la foi orthodoxe et libérer la Petite-Russie. Le caractère de la lutte est bien marqué par un fait : le patriarche de Constantinople envoie une épée bénie à l'hetman, tandis que le roi Jean-Casimir reçoit un glaive des mains du légat de Rome. L'épée grecque fut la plus forte. Bogdan jeta sur la Pologne son armée de Kosaks, de serfs, de Tatars auxiliaires; la guerre sociale et religieuse se déroula avec ses horreurs accoutumées; les seigneurs surpris par leurs paysans expirèrent sur les bûchers, écorchés vifs; la colère du peuple s'acharna sur le juif, instrument immédiat de ses souffrances; dès le début de la révolte, cent mille israélites furent massacrés. « Nos persécuteurs étaient rapides commes les aigles du ciel, » gémit un rabbin contemporain. Ces souvenirs historiques, demeurés dans la longue mémoire des chaumières, expliquent assez les récentes représailles qui ont affligé ces mêmes contrées.

C'en était fait de la Pologne si Bogdan Chmelnitzky eût poussé sa fortune : il se contenta d'assurer l'indépendance de l'Ukraine ou plutôt son changement de suzerain. Le 8 janvier 1654, l'hetman convoqua l'assemblée générale des Kosaks et leur tint en substance ce langage : « Nous ne sommes pas assez forts pour subsister sans maître entre tant de grands royaumes; parmi nos voisins, il en est quatre auxquels nous pouvons nous donner : le roi de Pologne, le sultan de Turquie, le khan de Crimée, le tsar de Moscovie; lequel choisissez-vous? » Les Kosaks acclamèrent le tsar, et l'on conclut séance tenante, avec les boïars envoyés par Alexis Michaïlo-

vitch, un traité aux termes duquel l'Ukraine faisait retour à la Russie, toutes ses franchises sauves. Ainsi le lien de sujétion assez lâche qui avait rattaché jusque-là les Kosaks au roi de Pologne se trouva renoué au profit du tsar de Moscou; sous sa suzeraineté, les hetmans, leurs dignitaires et leurs officiers allaient reformer une caste féodale avec les paysans petits-russiens comme tenanciers. Pour ceux-ci, Bogdan n'avait rien stipulé; ils changeaient simplement de maîtres et passaient de l'arbitraire des seigneurs polonais à l'arbitraire des chefs kosaks et bientôt des boïars moscovites : le pauvre moujik pouvait chanter encore la complainte des vieux Kobzars : « Où es-tu, justice, notre mère aux ailes d'aigle? » Tel était le milieu où Mazeppa apportait son génie d'intrigue, son audace et son ambition.

Quand il arriva sur le Dnièpre, un schisme divisait les successeurs de Bogdan; il y avait deux hetmans, l'un sur la rive gauche, fidèle au tsar, l'autre sur la rive droite, rebelle, tour à tour en marché d'alliances avec la Pologne et le Grand-Seigneur. Ce fut l'hetman de la rive droite, Pierre Dorochenko, à qui Mazeppa engagea ses services. Ce Dorochenko était un Kosak de la vieille race, turbulent, insaisissable, changeant sans cesse de joug et ne pouvant en tolérer aucun. Séduit par la fortune à ce moment si brillante de Mahomet IV, il s'était donné aux Turcs et faisait campagne avec eux. Mazeppa apportait à ce personnage des ressources assez rares dans les camps zaporogues; l'ancien gentilhomme du roi Jean-Casimir était relativement instruit, éloquent, délié; il parlait le russe, le polonais et le latin; ces qualités le désignaient pour la charge d'écrivain-général, qui répondait à ce que nous appellerions la chancellerie diplomatique de l'hetman. Dorochenko l'appela à ce poste et l'employa à diverses missions. En l'an 1674, serré de près par les Russes, il envoya Mazeppa à Constantinople pour solliciter du grand-vizir une armée de secours. Un parti de Zaporogues fidèles s'empara de l'ambassadeur et le dirigea avec ses lettres sur Moscou. Mazeppa fut interrogé à l'un de ces *bureaux de question* qui étaient les principaux rouages d'une politique ténébreuse, sans cesse aux aguets des trahisons. Tout autre eût payé cher sa mésaventure en ce pays soupçonneux; Mazeppa trouva moyen de se blanchir; il eut l'art de plaire à ses juges et au tsar Alexis; on le relâcha indemne. Ivan Stépanovitch avait beaucoup appris dans ce voyage forcé; il avait compris que les arbitres futurs de la Petite-Russie étaient là et non, comme le croyait Dorochenko, dans ce lointain Constantinople, où l'on était occupé de la conquête de Vienne et de bien d'autres soucis; il avait étudié le terrain, mesuré les influences, et de ce jour il arrêta le plan d'une politique à laquelle il demeura

fidèle durant trente années. Revenu en Ukraine, il passa chez Samoïlovitch, l'hetman soumis de la rive gauche. L'événement lui donna raison : Dorochenko, abandonné par ses alliés, livré au tsar, alla mourir interné dans le nord de la Russie. On comptait déjà deux anciens hetmans déportés en Sibérie; ce fait laisse mesurer les progrès de la domination moscovite dans cette Ukraine où Bogdan Chmelnitzky lui avait donné accès. Les serres de l'aigle impériale s'appesantissaient chaque jour davantage sur le pays des Kosaks; malgré les incessantes réclamations de ceux-ci, des voïévodes russes installaient leur autorité dans les grandes villes. A plusieurs reprises, on envoya Mazeppa négocier à Moscou; le délégué de l'hetman mettait à profit ces voyages pour cultiver de précieuses amitiés. Sous la régence de la tsarine Sophie, il vit poindre la faveur de Galitzine et capta les bonnes grâces du tout-puissant boïar. Samoïlovitch, obscur fils de prêtre, était miné par les intrigues et les jalousies des colonels; ses ennemis l'accusèrent d'avoir fait traîtreusement échouer la grande expédition russe contre la Crimée en 1687; Galitzine, qui la commandait en personne, revint par l'Ukraine et son orgueil humilié s'en prit à l'hetman; il provoqua la déposition de Samoïlovitch. Un témoin de cet épisode nous en a laissé le récit, bien caractéristique de la vie kosake.

L'armée est campée sur les bords du Kolomak, non loin de Poltava. Une nuit, tandis que l'hetman écrit dans sa tente un mémoire justificatif, les colonels, d'intelligence avec Galitzine, placent des sentinelles sûres autour de la tente; à minuit, Kotchoubey, écrivain-général, va demander les ordres du boïar moscovite. Dès l'aube, Samoïlovitch sort et se rend à l'église, aux matines; les anciens l'attendent à la porte, n'osant pas troubler le service divin. Quand l'hetman reparaît, un colonel le saisit par la main et lui dit brutalement : « Va par un autre chemin! » Samoïlovitch demande à parler aux généraux russes; on l'assoit sur une mauvaise charrette, on place son fils, arrêté comme il fuyait hors du camp, sur un vieux cheval sans selle, et on les mène dans cet équipage à la tente de Galitzine. Le généralissime et ses lieutenans prennent place sur un rang de sièges : l'hetman comparaît devant eux, appuyé sur son bâton à pomme d'argent, le visage enveloppé de linges humides, car il souffrait de douleurs de tête. De l'autre côté se groupent ses accusateurs, les anciens et les colonels. Ils prennent tumultueusement la parole et demandent justice au représentant du tsar, chargeant leur hetman de mille méfaits, de tyrannie et de trahison. Le prévenu essaie de répondre : les colonels se jettent sur lui, étouffent sa voix, et les coups allaient suivre les injures, quand Galitzine ordonne d'emmener le coupable avec son fils. Le boïar prononce contre eux une sentence d'exil en Sibérie et la confiscation de leurs

biens; il invite les anciens à convoquer le clergé et tous les Kosaks de marque pour l'élection d'un nouvel hetman. Le surlendemain, les régimens kosaks et les notables s'assemblent autour de la tente qui servait d'église de campagne; après le chant du *Te Deum*, on dépose sur une table les insignes de la dignité d'hetman, l'étendard, la *boulava* ou masse d'armes, le *bountchouk*, sorte d'enseigne de queues de cheval empruntée aux habitudes des janissaires turcs. Galitzine monte sur un banc et déclare aux Kosaks que le tsar les autorise à élire un chef suivant leurs antiques coutumes; un grand silence se fait, puis des voix nombreuses s'élèvent : « Mazeppa! Mazeppa! » Ceux qui ne sont pas dans le secret de l'intrigue prononcent d'autres noms. Le généralissime feint de ne pas entendre, appelle l'élu du peuple, lui remet les insignes du pouvoir et reçoit son serment. C'est ainsi qu'Ivan Stépanovitch fut proclamé hetman le 25 juillet 1687 : il reconnut la protection du boïar moscovite en lui versant aussitôt 10,000 roubles à titre de remercîment.

Le pays dont Mazeppa prenait le gouvernement était miné par les dissensions sociales, par ces éternelles factions de démocrates et d'aristocrates qui travaillent toute société humaine, affrontant les misérables aux satisfaits. En Ukraine, l'inégalité naturelle des conditions se compliquait d'une anomalie peut-être unique dans l'histoire; sans parler des seigneurs et des riches, on y voyait, — on y a vu jusqu'au jour récent de l'émancipation, — deux peuples de même race habitant le même sol et régis par des statuts différens. En franchissant quelques verstes, on passait d'un village serf à un village kosak; par la seule vertu de ce mot magique, le second était affranchi de toutes les charges qui incombaient au premier. Aujourd'hui encore, ces deux catégories de villages ont gardé des physionomies distinctes; dans les *khoutres* kosaks, le cultivateur qui fut toujours libre se reconnaît à plus d'énergie, d'esprit d'entreprise et de confiance en lui-même. A l'époque de Mazeppa, le peuple petit-russien qui venait de verser son sang pour l'indépendance, côte à côte avec les Kosaks, supportait impatiemment la condition privilégiée de ces derniers, et le peuple kosak, à son tour, murmurait contre les empiétemens de ses chefs, regrettait l'égalité des anciens jours. Ces deux plèbes s'unissaient contre les nouveaux seigneurs sortis de leur propre sein. « Nous croyions qu'après Bogdan le peuple chrétien serait libre; mais nous le voyons maintenant, le sort des pauvres gens est pire que sous les maîtres polonais. Autrefois, on n'était assujetti qu'aux anciens panes; aujourd'hui, ceux dont les pères gagnaient le pain à la sueur de leur front nous accablent de corvées. » Ainsi gémissaient les naïfs paysans de l'Ukraine; ils s'étaient imaginé que la place du maître peut rester vide et qu'on gagne à changer les anciens contre les nouveaux. Des séditions éclataient de toutes parts;

les possesseurs de fiefs kosaks les réprimaient impitoyablement et faisaient couper une oreille à tout manant pris en flagrant délit de révolte. Pauvre peuple, si doux, si fin, si maniable, avec ses qualités et ses défauts d'enfant! Pour savoir ce qu'il a souffert, tout le long de l'histoire, il n'est pas besoin de feuilleter les vieux livres; il suffit de passer le soir devant les portes, au temps de la moisson, et d'écouter les chants qui se prolongent bien avant dans la nuit; elle est faite d'un désespoir séculaire, cette gamme douloureuse en ton mineur, qui se traîne éternellement sur la même plainte ou se relève sur un hurlement sauvage comme l'appel des loups. C'est d'ailleurs, à peu de variantes près, la mélopée primitive de toutes les races d'Orient; je l'ai reconnue sans peine pour l'avoir entendue du Nil à l'Oronte, du Danube au Dnièpre. Je sais à Louqsor, dans les ruines du temple, un vieux fellah aveugle qui la module sur sa flûte de roseau, avec une tristesse indicible, comme il sied à la plus ancienne misère attestée par l'histoire; je sais à Stamboul, sur les degrés de la mosquée aux Pigeons, un mendiant d'Anatolie qui la répète sur sa darbouka avec un accent personnel et pénétrant à faire mal; je la retrouve dans les chœurs des moissonneurs d'Ukraine, écho uniforme de la peine commune qui pèse depuis tant de siècles sur toutes ces belles et tristes contrées d'Orient. Qu'on pardonne à mon récit de s'y être laissé distraire; qui de nous n'a parfois suspendu son travail et perdu sa pensée en écoutant sous sa fenêtre le couplet d'un malheureux?

Les prédécesseurs de Mazeppa avaient gouverné selon les circonstances, en flattant le parti démocratique ou en l'écrasant. Le nouvel hetman resta fidèle aux intérêts de l'oligarchie kosake; ses mœurs, ses goûts, son éducation polonaise le portaient de ce côté. Il s'établit à Batourine, résidence habituelle des hetmans, non loin de Tchernigof, à l'orée des grands bois qui couvrent encore cette partie de la Petite-Russie. Le train de vie qu'il y mena rappelait la cour de Varsovie bien plus que le campement des premiers Zaporogues. On voit dans les vieilles demeures d'Ukraine les portraits des ancêtres kosaks de ce temps-là; rien ne les distingue des seigneurs polonais; ils en ont le costume, le riche caftan oriental, le sabre courbe et le bonnet à aigrette; le visage et la tête rase, sauf les longues moustaches, donne à quelques-uns une vague ressemblance avec les Tatars; tous tiennent en main la *boulava*, la masse d'armes à clous d'argent; leurs traits et leurs regards respirent la fierté du commandement. Les titulaires des grandes charges formaient à Batourine une petite cour; Mazeppa avait créé pour son service personnel une compagnie de gardes du corps appelés serduques; d'immenses richesses, patiemment acquises durant son hetmanat, lui permettaient ces façons opulentes. Un luxe brutal régnait

dans les banquets et les fêtes où il réunissait ses compagnons; la grossièreté des mœurs kosakes s'y trahissait souvent, on emportait les convives ivres-morts; le rusé Mazeppa, plus maître de lui, termina bien des négociations délicates à sa table, avec des adversaires désarmés par l'ivresse.

III.

L'histoire de l'hetman, durant vingt années, se résume dans la poursuite opiniâtre d'un double but : l'asservissement de la Petite-Russie à la caste aristocratique, la consolidation de sa propre autorité sur cette caste. Pour atteindre ce but, Mazeppa garda avec une fidélité inviolable, au moins en apparence, le pacte qui le liait au tsar et à Moscou. Cette soumission était-elle sincère? N'y faut-il voir que la longue patience du prisonnier qui attend son jour? Le poète et quelques historiens ont soupçonné en lui l'âme d'un Brutus, dissimulant ses espérances, flattant son maître vingt ans pour le mieux surprendre à l'heure propice. Le savant théologien Théophane Procopovitch, qui avait connu Mazeppa de fort près, nous a laissé de lui un portrait frappant, poussé au noir : « Dans le fond de son âme, Mazeppa était aussi dévoué aux Polonais qu'il haïssait les Russes; mais personne ne put jamais le deviner, car il affectait en toute occurrence une soumission absolue, un dévoûment passionné à la Russie. Son esprit clairvoyant observait les actions des hommes, pesait toutes leurs paroles et s'efforçait de pénétrer leurs intentions secrètes. Il poussait la réserve et la dissimulation à un tel point qu'il paraissait souvent ne pas saisir les propos à double sens qu'on tenait devant lui; quand il voulait percer quelque secret, il feignait la sincérité, l'abandon, et dans ces cas-là il avait le plus souvent recours à la boisson, il simulait l'ivresse; alors il faisait l'éloge de la franchise, la critique des gens artificieux, et, par une pente insensible, il amenait à ses fins ses interlocuteurs échauffés par le vin... Il jouait parfois la maladie et l'épuisement; les médecins ne le quittaient pas d'une minute; il ne pouvait ni marcher ni se lever tant sa faiblesse était extrême; couché sur son lit, couvert d'emplâtres, d'onguens, de ligatures, semblable à un agonisant, il râlait lamentablement... » Ces traits s'appliquent au Mazeppa des dernières années, ils ont été tracés sous l'impression d'horreur ressentie dans l'entourage du tsar après la brusque défection de l'hetman. Qu'il s'agisse de vertus ou de vices, on fait souvent crédit aux personnages historiques de ces longues préméditations, en réalité si rares dans le cœur humain; c'est là de la psychologie idéale, qui tient peu de compte des vertiges et des surprises. Quoi qu'il en soit, là où ses prédécesseurs s'étaient perdus par l'incon-

stance de leurs vues, Mazeppa se montra d'abord un politique de race par la suite des desseins, la résistance aux illusions. Dès que le jeune tsar Pierre eut rompu avec la régente, l'hetman courut à Moscou, devina le futur empereur, gagna ses bonnes grâces, comme il avait fait jadis avec Galitzine, et sut les conserver en toute occasion.

A part quelques grands coups de vaillance, quelques expéditions héroïques contre le Turc ou le Polonais, la chronique de Mazeppa, comme celle de tous les personnages de la vieille Russie, se débat dans une lutte sauvage entre le soupçon et la délation. O l'époque louche et répugnante, sur laquelle la gloire de Pierre ne doit pas nous aveugler! Quand on entre dans le détail de la vie d'alors, quand on respire cet air empesté de terreur et de bassesse, on se demande si jamais l'homme fut plus féroce et plus vil que dans cette société d'inquisiteurs et d'espions. Venise est confiante en comparaison de la Moscou du XVIIe siècle; il faudrait descendre jusqu'à la Rome de Séjan pour retrouver des mœurs analogues. Chaque propos d'intime est redit dans les chambres de question, on le creuse et le retourne pour lui faire vomir un complot de haute trahison. J'ai essayé dans un autre travail de mettre en relief ces âmes cauteleuses, cette conspiration permanente de tous contre tous. C'est chaque jour une intrigue nouvelle servie par des émissaires obscurs, un étudiant, un moine, un juif, qui vont supposer à Moscou des lettres ou des paroles de l'hetman, importuner de leurs révélations les oreilles toujours ouvertes à la chancellerie secrète. Pierre, si avare de sa confiance, l'avait donnée tout entière à Mazeppa; rien ne put le désabuser sur le compte de l'homme qui, seul peut-être avec Menchikof, lui inspirait une sécurité absolue. Chaque fois, le tsar renvoyait généreusement à l'hetman la lettre anonyme ou le dénonciateur avéré; on dressait un gibet à Batourine, on y clouait l'imprudent; d'autres recommençaient le lendemain sans se décourager. De son côté, Mazeppa adressait loyalement à son suzerain les lettres tentatrices que lui faisaient tenir le roi de Pologne et les autres ennemis de la Russie; il recevait en retour de la munificence impériale des domaines nouveaux, des dons en argent. Ses plus grands ennuis lui vinrent de Sémion Paléï, le héros favori des légendes populaires. Ce chef turbulent personnifiait le vieil esprit kosak de révolte et d'aventure; il groupait autour de lui les anciens de la steppe, les vrais fils de la lance, qui n'entendaient rien à la politique nouvelle, aux négociations prudentes et au latin fleuri de l'hetman. En outre, Paléï était le champion de la plèbe opprimée, ce qui lui donnait une force redoutable. Mazeppa guetta longtemps son adversaire, luttant contre lui à armes sournoises; un jour, attiré à Batourine, Paléï roula sous la table du

banquet : on le releva garrotté, on l'expédia sur cette route de Moscou qui finissait en Sibérie. — On a écrit en Russie des volumes sur la vie de l'hetman : je n'y trouve qu'une répétition constante de ces luttes fastidieuses : les lecteurs ne me suivraient pas si je m'y attardais. Pourtant c'est là toute l'histoire de Mazeppa, c'est l'histoire de tant d'autres qui ont marqué dans leur temps, c'est l'histoire. Regardez-la de près, changez les millésimes et les noms, vous la réduirez presque toujours à ces trois mots : arriver, se maintenir, écarter les autres. Cela s'appelle un jeu puéril, quand des enfans s'y livrent sur une poutre ; cela se nomme la politique, la gloire, quand les enfans sont grands et que la poutre est le pouvoir souverain. Les plus forts et les mieux doués de la race humaine se sont de tout temps destinés à ce jeu. Quelle est donc l'inquiétude et la folie de notre âme, qui n'a pas su trouver de meilleur secours contre son grand ennui ? Comme elle doit être lasse après vingt ans de ce jeu stérile ! On continue cependant, on recommence, persuadé que cet ingrat labeur peut seul faire survivre un nom. Voyez la sûreté des prévisions de l'homme : celui qui nous occupe eût plongé dans l'oubli, avec tous ses succès de conduite, si son cœur n'avait pas faibli sur des fautes que les politiques d'alors durent prendre en pitié et qui ont seules mené cette renommée jusqu'à la postérité.

L'écrivain-général Basile Kotchoubey était un Kosak de grands biens et de grande réputation. Sa charge le retenait dans une terre près de Batourine ; il y élevait une fille du nom de Matrèna, dont Pouchkine a fait Maria pour la facilité du rythme. Mazeppa avait servi de parrain à cette enfant, parenté spirituelle qui crée des liens très étroits, prohibitifs du mariage dans l'église orientale ; il se plaisait à voir grandir sa filleule dans la maison de son vieux frère d'armes, à oublier auprès d'elle les soucis des conspirations. L'hetman touchait aux soixante ans ; si quelqu'un semblait préservé contre les folies vulgaires, c'était bien ce vieillard, assagi de bonne heure par la mésaventure éclatante de sa jeunesse, usé par la politique, refroidi par le souci de gouverner les hommes. Suivant la profonde parole du poète, « les pensées dans cette âme étaient le fruit des passions vaincues. » Mais le cœur du roi est dans les mains de la femme, a dit un sage qui s'y connaissait, et le Salomon de l'Ukraine le prouva une fois de plus. Il se prit d'amour pour sa filleule ; elle le paya de retour, séduite par la gloire de l'hetman, par cette éloquence enflammée qu'attestent tous les contemporains et qui persuadait à son gré les femmes et les rois. Les lectrices qui s'étonneraient voudront bien se rappeler que nous sommes presque en Orient, avec les mœurs kosakes ; or, en Turquie, l'idéal amoureux d'une jeune musulmane est rarement un jouvenceau, c'est d'habi-

tude un beau pacha à barbe blanche, vénérable, chargé d'honneurs et de richesses. Les parens de Matrèna repoussèrent avec horreur des projets sacrilèges et persécutèrent leur fille; ils obtinrent le succès ordinaire : la persécution exaspéra les sentimens qu'elle croyait éteindre; Matrèna se rebella, supplia Mazeppa de lui donner asile et se fit enlever par lui. Ici Pouchkine a pris quelques libertés avec l'histoire; les traditions sont d'accord sur ce point que l'hetman respecta la fugitive et la rendit bientôt à son père. Mais les deux amans continuèrent à se voir en particulier; Kotchoubey trahit plus tard leurs petits secrets dans la « chambre de question » et un greffier de justice enregistra cette pastorale pour la postérité. — Les maisons petites-russiennes sont toutes entourées de jardins, clos par des haies de treillis; le tournesol, la fleur de prédilection du paysan russe, emplit ces vergers et masque les palissades de ses hautes couronnes d'or. C'était dans un de ces jardins, contigu à celui des Kotchoubey, que les entrevues avaient lieu; on en convenait à l'avance par l'intermédiaire d'une messagère sûre, la bonne Mélachka; quand la prisonnière espérait trouver ses surveillans en défaut, elle envoyait à l'hetman une boucle de cheveux ou ce collier de corail que les filles d'Ukraine portent au cou (1); c'était le signal du rendez-vous. La nuit venue, elle s'échappait sous les saules jusqu'à la palissade de l'enclos; son amant pratiquait une ouverture dans l'échalier; ils se racontaient leurs peines, hélas! fort incommodément, à travers ce judas improvisé. Quand le manège se découvrait, la pauvre fille était battue, enfermée par sa mère; une tendre correspondance venait alors la consoler. Les lettres de Mazeppa nous ont été gardées; saisies avec tous les papiers de Kotchoubey lors de l'enquête, ces pages de l'idylle ukrainienne se sont fourvoyées entre les feuillets d'un dossier criminel. M. Mordovtzef (2) en a publié quelques-unes, d'un sentiment exalté et délicat, où l'on retrouve les traditions de la chevalerie polonaise. Veut-on voir quelles flammes demeuraient au cœur du vieil hetman? J'hésite à traduire dans une langue plus arrêtée ce langage naïf, fait de petit-russien et de polonais, attendri à chaque mot par les diminutifs, où quelque chose d'enfantin tempère la chaleur de l'expression.

(1) Les paysannes petites-russiennes ont conservé l'un des plus pittoresques costumes de l'empire; la chemisette bouffante, brodée en coton rouge de fleurs ou d'oiseaux fantastiques, la jupe et le tablier courts, en broderies de laine rouges et vertes, tombant au genou; le dimanche, les jeunes filles portent au cou plusieurs rangs de colliers de faux corail et de verroterie; sur la tête, un haut diadème de fleurs des champs, coquelicots, mauves et bluets; deux longues nattes de cheveux tombent librement jusqu'à la ceinture, nouées par des fleurs ou des rubans. Au temps de Matrèna, les filles nobles portaient ce même costume, qui fait valoir l'élégance nerveuse de la race.

(2) Mordovtzeff, *Znaménitia rousskia jenstchini.*

Mon petit cœur, ma fleur de rosier! le cœur me fait mal à l'idée que tu es si près de moi et que je ne puis voir tes yeux, ta petite figure blanche. Par cette lettre je te salue et j'embrasse toute ta petite personne.

... Mon petit cœur! je suis navré de ce que m'a dit notre messagère. Votre Grâce m'en veut de ce que je ne t'ai pas gardée chez moi, de ce que je t'ai renvoyée à tes parens. Mais pense à ce qui fût arrivé! D'abord, tes parens eussent crié partout que j'avais dérobé nuitamment leur fille et que je la gardais comme une concubine. Ensuite, si je t'avais retenue, ni Votre Grâce, ni moi, nous n'eussions pu résister; nous nous serions laissé entraîner à vivre comme des époux, ce qui nous eût attiré les anathèmes de l'église, puisque nous ne pouvons nous appartenir. Qu'eussé-je fait alors? J'aurais souffert pour Votre Grâce, j'aurais dû plus tard subir tes reproches et tes larmes.

... Mon tendre amour! je te prie, je te prie grandement de m'accorder un entretien. Si tu m'aimes, ne m'oublie pas; si tu ne m'aimes plus, ne garde pas de moi un mauvais souvenir. Rappelle-toi tes paroles, tu m'as juré de m'aimer, tu m'as donné en gage ta blanche main. Je te prie encore, je te prie mille fois de me donner le moyen de te voir, ne fût-ce qu'une minute, pour notre bien à tous deux; tu y consentais autrefois! Si tu m'accordes cette entrevue, fais-le-moi connaître en m'envoyant le collier de corail qui pend à ton cou, je t'en supplie!

... Ton doux petit visage et tes promesses me font languir. Je dépêche à Votre Grâce Mélachka, afin qu'elle convienne de tout avec toi. Ne crains pas de t'ouvrir à elle, elle est fidèlement dévouée à Votre Grâce comme à moi. Je te supplie, en baisant tes petits pieds, mon cœur, je te supplie de ne pas différer ta promesse.

... Tu sais que j'aime Votre Grâce jusqu'à la folie de mon cœur, je n'ai encore aimé si fort nul être en ce monde. C'eût été ma joie et mon bonheur si tu avais pu venir vivre avec moi. Ce n'est qu'en considérant quelle eût été la fin de tout ceci que j'ai reculé devant la haine et la méchanceté de tes parens. Je t'en prie, mon amie, ne change pas; tu m'en as engagé tant de fois ta parole et ta main! Moi, tant que je serai vivant, je ne t'oublierai pas.

... Je souffre cruellement de ne pouvoir causer en liberté avec Votre Grâce, de ne pouvoir rien faire pour te consoler dans ta douleur présente. Quoi que Votre Grâce attende de moi, dis-le à la personne que j'envoie. Puisque tes parens maudits te forcent à t'éloigner, va dans un couvent, je saurai alors ce qui me restera à faire pour Votre Grâce. Encore une fois, fais-moi savoir ce que tu veux de moi.

... Quel affreux chagrin de penser que cette mégère ne cesse de torturer Votre Grâce, comme elle l'a fait hier encore! Je ne sais com-

ment avoir raison de cette méchante. Le malheur, c'est que nous ne puissions avoir une heure pour causer de tout cela. Je ne puis, hélas! écrire davantage; mais quoi qu'il advienne de moi, tant que je respirerai, je ne cesserai de t'aimer et de te souhaiter tous les bonheurs; je ne cesserai de haïr tes ennemis et les miens.

... Que Dieu sépare de leur âme ceux qui nous séparent! Je sais bien comment me venger de nos ennemis; mais c'est toi qui me lies les mains.

... Chère Matrèna, j'envoie à Votre Grâce mon salut, et j'y joins ces petits présens, un livre et un bracelet de diamans : je te prie de les accepter de bon cœur et de me garder ton amour inviolable. Dieu nous donne de pouvoir nous réunir dans des temps plus heureux! Je baise tes lèvres de corail, tes blanches petites mains et tous les membres de ta blanche petite personne, mon aimée chérie.

... Mon tendre amour, ma charmante, ma bien-aimée Matrèna! je souhaiterais plutôt la mort qu'un changement dans ton cœur. Souviens-toi seulement de tes paroles, souviens-toi de ton serment, souviens-toi de la main tant de fois donnée : comment tu m'as promis de m'aimer jusqu'à la mort, soit que tu fusses à moi, soit que je dusse te perdre. Souviens-toi d'une phrase de notre tendre entretien, quand tu étais chez moi, dans la grand'chambre : « Par le Dieu qui punit le mensonge, que tu m'aimes ou non, moi je ne cesserai de t'aimer et de te chérir jusqu'au dernier soupir, à la face de nos ennemis : j'en engage ma parole! » — Je te prie instamment, mon cœur, de trouver quelque moyen de nous concerter, afin que je sache ce que je puis faire pour Votre Grâce. Je crains bien de n'avoir plus la patience de pardonner à mes ennemis; oui, je me vengerai; de quelle façon, tu le verras toi-même. Heureuses mes lettres, qui vont passer dans tes mains, plus heureuses que mes pauvres yeux, qui ne peuvent te contempler!

... Je vois que Votre Grâce a tout à fait oublié son ancien amour pour moi. Que ta volonté soit faite! Tu le regretteras plus tard. Souviens-toi seulement de tes paroles, données sous serment au moment où tu sortais de la grand'chambre de pierre, alors que je t'ai offert cette bague de diamans, tout ce que je possédais de plus beau : « Quoi qu'il arrive, jamais mon amour ne changera! »

On dit, on écrit tout cela : la vie passe, efface... Je dois être véridique : Matrèna finit par céder aux obsessions de ses parens, épousa le prétendu de leur choix et fit souche d'enfants en Ukraine. Kotchoubey, profondément atteint dans son orgueil, n'avait pas pardonné; il accusait Mazeppa, suivant les idées du temps, d'avoir égaré la raison de sa fille avec des philtres. Affamé de vengeance, le vieux

Kosak adressa, après tant d'autres, de sourdes dénonciations au tsar. On n'écouta pas ses premiers émissaires ; il parla plus haut, se fit prendre par les voïévodes et comparut à Moscou dans la chambre de torture avec son fidèle Iskra. Kotchoubey avait-il vraiment pénétré les desseins politiques de Mazeppa? Ces desseins étaient-ils déjà arrêtés à ce moment dans le cœur de l'hetman? C'est probable, mais il est difficile de rien affirmer. Les trente-trois chefs d'accusation présentés par le dénonciateur ne constituent pas des charges sérieuses ; ce sont des paroles en l'air échappées à l'hetman, une chanson séditieuse à lui attribuée, de vagues insinuations du roi de Pologne ou de l'intrigante princesse Dolska ; la plupart de ces griefs sont puérils, la haine avait mal conseillé Kotchoubey. D'ailleurs, le vieillard manqua de constance et rétracta toutes ses allégations aux premiers coups de knout. — « Il est si vieux et si cassé, écrit le chancelier Golovkine, qu'à peine si on peut le tourmenter : on risquerait de le voir défaillir prématurément. » Comme par le passé, Pierre écrivit de sa main à Mazeppa pour le rassurer et lui livra les dénonciateurs à discrétion. L'hetman tenait enfin cette vengeance dont la menace grondait vaguement dans ses lettres d'amour; Kotchoubey et Iskra subirent de nouveau la question à Bièlo-Tserkof, en sa présence; le 14 juillet 1708, leurs têtes tombèrent devant toute l'armée kosake. — On le voit, sauf quelques légers arrangemens de mise en scène, Pouchkine a suivi fidèlement l'histoire : elle lui donnait les deux situations dramatiques de son poème : le père mis à mort par l'amant de sa fille, le juste méconnu périssant de la main du traître qu'il n'a pu démasquer.

Pierre n'allait pas tarder à regretter cruellement son erreur. Quelques semaines après ces faits, Charles XII, qui semblait menacer Moscou, se détourne brusquement et fond sur les provinces du Sud. L'armée suédoise vient camper sur la Desna, à la limite septentrionale de l'Ukraine. Le tsar écrit à Mazeppa de lever ses milices et de venir le joindre en toute hâte. L'hetman répond qu'il « souffre de la podagre » et que d'ailleurs l'état troublé de l'Ukraine ne lui permet pas de s'éloigner sans danger. En réalité, le Kosak souffrait cette crise d'angoisse de l'homme qui a longtemps nourri un rêve dans le secret de son âme et qui entend sonner l'heure de le réaliser. Ce rêve de l'hetman, c'était l'indépendance de l'Ukraine, la plénitude du pouvoir souverain, une couronne peut-être. Il n'attendait qu'une occasion sûre pour trahir, affirmaient ses ennemis ; l'occasion se levait brusquement avant qu'il y fût préparé; il fallait jouer le coup de partie. Le héros du Nord était là, sur la frontière; il semblait avoir fixé la fortune et nul ne croyait, depuis Narva, que l'armée russe fût en état de se mesurer avec les régi-

mens suédois. Quelle chance meilleure pouvait jamais se présenter? Mazeppa convoqua le conseil des anciens et y parut avec une irrésolution feinte, ou réelle peut-être; il s'agissait de risquer en un jour les fruits d'une patience de vingt ans. L'hetman proposa de se rendre à l'appel du tsar. « N'y vas pas, s'écrièrent les chefs, ou tu te perds et tu nous perds avec l'Ukraine! Députe vers Charles, qui nous attend; toute hésitation serait impardonnable. — C'est ainsi que vous me conseillez! répliqua Mazeppa; allez au diable! J'emmène Orlik, et seul avec lui j'irai rejoindre Sa Majesté impériale; vous tous, vous périrez! » Un instant après, radouci et changeant de ton, il s'adressa amicalement aux anciens : « Enverrons-nous quelqu'un au roi, oui ou non? — Envoie, il n'est que temps. » répétèrent-ils à l'envi. Alors l'hetman rédigea une note en latin et la confia à Orlik, dépêché en ambassade vers Charles. Puis il s'alita, se disant malade, manda l'archevêque de Kief pour recevoir les saintes huiles et fit savoir à Menchikof qu'il se sentait au plus mal. Le généralissime du tsar, campé à quelques journées de distance, accourut à Batourine pour conférer avec son allié; en arrivant au château, il trouva le pont-levis levé; on refusa de le recevoir. Comme Menchikof s'étonnait, il vit venir à lui le colonel Annenkof, résident du tsar auprès de l'hetman. Cet officier lui annonça que Mazeppa avait passé la Desna, allant droit au camp suédois. Ce jour-là, l'obscure et charmante rivière qui dort dans les bois de Tchernigof sous les roseaux et les nénufars eût pu s'appeler le Rubicon.

Les années avaient obscurci le coup d'œil jadis si sagace du vieux politique. Dans le duel contemporain, il n'avait pas su voir que Charles était l'artiste d'un rêve et Pierre l'ouvrier d'une grande œuvre; surtout il n'avait pas compris que le peuple, tiède aux idées politiques, ne s'émeut profondément que pour les idées sociales. L'effervescence était générale en Ukraine à l'approche des Suédois. Mazeppa s'y trompa. Dans ses proclamations véhémentes, il exhorta la Petite-Russie à se lever tout entière pour l'indépendance, à lutter pour les franchises kosakes, menacées par les progrès de l'autocratie moscovite; il ne fut pas entendu. Ce peuple, paysans et simples Kosaks, voulait avant tout la chute du régime aristocratique; il ne voyait plus dans ses chefs nationaux que des ennemis, au même titre que les *panes* polonais jadis. Avec cet instinct historique qui n'a jamais défailli dans le peuple russe, il sentait que le tuteur naturel du pauvre monde contre une oligarchie turbulente et tyrannique, c'était précisément cet autocrate moscovite qu'on lui dénonçait. Les Petits-Russiens se portèrent en masse du côté de Pierre, arrêtant et amenant à ses généraux les émissaires de l'hetman. Mazeppa ne fut suivi que par les colonels et les notables avec

fort peu de troupes ; encore cette petite armée s'égrena-t-elle bien vite. En voyant la tournure que prenaient les choses, les plus avisés firent défection après quelques semaines et revinrent se jeter aux pieds du tsar.

Pierre avait accueilli la nouvelle de la trahison de Mazeppa avec stupeur d'abord, puis avec un de ces accès de colère qui faisaient tout trembler autour de lui. Il marcha sur Batourine, lança ses soldats sur le château et le réduisit en cendres. Les ruines qu'on voit aujourd'hui à cette place sont les restes d'une reconstruction postérieure. Les proclamations du tsar, plus habiles que celles de l'hetman, promirent aux Petits-Russiens fidèles l'émancipation sociale, la déchéance de tous les droits féodaux. En même temps, le clergé s'assemblait dans les églises d'Ukraine pour excommunier le rebelle « qui voulait livrer le peuple chrétien aux infidèles polonais. » Dans la cathédrale de Glouchof, en présence du tsar, l'archevêque de Kief fulmina l'anathème sous le portrait de Mazeppa ; le bourreau descendit cette effigie avec une corde et la hissa sur une potence. Aujourd'hui encore, on peut revoir un vestige de cette scène, dans une cérémonie qui n'est pas sans grandeur. Chaque année, un jour revient où, dans toutes les cathédrales orthodoxes, le peuple russe maudit le nom de Mazeppa. Le premier dimanche de carême, « le dimanche des anathèmes, » l'officiant s'avance vers les fidèles et voue aux malédictions de la sainte Russie tous les grands rebelles du passé, Dmitri l'imposteur, Stenka Razine, Mazeppa, Pougatchef ; après avoir épuisé la kyrielle infâme, il répète trois fois la sentence d'excommunication. Mais la malédiction s'arrête aux portes des églises de Petite-Russie, bâties par Mazeppa sous l'invocation de son patron ; un touchant sentiment de gratitude y fait omettre son nom dans la litanie des réprouvés. — Tandis qu'il prenait ces mesures contre le traître, Pierre rappelait d'exil et réintégrait dans leurs biens les familles des martyrs, Kotchoubey et Iskra ; dans la laure de Kief, où reposent leurs dépouilles, on gravait sur leurs tombes une épitaphe réparatrice. Après avoir frappé l'imagination du peuple par cette mise en scène et fait élire un nouvel hetman, le tsar regagna ses quartiers à Lébédine ; de nombreux suspects du parti de Mazeppa furent mis à mort dans cette petite ville. Les deux armées passèrent l'hiver en présence, les Suédois, appuyés à la Desna, les Russes à cheval sur le Psiol. Ce terrible hiver de 1709 diminua de moitié les troupes de Charles XII. Dans les vastes champs de blé qui dominent la vallée du Psiol, j'ai vu bien souvent la charrue des laboureurs arrêtée par ces tertres funéraires que le peuple russe appelle des *kourganes* ; si l'on défonçait ces buttes, on y trouverait dormant côte à côte les os des Kosaks

suppliciés et des drabans suédois. Les opérations reprirent au printemps, les deux armées se joignirent à Poltava, le 27 juillet. Il serait superflu de rédire les péripéties de cette journée fameuse, la ruine du jeune fou qui voulait recommencer les conquêtes d'Alexandre dans le siècle de Louis XIV et de Pierre Ier. Mazeppa, abandonné par la plupart de ses Kosaks, après d'inutiles prouesses, dut fuir aux côtés de son royal allié. Nous avons vu tout à l'heure comment les poètes se sont rencontrés pour chanter la fuite tragique dans les forêts d'Ukraine, le passage du Dnièpre dans les barques des Zaporogues, l'agonie des vaincus à Bender. Les deux épopées, celle du conquérant scandinave et celle de l'aventurier kosak, devaient finir là misérablement dans la masure d'un pacha turc. Pierre fit offrir à la Porte jusqu'à 300,000 thalers si elle voulait lui livrer l'hetman rebelle; mais celui-ci avait emporté deux tonneaux d'or et pouvait lutter au Séraï. Mazeppa ne fut pas inquiété; l'année suivante, il s'éteignit de vieillesse, de tristesse peut-être, dans le faubourg de Bender. Des chrétiens de Bessarabie portèrent ses restes à Galatz; on les ensevelit dans le monastère de Saint-George, sur la falaise du Danube. Un Kosak ne sait dormir qu'au bord d'un grand fleuve; le Danube est beau; pourtant ce n'est pas le Dnièpre, où passent des filles d'Ukraine couronnées de mauves et de bluets. — Laissons l'épilogue à Pouchkine : il a clos ces récits par une page dont Virgile n'eût pas désavoué la grandeur mélancolique.

Cent ans ont passé; que reste-t-il de ces vaillans, de ces superbes, dominés par leurs passions furieuses ? Leur génération s'est évanouie, avec elle ont disparu les sanglans vestiges de leurs efforts, de leurs victoires, de leurs malheurs. Toi seul, héros de Poltava, tu t'es érigé un monument grandiose, en poliçant l'empire du Nord, en assurant sa fortune militaire. A la place où des moulins aux grandes ailes couvrent, gardiens pacifiques, les remparts abandonnés de Bender, où les bœufs aux cornes aiguës paissent entre les tombes des héros, — on voit le dernier vestige d'une maison ruinée, trois degrés à dem disparus sous la mousse et l'effort des terres : ils parlent seuls du ro suédois; du haut de ces marches, le soldat insensé, entouré de ses serviteurs, brava l'assaut furieux des hordes turques et jeta son épée sous l'enseigne du pacha. En vain le voyageur pensif chercherait là le tombeau de l'hetman; Mazeppa est oublié depuis longtemps; un seul jour chaque année, les cathédrales tremblent à son nom, proféré dans le terrible anathème. Mais la sépulture des deux martyrs s'est conservée, confondue parmi les tombes des saints légendaires; une église l'abrite pieusement. A Dikanka, survit une vieille forêt de chênes, plan-

tés par les deux amis; jusqu'à ce jour elle parle aux petits-neveux des ancêtres suppliciés. Et la fille criminelle?.. La tradition se tait sur elle. Un voile de ténèbres nous cache ses souffrances, sa destinée et son trépas. De loin en loin, quand devant le peuple du village résonne la chanson de l'hetman, quelque chanteur aveugle d'Ukraine parle un instant de la fille pécheresse aux jeunes Kosaks assemblés.

Et le peuple kosak? Il ne survécut guère à son grand hetman en tant que société indépendante; il n'en resta qu'un souvenir historique, des soldats volontaires et braves; la Petite-Russie ne fut bientôt plus qu'une province de l'empire unifié, l'hetmanat qu'un grade militaire et un titre de cour. Il se trouva encore de libres compagnons pour relever le nom et les enseignes des vieux Kosaks; mais la civilisation les repoussa devant elle vers l'Orient; la république des bannis se reforma sur d'autres fleuves, le Don, le Volga et l'Oural. Pour la puissance russe, qui allait commander la Mer-Noire avant un demi-siècle, l'Ukraine n'était plus « le pays-frontière. » La carte positive des empires modernes n'admet pas les terres vagues et les fiefs de paladins. Ce fut l'erreur de Mazeppa, erreur puisée dans son éducation polonaise, de ne pas comprendre les exigences de son temps. Si même la fortune eût tourné à Poltava, s'il lui eût été donné de réaliser son rêve, il n'aurait réussi qu'à ébaucher pour un jour une seconde Pologne, gouvernée et compromise comme l'autre par une oligarchie désordonnée; il se fût écoulé bien peu d'années avant qu'une révolte populaire ou un partage diplomatique emportât le fragile état des Kosaks. L'hetman ne devait pas régner, au sens où il le désirait du moins; la poésie lui réservait à son insu un royaume plus enviable que ceux dont la politique dispose, plus impérissable à coup sûr. L'a-t-il mérité, ce personnage énigmatique, astucieux, cruel et traître, mais brave, généreux, éloquent, passionné? Ne demandez pas le jugement de l'histoire sur cet homme singulier: le peuple le haït, les femmes l'aimèrent, l'église le maudit, les poètes l'absolvent: à moins que le train de ce monde ne change beaucoup, je crains bien que les femmes et les poètes n'aient toujours le dernier mot.

EUGÈNE-MELCHIOR DE VOGÜÉ.

LA

GRANDE-GRÈCE

La Grande-Grèce, paysages et histoires, par M. François Lenormant, membre de l'Institut, 2 vol. in-8°; Paris, 1881.

I.

Les voyageurs n'ont pas l'habitude de visiter l'extrémité méridionale de l'Italie. Le plus grand nombre s'arrête à Naples; quelques-uns vont voir Amalfi, Ravello, Salerne et se hasardent jusqu'à Pæstum; mais d'ordinaire, en parcourant le chemin sauvage qui mène de Battipaglia à l'ancienne Posidonie, ils ne peuvent s'empêcher d'éprouver quelques inquiétudes : les paysans à la mine hâve, au teint jaune, qu'ils aperçoivent dans les champs éveillent chez eux le souvenir de la fièvre, et ils rencontrent tant de gendarmes sur la route qu'involontairement ils songent aux voleurs. Ils reviennent donc au plus vite, fort effrayés des dangers qu'ils pouvaient courir, et ne poussent pas leur excursion plus loin. Ni les voleurs, ni la fièvre n'ont arrêté M. François Lenormant. Il s'est mis en règle avec la fièvre en voyageant dans cette saison de l'année où elle n'est guère à craindre; quant aux voleurs, il nous affirme qu'ils n'existent plus que dans les légendes. Le fait est qu'il a parcouru toute la Calabre, cette contrée redoutée des touristes, avec une femme et une jeune fille, sans en entendre parler. De retour de cette promenade, que beaucoup tenaient pour une aventure, il a voulu raconter au public ce qu'il y avait vu. Comme il nous parle d'un pays mal connu, fort peu visité, et qu'il a beaucoup de choses nouvelles à nous en dire, son récit s'est trouvé plus long qu'il n'avait l'intention de le faire : il consacre deux volumes entiers et

compacts à nous décrire seulement cette partie du littoral italien que baigne la mer Ionienne et qui va de Tarente à Squillace. — Les guides les plus consciencieux, les plus détaillés, se contentaient jusqu'ici de deux ou trois pages.

M. François Lenormant possède deux grandes qualités pour être un excellent voyageur : il est curieux et il est savant. Sa curiosité a ce caractère qu'elle s'étend à tout et que, si elle a des préférences, elle n'a pas au moins d'exclusion. Assurément il a surtout cherché dans la Grande-Grèce des souvenirs antiques, mais l'antiquité ne l'occupe pas assez pour le rendre indifférent aux choses d'aujourd'hui. En même temps qu'il recueille les débris du passé, il observe le présent et nous dit ce qu'il en pense. Il prend intérêt et nous intéresse à tout. Dans les villes qu'il traverse, il ne se contente pas de visiter les musées, il ne s'enferme pas dans les bibliothèques; il court les rues, il fait parler les gens du peuple, il écoute les propos qu'ils tiennent et les histoires qu'ils racontent, il note leurs chansons; il entre dans les boutiques et regarde travailler les ouvriers. Surtout il ne manque pas de suivre la foule au marché. « C'est chez moi une habitude, dit-il, que d'aller, quand je suis en voyage, flâner dans le marché aux herbes et dans le marché aux poissons des villes où je passe. C'est un spectacle qui m'amuse toujours et où je n'ai jamais manqué d'apprendre quelque chose sur la nature du pays et les usages de la vie des habitans. » Voilà comment il a pu réunir et nous donner des renseignemens de toute sorte, qui nuisent peut-être à l'unité, mais qui ajoutent singulièrement à l'intérêt de son livre. En le lisant, on sera surpris de voir un érudit de profession connaître tant de choses qui semblent d'abord étrangères à la science, ou plutôt on verra que la science, quand elle a touché à tout, relie aisément le présent au passé et trouve moyen d'expliquer ce qui se faisait autrefois par ce qui se fait aujourd'hui. C'est ainsi qu'en regardant les orfèvres calabrais travailler ces bijoux légers et peu coûteux composés de minces feuilles d'or estampées dont se parent les *contadines* du pays, M. Lenormant, qui se souvient qu'on a trouvé des bijoux semblables dans les tombes grecques, se rend compte de la façon dont les ouvriers antiques s'y prenaient pour les faire. Ce procédé, qu'on appelle *lavoro a sfoglia*, est tout simplement une tradition ancienne qui s'est conservée dans ce coin de l'Italie. A Tarente, il s'empresse d'aller voir les célèbres parcs d'huîtres du *mare piccolo*. La méthode qu'on emploie pour les élever est celle qu'à l'époque de la guerre sociale, un riche Romain, Sergius Orata, emprunta à la ville voisine de Brindes et qu'il implanta dans le lac Lucrin, où elle s'est conservée. De nos jours, Coste est allé l'y chercher pour la naturaliser à

son tour dans le bassin d'Arcachon et à l'île de Ré, où elle a si bien réussi. On élève aussi des moules dans le *mare piccolo*, et elles y sont d'une qualité parfaitement saine et d'un goût exquis. M. Lenormant nous apprend que c'est encore une tradition antique et que « cette culture était pour les Grecs de Cumes une source de richesses si importante qu'ils ont fait de la moule le type le plus habituel de leurs monnaies. » Dans un long trajet de chemin de fer, n'ayant rien de mieux à faire, il cause avec un chanoine de Catanzaro, à côté duquel il est assis. Le chanoine, qui se trouve être un gourmet, lui décrit en grands détails les meilleures recettes pour engraisser et accommoder les *ghiri*, c'est-à-dire les loirs, qui constituent un des mangers les plus délicats de la cuisine calabraise. Ne soyez pas trop étonnés : c'est toujours un reste de l'antiquité. « Ces jolis petits rats des arbres fruitiers, nous dit M. Lenormant, que l'on appelait en latin *glires*, étaient hautement appréciés des gourmands de Rome. Pétrone, Martial et Ammien Marcellin en parlent comme d'un mets très recherché. Il y eut même un temps, quand la république s'efforçait encore de garder la sévérité des vieilles mœurs, où ses lois somptuaires interdisaient de faire paraître des loirs sur les tables, aussi bien que certaines espèces de *frutti di mare*, et que les oiseaux étrangers. Varron donne, pour les engraisser, une recette fort analogue à celle de mon chanoine, et Apicius la manière la plus estimée de les accommoder. Galien dit que ce furent les Grecs italiotes qui, les premiers, inventèrent d'élever et de manger les loirs, et il ajoute que de son temps les meilleurs venaient de la Lucanie et du Brutium. Ç'a donc toujours été une célébrité locale. »

Je dois dire que les digressions de M. Lenormant sont d'ordinaire beaucoup plus graves. Il y en a une surtout que je signale aux politiques, aux économistes, à tous les gens sérieux que préoccupent les questions sociales, qui veulent connaître partout la condition des ouvriers, des paysans, et pénétrer dans ces régions inférieures où les grandes révolutions se préparent. Les laboureurs de la Calabre, comme ceux de la Pouille, ont une façon presque militaire de cultiver les champs qui étonne beaucoup les voyageurs. Dans ces vastes plaines, sous un soleil implacable, on voit quelquefois jusqu'à vingt ou trente charrues marcher en ligne devant elles, ou bien un front de plusieurs centaines d'hommes qui s'avancent en retournant la terre avec la houe. Devant eux, le *fattore*, ou intendant, passe à cheval, surveillant son monde, l'excitant à la besogne et ne ménageant pas les injures à ceux qui faiblissent. Ces ouvriers n'habitent pas les campagnes qu'ils cultivent ; ils viennent des villes voisines à l'époque des semailles et de la moisson. Médiocrement payés, peu vêtus, mal nourris, leur condition est une des plus misérables qu'on puisse imaginer. Le soir, ils n'ont pour reposer que

des hangars mal fermés, où pénètrent librement le froid de la nuit et les exhalaisons humides des marais. Ils s'y entassent, quand la nuit est venue, trempés de sueur, brisés de fatigue, au milieu d'une saleté repoussante. « Nulle part, dit M. Lenormant, bouge plus infect n'abrite des créatures humaines. » On se figure aisément quels ravages fait la *malaria* parmi les malheureux qui n'ont pas d'autre asile. Une des principales raisons qui perpétue ces misères, c'est qu'il n'y a pas de pays au monde où la propriété soit moins partagée. Près de l'ancienne Héraclée, M. Lenormant a traversé le domaine de Policoro, qui a 140 kilomètres carrés, et qui appartient au prince de Gerace. « Vingt-cinq mille têtes de bétail, des buffles en grande partie, paissent dans les prairies marécageuses qui s'étendent du côté de la mer. Pour les parties du domaine qui sont en labour, leur exploitation emploie quatre mille hommes au temps des grands travaux et deux cent cinquante seulement le reste de l'année. » Le propriétaire ne vient jamais visiter son domaine. Il laisse l'autorité à des intendans qui le volent et qui rançonnent les fermiers. Aussi tous les anciens abus, dont les intendans profitent, sont-ils pieusement conservés. Aucune de ces améliorations sérieuses qui demandent la présence du maître n'a jamais été introduite dans la culture des champs. On se sert des procédés qui étaient en usage du temps de Pythagore; la charrue qu'on emploie n'a pas changé depuis l'époque où les Grecs vinrent apprendre aux Œnotriens l'art de cultiver le blé. Rien ne se modifie dans ce malheureux pays, rebelle au progrès. Le mal dont il souffre est celui même que signalait Pline l'ancien, dans cette phrase célèbre : « Ce sont les grands domaines qui ont perdu l'Italie : *Latifundia perdidere Italiam.* » Les mêmes causes, après dix-sept siècles, produisent encore les mêmes effets et elles exigent les mêmes remèdes. M. Lenormant se demande si l'on ne sera pas obligé d'en venir, dans les Calabres, à quelque remaniement de la propriété. C'est ce que voulaient faire les Gracques lorsque, pour créer cette classe de petits propriétaires qui fait la force des états, ils partageaient entre les plébéiens les terres publiques qu'avaient usurpées les nobles. C'est ce qu'on a fait de nos jours en Russie, c'est ce qu'on essaie en ce moment pour l'Irlande; c'est ce que l'Italie elle-même a exécuté avec succès dans la Pouille. Dans tous les cas, il y a quelque chose à faire. « Jusqu'ici, dit M. Lenormant, la révolution italienne est restée exclusivement bourgeoise. Le peuple, surtout celui des campagnes, n'en a connu encore que les charges, l'énorme aggravation des impôts, le fardeau de la conscription, le renchérissement universel des choses, le cours forcé d'un papier-monnaie déprécié. Certes c'est beaucoup que la satisfaction du sentiment national ; mais l'homme n'est pas un pur esprit qui vive uniquement de satisfactions

de ce genre. Appartenir à un grand état qui prétend tenir une place importante dans le monde est un plaisir qui coûte cher. Ce n'est que le strict devoir de cet état de donner à ses paysans, par une active sollicitude pour leurs intérêts, par une meilleure législation, par des réformes légitimes et devenues nécessaires, une compensation aux sacrifices qu'il leur impose. »

Nous voilà bien loin des Grecs et en pleine politique contemporaine; c'est des Grecs pourtant et de l'antiquité que M. Lenormant prétend surtout s'occuper, et le présent lui-même le ramène vite au passé. J'ai dit tout à l'heure qu'en même temps que curieux, il était savant. Il fallait l'être pour pouvoir débrouiller, comme il l'a fait, l'histoire obscure de la Grande-Grèce. Dans les autres pays que visitent les archéologues, leur science trouve des points de repère solides sur lesquels elle peut s'appuyer. En Égypte, à Rome, dans la Grèce, l'antiquité a laissé d'importans débris. Il est rare que les grandes cités aient disparu tout entières, et autour de ce qui reste d'elles, on peut toujours par la pensée reconstruire ce qui n'est plus. Dans la Grande-Grèce, tout s'est perdu, et jamais il n'a été plus juste de dire avec le poète que « les ruines elles-mêmes ont péri. » Ce pays, qui semble fait pour le bonheur et la joie, a quelque droit de se dire le plus malheureux du monde. Si l'on excepte les quelques siècles de paix qu'il doit à la domination romaine, il n'a jamais connu le repos. Toutes les races de la terre semblent s'y être donné rendez-vous pour combattre et piller. Les Grecs de toute famille, les Lucaniens, les Brutiens, les Carthaginois, avec leurs armées de mercenaires, les Romains, les Vandales, les Lombards, les Normands, les Sarrasins, les Allemands, les Espagnols, les Français en ont fait tour à tour un champ de bataille. Pour comble de malheur, la nature y a prodigué tous les fléaux; les pestes y succèdent presque sans interruption aux famines et les tremblemens de terre aux éruptions des volcans (1). On comprend qu'au milieu de tous ces désastres, les villes se renouvelant sans cesse et les ruines anciennes étant à chaque instant recouvertes par des ruines nou-

(1) Pour en donner une idée, il suffit de résumer le tableau que fait M. Lenormant des désastres qui ont atteint Catanzaro depuis le XVIe siècle. En 1562, une peste emporte le tiers des habitans; en 1570, la famine fait de nombreuses victimes et le prix du grain monte à 4 ducats le boisseau; en 1626, un tremblement de terre renverse toutes les églises et fait périr plusieurs centaines d'habitans; en 1638, nouveau tremblement de terre, cette fois un peu moins violent; en 1655, la peste de Naples se propage en Calabre et décime la population de Catanzaro; en 1659 et en 1693, nouveaux tremblemens de terre. Ce dernier, accompagnant une éruption de l'Etna, détruisit quarante villes de fond en comble et fit périr cent mille personnes en Sicile et en Calabre. On doit mentionner aussi le fameux tremblement de terre de 1783 qui, à Catanzaro, ne laissa pas une seule maison debout, et, rien que dans la Calabre, coûta la vie à quatre-vingt mille individus. Voilà, il faut l'avouer, une bien lugubre énumération.

velles, il ne soit presque plus possible de découvrir quelque trace du passé. Il faut donc prévenir les amis de l'antiquité qui voudraient faire une excursion dans la Grande-Grèce à la suite de M. Lenormant qu'ils n'y rencontreront pas précisément tout ce qu'ils souhaiteraient y trouver. De l'antique Tarente il ne reste que le nom : la nouvelle ville n'a pas même gardé un pan de mur de l'ancienne. Héraclée, Sybaris, ont si bien disparu qu'on discute pour savoir où elles étaient situées. L'emplacement de Métaponte n'est connu avec certitude que depuis les fouilles heureuses qu'y a pratiquées le duc de Luynes. Cotrone, qui a remplacé l'antique Crotone, est une ville toute neuve. Du temple célèbre de Junon Lacinienne, qui s'élevait sur un promontoire voisin, nous n'avons plus qu'une colonne, une seule, mais digne de tous nos respects, car il est probable qu'elle a vu passer auprès d'elle Pythagore et Hannibal. Il est vrai, que si les monumens antiques ont presque tous disparu, s'il ne reste rien des grandes cités qui peuplaient autrefois ce beau pays, le pays lui-même existe toujours et, en l'absence d'autres documens, l'aspect des lieux aide beaucoup à comprendre les événemens dont ils ont été le théâtre. M. Lenormant nous dit que, lorsqu'il a relu les récits des anciens auteurs sur l'emplacement des villes dont ils nous parlent, les hommes et les choses du passé se sont ranimés pour lui. C'est ainsi qu'il a pu rendre quelque vie à cette vieille histoire que l'on ne connaît guère et qui mérite pourtant d'être connue.

II.

Le grand intérêt qu'elle a pour nous, c'est qu elle est un chapitre de celle de la Grèce. Les Grecs, qui avaient beaucoup de peine à subsister sur leur maigre territoire, le quittaient assez volontiers pour aller vivre ailleurs. Il est naturel que l'Italie méridionale les ait d'abord attirés. Ils en étaient si voisins, et les deux contrées ont tant de ressemblance entre elles, qu'ils ne devaient pas s'y trouver trop dépaysés. M. Lenormant fait remarquer que les premiers colons qui débarquèrent sur les côtes du golfe de Tarente ont dû se croire encore chez eux. « L'aspect des lieux, la nature de la végétation, l'intensité de la lumière, tout y rappelle la Grèce. Les eaux du golfe, par les temps de calme, prennent cette teinte laiteuse propre aux mers grecques et que les Hellènes ont si bien exprimée par le mot de *galênê*. L'azur du ciel revêt cette couleur tellement intense qu'elle donne l'impression d'une voûte de saphir solide, d'où est née la conception d'un firmament qui a dominé l'astronomie pendant tant de siècles » Pour y être moins étrangers encore et s'y trouver plus à l'aise, les Grecs imaginèrent que leurs aïeux avaient habité déjà

ces lieux qu'ils venaient occuper. Il ne leur coûtait guère d'ajouter quelques légendes de plus à la multitude de celles qui circulaient depuis des siècles. On amena donc en Italie tous les héros de la guerre de Troie; on raconta que Philoctète, Diomède, Idoménée y avaient été poussés par la tempête et qu'ils y avaient fondé des villes qui existaient encore. Calchas lui-même, sur ses vieux jours, s'était fixé, disait-on, dans une grotte du mont Garganus, où il rendait toujours des oracles (1). Quant à Ulysse, des gens qui s'étaient nourris des beaux récits d'Homère croyaient retrouver son souvenir partout. Ces légendes, qui charmaient l'imagination, avaient de plus l'avantage de rattacher les colons nouveaux à la terre qu'ils devaient habiter. Ces lieux inconnus devenaient aussitôt pour eux un pays ami où ils avaient été précédés par leurs ancêtres, où ils retrouvaient pour ainsi dire des titres de famille et de propriété. On s'y établissait gaîment, sans éprouver ce serrement de cœur que cause la terre étrangère : c'était encore la patrie. Quelques-uns même s'y trouvèrent bientôt si heureux qu'ils ne supportaient plus d'en être éloignés et que, s'il leur fallait revenir en Grèce, ils s'y regardaient comme en exil. Léonidas, de Tarente, un des plus charmans poètes de l'Anthologie, chassé de chez lui par les Romains et forcé de se réfugier dans une ville grecque, faisait écrire sur sa tombe : « Je repose bien loin de la terre italienne, de Tarente, mon pays, et cela m'est plus dur que la mort. »

Aussi voulurent-ils faire en Italie des établissemens plus solides qu'ailleurs. Ils avaient jusque-là fondé plutôt des comptoirs que des colonies. En général, les villes qu'ils bâtissaient n'avaient qu'une étroite banlieue pour territoire. Ils se contentaient d'occuper les côtes et s'éloignaient rarement de la mer. « C'est que la mer était la véritable patrie des Hellènes; ils ne se sentaient réellement forts qu'en y touchant, et ils n'osaient pas se risquer loin d'elle dans l'aventure de conquêtes continentales étendues. Plusieurs siècles devaient s'écouler encore avant que l'hellénisme conçût la pensée d'une entreprise comme celle d'Alexandre. » Ils furent plus audacieux en Italie. Dès le premier jour, ils se jetèrent hardiment dans l'intérieur des terres et ils en firent la conquête. Il est probable qu'ils trouvèrent peu de résistance : les anciens habitans du pays, qui étaient peut-être de leur race, acceptèrent aisément leur domination. C'est seulement plus tard qu'en voulant avancer toujours, ils vinrent se heurter à ces rudes montagnards italiotes qui n'étaient pas disposés à se soumettre. Ils rencontrèrent les Lucaniens et les

(1) La grotte existe toujours au *Monte-Sant'Angelo*, et on la visite toujours avec dévotion. Seulement, depuis le ve siècle de notre ère, l'archange saint Michel a remplacé Calchas dans la vénération des pèlerins.

Samnites, et derrière eux les Romains, qui n'eurent pas beaucoup de peine à devenir leurs maîtres. En attendant, les peuples qui s'étaient soumis à eux, probablement sans combat, furent associés à leur prospérité; le commerce répandit l'aisance dans tout le pays; jamais les champs n'y furent mieux cultivés, la richesse plus générale, la population plus nombreuse. On nous dit que Sybaris parvint à réunir des armées de trois cent mille combattans, et Crotone, sa rivale, ne devait guère avoir moins de soldats, puisqu'elle finit par être victorieuse.

Les Grecs ne se contentèrent pas de soumettre le pays, ils parvinrent à l'assainir : c'est leur plus belle victoire. Ils n'avaient pas eu grand'peine à vaincre les hommes, il leur fut sans doute plus difficile de combattre la nature et de la dompter. M. Lenormant fait remarquer que, dans les légendes qu'on racontait au sujet de la fondation des villes grecques en Italie, il est souvent question d'un démon ou d'un monstre qui dévore les habitans, qui exige d'eux un tribut de victimes humaines jusqu'au jour où quelque héros en triomphe et le tue. Ce démon, c'est la *malaria* qui décima ceux qui, les premiers, s'établirent sur ce sol empesté et essayèrent de le défricher. Ils finirent pourtant par être victorieux, à force de peine, en desséchant les marais, en donnant aux eaux un meilleur régime. Mais le monstre n'était pas mort. Lorsqu'au commencement du moyen âge, le malheur des temps fit négliger les anciens travaux, il reprit possession de son domaine et, depuis ce temps, il y règne en maître. Si l'on veut que ce pays reprenne son ancienne prospérité, il faut recommencer la lutte contre le fléau des anciens âges et le poursuivre sans repos. Dans ces beaux et terribles climats, la nature ne cède à l'homme qu'à la condition qu'il ne se fatigue jamais de la combattre. C'est sans doute ce que voulait exprimer Virgile quand il comparait le travail du laboureur à celui d'un marinier qui remonte avec sa barque un courant rapide. Il faut qu'il rame toujours; pour peu qu'il s'arrête, le fleuve l'emporte et il perd en un moment tout le fruit de sa peine passée.

Au milieu de cette population vaincue, sur ce sol assaini et devenu fertile sans danger, les Grecs élevèrent de grandes cités dont les historiens antiques nous parlent avec la plus vive admiration. Rome aussi a couvert le monde de ses colonies; c'était sa politique d'envoyer ses citoyens pauvres fonder partout des villes qui sont devenues souvent fort importantes. Les colonies romaines ont parfaitement accompli l'œuvre à laquelle on les destinait : elles ont assuré la tranquillité de l'univers et civilisé les nations barbares. C'est un grand service rendu à l'humanité; mais il faut aussi remarquer qu'elles n'ont jamais été que d'assez pâles reflets de la métropole. Elles vivaient de sa vie, les yeux toujours sur elle, attendant le mot

d'ordre et l'impulsion. Elles lisaient ses livres, copiaient ses modes, jouaient ses pièces sur leurs théâtres. Organisées de la même manière, animées du même esprit, elles se ressemblent toutes, et il n'en est presque aucune, dans leur longue durée, qui se soit fait une fortune à part et qui ait pris une physionomie particulière. Tout se confond et se perd dans l'unité du grand empire. Les colonies grecques ont un caractère bien différent. Sans doute elles n'oublient pas du premier coup leur origine; la race et les habitudes se retrouvent dans leurs premières institutions. Suivant qu'elles sont ioniennes ou doriennes de naissance, elles se donnent d'abord une constitution aristocratique ou préfèrent la démocratie. Mais elles ne tardent pas à s'émanciper. Le rameau détaché devient arbre et porte ses fruits. Désormais elles existent par elles-mêmes et se développent en liberté; chacune d'elles suit sa voie, chacune a son histoire. Elles donnent naissance à de grands écrivains, à de grands peintres; elles possèdent des écoles de philosophie, un théâtre, une poésie, un art qui leur appartiennent; race vraiment merveilleuse de souplesse et de fécondité, en qui la vie surabonde, qui se retrouve partout tout entière et peut se transplanter dans tous les pays sans perdre ses dons naturels.

Je ne veux pas refaire, après M. Lenormant, l'histoire des villes de la Grande-Grèce; ceux qui veulent la connaître n'ont qu'à lire son livre; il en a dit à peu près tout ce que nous pouvons en savoir. Cependant il y en a trois, dans le nombre, dont la destinée fut si brillante et qui ont tellement dépassé les autres qu'il est difficile de n'en pas dire un mot : c'est Tarente, Sybaris et Crotone.

Tarente, bâtie par les Doriens de Sparte au fond du golfe qui porte son nom, fut longtemps la plus importante des cités grecques de ce pays. Sa puissance lui vint de son heureuse situation, qui la rendait l'intermédiaire entre la Grèce et l'Italie, et de la sûreté de son port, qui attirait chez elle tous les vaisseaux qui naviguaient sur ses côtes. C'est ainsi qu'elle devint un des entrepôts du commerce de l'ancien monde. Mais elle supporta mal son bonheur. C'est, du reste, une remarque que nous aurons à faire au sujet de toutes les cités de la Grande-Grèce. Leur histoire est à peu près semblable et, après avoir grandi de même, elles ont fini de la même façon. Honnêtes tant qu'elles restent pauvres, actives, industrieuses lorsqu'elles ont leur fortune à faire, la richesse les a toutes gâtées. On s'aperçoit bien, au peu de résistance qu'elles opposent, que la race admirable dont elles sortent ne possède pas cette moralité solide qui maintient un peuple dans le devoir et lui fait vaincre la plus dangereuse de toutes les épreuves, celle de la prospérité. C'est ainsi qu'avec la fortune la corruption s'est bientôt glissée dans les villes grecques et les a mises à la merci d'un maître; mais elle semble

avoir pris dans chacune d'elles un caractère particulier. Quoiqu'elles soient à peu près toutes également corrompues, chacune a son vice préféré qui la distingue des autres. Ce qui a surtout perdu Tarente, c'est son goût effréné pour les jeux scéniques. Les Romains, encore barbares et qui ne connaissaient d'autre divertissement que les courses de chevaux, ne revenaient pas de leur surprise quand ils voyaient les Tarentins passer leur vie au théâtre, y tenir leurs assemblées politiques, et décider de la guerre ou de la paix dans le lieu même où ils applaudissaient leurs comédiens. M. Lenormant pense qu'on peut savoir quel était le genre de pièces qui leur causait un plaisir si vif. Il a remarqué que les vases peints qu'on retrouve dans le pays reproduisent presque toujours les mêmes sujets, et il est tenté de croire que ces sujets sont ceux qu'on représentait d'ordinaire sur le théâtre : ne voyons-nous pas que chez nous les tableaux d'auberge et de cabaret sont très souvent empruntés au roman ou au drame en renom? Si cette conjecture est fondée, on peut croire que les Tarentins aimaient à rire et qu'ils se plaisaient à voir jouer de grosses farces dont les dieux faisaient ordinairement les frais; ils y sont représentés dans les situations les plus équivoques et traités avec une irrévérence qui ne laisse pas d'étonner quand on songe qu'à Tarente, comme ailleurs, la comédie faisait partie du culte. Mais on pensait que les dieux ne se fâchaient pas pour si peu et, suivant le mot de Platon, « qu'ils aimaient la plaisanterie. »

Malheureusement pour Tarente, tandis qu'elle faisait ses délices de ces pièces burlesques et perdait son temps à les écouter, les peuples rudes et pauvres de l'Italie, tentés par ses richesses, attaquaient ses frontières: il lui fallait se défendre. A la rigueur, avec de l'argent, on pouvait lever des mercenaires, mais elle manquait de généraux; on n'en formait plus dans cette ville amollie. Elle se résignait ordinairement à les aller chercher en Grèce. Là, il n'était pas difficile d'en trouver. Dans ce pauvre pays, déchiré de discordes, en proie à des révolutions périodiques, où les villes voisines se faisaient entre elles des guerres perpétuelles, où dans chaque cité les partis se combattaient sans trêve, où le vainqueur d'un jour était vaincu et banni le lendemain, il y avait sur toutes les routes des généraux sans soldats, des chefs de faction dépossédés, des rois disponibles. A la première invitation, ils s'empressaient d'accourir, et comme il se trouvait parmi eux de vaillans officiers et des politiques habiles, ils remportaient souvent la victoire et rétablissaient les affaires de ceux qui les appelaient à leur secours. Le malheur est que des gens pareils sont souvent plus lourds à leurs alliés qu'à leurs ennemis. Non-seulement il se faisaient payer très largement leurs services, mais une fois établis dans le pays et maîtres de la situation, s'ils trouvaient la place bonne, ils ne parlaient plus de la

quitter; après s'être donné beaucoup de mal pour les faire venir, il fallait en prendre encore plus pour les renvoyer.

Parmi ces chercheurs d'aventures qui se mirent à la solde de Tarente se trouve le roi Pyrrhus, qui eut l'honneur de vaincre d'abord les Romains à Héraclée. M. Lenormant, qui a traversé le pays où se livra la bataille, profite de l'occasion pour la décrire, et comme Pyrrhus dut surtout la victoire à ses éléphans, il va au-devant de notre curiosité en nous apprenant ce que nous souhaitons savoir sur la façon dont on employait ces animaux et sur les services qu'ils pouvaient rendre. L'emploi des éléphans dans les armées grecques était nouveau. C'est Alexandre qui, dans son expédition de l'Inde, comprit le parti qu'on pouvait en tirer et en ramena plusieurs centaines que ses généraux se partagèrent après sa mort. Ils figurèrent pour la première fois avec éclat à la bataille d'Ipsus, que le roi de Macédoine Antigone livra à Seleucus Nicanor. Seleucus, qui comptait beaucoup sur eux, en avait réuni un très grand nombre, et les flatteurs d'Antigone, pour le tourner en ridicule, l'appelaient « le grand éléphantarque. » Seleucus leur dut pourtant la victoire, et les quatre cents éléphans qu'il mit en ligne écrasèrent l'armée de son rival.

Pyrrhus, qui assistait à la bataille, avait été très frappé de la fameuse charge des quatre cents éléphans de Seleucus. Aussi voulut-il à toute force en avoir quand il partit pour l'Italie, et quoiqu'il fût léger de fortune et riche seulement d'espérance, il parvint à s'en procurer soixante. C'est sur eux qu'il comptait pour vaincre Rome, et son espoir d'abord ne fut pas trompé. M. Lenormant fait très bien comprendre d'où vient le grand effet que cet animal produisait dans les batailles. « C'est par le choc de sa masse, dit-il, qu'il était surtout redoutable; les Grecs le comprirent vite et en général ils évitèrent de le surcharger de la sorte de tour de bois que les Indiens avaient inventé de placer sur son dos et où montaient trois ou quatre soldats armés d'arcs et de javelots. En revanche, ils s'étudièrent à lui cuirasser la poitrine pour renforcer l'impénétrabilité de sa peau et à allonger ses défenses avec des pointes d'acier aiguisées. Avant d'engager ces animaux, on avait soin de les enivrer avec du vin aromatisé pour augmenter leur élan et les pousser jusqu'à la fureur. Une charge d'éléphans était irrésistible pour une infanterie combattant à la façon des hoplites grecs et formée en ordre profond et compact. La phalange dont ils parvenaient à aborder le front était inévitablement rompue, écrasée sous leurs pieds, et jetée dans un désordre irréparable... Ce sur quoi comptaient le plus ceux qui faisaient usage des éléphans à la guerre, c'était l'effet moral que produisait leur attaque. Il fallait, en effet, des troupes singulièrement aguerries et solides, des cœurs exceptionnellement

trempés pour attendre de pied ferme le choc d'une ligne serrée de ces colosses du règne animal s'avançant d'un trot pesant et régulier comme des montagnes vivantes, avec une force d'impulsion qui semblait irrésistible. Aussi s'efforçait-on d'augmenter leur apparence bizarre et terrible par la façon dont on les caparaçonnait avec des housses rouges et de grands panaches. On leur peignait le front et les oreilles en blanc, en bleu, en rouge, car on avait remarqué que, quand les éléphans entrent en fureur, ils dressent leur trompe et étalent d'une manière effrayante leurs larges oreilles, et on voulut, en revêtant ces parties de couleurs éclatantes, les rendre plus apparentes et en augmenter l'effet. » Les Romains n'en avaient jamais vu avant la guerre de Pyrrhus, et ils ne possédaient pas même dans leur langue un mot pour les désigner. Ils les appelèrent d'abord des bœufs de Lucanie, du pays où ils les avaient pour la première fois rencontrés. A Héraclée, les chevaux prirent peur en face de ces bêtes monstrueuses qu'ils ne connaissaient pas ; les légionnaires eux-mêmes furent effrayés, et Pyrrhus remporta la victoire. Mais ce n'était qu'une surprise, et des gens de cœur comme les Romains devaient bientôt se rassurer. Curius Dentatus, à Bénévent, imagina de placer devant la ligne de bataille un rideau de tirailleurs chargés de harceler et d'effrayer les éléphans. On vit alors ces formidables animaux, que leur état d'ivresse rendait sourds à la voix de leurs conducteurs, rebrousser chemin brusquement, se retourner contre leur propre armée, l'écraser sous leurs pieds et la mettre en déroute. Pyrrhus, à qui ses victoires, qui lui coûtaient si cher, ne donnaient pas beaucoup de confiance, perdit tout à fait courage quand il se vit vaincu, et revint au plus vite en Épire, abandonnant à la colère des Romains les Tarentins, ses malheureux alliés, qui payèrent pour eux-mêmes et pour lui.

Sybaris fut peut-être plus puissante encore que Tarente, mais sa puissance dura très peu. C'était une colonie d'Achéens, qui, à peine établie sur le sol de l'Italie, se trouva assez forte pour envoyer elle-même des colonies autour d'elle. Le secret de ce développement rapide, c'est qu'elle n'avait pas le patriotisme étroit des autres Grecs et leur vanité jalouse, qui leur faisait éloigner d'eux les étrangers. Au contraire, elle les accueillait volontiers et en faisait vite des citoyens. Aussi regorgea-t-elle bientôt d'habitans. Elle avait, nous dit-on, dans ses temps les plus prospères, 9 kilomètres de tour et comptait cent mille citoyens, indépendamment des femmes, des enfans et des esclaves. Elle était alors très active et fort laborieuse : il y eut un moment où les Sybarites se donnaient la peine de travailler ! Ils y étaient bien forcés pour vivre. La plaine au milieu de laquelle s'élevait leur ville était un marécage ; il fallait le dessécher au plus vite ou se résigner à périr de la fièvre. Ils se mirent

résolûment à l'œuvre. Un système ingénieux de canaux écoula vers la mer toutes les eaux de la plaine. Ces canaux étaient navigables et servaient à porter les denrées du pays aux navires, qui les attendaient dans le port. Le territoire assaini était devenu merveilleusement fertile : Varron affirme que le blé y produisait au centuple. On y récoltait aussi du vin et de l'huile d'excellente qualité ; les forêts de la Sila, dans le voisinage, donnaient des bois recherchés pour les constructions navales ; on exportait en grande quantité des laines, des cuirs, de la cire, du miel. Enfin les habitans de ces riches contrées, qui étaient intelligens autant qu'industrieux, eurent l'idée d'accorder l'exemption des droits d'entrée à certaines marchandises précieuses : c'était, comme on dirait aujourd'hui, créer un port franc, et par ce moyen attirer tout le mouvement commercial chez soi. Il ne faut donc pas s'étonner que le commerce et l'agriculture aient donné à ce pays une prospérité incroyable ; mais la prospérité, comme on l'a déjà vu, amena vite avec elle la corruption.

Les Sybarites paraissent avoir été encore plus corrompus que les Tarentins. Ils ont chez nous une fort mauvaise réputation, et leur nom seul est une injure. Il en était de même dans l'antiquité, et « mener la vie de Sybaris » voulait dire vivre dans la mollesse et la débauche. Les griefs que les historiens adressent aux Sybarites sont nombreux et graves. D'abord ils poussaient plus loin que les Asiatiques mêmes le luxe du mobilier et du vêtement. Ils n'admettaient pas qu'un homme qui se respectait pût porter autre chose que des étoffes en laine de Milet, couvertes de broderies somptueuses. Je renvoie au livre de M. Lenormant ceux qui voudraient connaître la description de ce manteau brodé d'or que le Sybarite Alcisthène avait fait exécuter sur commande par les plus fameux métiers de l'Asie pour le porter un jour à la fête de Junon Lacinienne. C'était la merveille du genre. Qu'il suffise de savoir que Denys de Syracuse, l'ayant trouvé plus tard dans le trésor de Crotone, le vendit aux Carthaginois pour une somme qui équivalait au moins à 2 millions de notre monnaie. Les Sybarites étaient aussi de grands buveurs qui avaient inventé des procédés ingénieux pour boire longtemps sans perdre la raison, et surtout des gourmets déterminés. Ils regardaient les festins comme des actes capitaux de la vie de la cité ; aussi avaient-ils pris l'habitude, pour en rehausser la solennité et donner le temps de s'y préparer sérieusement, de faire les invitations un an à l'avance. C'était un concours : ceux qui donnaient les meilleurs dîners recevaient des couronnes d'or comme récompenses nationales. Le même honneur était décerné aux cuisiniers qui s'étaient le plus distingués dans ces grandes occasions. S'ils avaient inventé un plat nouveau, l'état leur accordait le privilège d'exploiter seuls leur découverte pendant un an : c'est le commen-

cement des brevets d'invention (1). On racontait d'eux beaucoup d'autres choses encore, mais il ne m'est pas possible d'épuiser le sujet, et « la vie de Sybaris » allait beaucoup plus loin qu'on ne peut décemment le dire.

On en a tant dit que M. Lenormant s'est demandé s'il n'y avait pas quelque exagération dans ces reproches amoncelés, et il est tenté de croire que les Sybarites n'étaient pas tout à fait aussi coupables qu'on le prétend. Leur malheur est d'être tombés dans les mains des rhéteurs et des moralistes, gens qui ont moins de souci de dire la vérité que de faire de belles phrases. Il fallait à tous ces prédicateurs de vertu des vicieux bien constatés contre lesquels on pût s'emporter impunément; les Sybarites ont payé pour tous. Ils sont devenus pendant des siècles le thème obligé de toutes les déclamations d'école. Quelquefois on leur a prêté des vices imaginaires; le plus souvent on s'est contenté de tourner à mal des actions en elle-même indifférentes et de leur faire un crime de ce qui nous paraît en somme assez innocent. On s'indigne, par exemple, de ce qu'ils allaient à leurs maisons de campagne en voiture au lieu de s'y rendre à pied. Cette action ne semble pas fort coupable aujourd'hui, et M. Lenormant pense que la seule conclusion qu'on peut tirer de ce reproche, c'est qu'ils avaient su établir dans leur territoire de bonnes routes carrossables, ce qui n'était pas habituel chez les Grecs. On les tance aussi très vertement, on les accuse d'être efféminés, parce qu'ils avaient imaginé de protéger leurs rues contre les rayons du soleil en prolongeant des deux côtés les toits de leurs maisons. Ce grief n'est pas plus grave que l'autre, et je crois que ceux qui traversent à midi, dans l'été, les larges boulevards et les vastes places que les architectes de nos jours ont la manie de percer dans les vieilles villes italiennes sous prétexte de les mettre à la mode, seront bien tentés d'absoudre les Sybarites, de les regarder comme des gens de bon sens, qui comprenaient ce qui convient aux villes où le soleil fait rage. Il n'y a pas de raison non plus de leur en vouloir beaucoup d'avoir relégué les métiers bruyans dans les faubourgs. Je leur pardonne même, je l'avoue, la défense qu'ils faisaient de garder dans les maisons des coqs qui réveillent au milieu de la nuit ceux qui veulent dormir; ce sont là des règlemens de bonne police qu'on observe partout aujourd'hui. M. Lenormant explique aussi d'une façon fort ingénieuse un proverbe qui

(1) Un de ces mets, inventés par les Sybarites, a passé chez les Romains et y a joui d'une grande renommée parmi les gourmets de l'empire. C'est ce qu'on appelait le *garum*, sorte d'assaisonnement ou de sauce, composé de laitances de maquereaux confites à la saumure, puis délayées dans du vin doux et de l'huile. M. Lenormant pense que ce condiment devait ressembler à l'*anchovy's sauce* si apprécié des Anglais. Horace aimait beaucoup le *garum*.

avait cours chez eux et dont les gens vertueux des autres pays affectaient de paraître fort scandalisés. « Si vous voulez vivre longtemps et vous bien porter, disaient les Sybarites, ne voyez jamais le lever ni le coucher du soleil. » Est-ce un précepte de mollesse, comme on le prétend, et veut-on dire qu'il faut donner la plus grande partie du jour au sommeil? M. Lenormant n'y voit qu'un aphorisme d'hygiène fort sage, et il recommande à tous ceux qui s'arrêteront sur l'emplacement de Sybaris de le méditer et de le suivre. Dans ces pays dangereux, ce sont les brouillards du matin, c'est le serein du soir qui donnent surtout la fièvre. Le meilleur moyen de l'éviter, c'est de rester chez soi quand le soleil se couche et quand il se lève. Peut-être entre-t-il un peu de bienveillance dans cette explication; mais d'ordinaire on traite si sévèrement les Sybarites, on cherche de tous les côtés, on prend de toutes mains tant de prétextes pour les accuser qu'on peut bien leur être indulgent une fois sans crime.

Sybaris ne tomba pas sous les coups de Rome, comme Tarente. C'est dans une lutte fraternelle qu'elle périt. Les Grecs avaient apporté dans leur nouvelle patrie leurs défauts comme leurs qualités. Parmi ces défauts, il n'y en avait pas de plus grave que cet esprit de rivalité et de jalousie, ces haines de voisinage, ces querelles de famille qui les ont toujours divisés et qui ont fini par les perdre. Dans la Grèce nouvelle, comme dans l'ancienne, les cités passaient leur temps et usaient leurs forces à se chicaner, à se combattre. Elles se détestaient plus entre elles qu'elles ne haïssaient leurs ennemis naturels. Leurs luttes intestines avaient ce caractère particulier d'acharnement qui distingue les inimitiés des frères, et quand une d'elles était victorieuse, elle traitait plus durement sa rivale vaincue que ne l'aurait fait l'étranger. Les Romains avaient de cruelles injures à venger contre Tarente, cependant ils la laissèrent vivre, et, grâce à leur générosité, elle existe encore. Après la défaite de Sybaris, les habitans de Crotone voulurent qu'il n'en restât pas même un souvenir. Ils commencèrent par raser les murailles et renverser les monumens, puis ils détournèrent le cours du fleuve Crathis et le firent couler sur la cité détruite. Le fleuve fit si bien son office qu'on cherche aujourd'hui la place où s'élevait la grande ville. M. Lenormant, qui croit l'avoir trouvée et qui la désigne avec beaucoup de précision, demande que sur cet emplacement on entreprenne des fouilles et affirme qu'elles seront fécondes. Je lui laisse la parole; je veux citer ce passage de son livre où respire tant d'enthousiasme et d'espérance : on ne saurait donner trop de publicité à ces nobles exhortations. Qui sait? elles tenteront peut-être les gouvernemens ou les particuliers, s'il en reste, qui sont décidés à se mettre en frais pour l'antiquité.

« Nous sommes certains, dit-il, de l'endroit où la magnifique et noble Sybaris dort, depuis vingt-quatre siècles, sous l'herbe luxuriante des prairies, couverte de l'épais linceul d'alluvions qui n'en laisse plus apparaître au jour un seul vestige. Malgré cette absence de toute ruine extérieure, c'est à coup sûr qu'on peut y ouvrir le sol pour la chercher. Elle est là, sur cet emplacement si bien délimité, et ne peut être nulle part ailleurs. Seulement les fouilles y demanderaient des frais énormes. Il s'agit en effet d'aller chercher le sol antique sous 5 ou 6 mètres au moins de limon, bien au-dessous du niveau actuel du sol, dans un terrain où l'on rencontre l'eau à 1^{m},75 de profondeur. Aucun travail n'y est donc possible sans installer des pompes à vapeur fonctionnant constamment pour épuiser les tranchées. Mais aussi quels merveilleux résultats attendent celui qui aura le courage d'entreprendre cette tâche herculéenne! Quelles que soient les sommes à dépenser, on peut tenir pour assuré qu'on n'aura pas à les regretter. De tous les lieux dont l'exploration archéologique reste encore à faire, celui où elle donnera les résultats les plus sûrs et les plus capitaux, je n'hésite pas à le dire, est Sybaris. La destruction de cette ville a été si brusque qu'elle peut se comparer à celle des villes ensevelies par le Vésuve dans son éruption de l'an 79. La haine des Crotoniates a renversé les édifices de la cité proscrite, mais cette destruction même ainsi opérée en a mis les débris à couvert des ravages ordinaires du temps. La précaution prise par les destructeurs pour faire disparaître promptement les ruines qu'ils avaient faites sous le limon apporté par le fleuve a été aussi conservatrice que la pluie de cendres du volcan de la Campanie. Elles ont échappé par là à ce lent anéantissement qui attend toutes les ruines que l'on peut exploiter en guise de carrières. C'est un véritable Pompéi du VIIIe au VIe siècle avant l'ère chrétienne qui est enfoui sous la maremme où serpente lentement le Crati. Et c'est même trop peu de dire un Pompéi, car il ne s'agit plus seulement là d'une petite ville de troisième ou quatrième ordre, mais bien de la plus grande et plus riche cité de l'époque. Une civilisation tout entière, encore imparfaitement connue, sortira de ces ruines. Ce sera une véritable résurrection qui la prendra au point même où elle avait atteint son plus haut degré de développement, et cela sans aucun mélange des âges postérieurs. Le sol de Sybaris, sous la pioche de ses excavateurs, rendra le tableau complet de la culture grecque dans les siècles où précisément elle commença à avoir conscience d'elle-même et à prendre une physionomie propre. Peut-il y avoir quelque chose de plus intéressant pour l'histoire? Songeons que les temples de Pæstum sont un des types les plus justement admirés de l'architecture grecque dans ce qu'elle a de plus curieux et de plus grandiose. Or ces temples ne sont

que ceux d'une ville secondaire, colonie de Sybaris, et le plus beau de tous a été élevé dans le temps où Posidonie en dépendait et devait en recevoir ses artistes. Que doivent donc être ceux de la métropole? Il y a certainement, sous les couches d'alluvion qui recouvrent Sybaris, des temples aussi gigantesques que ceux de Sélinonte, qui gisent renversés, mais sans qu'aucun débris ait pu en être distrait. Voilà ce que des fouilles poursuivies sur une grande échelle dans la vallée du Crati restitueront au jour, ce qui viendra récompenser les efforts et les dépenses de ceux qui les entreprendront! »

La dernière des villes grecques de l'Italie dont je veux dire un mot est Crotone, la rivale heureuse de Sybaris. Quoiqu'elle ait été puissante et glorieuse, le souvenir de Pythagore est à peu près le seul qu'elle nous rappelle aujourd'hui. Pythagore est resté pour nous un des plus grands noms de l'antiquité; par malheur, ce n'est guère qu'un nom. D'ordinaire, ces grands personnages du passé nous sont inconnus parce qu'on ne nous a pas assez parlé d'eux; ce qui fait au contraire qu'il est difficile de connaître celui-ci, c'est qu'on en a trop parlé. Sa gloire survécut à la catastrophe qui dispersa son école; dans les siècles qui suivirent, elle alla toujours en grandissant. Comme on connaissait peu sa vie, on lui fit, selon l'usage, une existence imaginaire qu'on embellit de toutes sortes de récits merveilleux. Quand le paganisme fut menacé par une religion nouvelle, il comprit qu'il ne pouvait se défendre qu'en imitant un peu sa rivale; il lui fallait aussi des saints qu'il pût proposer à la vénération de ses fidèles. Par malheur, il n'en avait guère, et, pour s'en procurer quelques-uns, il dut les emprunter aux sciences, à la philosophie, à l'histoire : c'étaient des sages auxquels on prêta quelques aventures miraculeuses pour en faire des saints. Pythagore était parfaitement propre à jouer ce rôle. On savait que sa philosophie avait un caractère religieux très prononcé; il croyait à un Dieu unique et trouvait moyen d'accommoder cette croyance avec le culte des mille divinités du polythéisme; il était très préoccupé des destinées de l'âme après la vie; il pratiquait une morale pure, élevée, austère; il avait exercé un grand pouvoir sur les hommes et les avait dominés par l'ascendant de la vertu. C'était un homme enfin dont l'ancien monde pouvait être fier et qui faisait bonne figure même en face de la religion nouvelle. On n'eut pas beaucoup à faire pour qu'il devînt un personnage tout à fait extraordinaire, un bon démon, un héros, un envoyé des dieux, une incarnation d'Apollon. Les prodiges qu'on lui prête ressemblent beaucoup à ceux dont les saints de l'église chrétienne sont gratifiés dans leur légende : il apaise les flots, il calme les vents, il détourne la grêle, il guérit les malades, il annonce l'avenir, il lit dans la pensée de ses

ennemis et dévoile leurs projets coupables. Comme saint Paul, il est mordu par une vipère sans en éprouver aucun mal; comme saint François d'Assise, il apaise et convertit par sa parole un ours furieux; comme saint François Xavier, il prêche en même temps dans deux pays que la mer sépare. Sa vie, écrite par Jamblique et d'autres platoniciens, devient tout à fait un supplément à la Légende dorée.

Qu'y a-t-il donc de vrai dans ce qu'on nous conte de lui? Est-il possible de dégager de ce fonds merveilleux la physionomie réelle de Pythagore? M. Lenormant l'a essayé après beaucoup d'autres, mais il est clair que, dans des recherches si incertaines, on ne peut jamais arriver tout à fait à se satisfaire. Ce qu'il y a de plus surprenant dans Pythagore, ce qui fait l'originalité de sa vie et de son œuvre, c'est qu'il soit sorti des spéculations pures où ses prédécesseurs s'enfermaient volontiers pour essayer de mener les hommes, et qu'il ait passé de la direction d'une école au gouvernement d'un état. Zeller fait remarquer qu'il y avait quelque temps déjà, quand Pythagore parut, que la philosophie grecque faisait effort pour devenir pratique (1), que les poètes gnomiques, qui sont des philosophes à leur manière, donnaient des préceptes pour la vie ordinaire, que non contens d'enseigner à l'homme son devoir, comme simple particulier, ils touchaient aux affaires publiques, qu'ils recommandaient aux citoyens la justice, la modération, le respect des magistrats, l'obéissance aux lois, vertus que ne pratiquaient guère les républiques de ce temps. C'est évidemment de cette tendance que sortit l'école de Pythagore. On ne sait pas au juste les raisons qui l'engagèrent à quitter la Grèce propre et à s'établir à Crotone. Ce n'était certes pas la vertu des habitans, car on nous dit qu'à ce moment Crotone était presque aussi corrompue que Tarente et que Sybaris. Elle ne résista pas pourtant à la parole du sage. On raconte que les Crotoniates l'écoutèrent avec faveur et se montrèrent disposés à se convertir. Mais voici en quoi consista surtout la nouveauté de son entreprise et ce qui en fit le grand succès: pour que sa réforme fût solide et que l'effet de sa parole pût durer, il eut la pensée de réunir dans une vie commune ceux qu'il avait ramenés à la vertu. Il pensait qu'on se soutient, qu'on se contient l'un par l'autre, quand on vit plus rapproché; il voulait aussi que son association fût une sorte de règle et de prédication vivante qui enseignât aux profanes leur devoir par l'exemple. C'est ainsi que naquit l'institut pythagorique, dont les anciens nous ont parlé avec une

(1) Voyez la *Philosophie des Grecs* de M. Éd. Zeller, dont M. Boutroux a traduit le premier volume. Le dessein de Zeller est de prouver que Pythagore n'a rien emprunté à l'étranger et que son œuvre, dans son caractère et ses origines, est toute grecque. M. Lenormant est moins affirmatif, et il me semble qu'il a raison.

si vive admiration. On n'y était reçu qu'après de longues épreuves, on y vivait ensemble dans la pratique des mêmes études et l'exercice des mêmes vertus; les associés portaient le même costume, ils étaient assujettis à des abstinences rigoureuses, ils faisaient vœu d'obéir. La parole du maître ne devait pas être discutée, et toute opposition cessait devant ce mot : « Il l'a dit. » Voilà le premier couvent qui ait été fondé en Italie, six siècles avant le Christ, et il y obtint d'abord un très grand succès. En face de Sybaris, où régnaient tous les vices, Crotone donna l'exemple de toutes les vertus. Tandis que leurs voisins ne pouvaient pas supporter la vue d'un laboureur qui cultivait son champ et craignaient de prendre une courbature rien qu'en regardant un ouvrier travailler, les Crotoniates se remirent à la gymnastique, à la palestre, et ces exercices rendirent à leur race toute sa vigueur. Nulle part les athlètes n'ont été plus nombreux qu'à Crotone, et elle a donné naissance au célèbre Milon, qui fut un disciple dévoué de Pythagore.

Les mœurs publiques corrigées, l'institut étendit son influence sur la politique. M. Lenormant croit qu'en apparence les pythagoriciens ne changèrent pas l'ancienne constitution de la ville; ils laissèrent subsister le sénat, composé de mille citoyens, qui était censé gouverner la cité; seulement, à côté du sénat, une réunion de trois cents adeptes, la fleur de la secte, qu'on appelait le *synédrion*, menait les affaires; sans avoir de titre officiel, ils possédaient réellement la puissance. Le gouvernement fut ainsi concentré dans les mains de quelques personnes. Il est probable que Pythagore, comme tous les philosophes grecs, avait peu de goût pour la démocratie et qu'il aimait mieux Sparte qu'Athènes. Il installa donc à Crotone un régime tout à fait aristocratique. Mais ce régime ne dura que quelques années. La violence faite aux instincts et aux habitudes de ce peuple était trop forte; son amour pour les plaisirs, sa passion d'indépendance et d'égalité devaient bientôt se réveiller. A la suite d'une révolution, le parti populaire reprit le pouvoir et il se vengea par des cruautés inouïes de toute l'impatience que lui avaient causée ces prêcheurs de vertus. Les pythagoriciens furent poursuivis dans les rues, brûlés dans leurs conventicules, et l'on chassa du pays tous ceux qui parvinrent à échapper aux premières fureurs du peuple. Crotone, rendue à la démocratie, ne tarda pas à retomber dans ses anciennes mœurs, et quand vint l'heure des dangers, elle ne trouva plus assez de force pour résister aux Romains.

III.

On vient de voir à quel point l'histoire des villes de l'Italie méridionale se rattache à celle des Grecs; il serait aisé de montrer qu'elle

intéresse presque autant Rome que la Grèce. Les Romains, comme on sait, sont un peuple formé de l'union de plusieurs peuples. Autour de ce petit noyau latin qui fut le centre et le cœur du vaste empire, que de races différentes sont venues successivement se grouper! Quoique la grande cité qui est née de cette fusion ait su se faire une physionomie originale et qu'elle ne ressemble tout à fait à aucune autre, on distingue pourtant en elle, quand on regarde bien, les qualités qu'elle tient de ses divers ancêtres. La science a essayé de dire ce qu'elle a pris des Sabins, ce qu'elle doit aux Étrusques. Les Grecs aussi ont fourni leur part au mélange, et il est facile de voir qu'ils ont largement contribué à la formation de l'esprit romain. Personne ne le conteste : on a seulement prétendu que, dans les premières années, la Grèce n'avait pénétré à Rome que par l'intermédiaire des Étrusques; c'est une erreur : elle y entra directement et sans avoir besoin de prendre ce chemin détourné. Ce furent, on n'en peut pas douter, ces marins de la Grande-Grèce qui, avec leurs marchandises, répandirent dans la ville naissante leurs usages, leurs opinions, leurs idées. Il n'est pas vrai sans doute, comme le prétendaient quelques vieux annalistes, que Numa ait étudié à Crotone, sous la direction de Pythagore, et qu'il en ait rapporté ses règlemens et ses lois; mais il est sûr que Rome s'est mise de très bonne heure à l'école des Grecs, et que ces marchands audacieux qui débarquaient dans tous les havres de l'Italie furent ses premiers maîtres. Nous savons aujourd'hui d'une manière certaine qu'elle a pris l'alphabet dont elle s'est toujours servi aux Grecs de Cumes ; elle a dû leur emprunter beaucoup d'autres choses. C'est d'eux qu'elle tient toutes ces légendes qui ont si profondément modifié sa vieille religion ; c'est de là qu'a coulé ce que Cicéron appelle « non pas un petit ruisseau, mais un fleuve d'idées et de connaissances » qui a fécondé l'Italie. On peut donc dire qu'aussi loin qu'on remonte dans ces temps reculés, on trouve les Grecs italiotes entretenant avec les Romains des rapports assidus et les initiant à leur civilisation. S'il en est ainsi, il faut bien se résoudre à faire entrer l'histoire de la Grande-Grèce dans celle de Rome.

A partir des guerres puniques, les villes grecques de l'Italie sont soumises aux Romains : dès lors elles n'ont plus d'histoire : elles s'effacent et disparaissent dans la grande unité. La lumière se concentre sur la capitale de l'empire et il n'en tombe plus sur les provinces que quelques pâles rayons. On aimerait pourtant à savoir jusqu'à quel point la Grande-Grèce, qui avait exercé tant d'influence sur Rome, a subi la sienne à son tour, ce qu'elle a conservé de son ancienne patrie et ce qu'elle a pris à ses nouveaux maîtres, si elle s'est tout à fait *latinisée*, ou si elle est toujours restée

grecque au fond. Cette question, intéressante par elle-même, le devient encore plus parce qu'elle sert à résoudre un problème d'histoire assez important, dont il faut que nous disions un mot.

On sait que les armées de Justinien, conduites par de grands généraux, Bélisaire et Narsès, arrachèrent pour quelque temps l'Italie aux barbares, et que même après qu'elles eurent perdu la plus grande partie de leurs conquêtes, elles gardèrent les pays du Midi et s'y établirent pour plusieurs siècles. A ce moment, la Grande-Grèce redevient ce qu'elle était mille ans auparavant; elle se détourne de Rome et reprend l'habitude de regarder du côté de l'Orient; elle se remet à parler son ancienne langue, elle fournit, comme autrefois, à la littérature grecque des historiens, des poètes, des écrivains distingués. Pour expliquer ce qui semble un réveil de l'hellénisme dans ces contrées, il s'est formé une théorie qui paraît d'abord très séduisante, et que Niebuhr a autorisée en l'adoptant. On a tort, dit-on, de prétendre que la Calabre est redevenue grecque sous les Byzantins: elle n'avait jamais cessé de l'être. Depuis le VIIIe siècle avant notre ère que les vaisseaux achéens ou doriens abordèrent sur ces rivages, on y a toujours parlé grec. La domination romaine a glissé sur elle sans l'entamer; entre l'époque de Pythagore ou d'Archytas et celle des exarques et des catapans il n'y a pas eu d'interruption; ce qu'on regarde comme un réveil de l'hellénisme au moyen âge est tout simplement la suite naturelle d'une civilisation antérieure. « Cet hellénisme a donc vécu pendant vingt siècles d'une vie entièrement indépendante, sans rien emprunter au monde byzantin; il possède ainsi une antiquité et une noblesse qui le rendent bien supérieur à celui de la Grèce, dégénérée par la longue et déprimante domination d'un césarisme bâtard. »

Il est naturel que les savans du pays aient adopté très volontiers et qu'ils défendent avec passion un système qui flatte singulièrement leur orgueil national. Par malheur, il ne soutient pas l'examen, et l'histoire lui est tout à fait contraire. C'est ce que prouve M. Lenormant dans une des parties les plus intéressantes et les plus nouvelles de son ouvrage. Il montre que, sous la domination romaine, le pays était devenu tout à fait romain. On y parlait latin quelques années avant l'arrivée de Bélisaire, lorsque Cassiodore vint se fixer dans la ville de Scylacium (aujourd'hui Squillace) pour y finir ses jours. Le monastère qu'il y fonda était établi sur le modèle de ceux de saint Benoît; les églises de la contrée suivaient le rit romain, les évêques étaient soumis à celui de Rome. La Grèce ne semblait être dans le pays qu'un souvenir effacé. Quelque temps après, tout est changé. La ville a pris un nom grec, elle s'appelle Skyllax; les églises relèvent du patriarche de Constantinople; à la place du monastère de Cassiodore, qui est détruit, on en a bâti un autre, qui est dédié à

saint Grégoire le Thaumaturge, un saint tout à fait oriental, et qui suit la règle de saint Basile. Ainsi un grand changement s'est produit d'une époque à l'autre, et nous voyons, pour ainsi dire, la Grèce qui revient prendre possession des pays qu'elle avait perdus. Il est donc vrai de prétendre que la Calabre, qui était romaine sous les Romains, est redevenue grecque au commencement du moyen âge; et M. Lenormant ajoute, ce qui complète sa démonstration, qu'elle l'est redevenue peu à peu. Il nous fait suivre pas à pas les progrès de l'hellénisme chez elle. C'est seulement au xe siècle que l'œuvre fut achevée; il ne reste plus alors dans ces contrées aucune trace de la domination de Rome, et l'Italie du Midi est tout à fait grecque de cœur, comme de mœurs et de langue (1).

Mais ici un doute se présente à l'esprit : si les faits se sont passés comme on vient de le dire, n'est-on pas forcé de modifier les idées qu'on a d'ordinaire sur l'empire byzantin? Peut-on croire qu'un empire qui est parvenu à reconquérir un pays où Rome avait mis sa main puissante et à y effacer cette empreinte qui partout ailleurs est éternelle, fût vraiment aussi faible, aussi usé qu'on le suppose, et ne faut-il pas admettre qu'il possédait une force de propagande, de vitalité, d'assimilation qui rappelle l'hellénisme des temps classiques? M. Lenormant ne recule pas devant cette conséquence; il soutient que rien n'a été plus mal jugé des Occidentaux que l'empire grec de Constantinople. « Par une fortune bizarre, dit-il, deux ordres de préjugés aussi aveugles l'un que l'autre se sont trouvés d'accord pour le travestir : les préjugés catholiques exagérés, vivant sur de vieilles rancunes et des malentendus qui remontent aux croisades, et ne pouvant pas admettre la puissance de vie spirituelle et civilisatrice qu'a su conserver, au travers de toutes ses vicissitudes, une église séparée de l'unité romaine; les préjugés philosophiques du XVIIIe siècle, incapables de comprendre un empire chrétien avant tout, et presque ecclésiastique, où les grandes questions de théologie agitaient profondément les esprits, où les évêques et les moines ont toujours tenu un rang prépondérant. » C'est ainsi qu'on était arrivé à regarder l'empire byzantin comme le dernier terme de l'affaissement moral et de l'imbécillité sénile.

Aujourd'hui, grâce aux travaux des érudits hellènes, de Paparrigopoulos, de Zambellis, de Sathas, on commence à lui rendre plus

(1) Il faut remarquer que la langue qu'on parlait en Italie au moyen âge et qui nous est conservée dans les diplomes et les coutumes de ce temps, celle dont on se sert encore à Bova, dans la Calabre, et dans certains villages de la terre d'Otrante n'est pas la langue d'Hérodote et de Platon; c'est celle du bas-empire, quelque chose qui ressemble au romaïque d'aujourd'hui. M. Zambellis l'a prouvé dans un ouvrage publié à Athènes en 1864 et que cite M. Lenormant.

de justice. On s'aperçoit que ce peuple grec du moyen âge qu'on nous représente comme incapable d'un effort viril a eu, dans sa longue existence, des époques incomparables d'énergie guerrière; on lui sait gré d'avoir été pendant neuf cents ans le rempart toujours armé, toujours résistant de l'Europe chrétienne contre les Slaves, les Bulgares et les musulmans; on remarque enfin que, pendant les siècles les plus sombres du moyen âge, Constantinople n'a pas cessé d'être un foyer de civilisation, dont l'éclat a plus d'une fois rayonné sur les contrées occidentales. Il n'y a donc pas lieu d'être surpris qu'au VIIIe et au IXe siècles, quand les barbares se disputaient l'Europe, il ait eu assez de force pour conquérir à sa langue, à ses mœurs, à sa religion, à son génie l'Italie méridionale et qu'il ait pu 'arracher à l'influence latine.

Je n'irai pourtant pas jusqu'à dire qu'on ait jamais été Romain sur les côtes de la Calabre comme on l'était dans le Latium. Je crois qu'à l'époque même où ce pays subissait sans protester l'influence de Rome, quand il en imitait les usages et en parlait la langue, il n'était pas devenu tout à fait étranger à son ancienne patrie. Le Grec se montrait quelquefois encore sous ce Romain de fraîche date. Certaines qualités, et surtout certains défauts, rappellent en lui son origine. Le poète Stace, un Napolitain, qui aimait Naples avec passion, montre de quelle manière l'esprit des deux peuples pouvait se réunir dans une même personne. Par momens, dans sa *Thébaïde*, il a la vigueur et l'âpreté du génie de Rome; il est raide et violent comme Lucain, et quand il nous décrit Capanée escaladant les murs de Thèbes ou la mort de Tydée, on croirait lire *la Pharsale*. D'autres fois il est élégant, souple, amolli comme le plus habile des alexandrins. La société napolitaine, qu'il nous fait entrevoir dans ses *Silves*, est curieuse aussi à observer : ce sont en général des gens d'esprit qui aiment la nature, les arts, la poésie, qui vivent heureux dans de magnifiques villas, où ils ont rassemblé des statues précieuses, des tableaux de maîtres, où ils font de petits vers maniérés à leurs momens perdus. Surtout ils se tiennent loin des fonctions publiques, où leur naissance et leur fortune semblent les appeler. L'empereur a beau se fâcher et froncer le sourcil, on ne les verra pas venir à Rome pour être questeurs ou édiles et entrer dans le sénat. Ce pays semble inspirer à ceux qui l'habitent le goût des loisirs délicats, l'amour du repos. Naples est toujours pour les Romains la paresseuse Naples, *otiosa Neapolis;* ce que viennent chercher à Baïes, à Pompéi, à Stabies, au bord du Sarnus, près de la mer, tous ces grands seigneurs fatigués, c'est le calme, l'oisiveté, *otia Sarni*. Par malheur, alors comme toujours, l'oisiveté était la mère des vices. Tout ce pays avait une mauvaise réputation auprès des Romains sévères; ils prétendaient qu'il était difficile

de résister aux charmes amollissans du climat, que c'était un séjour malsain pour la vertu, que les hommes y perdaient leur énergie, que les femmes y étaient encore plus exposées et que, « s'il y venait quelquefois des Pénélope, il n'en sortait jamais que des Hélène. » Le romancier Pétrone, voulant placer ses héros, des fripons, des débauchés dans un milieu qui leur convienne, les fait voyager dans la Grande-Grèce; il pense que là les aventures qu'il leur prête, si légères qu'elles soient, ne paraîtront pas invraisemblables. Quand ils approchent de Crotone, un paysan qu'ils rencontrent leur dit : « Mes bons amis, si vous êtes d'honnêtes négocians, fuyez au plus vite; mais si vous appartenez à ce monde plus distingué qui sait mentir et tromper, vous pouvez venir, votre fortune est faite. Songez qu'ici on n'a nul souci des lettres, que l'honneur et la probité n'obtiennent ni récompense ni estime. La population entière est divisée en deux classes, les dupeurs et les dupes. Cette ville où vous allez entrer ressemble tout à fait à une campagne ravagée par la peste, où l'on ne voit que des cadavres qui sont dévorés et des corbeaux qui les dévorent. » Crotone, comme on voit, ne se souvenait plus guère des leçons de Pythagore. Tarente était toujours « la molle Tarente, » et les Sybarites avaient un grand nombre d'héritiers. Évidemment cette corruption de mœurs était un legs du passé : dans ce pays devenu romain, la Grèce avait laissé son empreinte.

De nos jours même, après tant de révolutions, tant d'accidens de toute sorte, ne pourrait-on pas la retrouver? Ne reste-t-il rien de la Grèce dans ces provinces qui ont subi tant de dominations diverses? M. Lenormant s'est posé cette question en divers endroits de son livre et il a tenté de la résoudre. Il fait remarquer d'abord qu'il y a quelque chose que les révolutions ne parviennent pas tout à fait à modifier et qui leur survit : c'est l'aspect extérieur et la configuration du pays lui-même. Dans les endroits où les champs sont restés en culture, la Grande-Grèce doit offrir presque le même aspect qu'au temps où elle était habitée par les Grecs. On retrouverait, en cherchant un peu, les sites où Théocrite a placé la scène de quelques-unes de ses églogues, cette vallée de l'Aisaros où Corydon donnait à ses génisses une belle brassée d'herbe fraîche, et, dans celle du Néaithos, « la place où croissent la bugrane, l'aunée et la mélisse à la bonne odeur. » M. Lenormant n'est même pas éloigné de croire que les pâtres modernes ressemblent assez aux bergers antiques, et il nous fait de cette ressemblance un tableau curieux : « Parfois, dit-il, un troupeau de chèvres noires et sèches se repose à l'abri des broussailles de lentisques qui envahissent le fond des ravins ou bien broute, sur la crête des collines, un gazon ras

et à moitié brûlé. Le pâtre qui les garde a l'air aussi sauvage qu'elles; avec la peau de mouton ou de chèvre jetée sur ses épaules, et sa longue houlette, dont la forme est celle de la crosse de nos évêques, on croirait voir le Lacon ou le Comatas de Théocrite. Dans les vers de ce poète, les bergers des flancs de la Sila ont la même apparence farouche. Debout, au sommet d'une crête, j'en remarque un qui dessine son profil sur l'azur du ciel dans une attitude fière et naturellement noble qui rappelle la sculpture ancienne. Entouré de ses chèvres, il tire d'une sorte de chalumeau grossier des mélodies d'un accent étrange et mélancolique; jouant pour lui-même et absorbé par sa propre musique, il semble ne rien voir autour de lui, et le train passe sans qu'il retourne la tête pour le regarder. » M. Lenormant ne nous dit pas si les femmes de la Grande-Grèce sont aussi belles que du temps où Zeuxis choisit, entre toutes les filles de Crotone, cinq jeunes vierges qui devaient lui servir de modèles pour son tableau d'Hélène, mais il remarque quelque part qu'elles s'en vont portant des fardeaux sur leur tête « avec l'harmonieuse attitude et la fière allure des canéphores antiques. » Les rapprochemens avec l'antiquité grecque reviennent à l'esprit partout dans ce pays qui est resté grec si longtemps et il est difficile de s'y soustraire. Je me souviens qu'un jour je rencontrai, aux environs de Pompéi, sur la route de Nocera, deux paysans presque nus, coiffés de ce chapeau de paille pointu que les sculpteurs anciens placent sur la tête de Mercure. Ils marchaient l'un devant l'autre et tenaient chacun sur l'épaule l'extrémité d'un bâton d'où pendait une cruche pleine d'eau. Je songeai aussitôt à une petite terre cuite dont on trouve plusieurs exemplaires dans les ruines des cités antiques, et qui servait, dit-on, d'enseigne à des marchands. C'étaient les mêmes personnages, les mêmes costumes, les mêmes attitudes: il me sembla voir le bas-relief qui marchait.

Faut-il aller plus loin? Peut-on savoir s'il reste quelque chose qui rappelle la Grèce, non-seulement dans certains usages des habitans, mais dans leur esprit et leur caractère? Ce malheureux pays a été visité par tant de peuples étrangers, le sang et la race y sont si mêlés qu'il est peut-être téméraire de vouloir remonter si haut. Je me suis pourtant demandé plus d'une fois s'il ne tenait pas des Grecs cet esprit de particularisme étroit, ces jalousies et ces haines de clocher qui le divisent encore. On a vu combien les villes grecques se détestaient entre elles et avec quelle cruauté elles se traitaient les unes les autres, quand elles étaient victorieuses. Sybaris rasa la ville ionienne de Siris et en massacra les habitans, elle fut à son tour impitoyablement détruite par les Crotoniates. De même, au moyen âge, les gens de Tursi, une petite ville de la Calabre, ayant

pris Anglona, leur voisine, y mirent si bien le feu qu'il ne resta plus une seule maison debout, à l'exception de l'église. Aujourd'hui encore on dit que divers quartiers de Tarente ne peuvent pas se souffrir, et que les ouvriers de la rue centrale échangent volontiers des injures et des coups avec les pêcheurs de la *strada Garibaldi*. Mais les Grecs n'ont probablement rien à faire en ceci. Ce particularisme est un vieux défaut de l'Italie entière qui disparaît lentement depuis qu'elle ne forme plus qu'un royaume. On est plus tenté de retrouver quelque influence grecque dans ce goût que les gens de l'Italie méridionale ont toujours témoigné pour la philosophie. Cette contrée où fleurirent Pythagore et Archytas est la patrie de saint Thomas d'Aquin, de Giordano Bruno, de Campanella, de Vico. M. Taine, en 1864, fut frappé de voir le nombre des étudians qui se pressaient à une exposition de *la Phénoménologie* de Hegel, et avec quelle aisance ils paraissaient se jouer au milieu de ces abstractions obscures. « On peut se demander, ajoutait-il, si l'aliment qu'ils prennent est bien choisi et si des esprits nouveaux peuvent s'assimiler une pareille nourriture; c'est de la viande mal cuite et lourde; ils s'en repaissent avec un appétit de jeune homme, comme les scolastiques du XIIe siècle ont dévoré Aristote, malgré la disproportion, avec danger de mal digérer ou même d'étrangler. Un étranger fort instruit, qui vit ici depuis dix ans, me répond qu'ils comprennent naturellement les raisonnemens les plus difficiles et toutes les dissertations allemandes. » Il se pourrait bien aussi qu'il y eût quelque héritage du passé dans le caractère qu'a pris la dévotion chez les Italiens du Midi. Les Grecs de ces contrées étaient fort dévots et nous savons que les mystères avaient chez eux une grande importance, surtout ceux de Bacchus. Les gens d'aujourd'hui le sont bien plus encore et d'une façon qui nous paraît très singulière. Il faut lire la description que fait M. Lenormant des églises de Tarente et de Catanzaro. Il montre les murs des chapelles en renom tapissés d'*ex-voto* de cire qui représentent la partie du corps dont on a obtenu la guérison. « Passe encore lorsqu'il s'agit seulement de têtes, de bras, de jambes, ou même de rachis plus ou moins tordus, le tout de grandeur de nature; cela n'est que bizarre. Mais que dire de ces exhibitions de poitrines de femmes avec les seins coloriés au naturel? » Ce qu'on peut en dire, c'est que l'usage est fort ancien. On a trouvé, près d'un temple de Capoue, des dépôts où ces reproductions des divers membres du corps humain, toutes de grandeur naturelle, se comptaient par milliers. Si les *ex-voto* dont on couvre les murailles paraissent fort étranges, les statues qu'on place sur les autels sont encore plus extraordinaires. On voit là des images d'un réalisme incroyable, ornées de bijoux, affublées d'étoffes

précieuses, peintes au naturel. « La Vierge triomphante est en robe de bal de satin blanc et bleu, décolletée, coiffée en cheveux et couverte de pierreries fausses, en diadème, en collier, en broche, en pendans d'oreilles, en bracelets. La Vierge de douleurs est vêtue de moire antique noire, les cheveux épars sur les épaules, tenant à la main un mouchoir garni de dentelles qu'elle porte à ses yeux avec l'attitude d'une prima-donna d'opéra qui chante une romance de désespoir. » Ne peut-on pas soupçonner que cette dévotion matérialiste n'est qu'une tradition des temps païens?

Quand on a lu l'ouvrage de M. Lenormant, non-seulement on connaît le passé et le présent de la Grande-Grèce, mais on peut en préjuger l'avenir. Ce malheureux pays, à ce qu'il lui semble, est appelé à des destinées meilleures. Il abonde en richesses naturelles qui n'ont pas été exploitées depuis des siècles ; il possède une population sobre, énergique, laborieuse; surtout il est admirablement situé pour prendre une part importante au commerce de la Méditerranée. Quelques indices, relevés avec soin par M. Lenormant, semblent indiquer qu'il s'y prépare et qu'il cherche à se remettre dans les conditions qui lui ont été si favorables autrefois. Du temps des Grecs, les villes importantes étaient placées près du rivage; c'est de là que leur vint la fortune. La plaine assainie, cultivée, donnait aux habitans d'admirables récoltes et la mer leur permettait de les échanger avec les produits des autres peuples. La vie s'est déplacée au moyen âge. La mer alors, c'était le danger : les pirates musulmans arrivaient à l'improviste, et avant qu'on songeât à leur résister, ils pillaient les maisons, enlevaient les hommes et les femmes, qu'ils allaient vendre sur les marchés d'esclaves. Pour leur échapper, on quitta la plaine, qui redevint un désert malsain, et l'on se réfugia sur les montagnes voisines. Là, du haut du nid d'aigle où l'on s'était retiré, derrière de bonnes murailles solidement fermées, on pouvait guetter de loin une voile ennemie et se mettre en défense. Un mouvement contraire est en train de s'accomplir aujourd'hui, et c'est le chemin de fer des Calabres qui en a fourni l'occasion. De Tarente à Reggio, il court presque toujours le long du rivage, ramenant l'agitation et la vie à ces terres désertes. Autour de la gare, quelque temps isolée, des maisons se sont peu à peu groupées; leur nombre augmente tous les jours ; les villes commencent à descendre de leurs hauteurs pour s'établir de nouveau dans les plaines et se rapprocher de la mer : la mer sera pour elles le chemin de la fortune, comme elle l'était du temps des Grecs.

GASTON BOISSIER.

L'ART DE LA NATURE

ET LA

FINALITÉ ESTHÉTIQUE

SELON LE SPIRITUALISME CONTEMPORAIN

I. Félix Ravaisson, *Rapport sur la philosophie en France au* XIXe *siècle. — De l'Habitude. — Essai sur la Métaphysique d'Aristote.* — II. Jules Lachelier, *du Fondement de l'induction. — De Natura syllogismi.* — III. E. Boutroux, *de la Contingence des lois de la nature.* — IV. Paul Janet, *les Causes finales.*

Il est une école qui ramène au beau le vrai et le bien. C'est dans l'esthétique et dans l'art qu'elle cherche les premiers principes de la science comme de la conduite; les lois de la logique et de la morale ne sont pour elle que l'abstraction du beau, qui est la seule réalité. L'induction, sur laquelle repose toute connaissance de la nature, est pour cette école une sorte de poésie cherchant à pénétrer le sens de l'univers; la science est une esthétique éprise d'harmonie et de beauté. Savoir, c'est créer comme la nature crée, dessiner comme elle dessine, peindre comme elle peint, chanter comme elle chante, penser comme elle pense; et le bien consiste à vouloir comme elle veut. L'interprétation d'une œuvre d'art inspirée doit être aussi une inspiration, et de même qu'en une certaine mesure il faut devenir Homère pour bien comprendre Homère, il faut devenir la nature pour la saisir par la pensée et pour la suivre par la volonté : *sequere naturam.* Cachée derrière ses voiles, Isis invite ses enfans à deviner, à reproduire ses traits, et, pour cela, à regarder au plus profond d'eux-mêmes : chez celui qui aura conçu, réalisé l'image la plus ressemblante, elle reconnaîtra son vrai fils, et quel sera-t-il ? Celui qui l'aura représentée la plus belle.

Telle est la thèse que, sous des formes diverses, soutiennent les moralistes esthéticiens.

Rien n'est beau que le vrai, dit un vers respecté,
Et moi je lui réponds, sans crainte d'un blasphème :
Rien n'est vrai que le beau, rien n'est vrai sans beauté (1).

Un métaphysicien profond de notre époque, qui, d'accord avec le poète, voit dans la beauté non-seulement le signe de la moralité, mais celui de la vérité même et surtout de la vérité philosophique, s'est efforcé de montrer dans l'esthétique le fond caché de la science comme de la morale. S'inspirant à la fois d'Aristote, de Leibniz, de Kant et de Schelling, M. Ravaisson arrive à cette conclusion que « la beauté, et principalement la plus divine et la plus parfaite, contient le secret du monde (2). » Que de choses qui, pour le savant, s'expliquent, comme le croyait Leibniz, par des principes d'ordre, de symétrie, d'harmonie, et conséquemment de beauté! On a pu créer une géométrie supérieure en cherchant dans la symétrie la dernière raison des théorèmes et en ramenant les propriétés scientifiques des figures aux exigences d'un dessin esthétique; la géométrie est une peinture réduite à ses linéamens primitifs, et l'espace dans lequel le géomètre combine ses constructions est comme la toile sur laquelle l'artiste agence ses figures idéales. « A voir, dit quelque part M. Ravaisson, les découvertes récentes d'une géométrie sublime, qui nous montre dans la variété des formes dont l'étendue est susceptible des métamorphoses de la forme la plus simple, et pour principe unique de ces métamorphoses une loi typique en quelque sorte et primordiale d'harmonie et de beauté, je ne sais s'il ne se trouvera point que la dernière et radicale raison de toute mathématique, qui se confond avec l'activité créatrice, est ici et comme partout le bien et le beau. » Les propriétés des nombres, qui ravissaient Pythagore, sont aussi des lois de symétrie, dont Fermat découvrit, comme on sait, quelques-unes parmi les plus importantes. Dans les phénomènes de la cristallisation et dans ceux de l'organisation, bien des choses paraissent également s'expliquer par des corrélations de symétrie. Enfin, dans l'histoire naturelle, vouloir comprendre les organes par leur seule utilité, c'est, selon le spiritualisme, prêter à la nature des vues purement utilitaires; c'est oublier que, le plus souvent, elle semble chercher le beau pour le beau et faire de l'art pour l'art. A plus forte raison, la morale ne saurait-elle être purement utilitaire sans aller contre cette nature même que le naturalisme veut suivre. Les partisans de la finalité esthétique sont ainsi amenés à voir, non pas seulement dans la volonté et la moralité humaine, mais même dans la nature, la recherche spontanée ou réfléchie la réalisation plus ou moins inten-

(1) A. de Musset, *Après une lecture*.
(2) *La Philosophie en France*, p. 232.

tionnelle de certains types ou idées directrices, c'est-à-dire de certaines formes constantes qui se reproduisent dans les êtres et déterminent leur espèce. Ce sont ces types qui, quand ils sont atteints, nous donnent le sentiment du beau. C'est sur ces types que se règlent non-seulement l'esthétique et la morale, mais même la logique et la mécanique; les causes efficientes finissent ainsi par se subordonner, selon la pensée de Leibniz, aux causes finales, et même par s'y réduire. Le monde entier, dit M. Ravaisson, est l'œuvre d'une « beauté absolue qui n'est la *cause* des choses que par *l'amour* qu'elle met en elles, » et qui conséquemment n'est « efficiente » que parce qu'elle est « finale. »

De même, selon M. Lachelier, qui a combiné les idées de Leibniz avec celles de Kant, non-seulement nous ne pouvons pas agir, mais nous ne pouvons pas même penser, raisonner, induire, sans affirmer *a priori* la finalité universelle et conséquemment l'universel empire de la beauté. « Ne craignons pas de dire qu'une vérité qui ne serait pas belle ne serait qu'un jeu logique de notre esprit, et que la seule vérité solide et digne de ce nom, c'est la beauté (1). »

(1) *Du Fondement de l'induction*, p. 92, 95, 98. Même doctrine dans la thèse de M. E. Boutroux sur la *Contingence des lois de la nature*. Rejetant l'universalité du mécanisme et des causes efficientes, encore admise par M. Lachelier conformément au kantisme, M. Boutroux tend à remplacer toutes les lois en apparence *nécessaires* par la *contingence*, qui elle-même a sa raison dans la *finalité*. « Selon cette doctrine, conclut l'auteur, les principes supérieurs des choses seraient encore des lois, mais des lois morales et *esthétiques*, expressions plus ou moins immédiates de la perfection de Dieu, préexistant aux phénomènes et supposant des agens doués de spontanéité. » (P. 192.)

Dans son livre sur *les Causes finales*, qui parvient en ce moment à sa seconde édition, M. Janet, sans aller aussi loin que les philosophes qui précèdent et sans insister autant sur l'esthétique, n'en admet pas moins, lui aussi, une finalité universelle et un art universel, qui supposent un éternel artiste. La vraie cause finale, selon M. Janet, doit se définir « un effet prévu et qui n'aurait pas pu avoir lieu sans cette prévision. » Ou du moins, si l'effet n'est pas prévu formellement, « il est prédéterminé et, en raison de cette prédétermination, il est conditionné et commande la série des phénomènes dont il est en apparence la résultante. » (*Causes finales*, page 2.) M. Janet donne pour exemple de prévision obscure ou de prédétermination « la *tendance* de toute matière organisée à se coordonner conformément à l'idée d'un tout vivant. » (Pages 7-8.) — « Il y a, conclut-il, une sorte de géométrie des êtres vivans, indépendante de la mécanique, et qui ne semble pas avoir pour but un résultat utile. La symétrie, par exemple, est certainement un des besoins de la nature vivante... La finalité de *plan* chez les êtres vivans a paru si importante à un naturaliste célèbre, M. Agassiz, qu'il a cru que la preuve de l'existence de Dieu devait être cherchée beaucoup plutôt dans le plan des animaux que dans l'adaptation des organes : c'est, à notre avis, une grande exagération; néanmoins il est certain que la création d'un type (même abstraction faite de toute adaptation) est inséparable de l'idée de plan et de but, et suppose par conséquent l'intelligence. La même loi qui nous a fait reconnaître la finalité dans toute composition régulière nous impose de la reconnaître dans le beau. La nature n'est pas plus artiste par hasard qu'elle n'est géomètre par hasard. » (*Ibid.*, 248-249.)

Les hautes et importantes doctrines que nous venons de résumer renferment deux thèses inséparables qui se prêtent un mutuel appui, l'une sur l'esthétique de la nature, l'autre sur l'esthétique des mœurs. Nous n'examinerons aujourd'hui que la première, qui est d'ailleurs la prémisse nécessaire de la seconde. Cherchons donc ce qu'il y a d'intentionnel et d'objectif, aux yeux d'une science rigoureuse, dans cette beauté que l'art de la nature semble poursuivre et nous inviter à poursuivre nous-mêmes par nos actions.

I.

Les partisans de la finalité esthétique essaient d'abord de la montrer partout dans le monde; mais la science moderne, comme nous le verrons, les oblige bientôt à la resserrer en un plus étroit espace. La voyant chassée d'un domaine, ils la replacent aussitôt dans un autre : la finalité en vue du beau et du bien recule successivement de la physique à la métaphysique, où on s'efforce de lui trouver un dernier retranchement. L'argumentation que nous avons à examiner parcourt ainsi trois degrés divers. En premier lieu, selon les partisans des causes finales, le mécanisme n'explique pas tout dans la nature au point de vue physique; en second lieu, il n'explique pas tout au point de vue métaphysique; en troisième lieu, il a besoin lui-même d'être expliqué par des considérations d'ordre ou de beauté, et ses lois, d'une nécessité en apparence brutale, trouvent dans l'esthétique leur dernière et radicale raison. Tels sont, dans leur ordre le plus systématique, les divers centres de perspective auxquels nous devons nous placer tour à tour pour voir si cette nouvelle dialectique, plus heureuse que celle de Platon, nous amènera enfin devant « la beauté suprême, » dernier terme de la science et de la morale. C'est, en effet, à l'idée de Dieu que les nouveaux platoniciens et péripatéticiens suspendent la nature et l'humanité; leur philosophie entière n'est qu'un développement de la preuve antique, et, comme dit Kant, « vénérable, » par les causes finales, en opposition à l'esprit contemporain qui fait de la perfection le terme idéal des choses et non leur principe. C'est dire que nous sommes en présence des problèmes les plus fondamentaux et les plus importans de la philosophie, qui sont aussi les plus difficiles et les plus abstraits.

Examinons d'abord s'il est vrai que, même au point de vue purement physique, le mécanisme ne puisse expliquer l'art de la nature et si la science moderne nous révèle de plus en plus, surtout dans les êtres vivans, l'empire de la finalité. M. Ravaisson, quand il publia, il y a treize ans, son admirable *Rapport sur la philosophie en France au* XIXe *siècle*, croyait voir les savans et les philosophes de notre époque

« graviter » pour ainsi dire, sans toujours s'en rendre compte, vers la doctrine des Aristote et des Leibniz, c'est-à-dire vers une doctrine de finalité et de beauté universelle. Auguste Comte, du moins dans la dernière période de sa vie, avait admis que « le supérieur explique l'inférieur. » Littré, tout en se séparant d'Auguste Comte devenu mystique, plaçait parmi les « propriétés » de la matière celle de « s'accommoder à des fins. » Claude Bernard admettait des « idées directrices et organisatrices. » M. Taine, à son tour, disait que la conservation du type est un fait dominateur « qui commande tous les autres. » C'étaient là, pour M. Ravaisson, autant de témoignages qui, joints à d'autres du même genre, lui semblèrent l'indice d'une sorte de conversion des sciences vers la métaphysique des causes finales, fond de sa propre philosophie. — Mais, à voir depuis une douzaine d'années le progrès constant des doctrines contraires, il ne paraît pas qu'on puisse espérer un prochain retour à la tradition d'Aristote et de Leibniz. Les images ou expressions finalistes empruntées par certains savans au langage vulgaire, et dont se prévaut M. Ravaisson, ne suffisent pas pour constituer une adhésion, même implicite, aux causes finales, pas plus que le « fluide positif et le fluide négatif » des électriciens, simples formules artificielles, n'impliquent l'existence de causes occultes, pas plus que « l'attraction universelle » de Newton n'implique un réel attrait des planètes pour le soleil. C'est le fond des doctrines scientifiques, et non leur forme, qu'il faut considérer. Or, la science moderne tend de plus en plus à remplacer la finalité par le mécanisme.

La finalité, en effet, telle que semble la révéler l'art de la nature, peut être de deux sortes : elle a en vue ou l'utile ou le beau. L'objet principal de cette étude est la finalité en vue du beau, non celle qui a pour but l'utile; malgré cela, la première ne se comprend pas sans la seconde. Nous devons donc dire d'abord quelques mots de l'utilité que la nature semble poursuivre.

Le mot d'utilité est ambigu : il peut désigner une utilité intentionnelle, un avantage qui n'existe que parce qu'on l'a pris pour but; il peut aussi désigner une utilité non prévue, simple résultante mécanique du jeu de forces indépendantes. Dans ce second cas, ce n'est pas l'idée du but qui a produit la disposition des parties, mais chaque partie, agissant pour elle-même et comme si elle était seule, a contribué sans le savoir à la production d'un ensemble qui n'avait pas été prévu : l'adaptation de chaque partie à ses conditions d'équilibre propre suffit pour produire l'équilibre général. De même, dans les êtres vivans, la science moderne explique de plus en plus le concert de l'ensemble par l'action et la réaction des parties, dont chacune agit pour soi, tire tout à soi, ne sent et ne veut primitivement que soi. L'égoïsme de chaque cellule produit le *con-*

sensus de l'organisme, comme, dans un lac, le mouvement particulier de chaque goutte d'eau vers le centre de la terre produit le niveau général de la surface. La finalité en vue de l'utile fait donc place à ce que Cuvier appelait déjà, avec Lamarck, le principe des « conditions d'existence; » et qu'est-ce que ce principe, sinon une des mille formules dans lesquelles peut se traduire, comme en des équations algébriques successives, le principe de l'universelle causalité ou du pur déterminisme? Point d'effet possible sans les conditions qui le rendent possible et que, par une sorte de mirage, nous convertissons en moyens prévus.

Si les naturalistes contemporains parlent encore du *but* d'un organe et de l'harmonie qui relie les organes entre eux selon le type de l'espèce, ils n'entendent plus par là rien de mystérieux, rien d'analogue à la cause finale proprement dite, rien de prévu ou de prédéterminé dans une intelligence quelconque : il s'agit simplement de corrélation mécanique entre les organes. Supposez un cadre mobile dont les baguettes, attachées deux à deux, peuvent cependant pivoter sur leur attache : si vous inclinez un des côtés, les autres s'inclinent nécessairement et forment un losange au lieu d'un carré; le parallélisme n'en subsiste pas moins entre les côtés, et si deux des angles s'élargissent, les deux autres, comme par une utile compensation, diminuent d'autant : la figure demeure donc harmonique dans toutes ses variations. De même pour les organes: ils varient *en fonction* les uns des autres; leur réciprocité et leur utilité mutuelles résultent d'une mutuelle nécessité qui les lie l'un à l'autre mécaniquement, comme la hauteur du mercure dans un baromètre est liée à la hauteur de la colonne atmosphérique. Si donc il y a dans les organes un caractère d'*utilité* ou mieux de *nécessité* par rapport à la vie même, c'est parce qu'ils sont des conditions d'existence; mais cette utilité qu'offre un organe, et qui le met en harmonie avec le tout, n'est réellement aux yeux des savans qu'une « propriété » du même ordre que les autres, puisqu'elle consiste simplement dans un rapport de cause à effet, géométriquement réductible au parallélogramme des forces. Ce n'est pas, selon l'expression inexacte et malheureuse de Littré, la propriété de s'adapter « à des fins, » mais c'est simplement celle de s'adapter à des causes, c'est-à-dire de subir l'action fatale du milieu. Si l'objection de M. Ravaisson est valable contre la première expression, elle tombe devant la seconde. Supposons qu'en présence d'une multitude d'arbres abattus par l'ouragan un enfant s'étonne de voir les plus gros rester seuls debout; lui expliquera-t-on ce fait par les intentions du vent ou par celles des arbres? On se contentera de lui dire que les troncs les plus larges ont résisté parce qu'ils étaient les plus forts; de même, dans la lutte des êtres animés pour la vie, ceux qui ont

résisté sont ceux qui avaient les organes les mieux adaptés à cette lutte même. M. Ravaisson ne parle point de Darwin ni de sa grandiose conception du monde; il eût été intéressant d'examiner si elle n'est pas un moyen d'exclure définitivement toute finalité des sciences physiques et naturelles.

On nous objectera que la finalité en vue de l'utile n'est pas la seule, que les nécessités de l'existence ne paraissent pas tout expliquer dans la nature, qu'il y a des régularités, des symétries, des proportions, des beautés qui non-seulement ne semblent pas du *nécessaire,* mais paraissent du *superflu.* Nous répondrons que ce superflu cache, au contraire, les nécessités les plus profondes et les plus primordiales. De même que nous avons vu la science moderne réduire l'apparente finalité de la nature en vue de l'utile au principe de Cuvier sur la corrélation des organes, c'est-à-dire sur les « conditions d'existence, » de même nous allons voir l'apparente finalité de la nature en vue du beau s'expliquer par le principe de Geoffroy Saint-Hilaire sur les symétries anatomiques. La gloire ultérieure de Darwin a peut-être trop fait oublier l'influence de Geoffroy Saint-Hilaire sur le développement présent des sciences naturelles. On sait que ce dernier reprochait à Cuvier de n'avoir considéré dans les organes que leur utilité pour les fonctions de la vie, conséquemment leurs formes et leurs usages, et d'avoir ainsi conservé dans la science une apparence de finalité. De la considération des *fonctions* de l'être, qui est encore superficielle, il faut passer à celle de ses *matériaux,* qui est bien plus profonde. Les organes, disait Geoffroy Saint-Hilaire, ne sont pas seulement des *instrumens* utiles ou nécessaires à la vie, ils sont avant tout des *pièces* ou parties matérielles d'un mécanisme anatomique, qui s'engrènent comme les roues d'une machine et ne peuvent pas plus se déplacer ou se transposer que ces roues. En d'autres termes, l'être vivant, végétal ou animal, a nécessairement une structure anatomique dans laquelle les diverses parties ont une situation déterminée et constante, quel que soit d'ailleurs leur usage. De là, pourrait-on ajouter, ces figures géométriques régulières et ces proportions esthétiques qui ravissent l'artiste ou le philosophe. Par exemple, qui ne sait que dans tous les animaux vertébrés l'extrémité antérieure a un dessin uniforme et se compose de quatre parties dont les situations réciproques sont toujours les mêmes, toujours *connexes* géométriquement et mécaniquement? Ce sont l'épaule, le bras, l'avant-bras, et un dernier tronçon qui peut prendre des formes très diverses. Chez certains animaux, il forme la main, chez d'autres la griffe, chez d'autres l'aile, chez d'autres la nageoire, etc. « Un organe peut être transformé, atrophié, anéanti même, jamais transposé. » Un organe a beau par-

fois devenir inutile, comme les vestiges de pattes chez le boa, d'épaule chez l'orvet, de doigts et d'ongles chez certains oiseaux, cet organe reste toujours à sa place symétrique, tant il est vrai que l'utilité ultérieure des parties n'est pas tout et qu'il faut considérer d'abord leur place mécaniquement nécessaire et fixe dans la structure générale de l'être. C'est alors, souvent, que l'inutile prend l'apparence d'une recherche du beau. Émerson remarque, dans un de ses essais, que ce que la nature a jadis créé afin de pourvoir à un besoin devient ensuite un ornement; il cite en exemple la structure d'un coquillage de mer ; les organes qui, à une certaine période de sa croissance, ont été la bouche, se trouvent à une autre période rejetés en arrière et deviennent des nœuds ou des épines dont le coquillage est paré. M. Spencer, généralisant cette remarque, montre que l'utile devient beau quand il a cessé d'être utile (1). Cette beauté n'est donc au fond que du nécessaire devenu superflu.

La loi en quelque sorte utilitaire de Cuvier sur la corrélation des fonctions, — encore invoquée journellement par la philosophie classique, quoiqu'elle ne témoigne rien en faveur des causes finales, — est une loi dérivée et secondaire; les fonctions résultent surtout du *milieu* auquel les organes ont dû s'approprier : ainsi, le vol de l'oiseau tient à l'air, la natation du poisson à l'eau. La loi de Geoffroy Saint-Hilaire sur la connexion des parties est primitive et plus essentielle. Esthétique en apparence, elle est en réalité toute mécanique. C'est qu'en définitive elle tient à la génération même des organes et des êtres, qui proviennent les uns des autres et se sont transmis l'un à l'autre leur structure. Tous les organes du végétal ne sont que la feuille transformée ; dans l'animal vertébré, le cerveau n'est qu'une vertèbre accrue et dominante. Un même mécanisme général se retrouve au fond de tous les êtres vivans, et l'espèce, avec son idéal distinct et prétendu spécifique de perfection ou de beauté, conséquemment sa cause finale, n'est plus aux yeux des naturalistes de notre époque qu'une résultante plus ou moins provisoire, causée par la division des fonctions entre les organes ou par l'appropriation mécanique des organes aux divers milieux. A cette théorie se rattachent les doctrines de Darwin sur l'origine et la transformation des espèces, qui réduisent plus évidemment encore à un jeu des lois mécaniques les variations en apparence esthétiques de l'art naturel, ou ce que le spiritualisme appelle les « plans » de l'art divin (2). Si donc il est vrai de dire que la nature n'est pas utilitaire *partout*, au moins d'une manière *directe*, c'est précisément parce

(1) *Essais de morale et d'esthétique*, trad. Burdeau, p. 53.

(2) « L'unité de *plan*, dit par exemple M. Janet, est aussi conforme à l'idée d'une sagesse primordiale que l'utilité des organes. » (*Les Causes finales*, p. 634.)

qu'aux yeux de la science moderne elle ne révèle pas une intelligence organisatrice, et que ses lois fondamentales sont des lois mécaniques, conséquemment mathématiques, conséquemment aussi symétriques et régulières. Quand un des philosophes distingués de l'Angleterre, M. Murphy, insiste, à l'exemple de nos esthéticiens français, sur les corrélations d'organes où la symétrie semble dominer l'utilité, il oublie que cette belle symétrie trahit la rigidité même des lois mécaniques, qui aboutissent à des relations constantes entre toutes choses, y compris les pièces des mécanismes vivans. Si ce n'est pas en vue de « l'utilité » que la poitrine de l'homme, comme celle de la femme, présente deux mamelles, c'est encore bien moins en vue de la « beauté. » La présence commune des mamelles chez l'homme et la femme indique simplement la communauté du tronc d'où sont sorties les ramifications des sexes. D'autre part, si les mamelles se sont oblitérées chez l'homme, c'est encore un effet purement mécanique produit par l'absence d'usage : tout organe non exercé s'atrophie nécessairement. La beauté est donc ici un simple résultat de l'équilibration anatomique, loin d'être un principe. Pareillement, quand M. Ravaisson voit une intention d'artiste, presque une intention morale, dans la haute géométrie et dans la beauté de ses formes primordiales, nous craignons qu'il ne confonde l'effet avec la cause, la conséquence avec le principe. La beauté est encore ici un résultat de la nécessité même et une expression du déterminisme mathématique. On peut sans doute arriver à démontrer ou à deviner des théorèmes par des raisons d'esthétique, c'est-à-dire, au fond, de régularité et de simplicité, mais c'est là une sorte de démonstration renversée dans laquelle on remonte de la conséquence au principe au lieu d'aller du principe à la conséquence. De même, il est parfois suggestif en histoire naturelle de supposer une fin et de remonter aux moyens, parce que la nécessité même des besoins chez l'être vivant oblige l'organisme à se conformer et à se conduire *comme si* une intelligence se proposait pour but ses conditions de conservation; ce qui revient au fond à dire que l'animal doit être fait de manière à subsister par l'excellente raison qu'il subsiste. Ces idées toutes subjectives d'utilité prévue ou de beauté voulue sont alors des fils conducteurs et comme des artifices de logique, par lesquels nous renversons l'ordre des choses pour le remonter en sens inverse. En même temps nous humanisons la nature en substituant le subjectif à l'objectif par une sorte d'anthropomorphisme scientifique, dont le vrai savant n'est pas plus dupe qu'il ne l'est de l'avantage provisoire des classifications artificielles.

Les objections de M. Ravaisson, de M. Janet et des autres philosophes spiritualistes à la théorie qui explique le dessin harmonieux

des organismes par une simple évolution mécanique peuvent se réduire à quatre principales. En premier lieu, disent-ils, le caractère indéterminé du hasard, ce grand ouvrier de l'évolution et de la sélection naturelle, est incompatible avec la forme définie et le dessin déterminé des êtres. « Les figures de la nature, quelles qu'elles soient, dit M. Janet, ont des contours précis et distincts : le jeu des élémens peut-il avoir dessiné la figure humaine? » M. Janet oublie que le hasard, entendu scientifiquement, loin d'être l'indétermination, est au contraire le déterminisme absolu, car il se ramène à la nécessité mécanique : rien au fond n'est indifférent ni fortuit, puisque tout est nécessaire. Les vagues que le « hasard » brise sur les rochers ne décrivent-elles pas des fusées dont « les contours sont précis et distincts? » — Mais, dira-t-on, la complexité de la figure humaine est tout autre que celle des fusées de la mer. — Ceci nous amène à la seconde objection, qui consiste à dire que la complexité du dessin chez les êtres vivans est inconciliable avec la simplicité et la pauvreté des coups du hasard. C'est l'objection classique des lettres de l'alphabet qui, jetées sur le sol, ne sauraient composer *l'Iliade* et *l'Odyssée*. Ce vieux paralogisme consiste à supprimer les intermédiaires, à oublier que la nature agit par voie d'évolution et non par coups de dés. Le mécanisme de la nature a effectivement suffi pour produire *l'Iliade*, mais par l'intermédiaire des cerveaux humains, et ceux-ci par l'intermédiaire des animaux, des végétaux, des minéraux. De même pour la figure humaine, œuvre de l'évolution séculaire d'une série de sélections sans nombre qui ont assuré la survivance des formes les mieux adaptées au milieu. — Encore faut-il, dit M. Janet (et c'est sa troisième objection), que les organes utiles et capables de résistance préexistent : « La sélection n'a donc rien créé et ce n'est point elle qui est la cause véritable, car il fallait déjà que les organes existassent pour que la sélection les appropriât au milieu. » Ils existaient en effet, pourrait-on répondre, puisque ce sont les anciens organes qui reçoivent des appropriations nouvelles, les nageoires qui deviennent peu à peu pattes ou ailes, l'article antérieur du système articulé qui devient tête et organe directeur, etc. De plus, ces appropriations se font peu à peu et non du jour au lendemain, comme M. Janet semble le croire. L'argument que nous examinons consiste à supposer que tout sort tout d'un coup du néant ou du chaos complet, tandis qu'en réalité ce sont les formes déjà produites qui servent de matière aux formes nouvelles, et celles-ci à d'autres. Le dessin va se compliquant : les lois fondamentales sont les mêmes.

Enfin la quatrième objection, commune à M. Ravaisson et à M. Janet, c'est que « tout dessin suppose un dessinateur, que tout dessin est en même temps un *dessein, disegno.* » — Rien n'est plus

contestable que cette façon humaine de concevoir les forces de la nature; la science entière la dément. Il n'y a ni *dessein* ni *dessinateur*, dans les arabesques que trace le sable fin sur les plaques vibrantes, au contact de l'archet qui les fait frémir : chaque grain de sable bondit, retombe, prend sa place et entre dans la composition d'une figure régulière qu'il ignore, que la plaque ignore, que l'archet ignore, que personne n'a d'avance dessinée. Donnez un nouveau coup d'archet qui change les relations mécaniques des ondes vibratoires et la place des « nœuds; » aussitôt chaque personnage, je veux dire chaque grain de sable, entre dans une autre figure de danse et concourt sans le vouloir à former pour les yeux un nouveau petit monde. Ce monde est l'image du grand. Tout vibre sous l'archet de la Nécessité et tout se dispose en figures changeantes, dont les astres, les animaux, les hommes sont les nœuds passagers, les centres, soit pour des millions de siècles, pour quelques années, soit pour un jour.

Pas plus au dedans qu'au-dessus de la nature, les formes et dessins des choses n'autorisent à admettre, comme ressort du mouvement, un principe réel de beauté, une perfection réelle et immanente qui « meut les choses par l'amour qu'elle leur inspire. » M. Ravaisson relève fort bien les métaphores cause-finalières échappées à M. Littré, à M. Taine ou aux philosophes anglais; mais il se sert lui-même, dans ses raisonnemens, en faveur d'une fin intérieure à la nature, d'un terme dont il avait pourtant montré l'ambiguité et le vide, le terme de *perfection*. Il y a une perfection simplement mécanique ou dynamique, qui consiste dans l'appropriation d'un être au milieu, dans l'équilibre des forces et des conditions d'existence; M. Ravaisson la confond avec la perfection intellectuelle, esthétique, morale ou même théologique, et finit par prendre un simple résultat pour un principe ou un but. Cette confusion nous semble frappante dans sa réponse à Auguste Comte. « Considérer, ainsi que l'avait proposé Auguste Comte, le phénomène supérieur comme la raison du phénomène inférieur, précisément parce qu'il présente la perfection de ce dont celui-ci n'a que le commencement, c'est nécessairement, quoique peut-être sans s'en rendre compte, sous-entendre dans la *perfection* une *action efficace*. » Non, Auguste Comte a voulu dire seulement que l'étude de l'être achevé, complet, adapté à ses conditions d'existence et parfait en ce sens tout naturel, rend plus facilement saisissables pour le naturaliste les phases antérieures de l'évolution vitale. M. Ravaisson n'a pas pour cela le droit d'attribuer à la perfection et à la beauté une « action efficace; » il faut dire seulement que l'être mieux constitué est plus capable de vivre et conséquemment vit, engendre, se propage à travers les siècles : les conditions de la perfection sont ainsi des condi-

tions mécaniquement nécessaires d'équilibre et de persistance; par cela même, les êtres vivans tendent à prendre cet équilibre, indépendamment de toute cause finale, immanente ou transcendante, comme la balance qui oscille tend à l'immobilité de ses plateaux, comme la marée qui monte tend à son plein accoutumé. De même, si M. Taine a dit que la conservation du type est, dans les êtres animés, le « fait dominateur duquel dépendent tous les autres, » on ne peut pas immédiatement, avec M. Ravaisson, en tirer cette conséquence : « Concevoir que la *perfection, en cette qualité même*, commande, nécessite, évidemment c'est concevoir qu'elle produit le désir et par le désir le mouvement. » M. Taine aurait tort d'accepter une telle conclusion : car ce n'est pas en tant que perfection ni comme cause *finale* que l'équilibre du type commande tout le reste, c'est comme condition mécanique ou purement *efficiente* de la génération, de la persistance dans la vie et conséquemment dans la jouissance de la vie. Ce n'est point là une raison pour placer dans les cellules d'un oiseau le désir immanent de réaliser le type de l'oiseau, c'est-à-dire de former un corps à vertèbres symétriques, muni de poumons pour respirer, d'ailes pour voler, etc. Ce n'est point non plus une raison pour attribuer à l'étoile de mer, par exemple, une tendance obscure à réaliser une figure esthétique, ni pour prêter aux gouttes d'eau qui tombent des parois d'une grotte une tendance à former des stalactites aux formes élégantes. Supposez une contrée envahie tout à coup par l'ennemi et les hommes se reployant en toute hâte vers la ville voisine où ils trouveront un abri; un spectateur pourra voir d'en haut de longues files d'hommes qui, sous l'impulsion d'une même crainte, se dirigent de toutes parts vers un même centre et forment comme des rayons réguliers; sera-ce une raison pour attribuer à chacun des fugitifs le désir de réaliser une figure de géométrie régulière et parfaite comme une étoile à plusieurs rayons? Le besoin intérieur de conservation individuelle chez chacun, et la communauté des conditions d'existence extérieure chez tous seront plus que suffisans pour expliquer la convergence des directions, sans aucune intervention de l'esthétique ou de la morale.

Nous ne saurions donc admettre que M. Ravaisson, — ou d'autres éminens philosophes, tels que MM. Renouvier, Vacherot ou Janet, — ait le moins du monde réfuté les positivistes et les naturalistes, Auguste Comte, M. Taine, M. Herbert Spencer, par ses éloquentes considérations sur l'esthétique universelle. Autre est le matérialisme brut et abstrait, système insoutenable que M. Ravaisson définit comme « ramenant la pensée à la vie, la vie au mouvement, le mouvement même à un changement de relations de corps bruts et tout passifs, » autre est le naturalisme contemporain qui ramène tout à la persis-

tance de la force motrice, laquelle, vue du dedans, peut être une force sentante ; ce naturalisme dynamiste n'admet nullement pour cela une finalité intentionnelle, esthétique, morale. Dans les atomes d'Épicure placez par hypothèse une sensibilité sourde, vous n'aurez pas pour cela un épicurisme finaliste, car ce sera le sentiment agréable et immédiat de l'être qui sera primitif, et la *tendance* à l'équilibre final avec l'extérieur ne sera que dérivée. La science contemporaine, loin de réserver une place dans son domaine à la finalité en vue du beau, tend donc plus que jamais à la rejeter dans une sphère toute différente, celle de la métaphysique, et à n'admettre en son propre sein que les lois du plus inflexible mécanisme.

II.

Il y aurait peut-être un moyen de sauver, au moins dans le domaine de la métaphysique, la finalité en vue du beau et du bien : ce serait de la faire reconnaître dans les *principes* et les *lois* primordiales du mouvement, c'est-à-dire dans les fondemens mêmes du mécanisme et du dynamisme universel. Telle fut l'ambition de Leibniz et telle est aussi celle de M. Ravaisson, qui a reproduit les preuves données par Leibniz même. L'artifice de ces preuves consiste à établir d'abord que, tout fût-il explicable mécaniquement dans la nature, les lois de la mécanique ne pourraient elles-mêmes s'expliquer que par des principes *métaphysiques*, connus ou inconnus, dont la physique seule ne peut rendre compte. Ceci posé, on s'empresse ensuite de conclure que les principes du mouvement, étant *métaphysiques*, sont par cela même *esthétiques* et *moraux*.

Entre ces deux assertions il y a pourtant une énorme distance. Examinons les preuves leibniziennes, qui sont aussi dans le fond aristotéliques, et voyons si elles nous permettront de franchir l'intervalle. Pour cela, il faudrait montrer : 1° sous le mouvement la tendance ; 2° sous la tendance le désir ; 3° sous le désir l'amour, et enfin sous l'amour l'action réelle du beau ou du bien. C'est, en effet, ce que M. Ravaisson essaie de faire avec Aristote et Leibniz.

La première preuve invoquée par les spiritualistes consiste à dire que le mouvement, considéré comme un simple changement de relations dans l'étendue, ne saurait se comprendre sans la tendance ; car qu'est-ce qui fait la différence entre un corps en repos au point A et un corps en mouvement qui se trouve au même point A ? C'est qu'il y a dans le second une *tendance* à passer du point A au point B, laquelle n'existe pas dans le premier. — Tel est l'argument reproduit à plusieurs reprises par MM. Ravaisson et Lachelier, comme par Leibniz (1). On pourrait, sur ce premier point, discuter longuement.

(1) On le retrouve également dans *les Causes finales* de M. Janet.

Ne sommes-nous pas dupes d'abstractions mathématiques quand nous supposons les corps en repos? quand nous isolons ainsi un corps de l'ensemble de tous les corps composant l'univers, conséquemment de l'ensemble des lois qui déterminent la place occupée par chaque corps dans chaque point de l'espace, etc.? La vraie différence entre un corps en mouvement et un corps en repos, c'est que le premeir est seul réel et que l'autre est abstrait. Mais laissons les objections de ce genre et acceptons, à titre d'hypothèse plausible, la présence dans les corps d'un je ne sais quoi d'analogue à notre sentiment d'effort, de tension, de *tendance*. C'est là un mode de représentation commode, et le métaphysicien peut, jusqu'à un certain point, supposer qu'il existe dans la nature quelque chose d'analogue à l'effort humain ; mais comment ériger une pure hypothèse en un *principe* de métaphysique, surtout en un principe de mécanique? Cette hypothèse, quoi qu'en dise Leibniz, n'éclaire aucunement la mécanique ou la physique; en tant que telle, elle serait plutôt propre à l'obscurcir. De plus, une fois admise la supposition d'une *activité* quelconque inhérente aux êtres, il reste toujours à examiner si on peut passer de là à la finalité *esthétique* et morale.

C'est pour rendre plus facile ce passage que les disciples d'Aristote et de Leibniz, après avoir expliqué le mouvement par la tendance, font un second pas et expliquent la tendance elle-même par le *désir*. — Nouvelle hypothèse, nouvel anthropomorphisme introduit dans la métaphysique de la nature. Soit ; supposons encore qu'il y a en toutes choses du désir, ce qui est en effet la seule façon *humaine* de se représenter les opérations secrètes des choses. La question est toujours de savoir si on aura pour cela le droit de ramener le désir même à la finalité esthétique et morale. — Où il y a désir, nous dit-on, il y a un bien désiré, et ce bien, en tant qu'intelligible pour l'intelligence qui le contemple, est *beau*; voilà donc la cause finale d'Aristote et, qui plus est, la cause exemplaire ou idéale de Platon. C'est là, répondrons-nous, aller bien vite. D'abord, il aurait fallu démontrer que la tendance présuppose réellement un bien désiré au lieu d'être elle-même le principe du bien. Cette démonstration n'a pas été faite. Le désir ou besoin peut avoir son origine dans une souffrance, et cette souffrance, produite par la simple pression du milieu, n'implique aucune idée, même obscure, d'un bien intelligible ou d'une beauté quelconque. De plus, nous ne savons toujours point en quoi consiste ce bien, au cas où il existerait; or c'est là, pour la métaphysique comme pour la morale, le problème essentiel. Leibniz et ses continuateurs s'empressent de répondre que l'objet du désir est nécessairement la *perfection*, l'*absolu*, le bien suprême, la « beauté suprême; » ont-ils donc démontré que ce bien n'est pas

simplement le plaisir? En admettant que l'univers, avec tous les êtres qui le composent, ait une morale, est-il certain que cette morale soit celle des platoniciens, ou des péripatéticiens, ou des stoïciens, ou des chrétiens, et même des mystiques? Le paralogisme de ceux qui soutiennent les causes finales ou, ce qui revient au même, les causes exemplaires de Platon, nous paraît consister dans la confusion perpétuelle du *besoin* sensible avec l'*intention* intellectuelle ou volontaire. Ils croient réfuter le mécanisme universel en montrant qu'un ensemble de molécules inertes et « passives, » par exemple de petits cailloux insécables, ne saurait suffire à expliquer l'univers, et que, pour ne pas tout « réduire à l'inertie et à la torpeur, » il faut placer en tout, à quelque degré, l'activité et la vie. — Assurément, peut-on répondre, et il y faut peut-être placer encore la sensation; allons même jusqu'à supposer chez tout être des besoins, ne fût-ce que le besoin de persévérer dans l'existence; on n'a pas pour cela le droit d'ajouter que tout être a des *intentions* esthétiques ou morales. Il y a dans un tel raisonnement une solution de continuité. Encore bien moins peut-on dire que tout être soit le produit d'une intention qui lui serait supérieure, d'une *pensée* poursuivant une *fin* proprement dite, telle que la réalisation du beau et du bien. En un mot, l'universel besoin n'est point la finalité universelle, mais plutôt la face intérieure et psychologique de la nécessité universelle, ἀνάγκη.

Nous ne saurions donc trouver suffisamment établies les conclusions de Leibniz, auxquelles M. Ravaisson se rallie. « La source du mécanisme, dit Leibniz, est la *force* primitive; autrement dit, les lois du mouvement, selon lesquelles naissent de cette force les forces dérivées ou impétuosités, découlent de la perception du *bien* ou du *mal*, ou de ce qui *convient* le mieux; les causes efficientes dépendent ainsi des causes finales. » On voit comment Leibniz passe tout d'un coup de la force primitive, toujours persistante dans le monde en même quantité, et des forces dérivées qui en sont la transformation, à la *perception* du bien ou du mal. De plus, nous venons de le montrer, ce *bien* perçu ou plutôt senti peut n'être que le plaisir attaché au sentiment même de l'existence et soumis aux variations du milieu; dès lors, Leibniz n'a plus le droit de l'identifier aussitôt, comme il le fait, avec ce qui *convient le mieux*; à moins qu'il n'entende par *convenable* non pas le beau ou le bien moral, le καθῆκον et le *decorum* des anciens, mais simplement l'appropriation aux conditions d'existence et la satisfaction primitivement aveugle de la sensibilité. Tout le raisonnement des leibniziens roule donc sur l'ambiguité des termes et même sur une pétition de principe : car on invoque l'universelle tendance au plaisir pour prouver que le plaisir n'est pas l'unique fondement de la méta-

physique et de la morale; on suppose donc dans la nature le désir d'une perfection esthétique et morale qui est précisément la chose à démontrer.

De même, pour passer au troisième argument des leibniziens, l'universalité du désir et du besoin chez les êtres sentans, ou même chez ceux que nous nommons à tort inertes, peut-elle s'identifier avec « l'amour, » au sens le plus élevé de ce mot? A-t-on le droit de dire, avec Aristote, que si tout être désire, c'est que la beauté suprême est « cause de tout par l'amour qu'elle inspire? » A-t-on le droit d'ajouter encore que cet amour inspiré aux choses est précisément ce qui les rend *libres* par la spontanéité qu'il implique? — Nobles doctrines, à coup sûr, mais qui devraient être présentées pour ce qu'elles sont, je veux dire pour des hypothèses aussi hasardeuses que séduisantes, non pour des « principes » implicitement admis par les naturalistes et les mécaniciens eux-mêmes. Tout ce que permet d'induire une méthode métaphysique moins hardie, c'est que les lois universelles sont probablement identiques aux lois biologiques, non aux lois esthétiques et morales. Mais ces lois biologiques elles-mêmes ne semblent être primitivement que la mécanique des besoins et des plaisirs intérieurs, exprimés par les mouvemens extérieurs.

Ainsi les « *principes* métaphysiques » du mouvement, fussent-ils la tendance, le besoin, le désir même, ne sont pas pour cela « l'amour du beau et du bien. »

On nous dira peut-être : — Soit, les *principes*, ou sources premières du mouvement, encore incertaines pour le métaphysicien, ne suffisent pas à démontrer les causes finales ; mais il n'en est plus de même quand on passe à la considération des *lois* primordiales du mouvement. Ces lois, que la mécanique suppose dans tous ses théorèmes parce qu'elles marquent les directions essentielles de tout mouvement, précisent ce que la notion de tendance avait encore d'indéterminé : elles nous révèlent un désir effectif du *beau*, un amour du *bien*, conséquemment une « action efficace » de la cause finale dans la nature. C'est ce qui faisait dire à Leibniz que les lois mêmes de la mécanique sont des lois *contingentes*, de *convenance*, de *sagesse*. « Par la seule considération des causes efficientes ou de matière, dit Leibniz en des pages que M. Ravaisson aime à citer (1), on ne saurait rendre raison de ces lois des mouvemens découvertes de notre temps, et dont une partie a été découverte par moi-même. Car j'ai trouvé qu'il y faut recourir aux causes finales, et que ces lois ne dépendent pas du principe de la nécessité, mais du principe de la

(1) Voir aussi M. Janet, *les Causes finales*, page 647 et suiv.

convenance comme du choix de la sagesse (1). » — Voilà effectivement ce que Leibniz affirme en maint endroit et sous mainte forme; mais, de preuve, il n'en donne nulle part. En premier lieu, il se contente d'identifier, par un nouvel abus des termes, ce qui est *logique* (et dont le contraire est impossible) avec ce qui est *sage*, ce qui est rationnel en soi avec ce qui est raisonné en vue d'une fin, sous le prétexte que ce qui est logique est intelligible, que ce qui est raisonné l'est aussi, et que l'intelligible doit être l'œuvre d'une intelligence. C'est toujours là confondre la *nécessité*, dont l'intelligence même n'est peut-être que le reflet final et la conscience, avec le *choix* d'une intelligence primitive. En second lieu, Leibniz se plaît à confondre ce qui est rationnel avec ce qui est *beau*. A l'en croire, le parallélogramme même des forces, cette loi fondamentale de la mécanique, entraîne dans ses applications des effets qui ne sont pas seulement *nécessaires*, mais *beaux*, et qui ainsi témoignent d'un choix. Il espère, en quelque sorte, prouver l'existence de Dieu par le parallélogramme des forces, comme Maupertuis espérait la prouver par le principe de la moindre action. Voici la preuve : — « Un mouvement dans les deux côtés du triangle rectangle compose, dit-il, un mouvement dans l'hypoténuse, mais il ne s'en suit pas qu'un globe mû dans l'hypoténuse doit faire l'effet de deux globes de sa grandeur mus dans les deux côtés; cependant cela se trouve véritable... Ce qui est *beau*; mais on ne voit point qu'il soit absolument *nécessaire*... Il n'y a rien de si *convenable* que cet événement, et Dieu a *choisi* des lois qui le produisent; mais on n'y voit aucune *nécessité* géométrique (2). » — La mécanique actuelle ne serait pas embarrassée pour expliquer par l'analyse mathématique ce qui paraissait surprenant à Leibniz. De même, Lagrange et Laplace ont ramené aux lois essentielles du mouvement le principe tout leibnizien de a moindre action, où on avait aussi voulu chercher une preuve de finalité. Si le rayon réfracté suit la ligne de la plus faible résistance, nous ne pouvons plus voir là une intention merveilleuse ni du rayon lui-même ni de son auteur : la ligne de la plus faible résistance est en réalité la seule ligne *possible* et *non contradictoire*, la seule où il y ait réellement un passage pour l'onde lumineuse : c'est donc encore une preuve de nécessité absolue et non de finalité. Tout s'explique en dernière analyse par la loi générale de la persistance de la force, que Leibniz, d'ailleurs, a été lui-même un des premiers à établir.

Mais précisément les leibniziens veulent faire de cette loi même, qui aboutit à la théorie moderne de l'équivalence des forces, une

(1) *Principes de la nature et de la grâce*, 11.
(2) *Théodicée*, part. III, 347.

nouvelle preuve de finalité esthétique, d'art et de convenance. La tentative est digne d'intérêt et nous amène vraiment au cœur de ces hautes questions. On sait que Descartes admettait la conservation de la même quantité de *mouvement* dans l'univers; Leibniz corrige le principe cartésien. « On pourrait, dit-il, établir une autre loi de la nature, que je tiens pour la plus universelle et la plus inviolable, savoir qu'il y a toujours *équation entre la cause pleine et l'effet entier*. Elle ne dit pas seulement que les effets sont proportionnels aux causes, mais de plus que chaque effet entier est *équivalent à la cause*. Et quoique cet axiome soit tout à fait *métaphysique*, il ne laisse pas d'être des plus utiles qu'on puisse employer en physique, et il donne le moyen de réduire les forces à un calcul de géométrie (1). » Leibniz ne s'aperçoit pas que son principe d'équivalence est simplement le principe de causalité, qui, s'il est « métaphysique, » n'est pas pour cela esthétique ou moral. La persistance, l'équivalence des forces, l'équation des effets aux causes, sont précisément la négation de toute création effective dans le monde et, au fond, de toute action créatrice comme de toute liberté. Leibniz, pour démontrer sa loi, s'applique à faire voir que, dans l'hypothèse où la force ne serait pas persistante, il y aurait des choses « tirées de rien, ce qui serait une absurdité manifeste. » — Assurément; mais Leibniz travaille ainsi contre lui-même, car l'axiome *Nihil ex nihilo* est la formule du déterminisme et du mécanisme universel, non de la contingence et de la convenance. De même, pour la formule : *In nihilum nil posse reverti*, autre conséquence du principe de causalité et d'équivalence des forces (2).

(1) Dutens, III, p. 196, 197.

(2) Comme M. Ravaisson, M. Janet accepte la doctrine de Leibniz sur la prétendue contingence et sur la prétendue finalité des lois du mouvement. « Ces lois ne contiennent, dit M. Janet, aucune nécessité *a priori*; le contraire n'en implique pas contradiction. Nulle contradiction en effet à ce que la *force s'épuise en se manifestant* : on ne voit pas pourquoi une cause se retrouve toujours après l'effet tout aussi *entière* qu'au commencement; on ne voit pas non plus pourquoi la nature agit *par degrés* et non par soubresauts. » (*Les Causes finales*, p. 661.) M. Janet ne nous semble pas avoir bien compris en quoi consiste le principe de la persistance de la force ou l'équation entre l'effet et la cause. Une cause ne se retrouve pas « tout entière » après l'effet; si par exemple je communique du mouvement, j'en perds autant que j'en communique. Leibniz a précisément montré que, s'il en était autrement, « quelque chose viendrait à rien, » deviendrait rien, ce qui contredit l'axiome de causalité et même au fond l'axiome d'identité. La « contingence » apparente n'est donc ici qu'un effet de notre ignorance; quelqu'un qui ignorerait les théorèmes antérieurs de la géométrie pourrait trouver « très beau » et tout à fait « contingent » ce fait que la perpendiculaire abaissée du sommet d'un triangle isocèle partage la base en deux moitiés précisément égales; le contraire est pourtant impossible, étant contradictoire. De même pour « la loi de continuité, » que M. Janet croit contingente : comment passer d'un point à un autre dans l'espace et dans le temps, d'un « degré » à un autre dans la quantité, sans passer par les points ou degrés intermédiaires? Un soubresaut est mathématiquement absurde.

Leibniz a beau s'extasier devant ces « égalités ou conservations *merveilleuses* de force qui marquent non-seulement la *constance*, mais la *perfection* de l'auteur ; » on songe involontairement ici, malgré le génie de Leibniz, à ce qu'un autre penseur encore plus profond appelait notre *étonnement stupide* en face de prétendues finalités qui s'expliquent par la nécessité la plus brutale. Et, en effet, en quoi le monde est-il plus beau et surtout plus moral parce qu'on n'y peut rien créer, rien produire de vraiment nouveau, parce que la force gagnée par l'un est nécessairement perdue par l'autre, parce que la vie de celui-ci est la mort de celui-là, parce que le monde, en un mot, se dévore incessamment lui-même? Rien ne vient de rien, est-ce là une merveille si digne d'admiration? Ce qui serait merveilleux, beau, et surtout bon dans certaines occasions, ce serait que quelque chose vînt de rien. Une personne que j'aime roule dans un précipice et meurt sous mes yeux sans que je puisse créer un atome de force qui permette à mon bras de la sauver : est-ce le moment de tomber à genoux devant la « perfection « et la « bonté » du suprême artiste? En moi-même, je ne puis davantage créer la moindre force vraiment nouvelle, dont j'aurais besoin à un moment donné pour triompher de tel ou tel penchant inférieur : est-ce là encore une perfection morale, une preuve de liberté, ou n'est-ce pas plutôt une preuve de nécessité? Qu'y a-t-il donc de *beau* à ce que la nature soit au fond radicalement stérile et obligée de se répéter sans cesse? Depuis combien de milliards de siècles toutes ces étoiles qui nous paraissent si belles tournent-elles dans le même cercle avec une uniformité plus machinale encore que celle de l'animal à son manège? *Eadem sunt omnia semper*. Partout la même matière avec sa pauvreté d'élémens, partout les mêmes substances et les mêmes combinaisons chimiques, le même combat aveugle de molécules, la même tempête éternelle où tourbillonnent les formes de la matière, peut-être aussi les mêmes plaisirs toujours avortés et les mêmes souffrances toujours renaissantes. Les cieux ne racontent qu'impuissance et monotonie.

Aussi n'est-il pas incompréhensible que quelques philosophes ou savans aient rêvé d'atteindre, sinon l'essence même des choses, du moins leur loi fondamentale. Peut-être n'y a-t-il pas dans la nature, au moins sous tous les rapports, cette infinité qui émerveillait les Pascal et les Leibniz. Si elle existe dans la quantité (espace, temps et nombre), peut-être n'existe-t-elle pas dans la qualité. Il y a seulement une soixantaine de corps simples en apparence que la science décomposera sans doute un jour. Qui sait si un moment ne viendra pas où nous connaîtrons le vrai et unique élément simple?

Il nous resterait encore, sans doute, bien des choses à connaître, et l'expérience serait toujours nécessaire pour le détail des faits, mais

tout rentrerait de plus en plus dans les théorèmes de la mécanique. Nous ne connaissons pas non plus aujourd'hui tous les mouvemens réels qui s'accomplissent dans le monde; mais il est permis de croire que, dès à présent, nous possédons la loi de tous ces mouvemens et que tous relèvent de notre science mécanique. Il suffit donc aujourd'hui que l'expérience nous apprenne qu'en fait tels mouvemens ont eu lieu : la science peut aussitôt appliquer ses théorèmes à ces mouvemens avec plus ou moins d'exactitude.

Quoi qu'il en soit, ce qui est certain, c'est que toutes les sciences tendent à prendre la forme et à employer les méthodes des sciences rationnelles et constructives, qui sont les sciences de la nécessité. On reconnaît le degré de progrès qu'a fait une science au degré même de sa constitution mécanique et mathématique. C'est ce que comprirent eux-mêmes les Descartes et les Leibniz, qui voyaient dans la vraie science une « mathématique universelle, » une « mécanique universelle; » mais Leibniz se flattait vainement de retrouver la contingence et la finalité, sinon dans la science même, du moins dans ses principes et dans ses lois primordiales. A ce point de vue comme aux autres, les harmonies qui existent dans la nature ne sont que des harmonies mécaniques, non des œuvres d'esthétique ou de volonté intentionnelle comme celles d'un artiste humain, et le métaphysicien n'en peut rien conclure sans une pétition de principe sur les causes finales et la beauté éternelle. Le pressentiment de ces harmonies peut sans doute être utile au génie pour deviner la nature; mais c'est parce que les harmonies et leur beauté, étant au fond de la logique, se ramènent à une combinaison de lois ou de causes; on peut donc deviner la cause d'après les effets, et c'est une divination purement logique ou mathématique. Il ne faut pas confondre pour cela un simple résultat avec un but. Quand on parle des intentions de la nature, en métaphysique comme en physique, c'est toujours par pure métaphore, comme si on parlait du plan et des intentions esthétiques qui président à la formation d'un cristal, comme si on imaginait, selon le mot de Tyndall, des ouvriers invisibles occupés à le construire et pareils aux esclaves qui élevèrent les Pyramides.

III.

M. Lachelier, poussant avec rigueur à l'extrême la doctrine de la finalité esthétique, a entrepris de la démontrer *a priori* et non plus *a posteriori*. Pour cela, il essaie de prouver que le principe des causes finales ou du beau est aussi nécessaire à la pensée que le principe des causes efficientes, qu'il est une forme essentielle de notre entendement sans laquelle il n'y a plus de raisonnement possible, ni

induction, ni syllogisme. Au fond, c'est la doctrine à laquelle tendait déjà Leibniz. Ce dernier, en effet, argumentant contre le mécanisme abstrait de Descartes, soutient d'abord que, s'il n'y avait dans les corps qu'une masse étendue et dans le mouvement qu'un changement de place, et si tout devait se déduire de ces définitions seules par nécessité *géométrique*, « il faudrait admettre quantité de règles tout à fait contraires à la formation d'un *système ;* » or il entend par système une simultanéité d'élémens harmoniques, une variété ramenée à l'unité sous une loi simple. De même, selon M. Lachelier, la conception des lois de la nature est fondée sur deux principes distincts : « l'un en vertu duquel les phénomènes forment des *séries*, dans lesquelles l'existence du précédent détermine celle du suivant ; l'autre en vertu duquel ces séries forment à leur tour des *systèmes*, dans lesquels *l'idée* du tout détermine l'existence des parties. Or un phénomène qui en détermine un autre en le précédant est ce qu'on a appelé de tout temps une cause efficiente, et *un tout qui produit l'existence de ses propres parties* est, suivant Kant, la véritable définition de la cause finale : on pourrait donc dire en un mot que la possibilité de l'induction repose sur le double principe des causes efficientes et des causes finales (1). » D'autre part, un ensemble de choses ou système, où diverses séries viennent converger, est *beau* par cela même qu'il est harmonieux : la vérité scientifique est donc au fond beauté esthétique. Et c'est ce que Leibnitz, lui aussi, avait soutenu, en montrant que la *perception* des formes et des mouvemens est une réduction de la variété à une unité harmonique dans notre pensée, que la science est la conscience de cette harmonie, et que, par conséquent, ses principes sont beauté et convenance, non pas seulement nécessité géométrique ou logique.

Ce dernier retranchement où la finalité esthétique se réfugie, — l'idée même d'ordre, de système, de loi scientifique, — est-il un abri aussi sûr que le croit M. Lachelier? — Toute l'argumentation de ce profond métaphysicien, dans son œuvre importante sur *l'Induction*, se ramène à deux points principaux : 1° il existe des systèmes de mouvemens, donc il y a des causes finales ; 2° ces systèmes sont stables, donc il y a des causes finales. — Examinons d'abord le premier argument. Selon M. Lachelier, tout ordre, tout *système* de mouvemens concordans est déjà une finalité ; en effet, il y a alors réciprocité entre le tout et les parties, et les parties ne se comprennent pas sans le tout : or, selon Kant, un tout qui détermine l'existence de ses propres parties est une cause finale ; donc un système de mouvemens implique une cause finale. — Cet argument nous semble renfermer une pétition de principe. Il y a deux façons possibles et très

(1) *Du Fondement de l'induction*, p. 16.

différentes dont un tout peut déterminer l'existence, ou plutôt le mouvement et l'ordre de ses parties : l'une est la simple voie des causes efficientes, l'autre est celle des causes finales. Dans le premier cas, il y a seulement action et réaction mutuelles de toutes les parties, comme dans un mécanisme ; il y a par conséquent déterminisme universel, et qui dit déterminisme universel dit bien détermination de chaque chose par la totalité des autres, conséquemment *systématisation*, ordre inflexible. Dans le second cas, au contraire, ce n'est plus vraiment le tout, mais l'idée du tout qui détermine l'existence des parties et des phénomènes particuliers. Or, si on relit le passage de M. Lachelier que nous venons de citer, on y verra la seconde formule, qui implique finalité, se substituer sans aucune démonstration à la première, qui implique seulement causalité ; raisonner de cette manière et conclure de la réciprocité d'action mécanique dans le tout à l'action intellectuelle de l'*idée* du tout, c'est évidemment supposer ce qui est en question (1). La causalité universelle suffit à produire la réciprocité universelle des parties dans le tout, la détermination de chaque partie par *toutes* les autres, sans que l'idée du tout ait besoin d'être posée en principe. L'unité dans la variété, l'ordre dans la grandeur, avec l'harmonie qui en dérive et qui est le premier caractère du beau, tout cela peut donc s'expliquer par le principe même du déterminisme universel, si bien mis en lumière par M. Lachelier dans la première partie de son livre. Tout phénomène a sa raison dans des lois, les lois moins générales dans des lois plus générales, et ainsi de suite jusqu'à l'unité; d'où il suit que tout se tient et se détermine réciproquement dans l'univers. Les choses particulières ne sont donc que des complications de lois simples et d'élémens simples. Donc la logique et le mécanisme suffisent à produire non pas seulement des *séries* isolées, mais des systèmes liés de mouvemens.

— Mais, ajoute M. Lachelier (et c'est là son second argument), ce qui est merveilleux dans la nature n'est pas seulement l'existence des systèmes de mouvemens, c'est surtout la *stabilité* de ces systèmes, qui ramène toujours des mêmes combinaisons de mouvemens; le *même*, l'*identique*, le *semblable*, conséquemment le régulier, voilà ce qui exige des causes finales. Le principe du déterminisme et du mécanisme, à lui seul, nous apprend bien que les mêmes phénomènes se reproduiront *si* les mêmes conditions se reproduisent; mais, quand nous induisons, nous allons plus loin : nous comptons *qu'en fait* les mêmes conditions se trouveront réalisées. En d'autres termes, nous affirmons la stabilité de l'ordre dans la nature ; et nous affirmons non pas seulement la constance des *moyens* mécaniques qui ont

(1) *Du Fondement de l'induction*, p. 16.

pour résultats les formes des objets, mais celle des *résultats* mêmes. Or, pour que la liaison des choses « puisse être considérée comme *constante*, il ne suffit pas évidemment que le mouvement continue à obéir aux mêmes lois : car le rôle de ces lois se borne à *subordonner* chaque mouvement à un précédent et ne s'étend pas jusqu'à *coordonner* entre elles plusieurs séries de mouvemens... La loi des causes finales est donc un élément, et même l'élément caractéristique, du principe de l'induction (1). » — Telle est l'idée essentielle sur laquelle repose toute la thèse de M. Lachelier. A vrai dire, nous craignons que cette idée, quelque spécieuse qu'elle paraisse, ne soit en réalité ruineuse. La loi des causes efficientes, ou, si l'on préfère, celle de raison suffisante, est assez pour expliquer la persistance, l'identité, l'uniformité. En effet, par cela même que rien ne se produit ou ne s'anéantit sans une raison ou sans une cause, il suffit que quelque chose soit et nous soit donné dans l'expérience pour que nous attendions *a priori* la persistance et l'identité de cette chose. Supposer sans raison que ce qui est va cesser d'être, c'est supposer sans raison l'intervention de quelque nouvelle cause destructrice ou plutôt modificatrice ; donc le fait, une fois existant, subsiste pour nous tant que nous ne sommes pas autorisés à faire intervenir une autre cause qui le modifie. Nous croyons tellement à la persistance que, même sous le changement, nous la cherchons encore, en cherchant dans ce qui était déjà implicitement la cause de ce qui se manifeste explicitement. La persistance de la force et la persistance du mouvement sont donc des déductions ou plutôt des traductions diverses du principe de causalité. Ce qui est difficile à expliquer et ce qui nous étonne, ce n'est pas la persistance et l'identité, c'est le changement, que nous essayons pour cela même de subordonner à l'identité en l'expliquant par quelque cause.

Quant à l'induction, que M. Lachelier veut fonder sur les causes finales et l'esthétique, elle se réduit à l'attente des mêmes effets nécessaires en l'absence de causes modificatrices à nous connues ; attente à la fois mécanique et rationnelle, fondée sur l'identité des raisons. Un mouvement a lieu, donc il a une raison d'être, puisqu'il est ; d'autre part, il n'a aucune raison à moi connue de ne pas être ; donc je m'attends à ce qu'il continue d'être jusqu'à ce que l'expérience vienne m'apprendre l'intervention d'une cause nouvelle. Tout mouvement dans une direction suppose, au point de vue mécanique, un excédent de force chez le mobile par rapport aux résistances extérieures ; cet excédent, ne pouvant s'anéantir, est cause d'un nouveau mouvement dans la même direction. De là les théorèmes

(1) Page 78.

fondamentaux de la mécanique. De là en particulier la loi générale qui préside à la direction des mouvemens et leur fait suivre la ligne de la moindre résistance, seule ligne qui, répétons-le, soit possible en réalité, puisque c'est la seule dans laquelle la force du mobile se trouve en excès sur les résistances, comme la balle qui glisse entre les parois du fusil. L'induction, au point de vue du mécanisme cérébral, n'est elle-même que la persistance d'un mouvement commencé dans le cerveau selon la ligne de la plus faible résistance. En effet, par cela même que j'ai conçu une première fois un fait, par exemple la flamme et la brûlure, il s'est établi dans mon cerveau un courant nerveux qui a suivi une certaine ligne; cette ligne déjà frayée se trouve plus facile; c'est donc par là que les courans nerveux tendent à se diriger; donc, par cela même que j'ai conçu une chose une première fois, il m'est plus facile de la concevoir une seconde, plus facile de la concevoir continuée que de la concevoir supprimée. Cette tendance est la face mécanique du phénomène psychologique appelé attente. En un mot, mouvement continué au dehors, mouvement continué dans le cerveau, tendance, attente, persistance des raisons, identité, induction, c'est une seule et même chose. Après avoir dit qu'un objet est, nous éprouvons une résistance invincible à dire qu'en même temps il n'est pas, parce que le courant nerveux qui a lieu dans une direction n'a pas lieu en même temps dans une direction contraire : de là l'axiome d'identité ; et nous éprouvons une résistance à dire que la chose qui est cesse d'être, parce que cette assertion suppose un nouveau courant et une nouvelle ligne tracée dans le cerveau, autrement dit une nouvelle cause; de là l'axiome de causalité et l'induction, qui se ramènent physiologiquement à la loi des mouvemens réflexes, comme nous essaierons de le montrer ailleurs. Quant aux causes finales et à l'esthétique, elles n'ont jusqu'ici rien à voir dans ce mécanisme à la fois matériel et intellectuel.

M. Lachelier insistera peut-être en disant : — Vous montrez bien que la série de mouvemens commencée tend à se prolonger hors de nous et dans notre cerveau, que cette prolongation entraîne une certaine constance et autorise une certaine induction du passé à l'avenir; mais des séries qui se *prolongent* ne forment pas encore des *systèmes* véritables, comme ceux que l'induction scientifique admet dans le monde. — Nous ferons à cette objection une réponse radicale, en contestant cette distinction des *séries* et des *systèmes* sur laquelle M. Lachelier a construit tout son édifice. Une série est déjà un système dans lequel on considère un mouvement isolé et les différens points qu'il occupe. De plus, il suffit de supposer plusieurs mouvemens coexistans pour avoir un *système* proprement dit, un mouvement composé ou combiné qui offrira

un ordre régulier ou harmonique. M. Lachelier raisonne comme si un mouvement pouvait être seul ou était effectivement seul dans la nature; en réalité, il y a simultanéité d'objets en mouvement, puisque tout mouvement a lieu dans un milieu et y engendre des mouvemens simultanés en tous sens. Or cela suffit pour produire ous les prodiges de formes harmonieuses qui étonnent les esthéticiens. En effet, par cela même qu'il y a simultanéité de mouvemens, il y a des résistances mutuelles, et par cela même qu'il y a des résistances mutuelles, il y a des résultantes qui affectent des formes régulières. M. Spencer a parfaitement démontré, selon nous, et c'est aussi l'avis de Tyndall, que tout mouvement qui rencontre un milieu résistant devient rythmique, c'est-à-dire ondulant et curviligne; tout mouvement réel est rythmique, parce que le mouvement abstrait est le seul qu'on puisse supposer isolé et sans milieu résistant. Le monde est comme un vaisseau qui vogue sur une mer ondoyante en se balançant avec les vagues; ses voiles ondulent, ses mâts frémissent, sous un vent soumis lui-même à un rythme analogue. Alors naissent toutes les figures géométriques; leurs harmonies proviennent des résistances réciproques et conséquemment l'accord naît du désaccord même. Telle encore la mêlée d'une bataille, contemplée du haut d'une montagne, pourrait sembler un concert de mouvemens fait pour charmer les yeux par ses lignes plus ou moins régulières. Approchez et vous retrouverez la lutte pour la vie, la mort et l'écrasement des faibles, le cri de détresse des vaincus, le cri de triomphe des vainqueurs. M. Lachelier s'accorde avec M. Ravaisson pour croire que la beauté « est le dernier mot des choses. » — « Sous les désordres, dit M. Ravaisson, et les antagonismes qui agitent cette surface où se passent les phénomènes, au fond, dans l'essentielle et éternelle vérité, tout est ordre, amour et harmonie. » Nous craignons plutôt que ce ne soit l'esthétique qui se joue à la surface des choses, même des choses dont l'horrible fait le fond. Deux monstres qui luttent et s'entre-dévorent sous les eaux produisent un tourbillon qui, à la surface et dans le lointain, se propage en belles ondes symétriques, pendant que Bernardin de Saint-Pierre, à la vue de ces courbes gracieuses, admire les harmonies de la nature et la bonté du Créateur.

Si le mécanisme suffit à expliquer et les *séries*, et les *systèmes*, et les systèmes *réguliers* de mouvemens, nous ne saurions admettre le tableau tracé par M. Lachelier de la dissolution réservée à un monde qui, par hypothèse, serait soumis aux lois exclusives du mécanisme ou des causes efficientes, en un mot au monde naturalistes. Cette peinture du chaos mécanique, sous ses apparences de rigueur, nous semble une de ces fictions que l'imagination conçoit quand elle travaille sur le possible et le contingent, abstraction

faite de la réalité. « D'abord, dit M. Lachelier, rien n'assurerait la conservation des corps bruts, » qui sont un assemblage de corps plus petits, « car il n'y a *aucune raison*, à ne considérer que les lois générales du mouvement, pour que ces petits corps continuent à se grouper *dans le même ordre*, plutôt que de former des combinaisons nouvelles, ou même *de n'en plus former aucune*. » — Nous venons de voir au contraire que, par cela seul qu'une combinaison s'est produite, elle tend à persister ou à ne disparaître que par degrés, selon la loi de continuité et par l'intervention de causes nouvelles. Quant à croire que des corps animés de mouvemens simultanés puissent cesser de *former des combinaisons*, ce serait croire que des mouvemens selon les côtés du parallélogramme pourraient cesser de composer un mouvement selon la diagonale, si un artiste suprême ne se proposait pas de réaliser cette figure agréable à l'œil. « L'existence même des petits corps, continue M. Lachelier, serait à nos yeux aussi précaire que celle des grands; car ils ont sans doute des parties, puisqu'ils sont étendus, et la cohésion de ces parties ne peut s'expliquer que par un *concours* de mouvemens qui les poussent incessamment les uns vers les autres; ils ne sont donc à leur tour que des *systèmes* de mouvemens, que les lois mécaniques sont par elles-mêmes *indifférentes* à conserver ou à détruire. » Nous venons de voir encore que cette *indifférence* est contradictoire : le déterminisme des causes forme au contraire un réseau tellement serré qu'il n'admet de mouvemens *nouveaux* et de différences que selon le dessin préexistant de ses mailles. Quant au *concours* des mouvemens atomiques, il est une résultante inévitable des résistances et des luttes dont nous parlions tout à l'heure : c'est la forme ordonnée d'un désordre esthétique fondamental.

Enfin, ce que M. Lachelier nous dépeint comme le résultat le plus « monstrueux » d'un mécanisme non régi par la finalité, c'est l'impossibilité de subsister où seraient, selon lui, toutes les *espèces*, principalement les espèces *vivantes*. « Si le mécanisme seul régissait le monde, dit-il, nous n'aurions aucune raison de croire à la permanence des espèces vivantes. Nous pourrions supposer *indifféremment*, ou que chaque génération donnera naissance à une espèce nouvelle, ou qu'il ne naîtra plus que des monstres, ou que la vie disparaîtra entièrement de la terre. » — Outre que les espèces ne sont pas d'une permanence absolue, on peut remarquer de nouveau combien est inadmissible la supposition d'une *indifférence* mécanique qui existerait dans les conditions productrices des espèces actuellement vivantes; s'imaginer que les brebis vont engendrer des loups, les oiseaux des poissons, s'il n'y a pas un éternel artiste « qui veille, pour ainsi dire, au maintien des espèces, » est aussi contradictoire

que de croire qu'une pierre abandonnée en l'air va tout d'un coup s'élever au lieu de tomber vers son centre de gravitation, qu'une balance va pencher soudainement du côté du poids le plus faible, ou, d'une manière générale, qu'un mouvement déterminé dans une direction déterminée va s'arrêter sans cause déterminée. M. Lachelier, qui a admis le déterminisme mécanique comme une loi nécessaire de la pensée, nous semble donc se contredire en représentant le même déterminisme comme un *indéterminisme* d'où pourraient sortir au hasard toutes les formes. « Le monde d'Épicure, dit-il, avant la rencontre des atomes, ne nous offre qu'une faible idée du degré de *dissolution* où l'univers, en vertu de son propre *mécanisme*, pourrait être réduit *d'un instant à l'autre* ; on se représente encore des cubes ou des sphères tombant dans le vide, mais on ne se représente pas cette sorte de poussière infinitésimale, sans figure, sans couleur, sans propriété appréciable par une sensation quelconque. Une telle hypothèse nous paraît monstrueuse, et nous sommes persuadés que, lors même que telle ou telle loi particulière viendrait à se démentir, il subsisterait toujours une certaine *harmonie* entre les élémens de l'univers; mais d'où le saurions-nous, si nous n'admettions pas *a priori* que cette harmonie est, en quelque sorte, *l'intérêt suprême* de la nature, et que les *causes* dont elle semble le résultat nécessaire ne sont que des *moyens* sagement concertés pour l'atteindre (1)?» Les causes mécaniques sont plus que suffisantes, répondrons-nous, pour empêcher la réduction du monde en une poussière infinitésimale, ou même pour faire sortir le monde de cette poussière. Laplace n'a-t-il pas montré qu'une nébuleuse immense, sorte de poussière cosmique, formera nécessairement un système analogue à notre système stellaire? Conformément aux idées de Laplace, MM. Spencer et Darwin ont fait voir comment se produit dans la nature un triage mécanique qui aboutit à des formes régulières. C'est ce qu'on appelle la loi de ségrégation et de sélection. Lorsque vous placez au hasard dans un van des corps de poids différens, comme les grains de blé et les pailles, on démontre mathématiquement que les corps les plus légers s'envoleront et se disperseront au loin, que les corps moins légers iront tomber un peu plus près et se rassembler en amas plus ou moins serrés, enfin que les corps les plus lourds, ayant un surplus de force sur la résistance de l'air, demeureront réunis au fond du van. Il est inutile de supposer ici un plan de distribution et de ségrégation concerté d'avance. Au lieu d'être un éternel artiste, la nature n'est qu'un éternel vanneur qui, agitant toutes choses en tous les sens, produit mécaniquement l'assemblage et le concours des choses homogènes, la séparation et

(1) Page 80.

l'éloignement des choses hétérogènes. C'est la même opération mécanique qui, au souffle d'automne, sépare les feuilles mortes des feuilles encore résistantes et les rassemble en monceaux divers, de diverses nuances, selon la diversité de leur poids et de leur résistance. En un mot, toute force *uniforme*, par exemple le vent, qui agit sur des effets *différemment* résistans, non-seulement les sépare mais, après les avoir séparés, les rassemble en groupes définis et homogènes. Que sur les couches supérieures d'une atmosphère humide viennent à tomber les rayons de la lumière solaire, qui n'est qu'un composé hétérogène d'ondulations de diverses amplitudes, aussitôt ces différentes ondulations se séparent et se distribuent en faisceaux de même couleur, qui viennent s'épanouir en arc-en-ciel; il n'y a pourtant ni géomètre pour tracer cet arc parfait, ni peintre pour le colorer de nuances disposées dans un ordre fixe, ni magicien complaisant pour se proposer de charmer nos regards par le spectacle d'Iris; on en peut dire autant de toutes les formes régulières. Rien de plus régulier et de plus mécaniquement nécessaire, et en même temps rien de plus gracieux que la ligne spirale décrite par un corps qui subit la résistance d'un milieu; par exemple, une bulle qui s'élève rapidement dans l'eau y décrit une spirale, et de même un corps de moyenne densité qui y tombe. Il y a des spirales dans les nébuleuses comme il y a des spirales de feuilles autour de la tige d'une plante; les êtres animés affectent souvent une disposition analogue; or les géomètres ont démontré que c'est alors la ligne de la moindre résistance. Les formes organiques elles-mêmes sont le résultat fatal du mouvement selon cette ligne, qui est au fond la ligne de l'unique possibilité. Nous n'avons donc aucune raison pour croire qu'il y ait une géométrie ou une esthétique innées aux êtres vivans. La permanence relative et la variation également relative des espèces s'expliquent par la même loi de ségrégation et de sélection. Huxley compare justement l'action de la nature, telle que Darwin nous la montre, à l'action d'un crible qui, laissant passer les corps trop petits et retenant les corps plus gros, opère ainsi un triage tout mécanique.

En résumé, la pensée n'a point besoin, ni pour subsister, ni pour s'expliquer le monde et son ordre stable, de compléter le principe de causalité par celui de finalité universelle : le premier est complet à lui seul et adéquat au « système » des mouvemens de l'univers. Il entraîne, en effet, ce corollaire que les mêmes raisons ou causes déterminent les mêmes effets, puisque la différence serait sans cause; or, en vertu de ce corollaire, il est inévitable que des effets semblables et des formes semblables se reproduisent dans l'univers, puisqu'il y a en toutes choses du *même*, du *semblable*, de l'*analogue*. Aussi Aristote avait-il raison de répondre à Platon que, pour

expliquer les types et les espèces dans la nature, il est inutile de recourir à des idées ou modèles de beauté imités par la nature comme par un artiste. *Le semblable engendre naturellement le semblable.* La génération n'est qu'une division de l'être qui engendre et d'où se détache une portion de lui-même nécessairement analogue à lui-même. L'*idéal* d'une espèce vivante n'est que l'expression abstraite et logique de ses conditions d'existence; la prétendue *idée directrice* de Claude Bernard, invoquée par M. Lachelier, est encore une formule détournée de la causalité et de la nécessité. Quant à la « cause finale » des péripatéticiens, qui meut le monde par sa beauté, elle n'est pas mieux justifiée que la cause exemplaire de Platon, dont elle n'est que la reproduction déguisée. C'est par la logique même du mécanisme que le semblable vient du semblable, dont il est le prolongement. Ainsi, au fond, régularité, c'est nécessité, c'est le contraire de la finalité, et surtout de la finalité libre.

IV.

Ce que nous avons dit sur l'apparence intentionnelle et sur le fond tout mécanique des harmonies de la nature, nous montre la conclusion à laquelle il faut s'arrêter sur l'objectivité du beau. Supprimons la sensibilité et la pensée, que restera-t-il de beau dans l'univers? Où est le beau en soi rêvé par Platon? Où est la beauté suprême et divine dont la nature, selon Aristote, est amoureuse? Elle se réduit pour la science moderne à la nécessité mathématique.

Sans doute Aristote avait raison, comme M. Ravaisson le remarque, de nier que « les mathématiques n'eussent absolument rien de commun avec l'idée du bien et du beau. » L'ordre, la proportion, la symétrie, ajoutait-il, « ne sont-ce pas de très grandes formes de beauté? » Mais, nous l'avons vu, si on a le droit de dire que la symétrie mathématique est un principe de beauté, de bien, de plaisir chez les êtres sentans, une fois qu'ils existent, on n'a pas le droit de dire inversement que la beauté et le bien même soient le principe de la symétrie mathématique. Les métaphysiciens de la beauté confondent encore ici l'effet avec la cause. Pourquoi la symétrie nous semble-t-elle belle et bonne? C'est qu'elle est la forme nécessaire du mécanisme géométrique, et que l'appropriation de notre sensibilité comme de notre intelligence à l'univers devait nous faire un plaisir intellectuel et un besoin intellectuel de tout ce qui est rythmé, coordonné, régulier comme le milieu en dehors duquel nous ne saurions vivre. On l'a vu, c'est une loi du mécanisme même qui veut que les voies déjà ouvertes et frayées soient

plus faciles à suivre, que le ruisseau coule plus facilement dans un lit déjà creusé, sur une pente qui est une aide et non un obstacle ; or, c'est aussi une loi du mécanisme sensible qui veut que l'activité déployée avec moins d'obstacles produise plus de plaisir. Si donc le ruisseau était sensible, il trouverait plus agréable, meilleur et plus beau un lit régulièrement creusé selon une pente également régulière; il se plairait aux formes géométriques qui lui permettent de couler le plus mollement vers le fleuve et vers la mer. Tels aussi nous sommes. Les formes de la géométrie et de la mécanique, qui se ramènent à la loi de la moindre dépense, c'est-à-dire à la conservation de la force, se sont si souvent imprimées dans notre cerveau qu'elles y ont creusé des lits tout préparés pour les recevoir : nous les percevons sans effort, conséquemment avec plaisir; nous les suivons aussi avec la même facilité et le même charme, comme une pente pour notre activité; de là vient que nous les trouvons belles, que nous les trouvons bonnes. Chaque être préfère ce qui est le moins éloigné de ses conditions d'existence, ce qui lui demande le moins d'effort.

L'amour esthétique de la ligne droite et de la ligne courbe est au fond l'amour de la conservation : ce sont en effet, comme on sait, les lignes qui permettent la plus grande conservation de force et la moindre dépense; ce sont des lignes économiques. Et qu'est-ce que la vie, sinon une force à conserver? Qu'est-ce que le plaisir, sinon le sentiment de la vie? La beauté géométrique n'est donc au fond que l'utilité pour la force et pour la vie : elle est la plus radicale et la plus profonde des utilités ou, pour mieux dire, des nécessités. La quantité de force est invariable, nous l'avons vu, parce qu'il n'y a point d'effet sans cause; ce que l'un gagne, l'autre le perd; donc les lignes qui permettent la plus grande exertion de force avec la moindre perte seront à la fois les plus nécessaires, les plus utiles, les plus belles et les meilleures. « Dans la physique, dit M. Ravaisson, les lois les plus importantes sont sorties de l'usage de ces hypothèses plus ou moins avouées : que tout se fait, autant que possible, par les voies les plus courtes, par les moyens les plus simples; qu'il se dépense le moins possible de force et se produit toujours le maximum d'effet; toutes variantes d'une règle générale de sagesse. » — Oui, de sagesse au service de la paresse, qui elle-même est au service de la jouissance, de la vie, de la force, conséquemment de la nécessité. Traduisez la géométrie mécanique dans le langage de la sensibilité, vous remplacerez la ligne de la moindre résistance par la ligne de la moindre peine, le maximum d'effet par le maximum de plaisir, le plus court chemin d'un point à un autre par le plus agréable chemin, la simplicité des voies par leur facilité, la

symétrie par l'équilibre le plus commode, le parallélogramme des forces par le parallélogramme des désirs, la résultante en diagonale par la moyenne des intérêts, l'ordre par la plus grande coexistence de satisfactions possibles, l'harmonie par la mutualité des services et conséquemment des jouissances. En un mot, la beauté des formes mathématiques est un symbole du bonheur. De là vient que nous répandons sur les dessins de l'éternelle géométrie un reflet de notre sensibilité et de notre activité, qui change les formules de la nécessité en formules du bonheur et de l'amour. Ce n'est donc pas la beauté, encore moins « la plus parfaite et la plus divine, » qui paraît être le vrai secret du monde; c'est plutôt, semble-t-il, le besoin de persévérer dans l'être et dans ce sentiment intime de l'être qui est la joie.

Allons plus loin et demandons-nous si la prétendue perfection des formes, principalement des formes géométriques, n'est pas au fond une réelle imperfection, quand on la considère indépendamment du plaisir qu'elle nous procure. La simplicité, la pureté, l'exactitude, la régularité des formes géométriques viennent en réalité de ce qu'elles sont abstraites, c'est-à-dire incomplètes. L'insuffisance de notre vue nous fait apercevoir dans la nature des lignes *sensiblement* droites, des cercles sensiblement ronds, comme celui de la pleine lune ou du soleil, des surfaces sensiblement planes, comme celle de la mer qui, vue de près, paraît sillonnée et, vue de loin, s'aplanit. Toute vue incomplète des choses est une *simplification* et une *généralisation* de ces choses, où l'accident particulier disparaît; c'est une sorte d'abstraction naturelle. En même temps, c'est un perfectionnement géométrique : les lignes se redressent, les courbes plus ou moins brisées s'adoucissent, les surfaces s'aplanissent, les solides prennent des formes plus simples et plus régulières. Le perfectionnement géométrique est donc en réalité un appauvrissement du réel, une réduction à l'esquisse, au squelette, à la silhoutte élémentaire.

La perfection des formes mathématiques, résultant de l'élimination des propriétés relativement accidentelles, est, comme on l'a fort bien dit, un caractère négatif et non positif; car élimination, c'est négation. « Une droite n'est autre chose que la trajectoire d'un mobile qui va d'un point vers un autre et vers cet autre *seulement*; l'équilibre n'est que l'état où se trouve un corps lorsque la résultante des forces qui le sollicitent est nulle... Est-il donc si évident que les figures géométriques soient supérieures à la réalité (1)? » On ne saurait mieux dire; mais le raisonnement de M. Boutroux

(1) Boutroux, *la Contingence des lois de la nature*, p. 55.

n'est-il pas, contre son intention, le renversement de toute sa doctrine sur la finalité esthétique et l'art de la nature, doctrine analogue à celle de MM. Ravaisson et Lachelier? Si les perfections formelles ne sont en réalité que des imperfections agréables pour nous, au lieu d'y voir le résultat d'une puissance poursuivant le beau, il y faut voir plutôt des impuissances, des forces contre-balancées et mutuellement réduites à l'équilibre, en un mot des nécessités. Nous en revenons alors à dire que, si la pureté et la régularité des formes mathématiques nous plaisent, bien qu'elles soient des qualités négatives, c'est uniquement parce qu'elles simplifient le travail de notre pensée ou de nos yeux pour les embrasser, et ce besoin de simplification tient lui-même à notre impuissance.

A force de se façonner aux conditions de l'existence universelle et à celles de notre propre existence, notre cerveau finit par prendre les empreintes qu'il reçoit pour des idées qui auraient guidé un artiste. Bien plus, comme rien ne peut entrer en lui que selon les voies qui y ont été ouvertes et selon les lignes déjà tracées de sa structure, il finit par retrouver sa structure propre en toutes choses et par s'imaginer que la nature prévoit comme il prévoit, comprend comme il comprend, aime le beau comme il l'aime, poursuit l'idéal qu'il poursuit. Les partisans de la finalité esthétique, déçus par cette illusion instinctive, ressemblent à quelqu'un qui, regardant à travers un kaléidoscope et s'émerveillant de la régularité toujours symétrique des figures, prendrait les jeux du hasard et de la nécessité pour les jeux de l'art et de l'amour. Quoi de merveilleux, pourtant, à ce que toutes les images soient symétriques et forment, par exemple, des étoiles à plusieurs rayons, si l'instrument contient des miroirs qui se renvoient la lumière sous des angles déterminés? Quoi de merveilleux aussi à ce que tout dans la nature nous paraisse régulier et ordonné, si nos miroirs intellectuels sont en une relation constante avec les choses mêmes? Enfin, comment ne serions-nous pas tentés de prendre les harmonies des choses avec notre intelligence et avec notre sensibilité pour des fins prévues et voulues, quoiqu'elles ne soient que les résultats nécessaires des actions de l'univers sur nous et de notre accommodation à l'univers? Ainsi, à l'extrémité de l'instrument intérieur qui reflète régulièrement les formes mouvantes des choses, nous croyons apercevoir, comme une vision sublime, « le ciel des idées. » A vrai dire, il n'existe que dans notre pensée, et c'est en nous seulement, puis, par notre intermédiaire, autour de nous, qu'il peut se réaliser.

ALFRED FOUILLÉE.

SOUVENIRS DIPLOMATIQUES

L'AFFAIRE DU LUXEMBOURG

V[1].

L'ATTITUDE DES PUISSANCES. — LA MISSION DU COMTE DE TAUFFKIRCHEN. LE COMTE DE BISMARCK ET SES DÉTRACTEURS.

X. — L'ATTITUDE DES PUISSANCES.

La diplomatie ne restait pas inactive. A Paris, sa tâche était aisée; la modération l'avait emporté dans les conseils de l'empereur sur les sentimens indignés. Mais, à Berlin, les passions étaient loin de se calmer; les colères froides sont les plus intraitables. Il s'agissait de trouver une formule qui permît de concilier la dignité de la France avec les susceptibilités militaires de la Prusse. Le gouvernement impérial se montrait sage et d'humeur accommodante. Il n'exigeait plus du roi des Pays-Bas l'exécution immédiate de ses engagemens, il se contentait de maintenir ses droits sans les affirmer publiquement, il laissait la cession en suspens et se bornait à réclamer l'évacuation.

Le gouvernement prussien, au contraire, non-seulement contestait la cession, mais il fondait son droit de garnison sur les traités de 1815 et 1856, et déclarait que ses troupes ne sortiraient pas de

(1) Voyez la *Revue* du 15 septembre, du 1er octobre, du 15 octobre et du 1er novembre.

la citadelle. Le roi Guillaume avait dit au roi grand-duc, dans son télégramme du 28 mars, qu'avant de se prononcer, il aurait à consulter les puissances signataires de 1839. M. de Bismarck, devant le parlement, avait aggravé cette déclaration en ajoutant de son chef à cette réserve deux conditions de plus : il faisait dépendre la cession et l'évacuation de l'avis de ses confédérés, et du sentiment allemand, dont le Reichstag, disait-il, était l'organe autorisé. Il pouvait donc, à sa guise, faire avorter les efforts de la diplomatie, il lui suffisait de peser sur les cours allemandes et d'exciter les passions nationales. Il avait de plus la Russie dans son jeu ; elle pouvait, par son inertie, entraver les efforts que tentaient l'Autriche et l'Angleterre.

Le prince Gortchakof, qu'on a appelé un ministre du XVIIIe siècle égaré dans la politique de l'électricité, se complaisait, au commencement de 1867, dans le rôle des Célimènes. Il ne décourageait personne. Il agréait à la fois les déclarations de la Prusse et celles de la France. Toutefois, il marquait des préférences ; il affirmait, il exagérait même son intimité avec Berlin (1), mais il laissait entendre à Paris, par M. de Budberg, qu'en politique il n'est pas de liens indissolubles, et qu'en matière d'alliance, le succès est en général au plus offrant. En affectant pour la Prusse des tendresses particulières, il attisait nos jalousies, il excitait nos craintes et stimulait nos appétits. C'est ce qu'on a appelé un jour, en termes un peu risqués, la politique des cantharides. Il essaya d'y revenir plus tard après les fâcheuses expériences du congrès de Berlin ; il espérait qu'en affectant pour la France une sollicitude passionnée, il inquiéterait la Prusse et la ramènerait à ses premières amours. M. de Bismarck était volage ; déjà son inconstance l'avait poussé vers l'Autriche.

Mais, au mois de mars 1867, le prince Gortchakof était courtisé à la fois par le prince de Reuss et le baron de Talleyrand. C'était le prince de Reuss qui tenait la corde. Il était à Saint-Pétersbourg, comme il l'avait été en d'autres temps à Paris, le diplomate chéri de la cour. Sa situation était privilégiée. Il voyait l'empereur dans l'intimité, il était admis aux petits soupers de la princesse Dolgorouki. Il puisait ses renseignemens aux sources les plus intimes et les plus autorisées. On ne lui laissait rien ignorer de ce qui se disait et se faisait à Paris. C'est par lui que le comte de Bismarck avait appris que nos négociations avec le gouvernement hollandais étaient ouvertes. Ce fut lui aussi qui, à notre grand déplaisir, étonna la cour de Russie en lui apprenant, dès le 3 avril, que le Luxembourg nous était refusé à La Haye, à l'heure même où M. de Talleyrand

(1) Lettre du baron de Talleyrand. « Le vice-chancelier veut à tout prix bien vivre avec Berlin ; il s'applique en toute occasion à faire croire à une intimité plus grande que ne l'admet la légation du roi Guillaume à Pétersbourg. »

venait d'annoncer au prince Gortchakof, en vertu de ses instructions, que tout était conclu et que la France ne reculerait pas.

On raconte qu'un ministre des affaires étrangères, jaloux de ses prérogatives, en entendant à un bal de la cour sa souveraine s'expliquer librement sur les événemens du jour avec le chargé d'affaires d'un gouvernement allié, se permit de lui faire observer à voix basse, dans les termes les plus respectueux, le danger de s'engager dans des entretiens politiques avec des agens étrangers. La souveraine, dont ni le cœur ni l'esprit élevé ne soupçonnaient le mal, se retourna vivement vers le diplomate qui s'était effacé et lui dit à brûle-pourpoint : « Est-il vrai que vous rapportez toutes mes paroles à votre cour? »

L'envoyé perdit contenance, il ne trouva pas de réponse; le ministre intervint et répondit pour lui : « Un diplomate n'aurait pas de la situation de Votre Majesté une idée assez haute, et il manquerait à tous ses devoirs envers son gouvernement s'il ne lui rapportait pas fidèlement tout ce qu'elle daigne lui dire. »

Je ne sais si le prince de Reuss a joué un rôle dans cette aventure, mais toujours est-il qu'à la cour de Russie on s'exprimait devant lui avec une entière liberté sur les événemens du jour et que son gouvernement savait par le menu ce qui se disait entre Paris et Saint-Pétersbourg.

M. de Moustier joignait à une grande circonspection beaucoup de méfiance. Il prétendait qu'il s'était formé à la diplomatie en traitant avec les paysans franc-comtois, qui, disait-il, ne se livraient pas aisément. Il écoutait volontiers M. de Budberg se plaindre des tendances et des procédés de la Prusse; il était ravi d'apprendre qu'à Pétersbourg on n'était pas toujours satisfait de Berlin, mais il ne lui convenait pas, tant qu'il traitait avec M. de Bismarck, de médire d'un futur allié. Il répondait Turquie quand l'ambassadeur lui parlait Allemagne. C'est à Constantinople, en intervenant en faveur des chrétiens, dont le vice-chancelier parlait avec componction, qu'il espérait se raccorder avec la Russie et jeter les bases d'une entente. Mais lorsqu'il s'aperçut qu'à Berlin, on cherchait plutôt à se dégager qu'à se lier, il jugea qu'il était temps de pressentir le prince Gortchakof et de l'amener adroitement à nous laisser lire dans les replis de son cœur.

« Nous comprenons, écrivait-il à la date du 8 février au baron de Talleyrand, que le prince Gortchakof nous demande des confidences; mais ne pourrait-il pas nous aider un peu à les faire en nous disant quels sont au juste ses engagemens et quelles objections les combinaisons qui pourraient se produire soulèveraient de sa part? Tâchez de le faire causer à fond. La situation de l'Allemagne est-elle de nature à le rapprocher de la France et doit-elle être envisagée de

même par les deux puissances? Budberg, sans y être provoqué, l'affirme. La Prusse s'est empressée de nous faire savoir qu'elle adhérait à la proposition que nous avions faite à Pétersbourg au sujet de la Turquie, et elle nous a déclaré qu'en toutes circonstances elle réglerait son pas sur le nôtre en Orient. Elle nous fait beaucoup valoir cet empressement et cette condescendance; mais certains symptômes nous permettent de supposer qu'elle a surtout le désir d'être agréable à la Russie. Il y a évidemment intimité entre Berlin et Pétersbourg; on parle même d'un accord formé. Je ne pose pas ces questions en prévision d'une situation tendue, moins encore d'un conflit entre la Prusse et nous. Notre désir est d'entretenir avec elle les meilleurs rapports, et si, pour maintenir un juste équilibre, il s'agissait d'un agrandissement, cet agrandissement ne s'effectuerait dans aucun cas au détriment du territoire allemand. Tâchez d'amener le prince Gortchakof à une confession générale; si elle est franche, la nôtre le sera aussi. »

Le baron de Talleyrand essaya de confesser le prince Gortchakof; il le fit en le prenant par son faible. Il lui parla de la Turquie et de la nécessité de la pousser dans la voie des réformes morales et matérielles, il s'attendrit sur le sort des Grecs et des Bulgares, il s'attaqua aussi à sa vertu en éveillant ses convoitises. Il parla du continent, de la situation de l'Allemagne depuis les derniers événemens et de remaniemens éventuels. Mais, dans de certains momens, dès qu'on parlait Allemagne et remaniemens, le vice-chancelier ne comprenait plus ou faisait semblant de ne pas comprendre (1). Son entendement était capricieux.

« Eh quoi! s'écriait-il, vous me demandez ce que je pense de projets qui ne sont pas arrêtés dans votre pensée, vous me demandez de procéder par voie de suppositions? Franchement, c'est vouloir renverser les rôles. Ce n'est pas à moi qu'il appartient d'entrer dans le domaine des hypothèses; je risquerais de vous inspirer des idées ou des projets que peut-être vous n'avez pas conçus. Vous me dites que vos rapports avec la Prusse sont bons, et comme vous entendez respecter le territoire allemand, que vous n'avez rien à demander ni à l'Italie ni à la Suisse, vous m'autorisez à croire que c'est à l'Ibérie que vous songez. »

M. de Talleyrand était au pied du mur. Le vice-chancelier avait passé tous nos voisins en revue, il n'en avait oublié qu'un seul, et c'était précisément celui qui nous intéressait particulièrement. L'am-

(1) Lettre du baron de Talleyrand. « Le moindre symptôme d'un rapprochement entre Paris et Berlin éveille ici des inquiétudes et des jalousies. Le prince Gortchakof se défend mal de ces sentimens dès que je fais sonner un peu haut nos bons rapports avec la cour de Prusse; il a toujours dans ces momens un mot piquant à l'adresse de M. de Bismarck ou sur le crédit de M. de Goltz aux Tuileries. »

bassadeur se refusait à le nommer, mais il parla du Luxembourg et de ses environs. « Ah! si ce n'est que cela, interrompit avec candeur le ministre, que ne vous expliquez-vous! Voyons, ajouta-t-il, dites-moi ce que vous désirez, je vous répondrai amicalement et, si je le puis, affirmativement; sinon laissons tomber l'entretien. »

Le baron de Talleyrand laissa tomber l'entretien; ce fut le ministre qui le reprit. Il révéla les passions qui couvaient au fond de son cœur. « Il y a des changemens en Europe, dit-il, que nous regarderions avec calme; mais il en est que nous ne laisserions pas s'accomplir, celui de l'annexion à l'Autriche des provinces slaves de l'empire ottoman. Nous ne demandons rien pour nous, mais *jamais* nous n'accorderons rien à l'Autriche de ce côté. »

Le prince Gortchakof croyait du reste aussi peu que M. de Bismarck au relèvement de l'Autriche. Son ambassadeur à Vienne le mettait en joie; il lui envoyait sur l'état des choses les plus sinistres appréciations. Aussi disait-il à qui voulait l'entendre « que la Turquie et l'Autriche étaient deux vieilles maisons accotées qui craquaient et ne se soutenaient que l'une par l'autre. »

En somme, la démarche de M. de Moustier n'avait rien produit. Le prince Gortchakof avait interverti les rôles; de confesseurs il nous avait faits pénitens.

Do ut des, telle était la maxime du vice-chancelier, et ce qu'il désirait, la France ne pouvait pas le lui donner. Il entendait être relevé du traité de Paris, qu'il appelait sa tunique de Nessus. C'était son idée fixe, le terrain sur lequel déjà il s'était concerté avec la Prusse. M. de Bismarck connaissait sa corde sensible, il l'avait fait vibrer lorsqu'au sortir de Nikolsbourg, il envoyait le général de Manteuffel à Pétersbourg.

Tels étaient les rapports entre la France et la Russie au moment où surgissait au parlement du Nord la question du Luxembourg.

Le prince Gortchakof avait « flirté » avec le cabinet des Tuileries; il s'était plu à reconnaître sa correction sympathique dans les affaires orientales; il avait approuvé, dans un entretien récent avec M. de Talleyrand, « le langage encourageant » que M. de Budberg tenait à M. de Moustier. Nous étions mal engagés dans une aventure périlleuse; l'occasion s'offrait à lui de se souvenir des efforts généreux de l'empereur Napoléon au congrès de Paris pour ménager l'amour-propre de la Russie et la relever de ses défaites. Il n'avait qu'un mot énergique à dire à Berlin, qu'à s'associer à l'Autriche et à l'Angleterre pour conjurer le danger dont nous étions menacés. Il ne répondit à nos sollicitations que par des fins de non-recevoir, où l'ironie se mêlait au ressentiment. Il déplorait que la question du Luxembourg eût été soulevée, l'irritation de l'Allemagne lui faisait prévoir une explosion; il se garderait bien de souffler le feu, ma

il éviterait de donner des conseils à Berlin, ils seraient intempestifs et inefficaces. Il n'admettait pas que nos difficultés intérieures, que l'ambassadeur attribuait au mécontentement laissé par les événemens de 1866, pussent servir d'argumens en diplomatie; mais en revanche il se préoccupait de l'existence politique et de l'œuvre de M. de Bismarck : il craignait qu'elles ne fussent en péril. D'ailleurs il lui était difficile de contester un traité invoqué par la Prusse, dont la Russie était cosignataire. « Pourquoi, disait-il en faisant une allusion peu déguisée au traité de Paris, deux poids et deux mesures? pourquoi maintenir certains traités et en abroger d'autres? Il serait bien plus simple de déclarer que les anciens traités n'existent plus; je serai le premier à m'en réjouir... Il est regrettable, ajoutait-il en récriminant, qu'après Sadowa votre souverain ait refusé de se joindre à l'empereur Alexandre; on aurait pu empêcher les annexions que vous déplorez tardivement. Mais, au lieu de vous y opposer, vous les avez consacrées par la circulaire La Valette, et c'est six mois après avoir donné quittance à M. de Bismarck que vous revenez sur votre approbation. Vous me permettrez de dire que la contradiction est flagrante et que le but que vous poursuivez ne mérite pas l'effort que vous y consacrez. » Ces réflexions étaient justes sans doute, mais elles étaient inopportunes et peu généreuses. Le vice-chancelier en aggravait encore l'amertume en annonçant au baron de Talleyrand qu'il ne pouvait plus être question du voyage de l'empereur Alexandre à Paris tant que notre différend avec la Prusse ne serait pas aplani. Il tenait le succès de l'exposition pour compromis; il laissait entendre que nous n'échapperions pas à la guerre.

Le prince Gortchakof se dégageait de la solidarité européenne; il ne proclamait pas ouvertement la politique de la main libre, mais de fait il la pratiquait.

La politique anglaise s'inspirait d'un tout autre esprit; elle se désintéressait des affaires du continent, mais elle ne marchandait pas son assistance à ceux qui s'efforçaient d'éviter une conflagration générale. Aussi lord Stanley, convaincu de notre modération, nous offrait-il ses bons offices en même temps qu'il résistait aux instances de l'ambassadeur de Prusse, qui cherchait à paralyser ses démarches et lui demandait de s'employer à La Haye pour amener le roi des Pays-Bas à se délier de ses engagemens. Il nous soumettait différentes combinaisons, susceptibles d'être agréées par une conférence européenne. Il nous proposait soit de céder le Luxembourg à la Belgique après le démantèlement de la place, soit de le laisser à la Hollande avec l'engagement de ne le céder à aucune autre puissance. Il proposait aussi de raser la citadelle et de consulter les populations pour savoir à qui elles désiraient appartenir.

Les solutions ne manquaient pas, il s'en produisait de tous les côtés;

le difficile était de les faire accepter à la Prusse, toujours hargneuse et menaçante. M. de Beust avait la sienne; elle consistait à rattacher le Luxembourg à la Belgique, qui, en échange de cet accroissement, cédait le duché de Bouillon, Philippeville et Marienbourg à la France. Toutes ces propositions étaient présentées successivement à tous les cabinets intéressés : elles se croisaient, soulevaient des objections et amenaient en face d'un danger pressant des pertes de temps considérables. Le gouvernement impérial les avait toutes examinées et pesées; l'idée de consulter les populations luxembourgeoises souriait à l'empereur, mais il reculait devant le démantèlement : il craignait un froissement considérable de l'opinion en France s'il acquérait le grand-duché ainsi décapité. La cession à la Hollande rendait la position du grand-duché précaire; elle ne le garantissait que médiocrement contre les secrètes convoitises de la Prusse, et cependant c'était la combinaison qui, dans le conseil des ministres, avait soulevé le moins d'objections : elle avait l'avantage de respecter l'œuvre de Vauban.

M. de Moustier, personnellement, inclinait vers l'idée suggérée par M. de Beust : l'annexion du Luxembourg à la Belgique; il croyait qu'on pourrait s'en faire un mérite aux yeux de l'Angleterre et en tirer des avantages, ne fût-ce qu'une union douanière. « Que la Belgique s'annexe le Luxembourg, me disait un diplomate étranger peu scrupuleux, et la France s'annexera le tout. » Mais, au fond, ces offres de remaniement de frontières répugnaient au gouvernement impérial; le Luxembourg lui échappant, l'évacuation de la forteresse lui suffisait. « Je refuse, disait l'empereur au prince de Metternich, je ne veux pas qu'on dise que c'est l'esprit d'agrandissement qui m'inspire. » D'ailleurs le roi Léopold, qui a hérité de la sagesse de son père, ne se souciait pas d'un cadeau qu'il tenait pour dangereux. Il craignait que la France ne se souvînt un jour, lorsqu'elle serait en mesure de se souvenir, que la Belgique, dans une heure difficile, lui avait soufflé une province déjà acquise. Il se rappelait la fable de *l'Huître et les Plaideurs*, mais il en tirait une moralité bien différente de celle de La Fontaine. Peut-être aussi savait-il, — par sa diplomatie toujours des mieux renseignées, — que la proposition suggérée par le comte de Beust déplaisait à la cour de Prusse, bien qu'ostensiblement elle l'eût accueillie sans objections. Les mobiles sont souvent multiples et parfois contradictoires, rien n'est plus délicat que de les scruter et de les préciser. Le gouvernement belge ne paraissait pas aussi prévoyant que son roi, car le comte de Guitaut, notre ministre à Bruxelles, écrivait alors : « Il est certain que la réunion du Luxembourg à la Belgique comblerait les vœux de M. Rogier. Il voudrait rendre la France favorable à ce

projet. » Il est vrai que le gouvernement belge rêvait une donation à titre gratuit; il lui répugnait de payer le grand-duché par une cession de territoire.

Un instant, on put réellement croire que la proposition autrichienne entrait dans les convenances de M. de Bismarck. M. de Metternich affirmait qu'il aurait dit à M. de Wimpfen « que l'idée était heureuse et qu'il en savait gré à M. de Beust (1). » Mais le comte de Bernsdorf, qui à Londres jouait les Cassandre, donnait aussitôt un démenti à M. de Wimpfen. D'après lui, le propos prêté à son ministre n'était qu'une fable; il affirmait, au contraire, que jamais la Prusse n'évacuerait le Luxembourg (2). L'atmosphère de Berlin était décidément pernicieuse pour la diplomatie étrangère; elle y perdait ses facultés les plus précieuses, l'ouïe et la mémoire.

M. de Moustier était énervé, épuisé par tant d'efforts stériles. S'arrêter à des propositions, les discuter et les accepter pour les voir échouer, telle était sa tâche. Il ne pouvait que se compromettre à ces jeux fallacieux de la diplomatie. « Je redoute, télégraphiait-il au prince de La Tour d'Auvergne, à la date du 15 avril, que toutes ces propositions diverses qui se croisent n'amènent des complications. Aussi, en ce qui nous concerne, la question se résume-t-elle dans les termes suivans: « Le roi des Pays-Bas nous a fait une promesse de cession du Luxembourg. Nous ne pourrions y renoncer, dans l'intérêt de la paix de l'Europe, que si les puissances obtenaient de la Prusse l'évacuation de la forteresse. »

L'empereur, de son côté, faisait venir lord Cowley et le priait de réclamer, non plus les bons offices, mais la médiation de l'Angleterre. La France s'abritait de plus en plus derrière les puissances, elle les constituait arbitres de la paix et de la guerre.

M. de Moustier recommandait en même temps à M. Benedetti d'être plus circonspect que jamais et d'éviter toute démarche auprès de M. de Bismarck. « Nous devons, disait-il, garder une attitude expectante et aussi dilatoire que possible. Vous avez bien compris notre pensée, *qui est de ne céder à aucune provocation, quelle qu'elle soit*, et de rendre impossible au roi et au parti militaire qui le domine de trouver le prétexte de guerre qu'il semble vouloir chercher. »

La réserve de l'ambassadeur de France ne pouvait laisser M. de Bismarck insensible. Il s'en plaignait à M. de Goltz et disait qu'il voyait, dans cette attitude d'isolement à son égard, un caractère fâcheux de préméditation.

(1) Dépêche du comte de Wimpfen, 12 avril : « J'ai pu me convaincre que le comte de Bismarck y voyait un moyen de conciliation; l'idée lui a paru heureuse, il nous en sait gré. »

(2) Dépêche du comte Apponyi : « D'après une dépêche que le comte de Bernsdorf a communiquée à lord Stanley, la Prusse refuse décidément d'évacuer le Luxembourg. »

Le moment était critique. M. de Moustier crut devoir tenter un dernier effort à Pétersbourg. L'ambassadeur de Russie l'y encourageait, mais à sa façon, en lui demandant s'il ne croyait pas le moment venu d'aller de l'avant en Turquie : « Ce n'est pas l'Orient qui me préoccupe en ce moment, répondait M. de Moustier, c'est l'Occident. — Et cependant, ajoutait M. de Budberg, ce serait vous rendre un fier service que d'essayer de faire sortir du Luxembourg les Prussiens, qui n'ont pas la moindre envie de s'en aller. » M. de Moustier ne repoussait pas cette avance. « Essayez, » disait-il, mais il ne comptait en réalité que sur l'intervention de l'Angleterre et de l'Autriche.

On trouvait, à Paris, que le baron de Talleyrand n'apportait pas dans l'accomplissement de sa mission l'ardeur voulue, tant l'attitude du cabinet russe paraissait étrange après toutes les protestations qu'on avait échangées avec lui. On lui reprochait d'avoir négligé de remettre personnellement au tsar une lettre de l'empereur Napoléon au sujet de l'exposition universelle; on s'était flatté qu'une audience nous vaudrait de précieuses assurances. « Pétersbourg, lui écrivait M. de Moustier, est un point bien important pour nous; aucune précaution, aucune investigation, aucune explication ne saurait être superflue. Les rapports de la Russie avec la Prusse, dont chaque jour témoigne davantage l'existence, sont pour nous un sujet naturel de préoccupations. Il serait bien intéressant de remonter à leur origine, de les suivre dans leur développement et de mesurer leur portée. Le prince Gortchakof, en nous proposant de nous entendre sur la question d'Orient, nous a promis une attitude franchement sympathique pour nos intérêts en Occident. Cela s'accorde peu avec l'attitude apparente du cabinet de Pétersbourg dans ces derniers jours. Il semble plus près de donner raison à la Prusse qu'à nous, et cela avant même de connaître exactement de quoi il s'agit. »

M. de Talleyrand ne méritait pas ces observations. Il avait agi avec tact et mesure. Il connaissait son terrain; il se voyait l'objet d'une froide réserve, tandis qu'on mettait de l'affectation à conférer avec le prince de Reuss; il savait que l'impression de l'empereur Alexandre était mauvaise, qu'il nous blâmait en termes peu mesurés, et il ne se souciait pas d'exposer son gouvernement à des réponses désobligeantes.

On ne se rendait pas compte à Paris, où les portes des Tuileries étaient toujours grandes ouvertes, de la situation que le caractère de l'empereur et les traditions de la politique russe faisaient au corps diplomatique accrédité à Pétersbourg. L'empereur Alexandre, aimable et courtois quand on le voyait, ce qui était rare, vivait retiré, et aucun de ses familiers ne pouvait prétendre au rang de confident. Ce que savait le comte Schouwalof, le prince Gortchakof

l'ignorait; il en était de même du comte Adlerberg et du prince Gagarine. De là une méfiance inouïe entre tous ceux qui approchaient le souverain. La discrétion, le silence, étaient les conditions premières de la faveur. L'empereur tenait chacun à distance et ne permettait à aucune influence de se produire. Autour des diplomates étrangers, le cordon sanitaire était rigoureusement tendu; il était enguirlandé, mais solide. On ne leur refusait ni prévenances ni égards; on les hantait volontiers, mais jamais la familiarité n'engendrait la confiance. Dans ces conditions, il était difficile au baron de Talleyrand, bien qu'il eût de l'esprit de sa race, d'exercer grande action sur les décisions de la cour de Pétersbourg ni d'être renseigné exactement sur ses tendances secrètes. Il n'avait d'autre guide que son instinct, d'autre pierre de touche que son tact. « Nous sommes réduits, mes collègues et moi, écrivait-il, à faire de la pauvre diplomatie, car systématiquement la tâche nous est rendue ici plus difficile que partout ailleurs. A moins d'un hasard, nous devons la plupart du temps nous borner à observer la marche des événemens et à les commenter de notre mieux. C'est un rôle, ajoutait-il finement, dont la modestie m'a pesé plus d'une fois.»

M. de Bismarck avait introduit à Berlin à peu près le même système de réserve et de mystère. Il tenait, lui aussi, le corps diplomatique à distance. Il n'était accessible qu'à son heure, lorsqu'il avait intérêt à parler, et à ce moment, il n'éprouvait le besoin de s'expliquer avec personne. Il faisait ses comptes, qui ne se soldaient pas comme il l'espérait peut-être. Il avait pu croire que, sous le danger de la guerre, l'opposition en France se retournerait violemment contre l'empereur, et il voyait l'empereur soutenu par l'opinion publique, qui semblait se rallier autour de lui. Ses états-majors avaient spéculé sur notre désorganisation militaire, et il s'était trouvé un véritable homme de guerre qui s'appliquait avec une énergie indomptable à organiser la défense. Les partis hostiles se remuaient, au contraire, en Allemagne; une nouvelle guerre semblait répugner aux classes moyennes. Le Sud manifestait hautement son mauvais vouloir; les gouvernemens, harcelés de toutes parts, réclamaient des garanties et ne cessaient d'exprimer des craintes au sujet de l'attitude éventuelle du cabinet de Vienne. L'Autriche était la grosse préoccupation; elle avait encore de nombreux partisans en Allemagne; elle en avait même en Prusse et jusque dans les entours du roi. Les journaux officieux la choyaient; ils faisaient appel à la confraternité du passé, ils invoquaient aussi les souvenirs glorieux de la sainte-alliance. Leur langage était édifiant; il semblait, à les entendre, que l'Autriche présidait toujours la Confédération germanique, que la Prusse n'avait ni prémédité ni poursuivi sa ruine et qu'aucun de ses anciens confédérés ne l'avait trahie. La

Bavière mettait un soin particulier à protester de ses sympathies et de son dévoûment. Sa conscience était inquiète; elle avait manqué à ses engagemens en 1866. Au lieu de cent mille hommes, elle n'en avait fourni tardivement que quarante-cinq mille. Les états-majors autrichiens lui reprochaient aussi d'avoir sacrifié la défense commune à des considérations équivoques. Elle pouvait craindre qu'on ne s'en souvînt à Vienne. La sécurité de ses frontières était en question; elle risquait de se trouver entre une démonstration militaire autrichienne et une invasion française. Si la guerre éclatait, la Prusse ne songerait-elle pas avant tout à la défense de son propre territoire? Attaquant au nord et forcée de défendre ses côtes, serait-elle en état de couvrir le Midi si la France devait prendre l'offensive sur le Rhin supérieur? N'en serait-on pas réduit à livrer le pays à l'invasion et à se rejeter avec le peu de forces dont on disposait dans les forteresses d'Ulm et de Rastadt? Ces craintes s'imposaient à Carlsruhe, à Stuttgart aussi bien qu'à Munich. La France avait encore du prestige, et il n'était pas dit que la Prusse remportât des victoires foudroyantes et décisives. Les affirmations de la diplomatie prussienne, les appels passionnés de la presse inspirée et les démonstrations patriotiques des assemblées populaires ne suffisaient pas pour dissiper les inquiétudes qui rongeaient les cours méridionales.

XI. — LA MISSION DU COMTE DE TAUFFKIRCHEN.

Le prince de Hohenlohe, qui est aujourd'hui le représentant considéré de l'empereur d'Allemagne à Paris, était alors président du conseil du roi de Bavière. Il avait à se préoccuper avant tout des intérêts et de la sécurité de son pays; il ne pouvait, quelle que fût l'intensité de son patriotisme allemand, les subordonner aux convenances de la politique prussienne. Il lui importait d'obtenir du cabinet de Vienne la certitude qu'il ne séparerait pas sa cause de celle de l'Allemagne. Le prince de Hohenlohe avait sous la main, dans son cabinet, un homme dévoué, un ancien magistrat, le comte de Tauffkirchen; il l'improvisa envoyé extraordinaire. M. de Tauffkirchen, au lieu de se rendre directement à Vienne, prit le chemin des écoliers: il passa par Berlin. Il devait prendre langue avec M. de Bismarck et régler sa montre sur la sienne.

Le ministre prussien avait déjà fait maintes avances au gouvernement autrichien, publiquement devant le parlement du Nord, et secrètement par les voies de la diplomatie.

Mais les manifestations du Reichstag étaient restées sans écho à Vienne et l'offre d'une alliance n'y avait provoqué que des réflexions ironiques: « Une alliance, avait dit M. de Beust, prévoit la défaite et la victoire; je sais ce qui m'attend en cas de défaite, mais que

m'offrirez-vous en cas de succès? Sans doute un exemplaire richement relié du traité de Prague. » L'épigramme était vive, elle laissait l'envoyé prussien décontenancé. L'envoyé bavarois espérait être plus heureux; les diplomates improvisés ne doutent de rien. Leur confiance est parfois à la hauteur de leur inexpérience.

D'après M. de Tauffkirchen, la France était la brebis galeuse, elle troublait l'Europe, et le seul moyen de la contenir était de la mettre en face d'une solide alliance. La Russie le comprenait ainsi, elle était prête à s'unir à l'Allemagne et à l'Autriche.

Joignant la menace aux instances, l'envoyé bavarois donnait à entendre que, si le cabinet de Vienne laissait échapper l'occasion, les cabinets de Berlin et de Pétersbourg, qui déjà s'étaient concertés sur des questions intéressant la monarchie autrichienne, pourraient bien développer leur entente dans un sens qui ne répondrait ni à ses désirs ni à ses intérêts.

Précisant l'objet de sa mission, M. de Tauffkirchen formulait un traité d'alliance offensive et défensive, garantissant à l'Autriche toutes ses possessions allemandes et temporairement toutes ses possessions non allemandes; il lui assurait, en outre, une série d'avantages politiques, industriels et commerciaux. Il ajoutait que le temps pressait et que les souverains dont il était le mandataire étaient convaincus que l'empereur François-Joseph n'hésiterait pas à revenir à sa politique traditionnelle. M. de Tauffkirchen se déclarait muni de pleins pouvoirs suffisans pour conclure immédiatement; il disait qu'il les avait dans sa poche et que, dans vingt-quatre heures, l'Europe pourrait apprendre avec joie que la paix était désormais assurée et garantie.

La réponse de M. de Beust fut nette, concise et résolue. Il fit comprendre à M. de Tauffkirchen que, si la morale politique différait de la morale privée, il était cependant des actes qu'on ne pouvait se permettre à la face de l'Europe sans se déshonorer. « Il y a à peine dix mois, disait-il, que l'empereur Napoléon a arrêté la Prusse aux portes de Vienne et sauvé, par sa médiation, l'intégrité du territoire autrichien, et l'on vient aujourd'hui nous demander de nous liguer contre la France! Jamais l'empereur François-Joseph ne souscrira à pareille monstruosité, et il ne comprendra pas qu'on ait songé à lui en faire la demande. »

L'envoyé bavarois ne demanda pas son reste. Il renonça à l'audience qu'il avait sollicitée pour remettre à l'empereur François-Joseph une lettre de son souverain; elle n'était plus de circonstance, il la remporta à Munich. Il fallait la guerre de 1870 et un autre ministre que M. le comte de Beust pour réaliser le rêve de la diplomatie bavaroise.

L'insuccès du comte de Tauffkirchen eut un vif retentissement

en Allemagne, il ne passa pas inaperçu en Russie. La politique française put en constater aussitôt l'effet, à Berlin comme à Pétersbourg.

On reparlait simultanément du voyage des deux souverains à Paris. L'empereur Alexandre faisait savoir à M. de Talleyrand qu'il y songeait toujours, et le prince de Hohenzollern disait à Baden à un chambellan de l'empereur Napoléon que le roi Guillaume n'avait pas renoncé à l'idée de visiter l'exposition universelle. Le thermomètre avait subi une brusque oscillation; il marquait le dégel à Berlin et la chaleur à Saint-Pétersbourg. Le comte de Bismarck ne rejetait plus d'une manière absolue l'idée d'une conférence, et le prince Gortchakof redevenait expansif. Il reprenait son langage imagé; il assurait que sa foi n'était engagée d'aucun côté, qu'il avait su résister aux instances du prince de Reuss, qui le pressait de se prononcer; qu'en un mot, ses sentimens sur la question du Luxembourg étaient immaculés, que nous nous trouvions vis-à-vis d'une feuille de papier absolument blanche. Il reconnaissait, en écoutant la lecture des communications que M. de Talleyrand était chargé de lui faire, qu'il était difficile de témoigner des sentimens plus pacifiques en termes plus courtois, et que, s'il ne craignait qu'un compliment du vice-chancelier à M. de Moustier ne fût déplacé, il le chargerait de le lui transmettre. « Quel dommage, disait-il, que je ne me trouve pas avec M. de Moustier à Constantinople! nous réglerions les affaires d'Orient en moins de quinze jours. » — « Mon unique ambition est de voir de près le plus grand homme d'état de l'Europe, » écrivait Frédéric II au cardinal de Fleury, lorsqu'il méditait l'invasion de la Silésie.

La glace était rompue; le prince Gortchakof sortait de son étrange torpeur, la lumière se faisait dans son esprit. Il reconnaissait après trois semaines de méditations que le droit de garnison qu'invoquait la Prusse était décidément contestable; il se plaisait à constater et à admirer la modération de la France. Il annonçait que l'empereur Alexandre allait s'entremettre activement, que déjà il avait adressé des lettres instantes à son oncle, et il se flattait que M. de Bismarck, malgré sa nervosité, finirait par se soumettre aux conseils de la raison. Mais le prince Gortchakof entendait ne se mettre à la remorque de personne, travailler à l'œuvre de la paix pour son compte, il se réservait la peine et l'honneur. Il entendait surtout ne pas marcher sur les brisées de M. de Beust; il lui abandonnait, disait-il, toujours enclin à laisser percer ses rancunes, le soin et la satisfaction de faire accepter à Berlin les projets dont son ambassadeur le comte de Reverdera ne cessait de l'entretenir. Que s'était-il passé pour opérer un revirement si chaleureux, si inespéré? Avait-on appris à la cour de Saint-Pétersbourg que la situation s'était déten-

due à Berlin, que l'intervention résolue de l'Angleterre et l'obstination de l'Autriche avaient ébranlé les résolutions belliqueuses du roi? Savait-on qu'il serait plus disposé à céder aux conseils de la Russie qu'à la pression des autres puissances? Toujours est-il que sans transition le cabinet de Saint-Pétersbourg sortait du silence qui nous avait si péniblement affectés et se mettait en mesure d'enfoncer des portes qui déjà n'étaient plus hermétiquement fermées. Mais, fidèle à sa maxime : *Do ut des*, il nous demandait en échange du service qu'il allait nous rendre à Berlin, de donner à l'opinion russe « le spectacle d'une intime entente à Constantinople. »

L'empereur ne s'était pas adressé en vain à l'Angleterre. Le gouvernement anglais, malgré les doctrines de Manchester qui prévalaient à ce moment, ne pouvait rester indifférent à un choc de l'Allemagne et de la France, dont le contre-coup jetterait la perturbation dans ses intérêts économiques et financiers. Qui d'ailleurs pouvait prévoir les vicissitudes et les emportemens de la guerre? Elle laisserait peut-être la France maîtresse de la Belgique, la Prusse maîtresse de la Hollande et la Russie maîtresse de l'Orient. Aussi, lord Stanley et ses collègues, contrairement aux traditions de la politique anglaise, demandèrent-ils à la reine Victoria, après de franches explications sur la Belgique échangées avec le cabinet des Tuileries, de sortir de son deuil pour se faire, auprès du roi de Prusse, l'invocatrice résolue de la paix. « Je sais ce qui s'est passé, disait la reine au prince de La Tour d'Auvergne. M. de Bismarck, bien qu'il le nie aujourd'hui, vous a lui-même encouragés à réclamer le Luxembourg; je sais aussi que l'empereur se borne à demander l'évacuation de la forteresse et j'ai dit au roi Guillaume nettement toute ma pensée à cet égard. » La reine était convaincue que, si toutes les puissances s'entendaient pour dire énergiquement à M. de Bismarck qu'il avait tort, il céderait. Elle se rappelait le langage qu'on tenait à Berlin, à la veille de la guerre d'Allemagne, et elle s'inquiétait de voir le ministre prussien parler toujours des préparatifs militaires qui se faisaient en France. « Cela donne à penser, disait-elle, et permet de suspecter les intentions de la Prusse. »

Lord Stanley envoyait à Berlin, par un courrier extraordinaire, en même temps que la lettre de la reine, de pressantes instructions à son ambassadeur. Elles devaient enlever au gouvernement prussien toute illusion sur les sympathies éventuelles de l'Angleterre; elles l'invitaient à déférer aux vœux de l'Europe; elles rendaient M. de Bismarck en quelque sorte responsable d'un conflit; elles établissaient que les prétentions de la Prusse n'étaient pas plus fondées en droit que justifiées par les circonstances.

Mais lorsque lord Augustus Loftus se présenta au ministère des affaires étrangères pour s'acquitter des ordres de son gouvernement,

grande fut sa surprise; il apprenait que M. de Bismarck avait subitement disparu. On présumait qu'il était parti pour la campagne, on ignorait le chemin qu'il avait pris; il n'avait laissé à son substitut, M. de Thile, ni instructions, ni adresse. Toute action diplomatique était forcément suspendue. Que signifiait ce brusque et mystérieux départ dans une heure aussi décisive? Était-il motivé par la santé du ministre? était-il l'indice d'un dissentiment grave avec le souverain? M. de Bismarck, prévenu par le comte de Bernsdorf, tenait-il à éviter les communications anglaises? ou bien, avant de prendre une suprême résolution, avait-il jugé indispensable de se soustraire aux passions qui s'agitaient autour de lui, et voulait-il décider de la paix et de la guerre dans le silence et dans le recueillement? Toutes les conjectures étaient autorisées. Les uns prétendaient qu'il s'était dirigé sur Paris pour conférer secrètement avec l'empereur Napoléon, d'autres au contraire affirmaient qu'il se concertait, sur les confins de la Pologne, avec le prince Gortchakof.

M. de Bismarck n'était ni en France ni en Pologne; il s'était retiré en Poméranie, soucieux de sa santé, surtout de sa popularité. Il tenait à laisser au roi le mérite comme la responsabilité des concessions que l'attitude des puissances et les hésitations de l'Allemagne méridionale imposaient de plus en plus au gouvernement prussien. Il voulait avoir l'air de subir les négociations plutôt que de les conseiller. Il reparaissait du reste à Berlin le 25, au soir, après une éclipse de cinq jours. Il assistait le lendemain, chez le prince royal, en même temps que M. Benedetti, à un concert donné à l'occasion du mariage du comte de Flandres et de la princesse de Hohenzollern. Ils s'observèrent de loin, sans chercher à se rapprocher. En s'abordant, ils n'auraient pu que récriminer. Le ministre reprochait en effet tout haut à l'ambassadeur d'avoir méconnu sa pensée, travesti ses paroles, et l'ambassadeur, plus courtois, regrettait, sans le cacher, les défaillances de mémoire du président du conseil. M. Benedetti était du reste, ce soir-là, l'objet des prévenances de la cour; le prince royal, le prince Frédéric Charles et le duc de Cobourg protestaient à l'envi des sentimens concilians de la Prusse. Le roi, toujours affable et chevaleresque, paraissait dégagé de toute arrière-pensée inquiétante, et la reine Augusta, avec sa grâce idéale, s'appliquait, en redoublant d'aménité, à panser des blessures qu'elle savait saignantes.

Le roi Léopold était le lion de la fête. Il était radieux; l'union de la maison de Brabant avec la maison de Hohenzollern comblait ses vœux; elle assurait le salut de la Belgique et la sécurité de son trône. Il tranquillisait l'ambassadeur de France sur l'issue du conflit; c'était l'agneau s'efforçant de calmer les appréhensions du loup.

L'ambassadeur d'Angleterre seul était sombre et agité. Il avait en poche depuis cinq jours des instructions pressantes que la fugue de M. de Bismarck avait laissées en souffrance. Il attendait avec une impatience nerveuse pour s'en acquitter que le roi voulût bien lui adresser la parole. Lord Loftus avait la ténacité britannique; il était loyal, rond d'allures, mais il n'avait pas la main légère; il ne glissait pas, il appuyait. Il ne connaissait que les instructions de son gouvernement; il les faisait sonner très haut, il ne les oubliait dans aucune circonstance de la vie. La politique l'obsédait; il en parlait partout et toujours. Il harcelait ses collègues de questions et si, malgré cela, il n'était pas le diplomate le mieux renseigné, du moins il se flattait de l'être. Le roi, qui évitait toujours avec le plus grand soin de causer politique, ne put cette fois échapper à l'entretien. A la première parole insignifiante qu'il lui adressa, lord Loftus lui représenta que son gouvernement désirait une solution pacifique et qu'il n'accepterait pas une conférence si la Prusse ne consentait au préalable à évacuer la forteresse. Il ajouta en réponse à une observation de sa majesté, qui disait que son gouvernement avait à tenir compte de l'état de l'opinion publique en Allemagne, qu'il fallait prendre en considération l'opinion européenne de préférence à l'opinion allemande. L'ambassadeur de France suivait le colloque du regard; il voyait lord Loftus parler avec une vivacité solennelle et la figure du roi trahir l'impatience. « J'observais le roi, écrivait-il; il m'était facile de constater que Sa Majesté n'accueillait pas avec faveur les observations de l'ambassadeur. Lord Loftus, ajoutait-il, n'en est pas moins convaincu que ses paroles laisseront une salutaire impression. » La certitude d'être soutenu quand même par un gouvernement qui sait ce qu'il veut a toujours été la force de la diplomatie anglaise.

Le lendemain, M. d'Oubril venait à son tour, mais en ami de la maison, s'acquitter de ses instructions. Ce n'étaient pas des remontrances, mais des conseils, qu'il apportait à M. de Bismarck, tout préparé d'ailleurs à la communication qu'il était chargé de faire. Déjà le président du conseil avait admis que, si la proposition de se présenter dans une conférence lui était faite, il lui serait difficile de la décliner. Mais il ne s'était pas prononcé sur le droit de garnison; il avait indiqué, au contraire, en se livrant à des déclamations contre un parti-pris de la France de faire la guerre à l'Allemagne, que la Prusse n'était pas disposée à évacuer le Luxembourg. Le discours que le roi avait prononcé, le 17 avril, à la fermeture du parlement du Nord, n'était guère plus rassurant. Il avait dit, en faisant allusion au Luxembourg, que l'heure était venue pour la patrie allemande de faire respecter par sa puissance ses droits et sa dignité. Du moment que sur une question aussi simple le gouver-

nement prussien mettait en avant son droit et sa dignité, il était clair qu'il n'entendait se prêter à aucune transaction.

Mais, depuis le 17 avril, on avait perdu bien des illusions. L'intervention des puissances s'était accentuée; les passions nationales avaient mis la sourdine à leurs bruyans éclats, la France n'avait fourni aucun prétexte, et la mission de M. de Tauffkirchen avait échoué. Se refuser à toute concession, c'était braver le sentiment de l'Europe, c'était assumer toute la responsabilité des événemens.

Aussi le président du conseil, malgré le discours royal et malgré ses déclarations et celles de la *Gazette de l'Allemagne du Nord*, qui, le 25 encore, opposait un démenti à ceux qui prétendaient que le cabinet de Berlin, moyennant certaines conditions, consentirait à retirer sa garnison, donnait-il, le 26, à M. d'Oubril le consentement de la Prusse à l'ouverture de négociations collectives à Londres sur la base de la neutralité du Luxembourg, placée sous la garantie européenne, ce qui impliquait évidemment l'évacuation.

C'était un résultat important, et le mérite en revenait au cabinet de Pétersbourg. Le prince Gortchakof recueillait, en intervenant à l'heure psychologique, le bénéfice des efforts que l'Autriche et l'Angleterre tentaient infructueusement depuis plusieurs semaines. Quelques jours après, M. de Bismarck se rencontrait à un dîner donné par le ministre de Russie, à l'occasion de la fête de l'empereur, avec l'ambassadeur de France. Il le rechercha à différentes reprises, et, au dessert, au moment où M. d'Oubril portait un toast au succès de la conférence, il avança ostensiblement son verre pour rencontrer celui de M. Benedetti. La quarantaine était levée. En sortant de table, le chancelier attira l'ambassadeur dans une embrasure de fenêtre. Il se félicita, avec la cordialité qu'il sait déployer lorsqu'elle convient à ses desseins, du revirement qui s'opérait dans les esprits. « On a fait ici, disait-il, et l'on voudrait faire encore bien des bêtises! » C'était un aveu et une justification. Il reconnaissait qu'à Berlin, on avait voulu faire la guerre, qu'on la poursuivait toujours, en même temps qu'il s'attribuait le mérite de la conjurer. Il se justifiait ainsi, au détriment du parti militaire, cet être impersonnel qui semblait tenir en échec, et la sagesse du roi, et l'action de son gouvernement. Les récriminations n'étaient plus de saison, M. Benedetti se contenta de prendre acte de l'aveu : il n'essaya pas de prolonger un entretien qui ne laissait pas d'être gênant sous les regards curieux et attentifs de tous les membres du corps diplomatique, prêts à s'emparer de quelques paroles saisies au vol pour en faire le thème de volumineuses dépêches.

XII. — LE COMTE DE BISMARCK ET SES DÉTRACTEURS.

La situation commençait à se détendre; le cabinet de Berlin, après trois semaines de mutisme, prêtait l'oreille aux suggestions de la diplomatie; mais, fort de sa supériorité militaire, il se repliait en bon ordre, il discutait, débattait et marchandait avec humeur les concessions qu'on lui demandait. S'il ne repoussait plus l'idée de l'évacuation, il refusait à lord Stanley d'en faire la base des délibérations; d'après lui, le retrait de la garnison ne devait être que la conséquence de l'entente des puissances.

La presse officieuse ne tenait aucun compte de l'évolution que le gouvernement opérait insensiblement. Elle affectait d'ignorer les pourparlers engagés et les concessions que déjà les puissances médiatrices avaient obtenues du cabinet de Berlin. Elle démontrait que la situation était plus grave qu'on ne le soupçonnait. La *Gazette de l'Allemagne du Nord* prétendait qu'il n'y avait pas lieu de négocier ni de s'arrêter à des propositions que la Prusse n'avait pas provoquées. Elle soutenait que, dans aucun cas, la Prusse ne rappellerait ses troupes; elle croyait de son devoir de mettre le sentiment du public en garde contre les dépêches qui affirmaient qu'on était à la veille de s'entendre.

La Réforme prévoyait la guerre; elle trouvait que le moyen le plus simple d'éteindre la soif inextinguible de conquêtes qui dévorait la France était de la réduire au rang d'une puissance inoffensive, en lui enlevant l'Alsace et la Lorraine et en s'annexant la Hollande. Quant à la *Gazette de la Croix*, l'organe du parti militaire, elle soulevait une question nouvelle, celle des armemens. Elle affirmait que la France se préparait à la guerre offensive, qu'elle armait outre mesure, tandis que la Prusse ne remuait ni un homme ni un canon. Elle répétait ce qu'écrivait M. de Goltz, que l'affaire du Luxembourg n'était qu'un prétexte, que la France cherchait dans la guerre un dérivatif à ses difficultés intérieures et que, si la Prusse évacuait le Luxembourg, on lui demanderait Mayence.

La diplomatie accréditée à Berlin était déroutée; elle connaissait la savante organisation de la presse prussienne. Elle savait combien elle était disciplinée, à quelles sources elle s'inspirait, elle ne comprenait plus rien à ce double langage, promettant la paix et soufflant la guerre. Elle interpellait le président du conseil. M. d'Oubril y mettait une ardeur particulière; il tenait à regagner le temps perdu et à nous prouver combien la conversion tardive du prince Gortchakof était sincère. Il appelait l'attention du premier ministre sur le retentissement fâcheux que les violences de la presse prussienne avaient en Allemagne et en France, et il lui faisait remarquer

combien elles rendaient difficile la tâche des puissances médiatrices. M. de Bismarck déclinait toute responsabilité; il prétendait avec humeur n'exercer aucune action sur les journaux. Déjà il oubliait la profession de foi que récemment il avait faite à l'envoyé autrichien avec un réel accent de sincérité. « Il faut donner à la France, avait-il dit à M. de Wimpfen, de justes satisfactions, lui faire un pont d'or si elle veut vivre en paix avec la Prusse. » Il avait ajouté que c'était sa politique et qu'il cherchait à la faire prévaloir, dût-il y perdre sa popularité. On était dérouté, et on l'est encore, en face de tant de contradictions. On se demandait quel but poursuivait le premier ministre. Il semblait que plus ses journaux affirmeraient hautement la résolution de la Prusse de ne pas évacuer le Luxembourg, plus l'humiliation serait grande le jour où elle serait condamnée à retirer ses troupes. Au lieu de se faire un mérite envers la France de la bonne grâce de sa concession, on eût dit qu'il se préparait, de gaîté de cœur, un grave échec moral en laissant sa presse démuselée prêcher la guerre et se moquer des puissances signataires. Espérait-il par ces contradictions énerver et diviser la diplomatie européenne? Comptait-il sur l'imprévu, sur un faux mouvement de la France, sur une témérité du gouvernement impérial? Voulait-il impressionner la conférence de Londres par les manifestations du sentiment germanique et n'entendait-il y comparaître que la main sur la garde de son épée? Battu en brèche à la cour par d'ardentes inimitiés, en était-il réduit à marcher à la remorque du parti national et du parti militaire, qui, grisés tous deux, réclamaient la guerre sans souci de l'intervention européenne?

M. de Bismarck n'était pas alors, comme il l'est devenu depuis, un ministre incontesté. Son œuvre était incomprise, elle apparaissait compliquée, précaire, périlleuse. On exaltait, à la cour de Prusse, les combinaisons stratégiques des généraux au détriment de ses combinaisons diplomatiques. On l'accusait de modérantisme; on rappelait qu'au quartier-général victorieux de Nikolsbourg, il avait, méconnaissant la supériorité prussienne, laissé échapper la Saxe, subi la ligne du Slesvig et celle du Mein. On insinuait qu'au mois de juillet 1866, M. de Goltz, mieux inspiré, avait obtenu de l'empereur, sans grand effort, le décuple de ce que son ministre lui avait prescrit de demander. On le proclamait un détestable administrateur; on prétendait que sa constitution fédérale n'était pas née viable, qu'il sacrifiait la Prusse à l'Allemagne révolutionnaire. On disait que le jeu téméraire de sa politique conduirait tôt ou tard à des catastrophes, qu'elle ne pourrait plus, à moins d'abdiquer, s'arrêter en chemin, que, l'immobilité lui étant mortelle, elle poursuivrait implacablement sa route fatale, au détriment de la prospérité et de toutes les libertés, fût-ce sur des monceaux de

cadavres, à travers un fleuve de sang. On s'attaquait à son omnipotence ministérielle, à ses nerfs orageux; on cherchait, mais en vain, à exciter les susceptibilités de son souverain; on faisait allusion au temps où le nom du roi était sans cesse sur ses lèvres. On opposait à sa soumission déférente d'alors son absolutisme hautain d'aujourd'hui. On montrait sa personnalité envahissante, absorbant tout en Prusse et dans la Confédération du Nord, n'admettant plus de contradictions, tenant sous sa coupe ou brisant ministres et ambassadeurs. On allait jusqu'à évoquer perfidement le souvenir d'illustres rebelles; on murmurait le nom de Wallenstein. *Ego et rex meus*, telle était l'orgueilleuse devise qu'on lui prêtait. Ses détracteurs étaient nombreux, implacables; il s'en trouvait jusque dans les rangs de sa diplomatie, qui, astucieux, entreprenans, tout en servant leur pays avec ardeur, ne perdaient aucune occasion pour le contre-carrer, le discréditer dans l'espoir de le perdre. Ils ne connaissaient guère le roi. Ils oubliaient que celui-ci subordonnait tout, jusqu'à son amour-propre, à la raison d'état, que s'il avait le cœur chaud, il avait la tête froide, et que s'il écoutait toujours le dernier venu, ce dernier venu était toujours le comte de Bismarck.

De tous les compétiteurs du premier ministre, le comte de Goltz était sans contredit le plus dangereux. Il avait à la cour de puissans auxiliaires, et le souverain ne pouvait oublier que, grâce à son habileté, il avait pu jeter toute son armée sur l'Autriche, en pleine sécurité du côté de la France, qu'en un tour de main, tandis qu'on négociait laborieusement à Nikolsbourg, son zèle et son astuce avaient su arracher à l'empereur, par surprise, tout le Hanovre, toute la Hesse électorale, le duché de Nassau et la ville libre de Francfort. Aussi l'ambassadeur, avec l'orgueil des services rendus, ne craignait pas dans ses rapports au roi de combattre les instructions de son ministre et de prendre parfois à Paris le contre-pied de sa politique. Il n'avait pas dans l'origine, tant s'en faut, combattu la cession du Luxembourg; il avait insisté, au contraire, sur la nécessité de donner une satisfaction à la France, et de la réconcilier avec les agrandissemens de la Prusse. Mais, quand il vit M. de Bismarck mal engagé, compromis dans une négociation scabreuse, en lutte avec les répugnances du roi et l'opposition des généraux, loin de lui faciliter la tâche, il s'appliqua à le contre-carrer. Il se flattait qu'acculé dans un fâcheux dilemme qui le condamnait ou à manquer aux engagemens qu'il avait contractés avec la cour des Tuileries, ou à porter atteinte à l'amour-propre prussien surexcité, il ne lui resterait d'autre parti à prendre que de se démettre. En nous prêtant des arrière-pensées agressives et en fournissant aux généraux, par de perfides rapports, de « puissans argumens » pour entraver la cession du Luxembourg, le comte de Goltz s'inspirait moins encore de son

mauvais vouloir pour la France que du désir de compromettre M. de Bismarck dans l'esprit du roi, de le mettre aux prises avec le parti militaire et en lutte avec le sentiment national.

En 1866, la rivalité de deux de nos ministres, M. Drouyn de Lhuys et le marquis de La Valette, eut pour nos destinées d'irréparables conséquences; en 1867, ce fut l'antagonisme du comte de Bismarck et du comte de Goltz qui, pour une part, — la sincérité du ministre prussien étant admise, — se jeta à la traverse de la réconciliation que la cession du Luxembourg devait sceller entre la France et la Prusse. Il était dit qu'une malchance décidée présiderait dorénavant à toutes les combinaisons de la politique impériale. La fortune l'avait délaissée.

C'est au moment où les passions étaient le plus violemment déchaînées contre la France que M. Garnier-Pagès apparut à Berlin suivi de M. Herold et de M. Duclerc. L'éventualité d'un conflit avec la Prusse avait divisé le parti libéral français. Les uns pensaient que, pour éviter la guerre, le moyen le plus sûr était de la préparer et de ne pas reculer devant d'injustes prétentions : c'étaient les patriotes. Les autres croyaient à la fraternité des peuples, à l'efficacité des manifestes pacifiques : c'étaient les ligueurs de la paix. Il en était aussi qui ne s'inspiraient que de la haine du gouvernement impérial, prenaient le contre-pied de tous ses actes, l'accusant d'être pacifique lorsqu'il était belliqueux et belliqueux lorsqu'il était pacifique. Ils n'avaient qu'une visée, ils n'aspiraient qu'à le renverser, fût-ce sur les décombres de la France : c'étaient les révolutionnaires. M. Garnier-Pagès était un humanitaire; il se présentait à Berlin, au nom de la ligue de la paix dont il se disait l'envoyé. Il arrivait avec une ignorance absolue de l'état des esprits. Il se figurait que l'Allemagne était mûre pour la liberté, qu'elle la préférait à la grandeur et que le parlement du Nord n'hésiterait pas à faire acte révolutionnaire plutôt que de se prêter à la guerre. Il ne se doutait point du peu de cas que faisait le gouvernement prussien de manifestations dont il n'était pas l'inspirateur. Il comptait organiser des *meetings*; il croyait à la puissance et à la contagion irrésistible de sa parole. Toutes les portes lui restèrent fermées. Le parti libéral lui tourna le dos, il embarrassa les progressistes qui le fêtèrent, mais clandestinement. Pour les radicaux allemands, la solidarité des peuples n'était autre chose que la domination universelle de la Prusse. La démarche de M. Garnier-Pagès fut méconnue, elle était inopportune et impolitique, elle n'eut aucun retentissement en Allemagne ; la presse ne s'en occupa que pour la persifler et en tirer des conclusions humiliantes pour notre amour-propre, et quant à M. de Bismarck, toujours ironique, il affecta de l'ignorer.

G. Rothan.

MŒURS FINANCIÈRES

DE LA FRANCE

LES NOUVELLES SOCIÉTÉS FONCIÈRES.

De tous les changemens qui se sont opérés dans les mœurs financières de notre pays, le plus grand, le plus inattendu à coup sûr, est, non pas peut-être encore l'indifférence, mais au moins le refroidissement de la passion publique pour la possession de la terre. Il est permis d'affirmer, sans qu'il soit besoin d'accumuler les preuves historiques ou les exposés statistiques, que pendant plusieurs siècles, le désir de participer à la propriété territoriale n'a cessé d'enfanter tous les mouvemens politiques et les crises sociales qui, du gouvernement féodal à la forme démocratique actuelle, ont successivement modifié notre régime intérieur. Or, dans ces dernières années, il est non moins évident que le torrent n'a plus la même rapidité et que le morcellement du sol, conséquence inévitable de nos lois de succession, n'est plus poursuivi avec la même furie. Si, par exemple, le produit des droits perçus pour les mutations de propriété devient tel que, par leur fréquence, il fait presque absorber en renouvellemens périodiques la valeur totale de la propriété individuelle par la communauté ou l'état, — cette revendication extrême du socialisme, — ce n'est point à la volonté persévérante d'acquérir à tout prix une parcelle de la terre où vivent ses habitans qu'on est en droit de l'attribuer, mais au partage des héritages spécialement.

Certes, nous sommes loin de prétendre que, dans beaucoup

de nos départemens encore, l'ouvrier des champs ne souhaite pas de posséder la terre qu'il cultive, de même que l'ouvrier des fabriques la maison qu'il habite; dans certaines contrées, et malheureusement à notre avis dans le moins grand nombre, partout où le petit propriétaire peut, sur un étroit espace, subsister aisément avec sa famille, là où le travail de ses bras seuls lui donne un produit suffisant, le prix de la terre augmente encore en capital et en revenu, et l'ardeur de l'acquérir ne s'est point ralentie. Les départemens du Nord-Ouest en fournissent le plus éclatant exemple. En Normandie, en Bretagne, l'élevage du bétail, la vente du lait, du beurre, de la viande, de l'herbe, des pommes, du cidre, du bois procurent de si faciles bénéfices qu'il n'est besoin pour ainsi dire que de l'assistance passive de l'homme aux progrès successifs des saisons: le travail manuel n'est ni excessif ni intermittent. S'il se plaint d'années variables, plus ou moins abondantes, le cultivateur n'a point à redouter des chômages ruineux ou de véritables disettes, et, la demande des matières alimentaires qu'il récolte croissant sans cesse, il recherche avec la même impatience qu'autrefois l'occasion d'acquérir ce sol privilégié où l'existence lui est si douce. On n'en saurait dire autant des contrées où le prix de la main-d'œuvre s'est tellement accru par la nécessité d'enrôler des ouvriers de passage, que l'emploi des machines doit s'y substituer à bref délai au travail manuel, non plus que des localités encore plus malheureuses où des fléaux importés du dehors ont anéanti les productions locales et détourné, momentanément il faut l'espérer, les capitaux et les hommes. Au centre et au midi de la France, la valeur de la terre a réellement diminué. La grande culture, devenue plus onéreuse, n'est plus recherchée par cette classe de fermiers riches et habiles qui formaient une corporation toute-puissante; la petite culture est impraticable; on entend dire partout que les baux ont baissé, et que nombre de propriétaires sont forcés de cultiver à perte les fermes abandonnées. Le phylloxera a tué la vigne dans beaucoup de contrées où la substitution de cette nouvelle culture aux anciennes avait brusquement élevé la fortune des habitans à un chiffre inouï que l'apparition de l'insecte apporté d'Amérique a fait ensuite disparaître non moins rapidement. Les mûriers, les oliviers ont été frappés comme la vigne, et aucune appropriation plus fructueuse n'a été donnée aux champs dévastés. Aussi le métayage dans notre Midi, le fermage au Centre, ont-ils vu décroître avec leurs bénéfices le nombre des exploiteurs et des acquéreurs de la terre.

A ces causes incontestables de la tiédeur actuelle avec laquelle est recherchée la propriété foncière, il faut enfin ajouter l'entrain qui pousse toutes les classes de la population non pas vers les

villes en général, mais vers les grandes villes, centres de consommation plus abondante et de jouissances matérielles plus vives. Les relevés officiels de l'administration, les études des économistes ont donné sur le peu de progrès de la population française en général, et sur ses déplacemens, les renseignemens les plus explicites. Aujourd'hui c'est donc une vérité acquise que, si en d'autres pays l'ouvrier s'expatrie et émigre, chez nous il fuit les champs en même temps que le capital s'en détourne.

I.

Quels autres désirs ont remplacé l'ancienne passion dominante? A quelles satisfactions l'activité générale s'empresse-t-elle de courir? Quels biens le travail de chacun s'efforce-t-il de conquérir aujourd'hui?

Il n'est douteux pour personne que le goût de la propriété mobilière s'est développé dans une énorme proportion depuis que les titres qui la représentent ont été multipliés comme l'on sait. Tout ce mouvement industriel et commercial, fruit des découvertes scientifiques de notre siècle, a eu pour symbole et signe extérieur des titres transmissibles de main en main, constitutifs d'une propriété non moins sérieuse que la propriété immobilière, procurant des revenus faciles à percevoir et dans bien des cas moins précaires et moins variables que la rente même de la terre. A ces avantages très réels ajoutons le besoin de plus en plus vif et sans cesse aiguisé de la consommation sous toutes ses formes, on peut même aller jusqu'à dire le droit pour chacun de se faire une plus large place au banquet de la vie, et nous nous expliquerons sans peine comment la fortune privée se compose principalement aujourd'hui des valeurs mobilières, avec lesquelles on peut payer presque comptant les objets dont l'envie se fait sentir, et qui gonflent ce que, dans un langage accepté universellement, on appelle le portefeuille de chacun. Pas n'est besoin, pour en déterminer le nombre, d'établir de longs inventaires. Nous traitions ici même, il y a quatre ans, la question de la constitution de la compagnie des agens de change à Paris et nous faisions ressortir alors l'importance des transactions opérées au parquet; mais les progrès que nous entrevoyions ont dépassé toutes les limites prévues. Que l'on mette, en effet, auprès de la cote de la Bourse de 1877 la cote officielle d'aujourd'hui et que l'on compare : celle-ci a doublé d'étendue. Que l'on énumère à la suite des valeurs négociées par les agens de change celles dont le *marché libre* se fait l'intermédiaire, la progression apparaîtra encore plus grande. Le nombre des sociétés qui, sous diverses dénominations, font l'office de maisons de banque, n'était, sur la cote officielle de la Bourse de Paris avant 1870, que de neuf seulement : en 1876, il

s'est élevé à 16; aujourd'hui, en 1881, il atteint le chiffre de 58 sociétés françaises, auxquelles il faut en ajouter 13 qui, sous des noms étrangers, n'emploient que notre propre capital. Pour toutes celles qui se négocient sur le marché libre, il serait difficile d'en relever la quantité; on peut se renseigner à ce sujet dans les journaux financiers, dont le nombre croît tous les jours, et à côté desquels et par lesquels se fonde invariablement une maison de commissions et de courtages.

Enfin, outre les sociétés par actions cotées ou non sur le marché officiel et le marché libre de Paris, qui s'occupent de dépôts, de reports, d'opérations au comptant ou à terme, on doit mentionner les créations semblables récemment faites dans les plus grandes villes de province, dont les bourses locales cotent les cours. Que si l'on veut aller jusqu'aux extrémités du monde de la spéculation, il faut même ne pas oublier la corporation des changeurs, qui pullule partout, quelquefois même au grand préjudice de ses clients.

Nous avons à diverses reprises exposé l'organisation de plusieurs des établissemens financiers grâce auxquels les moyens de crédit ont été de plus en plus mis à la disposition du public, par l'usage des chèques, des bons à vue ou à terme, des comptes-courans, etc. Au nombre de leurs opérations, ils comprennent tous l'achat et la vente des valeurs de Bourse: en comparant leurs comptes-rendus actuels avec ceux d'il y a quelques années, on verrait les progrès obtenus. Nous ne voulons désigner nominalement aucune de ces sociétés, mais, dans l'une des plus importantes, là où les opérations de Bourse au comptant se chiffraient par une somme de 9 millions chaque semaine, il faudrait aujourd'hui en inscrire plus de 25, soit près d'un milliard et demi de francs par année pour l'achat et la vente de titres. Sans pousser plus loin cette comparaison, il suffit de faire appel à l'expérience de chacun pour mettre hors de contestation le progrès incessant de la richesse mobilière en France, attesté par l'accroissement parallèle des titres qui la représentent.

Faut-il se féliciter sans réserve de ce changement de mœurs? Une telle question soulèverait bien des controverses. La possession individuelle du sol entraîne avec elle de telles conséquences morales et politiques qu'on la regarde comme la base la plus solide des sociétés humaines, et il n'y aurait intérêt à en reprendre la défense que si, dans la situation actuelle, un péril sérieux semblait la menacer. Mais il n'en est pas ainsi, fort heureusement, et si les avantages de la propriété mobilière frappent davantage les yeux, c'est qu'ils sont plus nouveaux et qu'ils ouvrent de plus larges perspectives à l'amour assurément permis du bien-être.

La propriété mobilière, on ne saurait assez le redire, est née des découvertes de la science moderne et d'un effort de l'industrie

humaine comparable aux plus grands dont l'histoire fasse mention. Notre siècle, dont tous les travaux peuvent ne pas mériter la même louange, laissera, en ce qui touche les œuvres de la science proprement dite, un renom qu'aucun autre ne semble devoir surpasser. Certes, dans le domaine du beau, le XIXe siècle n'a pas été stérile, et notre patriotisme est intéressé à l'affirmer; mais son caractère particulier, ses titres à une gloire incontestée, résident spécialement dans les découvertes scientifiques appliquées à la conquête du bien matériel et à la possession de ce monde fini où vit l'homme et sur lequel sa puissance s'exerce avec une supériorité de plus en plus assurée. Or ces feuilles volantes, ces carrés de papier qu'on nomme les titres de notre fortune mobilière demeurent le symbole des découvertes de la science qui a donné naissance à tant d'entreprises : on leur doit à cet égard considération et respect.

La richesse mobilière, en outre, fruit du progrès du travail matériel, constitue le plus actif instrument avec lequel ce travail doit se développer encore, puisque c'est à l'aide de la transmission des valeurs mobilières que se constitue principalement le crédit par-dessus tout et plus que le capital même nécessaire à l'extension de l'industrie et du commerce.

Entre la possession de titres transmissibles de la main à la main, presque sans frais, dont l'achat et la vente ne coûtent que des droits minimes, sur lesquels on emprunte sans formalités judiciaires ni délais, et la propriété de terres ou de maisons dont il faut constater l'origine, rechercher les titres constitutifs, avec des délais interminables de purge d'hypothèques, quelle différence pour la multiplicité, le bon marché et l'utilité des transactions! Si la propriété immobilière offre des garanties de sécurité plus grandes; si elle n'est pas exposée à se perdre, à disparaître par le moindre accident, en retour, elle se prête à moins d'emplois profitables; elle exige aussi des soins plus absorbans et présente des vicissitudes et des aléas dangereux. C'est pour y échapper que la plupart des capitalistes renoncent à la propriété immobilière ou n'y consacrent qu'une part relativement minime de leur fortune, se bornant dans les villes comme dans les campagnes à posséder les immeubles qu'ils occupent, en y cherchant les jouissances du luxe, les agrémens de la résidence, non les bénéfices de l'exploitation.

De ce délaissement de la propriété immobilière par les petits capitaux en raison de la difficulté de la mise en valeur, par les moyennes fortunes qu'attire la fixité des rentes mobilières et par les grandes pour des motifs de convenances personnelles, il serait néanmoins téméraire de prédire une révolution complète dans les mœurs de notre pays; mais, soit dans ses procédés de culture, soit dans son mode de se constituer, la propriété foncière devra se pré-

ter à des modifications sérieuses; il s'en est déjà produit, et c'est sur l'une des plus récentes et des plus significatives que nous voulons arrêter l'attention du lecteur.

II.

Substituer entièrement la propriété collective immobilière à la propriété individuelle est depuis longtemps le rêve des penseurs ou des sectaires qui, sous prétexte de progrès, ne tendent à rien moins qu'à ramener les sociétés modernes aux âges barbares où la propriété n'existait d'aucune façon. Introduire au contraire sous une nouvelle forme cette propriété collective à côté de celle qui sert de base à l'édifice social, sans en diminuer la solidité, n'a été le fait que de rares esprits dont l'initiative a, depuis un demi-siècle à peine, produit dans les affaires industrielles les plus féconds résultats. Au premier rang nous rappellerons les noms de MM. Émile et Isaac Pereire. C'est à eux qu'est due la création à Paris de la Société immobilière, qui peut être signalée comme le point de départ d'opérations nouvelles et de l'application directe à la propriété du sol et des immeubles d'un procédé déjà expérimenté pour d'autres objets. Sans doute, toute société par actions, quand elle était par exemple créée pour l'exploitation d'usines, de mines, de chemins de fer, se composait de propriétaires non-seulement indivis, mais collectifs et innomés; en réalité, il s'agissait plutôt d'une industrie à exercer en commun que de la possession d'un terrain quelconque et d'un immeuble proprement dit. La Société immobilière, fondée avant la grande exposition de 1855, dans l'intention de construire des maisons et tout d'abord le Grand-Hôtel du boulevard des Capucines qu'on voulait ouvrir aux étrangers à l'instar des hôtels américains, offrit le premier exemple significatif de l'association d'actionnaires en vue de l'acquisition du sol et de l'exploitation d'immeubles bâtis. Ces mêmes titres d'actions et d'obligations que toutes les entreprises de travaux publics, dans lesquelles MM. Pereire avaient joué un si grand rôle, venaient de populariser à ce point qu'on doit leur attribuer la constitution propre de la richesse mobilière, étaient ainsi utilisés au profit d'une propriété immobilière réelle et durable. Nous n'avons point l'intention de refaire l'histoire de la Société immobilière et des phases diverses qui ont abouti à une ruine complète : l'insuccès final dont elle fut victime n'a été le fait ni de son principe, ni même de sa gestion, mais seulement des circonstances politiques et de l'extension de ses opérations à Marseille, commencées en vue d'un programme à réaliser qui fut brusquement changé contre la volonté des administrateurs de la société. Cette première tentative ayant échoué, d'autres

du même genre, comme l'ouverture de la rue Impériale à Lyon, n'ayant donné que des résultats insignifians, il fallut le vif mouvement d'affaires produit après 1872 et les nécessités de la construction à Paris pour voir se produire les efforts tout récens que nous voulons décrire.

Sous l'empire, sous l'administration de M. le baron Haussmann, l'ouverture des grands boulevards et des nouvelles rues, l'élargissement et l'assainissement des anciens quartiers avaient donné un essor immense à l'industrie du bâtiment; il n'est pas téméraire d'affirmer que, dans les dernières années, les travaux n'ont pas été moins importans et cela dans la zone même où avait opéré la Société immobilière, conjointement avec MM. Pereire, propriétaires, comme elle, de vastes terrains. C'est à la suite du boulevard Malesherbes, près du parc Monceau, dans la plaine qui s'étend au-delà du faubourg du Roule, que les constructions se sont d'abord élevées; puis les limites se sont élargies, le mouvement s'est étendu jusqu'à Chaillot et Passy, et l'avenue des Champs-Élysées forme aujourd'hui la ligne médiane d'un énorme chantier de bâtisses qui, après avoir atteint la rive droite de la Seine, l'a franchie et, sur la rive gauche, se répand du côté des Invalides et du champ de Mars. Sur bien d'autres points, l'essor n'a pas été moins vif, et il suffirait de citer au centre l'ouverture de l'avenue de l'Opéra, du boulevard Saint-Germain, le nivellement de la Butte-des-Moulins, etc., pour prouver que le temps actuel n'est point inférieur au régime précédent. Or, c'est précisément pour accomplir une grande partie de l'œuvre présente que des essais heureux de propriété collective ont été tentés, et c'est sur ce point qu'il est bon d'entrer dans quelques détails techniques.

Les nouvelles constructions se distinguent surtout par leur importance, leur luxe, et les fortes dépenses qu'elles nécessitent. Paris, après nos désastres, après le départ momentané des étrangers et des habitans les plus aisés, a vu revenir bientôt et en plus grand nombre que jamais cette population riche, prodigue, qui veut des demeures somptueuses et les paie sans marchander. Pour les construire, la bourse des petits propriétaires n'était pas suffisamment garnie. Dans les nouveaux quartiers où l'air et l'espace pouvaient s'obtenir largement, on a d'abord recherché les terrains les plus proches, qu'on a payés à des prix assez bas, 200 francs le mètre par exemple, dans le voisinage du parc Monceau : on y a construit des hôtels et des maisons de premier ordre avec des dépenses variant de 800 francs à 1,000 francs le mètre. Mais le terrain n'a pas tardé à croître en valeur à mesure que la demande dépassait l'offre; les derniers mètres vendus place Malesherbes au-delà de l'ancien boulevard extérieur ont dépassé 500 francs le mètre : dans la plaine, ils valent encore plus de 300 francs. Sur les bords de la Seine, à l'ex-

trémité des avenues qui partent de l'Arc-de-Triomphe, on ne trouve plus que de petites parcelles; entre Chaillot et Passy, s'il existe toujours de grandes propriétés, on se refuse à les morceler : dans le quartier Marbeuf, qu'une nouvelle opération tentée par la Société des immeubles de Paris va transformer entièrement, ce sont les prix du faubourg Saint-Honoré qui sont visés.

Pour rendre sensible cet accroissement de valeur de la propriété immobilière à Paris, il est bon de rappeler que, lorsque la Société immobilière s'est fondée au capital de 24 millions, elle acquit d'abord rue de Rivoli des terrains qui, mis en adjudication par la ville, n'avaient point trouvé d'acquéreurs, qu'elle en a payé sur le boulevard des Capucines à 825 francs seulement le mètre, et qu'elle a pu réunir à 175 francs le mètre près de 3 hectares 1/2 sur le boulevard Malesherbes. Si de la place Saint-Augustin au boulevard de Courcelles le moindre emplacement était libre, combien vaudrait-il aujourd'hui? Quant à la rue de Rivoli et au boulevard des Capucines, la valeur du terrain a certainement triplé.

Le prix de la construction a suivi une progression semblable. La préfecture de la Seine détermine chaque année le tarif des prix qui doivent être appliqués dans le règlement de tous les travaux : c'est ce qu'on appelle la série des prix de la ville; or elle a été élevée trois fois depuis quelques années et dépasse de plus de 50 pour 100 le tarif antérieur à 1870. Il a fallu à cet égard suivre l'augmentation du prix des matériaux de construction et surtout le renchérissement de la main-d'œuvre. Tous les corps de métier ont obtenu, soit par un accommodement amiable, soit par le moyen infaillible des grèves, une augmentation de salaires portés à un grand tiers en sus. La grève des ouvriers charpentiers, qui tiennent le premier rang parmi les corps de métiers, va peut-être encore fournir un bien regrettable exemple de ces aspirations irrésistibles à une hausse sans cesse croissante du prix des journées. Comme les grèves éclatent toujours pendant que les constructions sont en cours et que les entrepreneurs ne peuvent, en vertu d'une jurisprudence constante, les invoquer à titre de cas de force majeure pour justifier un retard dans l'exécution ou en faire un article de dépense imprévue, force leur est la plupart du temps de se soumettre et de subir les exigences des ouvriers.

Sans traiter incidemment la question de la hausse des salaires, intimement liée à la hausse du prix des objets de consommation, il suffit de la mentionner, ainsi que le renchérissement des matériaux de construction, pour justifier l'accroissement de dépenses que nécessitent les nouvelles propriétés bâties. A Paris, le mètre construit ne saurait descendre au-dessous de 1,200 francs pour des maisons d'habitation relativement modestes; quant aux autres, il atteint de 1,500 à 1,800 francs. Pas n'est besoin qu'un immeuble

s'étende sur une grande surface pour valoir plus d'un million. Sans être élevée sur des terrains à 2,500 francs le mètre, comme il vient d'en être vendu sur l'emplacement de l'ancien hôtel des postes ou à 2,000 francs en moyenne, comme dans la nouvelle avenue de l'Opéra, une construction qui coûte 1,500 francs environ le mètre sur un terrain payé de 800 à 1,000 francs le mètre ne peut appartenir qu'à une petite classe de propriétaires. Or, au moment où le besoin de constructions luxueuses se faisait sentir, les sociétés d'assurance sur la vie, dont on regrettait récemment encore que le nombre fût si réduit en France, se sont tout d'un coup multipliées et agrandies, et ont recherché les placemens les plus solides pour des sommes très importantes. Le rendement des rentes sur l'état et des obligations de nos chemins de fer, seul mode d'emplois mobiliers autorisé par les statuts de ces sociétés, devenant de moins en moins rémunérateur à mesure que le prix d'achat s'en élevait en proportion de la demande dont elles étaient l'objet, et, au contraire, le taux des loyers ne cessant de s'accroître par suite de l'augmentation de la population parisienne, toutes les compagnies d'assurance ont tenu à placer en acquisition d'immeubles les réserves qui servent de gage à leurs contrats; faute d'en trouver, elles en ont construit, et c'est ainsi qu'à l'heure actuelle les seules compagnies d'assurance sur la vie possèdent pour 173,500,000 francs de maisons à Paris.

A côté d'elles se sont formés des groupes d'entrepreneurs qui, à l'imitation de certaines spéculations tentées sous le dernier empire, mais sur une plus vaste échelle, ont poursuivi le même travail en vue, il est vrai, de résultats différens. Par une entente habile, des entrepreneurs de maçonnerie, de charpente, de menuiserie, de peinture, etc. se sont associés, sous la direction d'architectes expérimentés, pour acheter des terrains, y élever des maisons en y travaillant chacun selon leur spécialité, afin de les louer d'abord et de les vendre ensuite avec partage proportionnel de profit ou de perte. Ces associations temporaires d'hommes déjà possesseurs de ressources importantes ont trouvé dans les nouveaux établissemens de crédit un tout-puissant concours. Le nombre toujours croissant des sociétés financières, l'augmentation des dépôts qui leur sont confiés, ont permis de prêter temporairement à ces groupes d'entrepreneurs et à un intérêt élevé des sommes considérables qui avaient pour gage non-seulement le profit très rémunérateur à obtenir par la vente des immeubles construits, mais la valeur des terrains en tout ou partie, et les premiers débours faits par les constructeurs eux-mêmes sous forme de matériaux et de salaires aux ouvriers payés de leurs propres deniers. Nulle combinaison, en ces derniers temps, n'a plus servi à faciliter la construction des immeubles à Paris, à en élever le prix et le rendement, à développer un

mouvement d'affaires considérable. De la capitale, l'exemple a déjà été suivi dans plusieurs grandes villes; les localités recherchées pour leur situation privilégiée ou leur caractère spécial, comme les bords de la mer et les stations de bains, en voient chaque jour surgir d'heureuses imitations; il ne manquera pas de s'en produire d'autres, et la combinaison des groupes de constructeurs absorbera encore bien des millions de francs; mais de tous les modes nouveaux de constituer la propriété immobilière, celui qui promet les résultats les plus considérables est la création des nouvelles sociétés foncières, qui datent à peine de deux ou trois ans.

La première fondée, la Rente foncière, est, pour ainsi dire, un démembrement de l'ancienne Société immobilière, dont la dissolution avait été prononcée en 1872 et dont la société de Crédit mobilier renouvelée elle-même restait le principal créancier. Une combinaison naturelle vint à l'aide des deux établissemens et facilita la liquidation du débiteur; ce fut la formation d'un groupe nouveau, patronné par le Crédit mobilier, qui racheta à la Compagnie immobilière les plus importans des immeubles qu'elle possédait encore, entre autres le Grand Hôtel du boulevard des Capucines. La Rente foncière fondée au capital de 40 millions et présidée par M. le baron Haussmann, a conclu immédiatement avec le Crédit foncier un traité très avantageux en vertu duquel la moitié des immeubles possédés par elle pourrait à concurrence de 50 pour 100 de leur valeur devenir le gage de prêts consentis à un intérêt inférieur à 5 pour 100, jusqu'à une limite de 200 millions de francs.

La Société des immeubles de Paris, presque contemporaine de la Rente foncière, a pris naissance sous le patronage de la Banque hypothécaire de France, rivale du Crédit foncier. Il va sans dire que les sociétés dont le but est l'acquisition d'immeubles ont besoin sans cesse de capitaux pour pouvoir se développer; quelle qu'en soit l'importance, le capital social ne peut leur suffire, elles ne progressent qu'en empruntant : si donc elles trouvent à émettre des obligations dont l'intérêt et l'amortissement restent inférieurs au revenu des immeubles achetés ou construits, aucun mode d'emprunt n'est préférable. A défaut d'émission d'obligations, si un établissement ami leur procure à des conditions modérées l'argent nécessaire, le résultat sera le même et le bénéfice certain. La Banque hypothécaire a joué auprès de la Société des Immeubles parisiens, comme le Crédit foncier auprès de la Rente foncière, le rôle de prêteur utile et bienveillant.

C'est avec des conditions de succès peut-être encore plus certaines que viennent d'être créées la Foncière lyonnaise et la Foncière de France et d'Algérie, au même capital que la Société des immeubles, soit 100 millions de francs chacune. Le conseil d'administration de la Foncière lyonnaise est présidé par M. Henry Germain,

député de l'Ain, dont l'autorité en matière financière est grande, que la chambre des députés a nommé pendant plusieurs années vice-président de la commission du budget et dont l'élévation à la présidence de cette même commission serait assurément ratifiée par l'opinion publique. La Foncière lyonnaise a été constituée par le Crédit lyonnais dont M. Henry Germain a été aussi le principal fondateur et qui, depuis le moment où nous en avons parlé ici en même temps que des principaux établissemens financiers siégeant à Paris, a pris un développement considérable. Le chiffre des bilans mensuels du Crédit lyonnais dépasse 800 millions : avant peu il atteindra 1 milliard ; pour qui a pu apprécier la sévérité de ses directeurs en ce qui concerne les avances à faire et les emplois de fonds, pour qui sait la prudence avec laquelle ils évitent l'immobilisation des placemens, ou constituent des réserves et amortissent chaque année les dépenses extraordinaires, ce chiffre de 1 milliard qui aurait paru il y a quelques années invraisemblable, ne sera que le point de départ de progrès encore plus significatifs. Le concours du Crédit lyonnais ouvre donc à la Foncière lyonnaise un vaste champ d'activité. Si des occasions pressantes s'offraient à celle-ci pour acheter dans de bonnes conditions des immeubles que ses ressources immédiates ne lui permettraient peut-être pas de payer assez promptement, elle trouverait dans le Crédit lyonnais un prêteur bien pourvu de capitaux et tout disposé à consentir des prêts sérieusement gagés. Sans aborder l'analyse des opérations de la Foncière lyonnaise, quelques faits récens permettent d'en prévoir le succès : c'est ainsi qu'elle a dû procéder à une fructueuse émission d'obligations garanties par son capital social et porter au double ce capital lui-même. Par une entente avec le Crédit foncier analogue à celle qui avait eu lieu pour la Rente foncière, elle s'est aussi procuré de larges ressources à un taux d'intérêt inférieur au revenu qu'elle tire de ses immeubles déjà construits, en même temps que, par des reventes de terrains à des entrepreneurs, cliens du Crédit lyonnais, elle a réalisé des bénéfices dont profiteront les exercices futurs. Enfin la Foncière lyonnaise vient de contribuer elle-même à la création de la Foncière de France et d'Algérie, qui aurait pu devenir pour elle une rivale redoutable, mais qui, par l'accord conclu sous l'influence de M. Germain, président du Crédit lyonnais, et de M. Christofle, gouverneur du Crédit foncier, ajoutera un élément de succès de plus à ceux qui ont été énumérés ci-dessus.

Comme le constate le rapport lu, le 11 août dernier, par M. Sauret, son président, à l'assemblée générale des actionnaires de la Foncière de France et d'Algérie, cette œuvre nouvelle du Crédit foncier ne constitue pas le moindre des services qu'il a rendus et doit rendre à la propriété immobilière. On se rappelle les vicissi-

tudes par lesquelles a passé depuis son origine la société fondée par décret du 28 mars 1852 sous le nom de Banque foncière de Paris, devenue bientôt le Crédit foncier de France et dotée par l'état d'une subvention de 10 millions, avec un véritable privilège pour tous les départemens où des sociétés foncières n'existaient pas auparavant. Le privilège n'a pas été conservé, mais l'état n'a pas abandonné son action tutélaire, puisqu'il nomme encore le gouverneur et les sous-gouverneurs de la société et qu'il lui a maintenu la faculté d'émettre des obligations à lots. En 1854, en 1857, de grandes modifications avaient été apportées au régime intérieur du Crédit foncier; en 1859, la mesure qui détachait du Comptoir d'escompte, auquel il appartenait depuis 1848, le Sous-Comptoir des entrepreneurs pour le placer sous l'égide du Crédit foncier, marquait un pas en avant; la création de la Foncière de France et d'Algérie est plus significative encore. Pour consentir des prêts à long ou court terme sur des propriétés, il importe qu'elles soient en rapport; sur des maisons, il faut les construire, et le Sous-Comptoir des entrepreneurs a favorisé la construction des maisons qui sont devenues le gage des emprunts au Crédit foncier. Mais, pour construire, il faut posséder le terrain nécessaire, l'acquérir, le distribuer : ce sera l'objet de la Foncière de France et d'Algérie ; elle achètera pour bâtir, louer ou vendre, passant chaque jour d'une opération à une autre et fournissant sans cesse ample matière à de nouveaux emprunts hypothécaires. Avec un champ d'entreprises aussi étendu, qui comprend toute la France et l'Algérie, avec la faculté non-seulement de mettre en valeur les terrains propres à bâtir, mais d'entreprendre des exploitations agricoles et industrielles, quel rôle peut jouer une société forte de tout l'appui du Crédit foncier et qui, loin de s'isoler et d'agir seule, prend au contraire pour coopérateurs le Crédit lyonnais et la Foncière lyonnaise! Toutes les opérations projetées par elle devront, en effet, d'après un traité devenu définitif, être proposées à l'acceptation de ces deux derniers établissemens et, en cas d'adhésion, seront exécutées en commun. On ne saurait trop louer l'esprit de modération et de prudence qui a dicté cette résolution. Puisse-t-il inspirer tous ceux qui président aux destinées de nos grands établissemens de crédit! Dans un temps où les affaires si nombreuses laissent place à chacun, où tant de besoins restent à satisfaire, où le public n'a même pas encore conscience des exigences qu'il ne manquera pas de formuler, ce ne serait que par un heureux et facile accord entre les sociétés financières qu'il serait possible de répondre à toutes les demandes et de mettre à la disposition du travail en général ce magnifique instrument qui s'appelle le crédit.

Une disposition particulière des statuts de la Société foncière de France et d'Algérie lui permet aussi d'aborder une série de vastes

opérations qui semble manquer à ses émules. Elle se propose, en effet, non-seulement de traiter de l'ouverture des rues dans les villes, mais aussi de soumissionner de grands travaux publics. L'ancienne Société immobilière avait eu la même ambition ; à Paris, elle avait achevé la rue de Rivoli ; à Marseille, elle avait construit la rue Impériale. Percer des boulevards, créer des quartiers rentre bien dans le cadre d'une société foncière, mais c'est peut-être le dépasser que de terrasser des routes, creuser des canaux ou construire des chemins de fer ; en tout cas, ces entreprises multiples peuvent fournir matière à de grands développemens.

La Foncière de France et d'Algérie clôt jusqu'à présent la série des nouvelles sociétés foncières. Nous ne voulons pas dire qu'elle est destinée à réussir mieux que ses aînées, ni qu'elle comblera toutes les lacunes, et qu'après elle la mobilisation de la propriété foncière sera complète : nous avons tenu seulement à bien préciser son caractère et à montrer qu'il s'adapte aux nouvelles mœurs de notre temps. Le succès de chaque entreprise dépend avant tout de ceux qui la dirigent et, tout en reconnaissant que les sociétés foncières nouvelles réunissent à cet égard les meilleures conditions, nous nous attachons surtout à faire ressortir, avec leur objet, le sentiment public qu'elles expriment en quelque sorte. Ce sentiment manifeste est celui qui inspire à chacun l'envie de participer à la propriété commune sous la forme préférée aujourd'hui, la forme mobilière ; or faire du sol, des constructions qu'il supporte et des revenus qu'il procure, des titres en papier qu'on plie et dépose dans un portefeuille, qu'on se passe de la main à la main, semble le dernier mot du progrès ; c'est, en tout cas, à notre époque, le fait saillant et universel ; il n'y a qu'à le constater en l'expliquant.

III.

On vient de voir le Crédit foncier jouant un rôle actif dans la création des sociétés nouvelles dont l'utilité a été démontrée ; les avantages directs ou indirects qu'il est appelé lui-même à en recueillir ne peuvent faire l'objet du moindre doute et valent bien qu'on s'y arrête.

Quoique fondé depuis près de trente ans, quoique reconstitué à plusieurs reprises, le Crédit foncier ne semble pas avoir joué en France le rôle auquel il était destiné, et cela en dépit des efforts de tous les habiles gouverneurs placés successivement à sa tête. Sans aucun doute ses opérations se sont largement accrues, la masse des prêts qu'il a consentie est énorme ; grâce surtout au mode d'obligations à lots, dont le privilège lui est demeuré à l'encontre de toutes les sociétés financières libres, il a pu recueillir un nombre toujours croissant de capitaux. Ses emprunts anciens et nouveaux,

— et le succès récent des obligations communales à 4 0/0 vient encore de l'attester, — ont été contractés à un taux tellement rémunérateur pour lui-même, qu'il a pu, par une mesure des plus hardies et des plus heureuses, abaisser tout d'un coup l'intérêt que lui payaient ses débiteurs, à la seule condition pour ceux-ci de ne se libérer désormais qu'en numéraire, et non plus en restituant au Crédit foncier ses propres obligations, lorsqu'ils veulent anticiper sur leurs versemens futurs ou éteindre leur dette par avance. Le Crédit foncier, qui ne prête jamais avec son capital de garantie, mais qui n'est qu'un simple intermédiaire entre les obligataires, ses propres créanciers, et des emprunteurs opérant un amortissement annuel, n'avait pu dans l'origine refuser à ces derniers le droit de lui rapporter pour anticiper leur libération les propres titres qui avaient fourni matière à leurs emprunts. Or, après 1870, les obligations foncières étant tombées au-dessous du pair, une spéculation intelligente les recueillit, les restitua au Crédit foncier, et en éteignant d'anciennes dettes gagna toute la différence qui existait entre le prix d'acquisition des obligations à la Bourse et le pair. Le Crédit foncier, pour se défendre contre le retour de pareilles opérations qui réduisaient le nombre de ses prêts et diminuaient ainsi le chiffre de ses bénéfices annuels, a profité de la première occasion offerte et prescrit le paiement en numéraire en échange d'une diminution d'intérêt.

Le Crédit foncier ne prête pas seulementsur hypothèque aux propriétaires d'immeubles, mais aux communes sur des annuités inscrites dans leurs budgets, et d'autre part, il émet des obligations foncières et communales dont le chiffre doit correspondre à celui de ses prêts, tout en gardant une certaine proportion avec son capital social. Au 31 juillet 1881, le total des prêts hypothécaires s'est élevé à 1,059,005,000 francs contre 1,006,066,000 francs d'obligations foncières et celui des prêts communaux à 655,692,000 fr. contre 596,000,000 francs d'obligations communales, ensemble 1,714,697,000 francs de prêts contre 1,602,066,000 francs d'emprunts en obligations. A la date du 31 décembre 1880, l'ensemble des prêts montait à 1,572,521,000 francs contre 1,426,364,000 fr., capital produit, d'obligations en circulation. L'exercice actuel n'étant pas encore fermé et une nouvelle émission d'obligations restant en cours, il est mieux de comparer les chiffres de la précédente année avec ceux de l'année 1872, par exemple. Au 31 décembre 1872, l'ensemble des prêts ne dépassait pas 1,376,485,000 francs et le capital produit par l'émission des obligations foncières et communales atteignait 1,314,274,000 francs. De 1872 à 1880, on le voit, la différence n'est pas très grande, et on comprend aisément que les directeurs du Crédit foncier se soient préoccupés de donner plus d'extension à leurs opérations. L'année 1881 promet

des résultats meilleurs, puisqu'à la fin du mois d'août dernier, les nouveaux prêts hypothécaires consentis depuis le mois de janvier s'élevaient à 148 millions et demi contre 118 millions seulement dans la même période de 1880. Il n'est pas sans intérêt de faire ressortir, dans ces chiffres mêmes, tout le profit que le Crédit foncier a retiré du mode d'émission d'obligations à lots, dont ses adversaires lui contestent l'usage légal et qu'il vient de remplacer tout récemment pour ses prêts communaux par des obligations à 4 pour 100 d'intérêt : dans le total des émissions de 1872, les obligations foncières à lots figuraient pour 265,137,000 francs, contre 626,788,000 francs d'obligations sans lots, et les obligations communales à lots pour 55,621,000 francs contre 387,974,000 francs d'obligations sans lots. En 1880, la proportion est tout autre; dans le total des obligations foncières on ne trouve plus que 25,817,000 francs d'obligations sans lots contre 940,427,000 francs d'obligations à lots, et dans le total des obligations communales, 46,619,000 francs d'obligations sans lots contre 519,905,000 francs d'obligations à lots. De tels changemens méritaient bien d'être notés.

Nonobstant l'importance des sommes ci-dessus, peut-on dire que le Crédit foncier compte parmi ses cliens la véritable propriété immobilière, pour l'avantage de laquelle il semblait avoir été créé? Assurément non. Les prêts aux communes, si profitables qu'ils soient aux populations rurales, ne s'adressent point aux propriétaires eux-mêmes : les prêts hypothécaires sont encore aujourd'hui spécialement consentis sur des immeubles urbains, et Paris en absorbe la plus grosse part. Il en était de même, il y a plus de vingt ans, lorsque la loi du 28 juillet 1860 constituait, au capital de 20 millions, le Crédit agricole à côté du Crédit foncier. On sait quelle fut la destinée de cette société annexe, qui devait, au bénéfice de la propriété rurale, remplir le rôle que jouait, au bénéfice de la propriété urbaine, le Sous-Comptoir des entrepreneurs. Faute d'emplois agricoles proprement dits, le Crédit agricole dut recourir à des placemens qui non-seulement compromirent sa propre fortune, mais parurent atteindre celle du Crédit foncier lui-même. Grâce au dévoûment des gouverneurs alors en exercice et au relèvement des finances égyptiennes, œuvre simultanée de la France et de l'Angleterre, le Crédit foncier n'eut point à souffrir d'une crise heureusement conjurée; il y trouva même les élémens d'une énorme réserve qui lui permettra d'augmenter son capital social, comme il demande à y être autorisé, afin d'offrir une nouvelle garantie à ses émissions d'obligations. Le Crédit agricole ayant disparu, c'est par d'autres créations parallèles que le gouverneur actuel s'est efforcé d'agrandir la sphère d'action du Crédit foncier. On lui doit, entre autres,

la constitution du Crédit foncier algérien, de la Société foncière de France et d'Algérie et les accords conclus avec les sociétés foncières dont il vient d'être question.

Nous ne saurions, en signalant les efforts tentés récemment pour venir en aide à la propriété foncière, passer sous silence la fondation de la Banque hypothécaire due à l'initiative de M. le baron de Soubeyran, avec le concours de six grands établissemens de crédit. La haute expérience de l'ancien sous-gouverneur du Crédit foncier, l'aide puissante qu'il apportait au nouvel établissement en sa qualité de fondateur de la Banque d'escompte, la participation des sociétés parisiennes les plus riches, promettaient à la Banque hypothécaire un prompt développement; la faveur publique s'attacha donc à ses débuts, et comme aucun privilège n'existe en matière de prêt foncier, le bruit courut même qu'on allait, dans les principale villes de France, ouvrir des établissemens semblables. Il n'en a rien été cependant. Comment, en effet, procurer à ces sociétés les capitaux qu'elles doivent prêter sur hypothèques avec de longs délais d'amortissement? Ce ne peut être que par l'émission d'obligations à long terme. Mais comment obtenir du public le placement de ces obligations à des conditions telles qu'il reste entre l'intérêt qui leur est attribué et l'intérêt à recevoir des débiteurs hypothécaires une marge suffisante pour laisser des bénéfices à l'établissement intermédiaire? Devant ce problème, les plus audacieux ont dû reculer, et la Banque hypothécaire elle-même ne semble pas encore l'avoir résolu à son entière satisfaction, puisqu'elle a changé plusieurs fois le type des obligations qu'elle offre au public. Quoi qu'il en soit, la création de la Banque hypothécaire a produit tout d'abord ce résultat pour les propriétaires emprunteurs de faire baisser le taux de l'intérêt, et c'est pour lutter contre son nouveau rival que le Crédit foncier a été amené à prendre la mesure dont il a été parlé plus haut; mais est-il possible de la maintenir dans l'avenir? On se demande si une entente ne s'établira pas entre les deux sociétés pour relever les taux d'annuités au chiffre primitivement établi; on va même jusqu'à agiter sérieusement la question de l'absorption de la Banque hypothécaire par le Crédit foncier.

Nous n'avons pas de préférence marquée pour l'une ou l'autre de ces solutions. La seconde, plus conforme aux précédens, à nos habitudes, paraît plus simple et plus efficace: il est aisé de concevoir une organisation embrassant toute la surface du pays, n'agissant que là où les affaires se présentent, concentrant les renseignemens et les ressources; les relations étroites qui existeraient entre un Crédit foncier privilégié et la Banque de France elle-même par la similitude de leurs statuts donneraient à chacun des forces nouvelles, et par la fusion avec la Banque hypothécaire d'abord et la conces-

sion d'un monopole ensuite, le Crédit foncier actuel pourrait réaliser les espérances qui avaient salué son origine.

Mais, d'autre part, la concurrence présente des avantages sérieux, et c'est ainsi que la Banque hypothécaire prête sur les immeubles en plus forte proportion que le Crédit foncier, limité à 50 pour 100 de la valeur hypothéquée; de plus, on ne saurait trop regretter que l'esprit d'initiative individuelle et locale ne parvienne pas à s'acclimater chez nous pour y produire tout ce dont il est capable. Nos grandes villes, si riches, si industrieuses, pourvues d'instrumens dont elles ignorent elles-mêmes la puissance, arriveront sous peu à compter sur leurs propres forces plus que sur celles de la capitale, sans lesquelles aujourd'hui encore elles n'osent rien créer. De ce mouvement communal naîtront des associations locales mieux surveillées, plus instruites des besoins particuliers et par cela même plus fécondes. Dans ces derniers temps, plusieurs exemples d'initiative locale ont été donnés à Lyon, à Saint-Étienne, à Marseille, à Bordeaux, etc.

Quant au point de vue particulier du crédit hypothécaire et foncier, qu'il soit distribué par une ou plusieurs sociétés, ce qui importe, c'est d'établir un mode régulier et paisible, uniforme s'il se peut, pour l'émission des obligations et les conditions des prêts. La rivalité et la lutte auraient bientôt fait de rendre toute opération plus difficile et de priver la propriété urbaine elle-même des ressources qui ne lui ont pas manqué jusqu'à présent. Pour la propriété rurale, la question qui vient d'être soulevée ne présente pas malheureusement un grand intérêt, car on ne saurait trop le redire, le crédit lui manque presque totalement.

La législation anglaise, sous prétexte de favoriser l'assainissement et l'amélioration du sol, mais en réalité pour permettre au propriétaire d'accroître la production foncière par toute entreprise utile, telle que drainages, engrais, etc., autorise des prêts faits directement par le trésor public ou à l'aide de capitaux fournis par des particuliers. Ces prêts, remboursables en vingt-deux ans, sont passibles d'un intérêt de 6 1/2 pour 100. Tout capitaliste désireux de prêter à la propriété foncière déclare la somme dont il dispose, et la Banque de l'Échiquier la distribue avec ses propres capitaux et en opère le recouvrement. C'est donc à elle seule que le prêteur et l'emprunteur ont affaire, et, comme en cas de non-paiement la procédure d'aliénation est des plus simples, que des fonctionnaires spéciaux sont chargés de veiller à l'exécution des engagemens pris, on peut affirmer qu'en Angleterre le crédit de la terre, quant à la possession et à l'exploitation même du sol, est pleinement assuré. En France, en dehors de l'ancien mode de l'hypothèque, de plus en plus en défaveur, le cultivateur n'a guère d'autre ressource pour

étendre son exploitation que l'usure, et c'est au moyen de billets à longue échéance renouvelés à des prix exorbitans, avec des commissions exagérées, qu'il obtient l'argent mis en épargne par des voisins plus heureux ou plus avares. C'est seulement lorsque la propriété change de mains ou quand les familles se divisent qu'apparaît l'emprunt hypothécaire, mode de liquidation ruineux et en tout cas stérile quant à la mise en valeur de la terre et à l'accroissement de ses produits.

Sans doute la multiplicité des établissemens de crédit, l'expérience de plus en plus répandue des facilités que procure l'escompte, la valeur attachée dans les moindres localités aux titres mobiliers permettront au crédit personnel de s'affirmer, et il ne sera pas plus difficile aux agriculteurs français d'obtenir des avances gagées par leur solvabilité propre qu'aux ouvriers écossais de faire négocier leurs bons par les banques populaires d'Écosse. Il y a bien des progrès à faire à cet égard, et nos grandes sociétés financières qui établissent dans nos départemens de si nombreuses succursales ne savent pas encore elles-mêmes jusqu'à quelles profondeurs peut pénétrer leur action : elles ignorent ce que l'épargne locale accumule dans les plus humbles centres de population, et ce que renferment les bas de laine cachés au fond des coffres qui font l'admiration des amateurs de vieux meubles.

Jusqu'ici le billet du propriétaire voisin, souvent impayé à l'échéance et dont les intérêts sont si mal servis, a été dans nos villages l'unique mode de placement. Il n'est pas téméraire de penser que les obligations foncières y pénétreront de plus en plus avec toutes les autres valeurs mobilières, et le crédit de la propriété foncière y gagnera beaucoup. Pour activer la marche en avant, il serait urgent de rendre les formalités légales pour l'établissement, la mainlevée et la purge des hypothèques plus aisées et surtout d'amoindrir à la fois les frais de mutation de la propriété immobilière, et la charge de l'impôt foncier. Déjà, sous la monarchie constitutionnelle, ces questions étaient à l'ordre du jour : depuis près d'un demi-siècle, elles n'ont pas fait un pas vers la solution. Nulle réforme n'aurait cependant plus d'influence pour améliorer le sort des masses, mais, quoiqu'elle soit l'objet des préoccupations des esprits les plus sages dans tous les partis, — l'honorable président du sénat s'est publiquement prononcé à cet égard, — comme l'abaissement des droits de mutation et de l'impôt foncier ne figure pas au premier rang des revendications révolutionnaires, il est à craindre que bien du temps ne s'écoule encore avant que, devenue plus facilement transmissible, la propriété foncière se prête mieux aux transformations que nécessite sa situation présente, telles, par exemple,

que l'exploitation commune à l'aide de machines louées ou possédées indivisément, ou la reconstitution de la grande propriété sous la forme de l'association (1).

IV.

Ce changement dans les mœurs financières de la France, dont nous venons de reproduire quelques traits, n'est lui-même que la conséquence d'un fait général dont tous les peuples subissent l'influence exclusive, à savoir l'augmentation chez nous, comme partout ailleurs, de la consommation sous ses formes multiples. La politique des états en subit l'ascendant, puisque c'est surtout au bénéfice de la démocratie que la consommation se développe, et qu'aucun gouvernement ne néglige de faire à la démocratie une plus large part dans le maniement des affaires publiques. La science s'inspire de ce besoin irrésistible puisqu'elle s'applique de préférence aux satisfactions matérielles des hommes et accroît si démesurément leur pouvoir sur la nature inanimée. Quelle statistique curieuse à dresser que celle où s'énumèreraient, même sur le point le plus limité de notre territoire, les objets de toute nature consommés aujourd'hui, en les comparant avec leur quotité d'il y a vingt ans seulement, sous le rapport du vêtement, de la nourriture et de l'habitation ! Il n'est pas une heure de notre vie, une occupation de notre temps, qui ne témoigne de ces progrès, dont tout cœur bien placé ne saurait trop se réjouir. C'est là où le sentiment de l'égalité, si vif en France, trouve à s'affirmer, et il serait impossible à l'observateur le plus pessimiste de méconnaître combien le sort de nos populations s'est à cet égard amélioré. Dans quelque lieu que l'on s'arrête, ne trouve-t-on pas la même élégance de vêtemens, le même soin de la coiffure chez les femmes, et les hommes, bien plus lents à se métamorphoser, ne portent-ils pas tous, dans nos campagnes, les mêmes habits que les hommes dans les villes ? distingue-t-on sous ce rapport l'ouvrier du chef et le serviteur du maître ? L'antique alimentation des paysans, où la viande, le vin, le pain de froment faisaient presque toujours défaut, n'est-elle pas aujourd'hui la ressource de rares villages éloignés de toute communication et ne tend-elle pas à faire place partout à une nourriture plus saine et plus abondante (2) ?

(1) Le ministère de l'agriculture vient d'arrêter les termes d'un projet de loi préparé par une commission spéciale, qui peut être d'une grande utilité pour l'exploitation du sol. La loi permettrait aux fermiers d'emprunter en donnant pour gages leurs récoltes et leur matériel, gages exclusivement réservés jusqu'ici aux propriétaires. Ceux-ci ne seraient plus nantis que pour deux ans et demi seulement de ces valeurs dont le total s'élève à plus de 4 milliards. Un acte serait dressé au profit du prêteur, et les récoltes ne pourraient être livrées aux tiers qu'après mainlevée.

(2) D'un travail fait récemment par les soins du ministère de l'agriculture et du

C'est pour répondre au progrès de la consommation que la production a doublé ses efforts et cherché les meilleurs instrumens de travail, parmi lesquels le crédit joue un rôle prépondérant. Consommer plus et mieux à l'aide de gains plus considérables, voilà ce qui fait le fond de toutes les aspirations, des opinions mêmes de nos compatriotes : pour consommer plus, il a fallu produire davantage, plus vite, et avec plus de bénéfices, et c'est ainsi que l'industrie et le commerce ont opéré les prodiges dont nous avons été témoins en ces dernières années. Veut-on aller plus loin et pénétrer au fond de nos préoccupations politiques? D'où vient ce besoin de la paix intérieure et extérieure que chacun expose en termes de plus en plus affirmatifs, que les programmes électoraux répètent tous avec la même foi, sinon de ce raisonnement intime que, s'il faut produire sans cesse pour consommer davantage, seule la tranquillité au dedans, la paix au dehors, permettent de produire et donnent ainsi le pouvoir de consommer ? Quant à tous ceux qu'effraient notre production hâtive et ses développemens précipités, qui voient en conséquence avec souci les titres de tant de sociétés financières et industrielles emportés dans une hausse vertigineuse, on peut leur faire observer que la base de cet échafaudage est solide, qu'une marge bien grande reste encore ouverte aux bénéfices à venir, puisque tout repose sur le progrès de la consommation et qu'elle est bien loin d'avoir dit son dernier mot. En notre pays qui ne marche certes pas au dernier rang dans la voie du progrès matériel, est-ce qu'il n'y a pas encore bien des efforts à faire pour donner à chacun la part de bien-être auquel il aspire ?

Ces vérités banales ne laissent donc pas que d'ouvrir à l'esprit des perspectives rassurantes, et nous ne saurions trop les répéter pour justifier nos propres espérances et nos études. Si le monde politique reste le théâtre de luttes dont on ne peut approuver les vio-

commerce, il résulte que l'accroissement seul de la consommation a déterminé, depuis un demi-siècle, les augmentations de dépenses suivantes :

De 20 pour 100 quant aux alimens végétaux, céréales, farineux, légumes; de près de 40 pour 100 quant à l'alimentation animale, viande, lait, œufs, poisson, etc. ; de 85 pour 100 quant aux boissons indigènes, vin, bière, cidre, spiritueux; de 20 pour 100 quant aux denrées diverses, sel, sucre, thé, huile, soit 50 pour 100 pour l'ensemble de la nourriture.

Que si l'on suppose une consommation égale, en ne s'attachant qu'aux variations de prix, l'alimentation végétale coûte 50 pour 100 de plus, les produits fournis par le règne animal et les boissons indigènes 87 pour 100 de plus ; en ce qui concerne les autres denrées, il y a au contraire diminution de 37 pour 100.

En tenant compte à la fois de l'augmentation de la consommation et de celle des prix, on arrive à cette conclusion que la nourriture du Français représentait sous la restauration une valeur de 90 à 93 francs par tête, de 195 francs à la fin du second empire et que la valeur actuelle est de 205 francs.

lences; si des droits sacrés sont violés par ceux mêmes qui en d'autres temps les avaient réclamés avec le plus de véhémence; enfin, sous le rapport de la liberté vraie et du respect de la conscience individuelle, si nous sommes en voie de reculer en-deçà de ce que le régime de 1830 nous avait réellement donné, on ne saurait rien reprocher au temps actuel en ce qui concerne l'essor de l'activité humaine dans la sphère du travail et de l'industrie. Là, au contraire, tout est motif à louange et à satisfaction sérieuse. Oui, au point de vue politique, les diverses classes de la société obéissent plus à des prétentions individuelles qu'à des opinions; dans l'ardeur des polémiques, dans les luttes électorales, on découvre surtout la recherche de la clientèle et du gain. Mais sur le terrain propre des affaires, on ne rencontre pas les mêmes contradictions et l'on n'y redoute aucune hypocrisie; chacun sait et dit ce qu'il veut, et nul ne se pare de fausses vertus. Ce n'est pas assurément par une philanthropie plus ou moins sincère qu'on se livre à un travail incessant; mais aussi ce n'est pas en excitant des passions mauvaises et en présentant d'audacieux mensonges comme les vérités de l'avenir qu'on obtient le succès: le seul moyen au contraire de l'assurer est de ne pratiquer que le vrai et de ne produire que le bon, — bon et vrai dans des sphères secondaires, dira-t-on, mais qui cependant, en satisfaisant aux besoins matériels de l'homme, développent aussi son intelligence et concourent largement aux progrès de la civilisation. Tous ceux donc qui, sur le terrain des affaires proprement dites, poursuivent leur propre fortune, peuvent l'avouer sans remords, puisqu'ils ne la devront qu'à leur honnêteté et à leur aptitude, et qu'ils modifieront à l'avantage du public le précepte morose donné par le fabuliste, en recherchant

Leur bien premièrement et puis le *bien* d'autrui.

Nous avons à plusieurs reprises fait ressortir les heureux résultats des opérations financières et industrielles et, par conséquent, les mérites de leurs auteurs; nous avons dû même, jusque sur le terrain de la spéculation proprement dite, et dans les transactions de la Bourse et du marché libre, reconnaître que la délicatesse la plus scrupuleuse présidait au règlement des affaires, puisqu'elles se traitent le plus souvent sur simple parole donnée; nous ne saurions donc nous empêcher, en constatant à nouveau les progrès du travail matériel, de payer un juste tribut d'éloges aux hommes qui, en France, y consacrent leurs soins et leurs lumières, et nous croyons pouvoir appeler la sympathie publique sur leurs noms.

BAILLEUX DE MARISY.

REVUE LITTÉRAIRE

LA CASUISTIQUE DANS LE ROMAN.

I. *Récits andalous*, par don Juan Valera; Paris, 1879, Calmann Lévy. — II. *Le Commandeur Mendoza*, par don Juan Valera; Paris, 1881, Ghio.

L'homme d'esprit, — diplomate, conseiller d'état, député, sénateur, un peu ministre même, académicien, traducteur, journaliste, critique, poète et enfin romancier, — dont nous venons d'écrire le nom, n'est pas un inconnu pour les lecteurs de la *Revue*. Certainement, ils se souviennent, ou, si par hasard ils l'avaient oublié, ce nous serait un devoir, ayant tout de leur rappeler qu'il y a quelques années (1) un de nos collaborateurs, Louis-Lande, qui depuis, en des circonstances mystérieuses, a payé de sa vie l'intérêt d'ardente curiosité qu'il portait aux choses d'Espagne, leur avait présenté l'auteur de *Pepita Jiménès*. Ce récit de mœurs était le début de don Juan Valera dans le roman, d'autant plus digne d'être signalé que les romans de mœurs ne passent pas pour nombreux en Espagne et que, parmi leur petit nombre, quand on en a distingué cinq ou six qui méritent l'honneur de franchir les monts, il semble que ce soit déjà beaucoup. Les réputations littéraires ne s'élèvent plus sur ce fondement dans la patrie de Cervantes. Il y aurait même lieu d'examiner, à ce propos, pourquoi, depuis

(1) Voyez la *Revue* du 15 janvier 1875.

tantôt une centaine d'années, et tandis que toutes les variétés du roman pullulent en Angleterre, en France, en Russie même, il est des pays, au contraire, — l'Italie, l'Allemagne, l'Espagne plus particulièrement, — où le genre, en dépit du talent et de la bonne volonté de quelques-uns, n'a tracé que de maigres racines et ne paraît décidément pas vouloir s'acclimater. Nous avons vingt occasions de retrouver l'Allemagne et l'Italie. Ici, la grandiloquence naturelle à la langue espagnole a peut-être exercé quelque influence. Et lorsque, par exemple, dès les premières pages, on tombe sur une description de ce goût déclamatoire : — « La mélancolie de cette vallée n'est pas la mélancolie profonde et glaciale que l'on respire dans les bois d'Écosse, mais une mélancolie qu'illuminent les rayons furtifs de ce resplendissant soleil de Grenade, toujours brillant, dans le ciel dépouillé, du feu dont le regard s'allume dans l'ardeur de la passion, ou encore, semblable au sourire de la volupté sur les lèvres de la bacchante, mélancolie au sein de laquelle les amers souvenirs du désenchantement s'endorment sous les ailes diaprées de mille riantes espérances (1), » — on peut au moins se prendre à douter que ce magnifique et retentissant vocabulaire daigne descendre à l'expression de ces sentimens moyens, de ces détails familiers, de ces menues descriptions qui sont pourtant l'âme même du roman de mœurs. Hâtons-nous de dire que ce passage n'est pas emprunté de don Juan Valera. Mais plutôt, l'originalité de l'auteur de *Pepita Jiménès* et des *Illusions de don Faustino* serait une simplicité savante, autant du moins qu'il nous soit permis d'en juger au travers, non pas même d'une traduction, mais d'une adaptation.

L'opinion commune, je le sais, des auteurs que l'on adapte, et des romanciers particulièrement, c'est qu'à les traiter de la sorte, on les mutile. Ils estiment que l'adaptateur, pour délicatement qu'il opère, leur fait tort du meilleur d'eux-mêmes. On a remarqué que, toutes les fois que l'on proposait à un romancier de retoucher quelque chose à son œuvre, c'était justement le plus bel endroit qu'on lui demandait de gâter. Tant il est vrai que la critique est aveugle ! A plus forte raison, si l'adaptateur s'avise de retrancher toute une scène, pouvez-vous être sûr, non-seulement qu'au gré de l'auteur c'était infailliblement la meilleure, mais encore qu'elle était la scène capitale, je veux dire la scène où s'acheminait, comme vers un but marqué, tout ce qui la précède, et d'où conséquemment tout ce qui la suit découlait, comme de sa source. L'adaptateur, presque toujours, a raison : quelquefois, cependant, l'auteur n'a pas tout à fait tort. Je ne doute pas qu'ici, par exemple, en allégeant son original d'un surcroît de détails, l'adaptateur des *Illusions de don Faustino* n'ait rendu service à don Juan Valera.

(1) *Maria*, por Rafael Gago; Madrid, 1881.

Deux volumes, à ce qu'on nous apprend, et chargés de métaphysique, pour conter les malheurs en amour de l'héritier ruiné d'une noble famille, il nous semble que ce devait être un peu beaucoup. Tandis que, dans l'adaptation, le récit, réduit aux bornes d'environ deux cents pages, — quoiqu'il y ait quelques mailles rompues du tissu de l'intrigue et quoique les événemens y aillent un peu à la débandade, — marche au moins d'une allure vive et d'un air de bonne humeur alerte. Nous n'en dirons pas tout à fait autant du *Commandeur Mendoza*, plus récemment traduit par M. Albert Savine. Si c'est fidèle, et nous n'avons aucune raison d'en douter, c'est bien long, et ce n'est si long certainement que parce que c'est trop fidèle.

Ce qui n'empêche pas qu'après avoir loué de son infidélité même l'adaptateur des *Illusions de don Faustino*, nous allons louer maintenant le traducteur du *Commandeur Mendoza* de sa fidélité. On n'est pas, je pense, plus accommodant. C'est qu'il faut distinguer parmi les œuvres d'un écrivain, et surtout d'un poète ou d'un romancier, les œuvres qui sont vraiment significatives et celles qui ne le sont pas. Il y a des romans de facture qui font très agréablement passer une heure ou deux, voisins d'une espèce de perfection commune et banale de leur genre, mais qui pourraient être au surplus signés de tout le monde. On les lit donc, on en conserve plus ou moins longtemps le souvenir, on finit toujours par les oublier. Manquer de défauts, c'est manquer d'originalité. Il y en a d'autres au contraire qui sont mal faits, si l'on veut, où l'on trouve, sans y chercher malice, à reprendre et blâmer autant ou plus qu'à louer, mais qui n'en sont pas moins marqués au signe de l'originalité personnelle et qui portent profondément empreinte la griffe de quelqu'un. Il serait facile ici, sous prétexte de donner des exemples, de saisir obliquement l'occasion de louer tel de nos romanciers français contemporains aux dépens de tel autre. Contentons-nous de notre auteur espagnol. *Les Illusions de don Faustino* sont un roman de la première espèce; mais un roman de la seconde, c'est *le Commandeur Mendoza*. Poussons la déduction jusqu'au bout. S'il ne s'agit que de faire une lecture et de vous procurer une distraction sans fatigue, ne prenez pas *le Commandeur Mendoza*, lisez *les Illusions de don Faustino*. Vous y trouverez de la bonne humeur, — ce qui, par parenthèse, ne se rencontre plus que trop rarement dans le roman français, — un ou deux grains de satire, de très curieux détails de mœurs, de spirituelles esquisses de la vie de province en Espagne, deux ou trois études enfin de coquettes, un peu minces peut-être de psychologie, indiquées plutôt que creusées, mais intéressantes et surtout bien vivantes. D'ailleurs, le livre une fois fermé, vous ne serez pas autrement inquiet de savoir quel est l'homme qui se cache derrière l'auteur, et vous pourrez passer à une autre lecture. Mais, au contraire, si, comme j'ose l'es-

pérer, vous estimez qu'il n'y a pas, qu'il ne doit pas y avoir de vrai plaisir de l'esprit sans un peu d'instruction qui s'y mêle; si vous croyez qu'un romancier peut donner à penser; si vous êtes curieux enfin de connaître don Juan Valera, mais de le connaître par ce qu'il y a dans son œuvre de personnel et d'original, alors vous lirez *le Commandeur Mendoza*. Vous y apprendrez du nouveau : ce que c'est que la casuistique, l'usage que le romancier peut en faire, ce que vaut enfin comme instrument d'analyse psychologique cette science tant décriée. Je ne voudrais pas généraliser trop hardiment, mais pourtant, en relevant dans la préface du traducteur ce qu'il nous dit d'un roman de Pedro de Alarcon, — *el Escandalo*, — comme en nous remémorant aussi des renseignemens glanés un peu de toutes parts, je suis tenté de croire qu'il y a là, dans cet emploi de la casuistique, en même temps qu'un trait qui caractérise la manière de don Juan Valera, un trait qui pourrait bien caractériser aussi le roman espagnol contemporain. Ce qui se conçoit. L'Espagne a trop longtemps été la terre d'élection des casuistes et de la casuistique pour que l'on ne s'en aperçoive pas encore aujourd'hui, de loin en loin, et jusque dans l'œuvre de ses romanciers. Car il y a toujours, heureusement, parmi chaque génération d'hommes, quelques représentans de toutes les générations qui l'ont précédée dans l'histoire. C'est ce qui fait la variété de l'art, le plaisir de la conversation, et la consolation de la vie.

On ne saurait dire si le mot de *casuistique* nous est devenu, depuis *les Provinciales*, plus ridicule ou plus odieux. Seulement, la casuistique, au vrai, n'est rien ou presque rien de ce qu'il nous plaît d'entendre sous le mot. On la définit, d'ordinaire, par une simplification quelque peu perfide, comme une composition scandaleuse entre le devoir et l'intérêt. Votre devoir est d'agir d'une façon prévue par la morale; votre intérêt est d'agir d'une façon contradictoire suggérée par la circonstance: la casuistique serait l'art de trouver un biais qui tranquillisât la conscience sur l'accomplissement du devoir en donnant à l'intérêt toute liberté de courir à son assouvissement. Mais ce n'est pas là la casuistique : ce n'en est que la corruption. La vraie casuistique est l'approfondissement et la codification des motifs qui doivent régler la conduite dans les cas, si nombreux et si difficiles, où le devoir se trouve en conflit, non du tout avec l'intérêt, mais avec le devoir lui-même. Je ne sais comment agir parce que, dans l'enchevêtrement des circonstances données, de quelque manière que j'agisse, il me paraît que je vais transgresser une obligation formelle ; voilà le cas de conscience: mais il doit y avoir un principe de distinction et des raisons de subordonner, dans l'espèce, la transgression de l'une de ces obligations à l'exécution de l'autre; quel est ce principe, et comment l'appliquer? voilà toute la casuistique. Ceux-là seuls en peuvent contester les titres

qui, par une grâce toute personnelle d'insensibilité morale, n'ont jamais douté d'eux-mêmes, ni jamais senti, sous la leçon de l'expérience, que la vie de ce monde ne laissait pas d'être parfois une chose assez compliquée. J'en prendrai précisément pour exemple la question que s'est posée l'auteur du *Commandeur Mendoza*.

Un brave gentilhomme, don Fadrique Lopez de Mendoza, retiré du service, est venu se fixer, pour y achever paisiblement ses jours, dans son village natal de Villabermeja. Les souvenirs de sa vie d'aventures, les longues conversations avec ces compagnons d'enfance, la société du père Jacinto, dominicain, son ancien précepteur ou plutôt maître d'école, suffisent à remplir son existence, agréablement. Quand il est fatigué de vivre au village, il va passer quelques jours à la ville voisine, chez don José, son frère, où le babillage, les caresses, les cheveux blonds et les yeux bleus de doña Lucia, sa nièce, égaient ce fonds de misanthropie qu'un philosophe, — et le commandeur est un philosophe, — ne manque guère à rapporter de ses lointains voyages. L'enfant, un jour, lui confie un gros secret. Doña Clara, l'une de ses amies, aime don Carlos et elle en est aimée; par malheur, les parens ne veulent pas entendre parler de don Carlos, ou plutôt ne savent rien de l'amour qu'il a pour leur fille; ils la destinent à don Casimiro de Solis, vieillard insignifiant, cacochyme, laid, ni riche, ni pauvre, et de plus leur cousin. C'est ici le problème. Si doña Blanca de Roldan, qui est une bonne mère, veut pourtant marier sa fille à don Casimiro, c'est que sa fille n'est pas la fille de don Valentin de Roldan. Doña Clara est née d'un adultère. La malheureuse mère, dévorée depuis vingt ans par un remords inexpiable de l'unique faute qu'elle ait commise, a, dans la solitude, imaginé ce bizarre, cruel, et odieux moyen de réparation. Car, don Casimiro de Solis serait l'héritier naturel de don Valentin de Roldan, si doña Clara n'existait pas; mais si l'on marie la jeune fille à don Casimiro, cette fortune, que sa mère ne veut pas qu'elle vole, ne retournerait-elle pas, sans bruit, et sans scandale, où elle devait légitimement aller? Le lecteur voudra bien n'accuser que nous de l'apparence mélodramatique de ces combinaisons. Elles n'ont rien que de naturel dans le roman de l'auteur espagnol. Analyser, comme on dit, un roman, c'est, presque toujours, trahir le romancier. Il faut mettre devant ce qui est derrière, détruire l'ordonnance de l'œuvre, abréger, resserrer, écourter, mutiler, si bien que ce procédé qu'on croirait le plus fidèle, est au contraire le plus trompeur, et c'est pourquoi nous y répugnons. Il y a des occasions pourtant où l'on n'en peut guère employer un autre. C'en était une ici.

Je demande maintenant aux ennemis jurés de la casuistique s'il s'agit d'un conflit entre le devoir et l'intérêt, ou d'un conflit entre un devoir et un autre devoir. Quel est le devoir d'une femme que les cir-

constances ont placée dans le cas de doña Blanca de Roldan? Devra-t-elle après vingt ans déclarer elle-même sa faute à son mari? Pourquoi? dans l'intérêt de qui? sous l'obligation de quel devoir? Car enfin, ce sont des lois d'ordre public, et non pas le caprice individuel, qui règlent la transmission des héritages. Supposons que don Valentin de Roldan, ayant reçu les aveux de sa femme, veuille ôter sa fortune à doña Clara; l'événement n'ira pas sans scandale. Il faudra qu'il réclame, en quelque sorte, la reconnaissance publique de son déshonneur? Il faudra, d'autre part, que doña Clara perde le respect de sa mère? Si c'est un devoir que d'expier sa faute, et si la confession de la faute est le commencement de l'expiation, est-ce un devoir aussi que de faire supporter à ce mari trop confiant l'extrême conséquence du crime? en est-ce un encore que d'en faire peser la responsabilité sur l'enfant innocente? en est-ce un enfin que de rompre, entre ce père qui croit être père et cette fille qui croit être sa fille, les liens que le temps, l'habitude, l'affection ont noués? Et pas n'est question de dire : « Il fallait... » ou « il eût fallu... » Sans doute, il eût fallu ne pas commettre la faute, et il fallait, l'ayant commise, en provoquer soi-même le châtiment, ou se l'infliger; mais ces maximes austères, qui sont belles dans les livres, ne sont bonnes aussi que dans le domaine de la spéculation métaphysique. En fait, quinze ou vingt ans sont passés depuis lors : les situations sont ce qu'elles sont : peu importe ce qu'elles auraient pu être, puisqu'elles ne le sont pas. Nous ne pouvons pas détacher de la chaîne de notre existence les jours que nous avons vécus. Chacun de nous, en chaque temps, est bien obligé d'accepter, de prendre, de subir la vie telle qu'il se l'est à lui-même arrangée. Ce n'est pas à vingt ans en arrière de l'heure qui sonne qu'on peut aller chercher les élémens de la résolution prochaine. Ce qui est fait est fait. Le tout est de suspendre ou de détourner les conséquences que l'on est encore à temps de détourner ou de suspendre. Et dans le cas que nous propose ici le romancier, je ne crois pas que celui-là fût un misérable sophiste, encore moins un corrupteur de la morale, qui trouverait le moyen, en ménageant, je ne dis pas les intérêts, je dis les droits de tous, de trancher les difficultés et de nous montrer où est le devoir.

On dira peut-être qu'après tout de telles situations sont rares? Je vous demande pardon : mais elles sont très communes. Si vous voulez considérer d'un peu près ce que, dans le langage du monde, on appelle des situations *fausses*, vous verrez aisément que toutes, ou presque toutes, elles aboutissent tôt ou tard à des conflits de ce genre. C'est même la définition d'une situation fausse : une situation où l'on se trouve presque à chaque instant sous la nécessité de transgresser ou de négliger un devoir pour en remplir un autre. Mais, après tout, qu'est-il besoin de supposer des situations fausses? Vous ne voulez

pas d'exemples dramatiques ou romanesques? J'en invoquerai donc des plus vulgaires. Vous avez de lourdes dettes et une famille nombreuse à soutenir : que ce soient des dettes contractées par vous ou à vous léguées par les circonstances, il n'importe : je vous défie bien de ne pas chercher une *composition* entre le devoir de payer ces dettes et le devoir de nourrir votre famille, tous deux également clairs, stricts et catégoriques. Superposez maintenant quelques autres devoirs à ceux-ci : comme le devoir de courir au foyer de l'épidémie si vous êtes médecin, le devoir d'aller prendre la fièvre jaune à la Martinique ou la dysenterie en Cochinchine si vous êtes marin, le devoir d'aller vous faire casser quelque part la tête, si vous êtes militaire : vous conviendrez qu'il peut résulter, à un moment donné, de cet entre-croisement d'obligations, qui ne s'ajoutent pas seulement, mais qui se contrarient les unes les autres, de douloureuses complications, et que pour les dénouer ce n'est pas trop d'une sensibilité morale très délicate, soutenue d'un jugement droit, et d'une expérience étendue de la vie. J'avoue que je voudrais un peu plus de cette casuistique dans un roman français et je ne crois pas qu'aucun lecteur s'en plaignît.

Il est vrai qu'il nous faudrait commencer par perdre de certaines habitudes qui nous sont invétérées. Le romancier espagnol a posé son problème, et nous venons d'essayer de montrer la difficulté de la situation. Mais, Français que nous sommes, je veux dire admirateurs des beautés rectilignes de la logique bien plus que des finesses et des délicatesses de la psychologie, nous aurions promptement résolu le cas de conscience de doña Blanca de Roldan d'une façon simple, élégante et hardie, — en le niant. « Car, auraient dit les uns, de quoi s'embarrasse-t-elle? Vous venez vous-même de le dire; ce qui est fait est fait; cette femme est folle; si elle se repent, qu'elle se punisse; ou, si le courage lui manque, eh bien! qu'elle étouffe ses remords! » Et les autres : « Il est impossible qu'une femme qui a trompé son mari n'ait pas pris, depuis vingt ans, son parti de l'avoir trompé; ses remords ne sont qu'une grimace; et sa dévotion, bien loin de la relever à nos yeux, est justement ce qui l'achève; nous aimons qu'on soit ce qu'on est. » Ceux-ci sont les pharisiens; les premiers étaient les sceptiques. Et l'auteur espagnol leur répond : Vous vous trompez; cette femme était avant sa faute non-seulement une dévote, mais une sainte, et depuis sa faute, précisément parce que c'était une sainte, c'est une créature qui souffre et qui ne cessera de souffrir qu'en cessant de vivre. Bien plus, elle souffrait jusque dans sa faute. « Une seule femme au monde m'a vraiment aimé, dit son complice, d'un amour ardent et coupable. Je l'aimai aussi, — pour mon malheur! car elle avait une humeur de tous les diables. Nous nous adorions, et l'histoire de nos amours ne fut qu'une succession de querelles quotidiennes... Elle avait été une sainte,

on continuait à la croire telle, car nous étions extrêmement prudens. Au fond de sa conscience troublée, dans le plus profond de son cœur, orgueilleux et fanatique à la fois, elle était honteuse d'avoir humilié devant moi sa fierté, d'avoir cédé à mes désirs : elle était épouvantée et pleine d'horreur d'avoir quitté pour moi le bon chemin, d'avoir, pour moi, offensé son Dieu et violé ses devoirs. *Tout cela, peut-être sans bien s'en rendre compte, elle voulait me le faire payer, car elle me jugeait très coupable.* Ce que j'ai eu à subir d'elle n'a pas de nom. » N'est-il pas vrai que la plupart de nos romanciers, rencontrant une telle femme et la mettant en scène, ils n'eussent pu se tenir de railler eux-mêmes ce mélange de dévotion et d'amour et de nous donner à douter, chacun selon sa philosophie particulière, de la sincérité de cette dévotion ou de l'ardeur de cet amour? Mais ils eussent eu tort. Nous voulons trop simplifier. La nature humaine est plus riche en contrastes que nous ne le croyons. Il y a là deux sentimens en lutte, également sincères, également irrésistibles, également forts, dont aucun ne peut parvenir à triompher de l'autre, qui déchirent le cœur où ils se combattent; et, — nous espérons que le lecteur partagera notre opinion, — d'avoir suivi pendant tout un roman ce caractère si complexe, comme aussi, nous le montrant à vingt ans de distance du crime, d'avoir si exactement mesuré l'étendue des ravages accomplis par le remords dans cette âme naturellement fière, orgueilleuse, insolente même, ce n'est pas un mince mérite à l'auteur du *Commandeur Mendoza.*

Si ce caractère est espagnol, je n'en sais rien, je ne veux pas le savoir. On abuse aujourd'hui de ce semblant d'explication. On dit: Ce caractère est bien espagnol, et cette façon de voir est bien anglaise; j'en connais qui ne sont pour ainsi dire pas sortis de leur village et qui déclarent hardiment : Voici des mœurs furieusement chinoises et voilà des paysages prodigieusement sénégalais. On ne s'aperçoit pas que c'est s'arrêter à la surface des choses et proclamer modestement que ce que l'on n'a pas pu réduire à ses élémens *doit* être irréductible. Mais moi, qui ne connais ni le Sénégal ni la Chine, j'aime mieux croire que ce caractère, tout espagnol qu'il soit, ne laisse pas d'être humain, et c'est ici que la casuistique devient de la psychologie.

Il y a des natures grossières, qui n'ont que faire des distinctions de la casuistique; elles obéissent à l'impulsion de la machine; elles vont, naïvement sans hésitation comme sans remords, où leurs désirs les poussent; elles suivent ce qu'on a nommé d'un mot honnête leur tempérament, et convaincues de l'infaillibilité de leurs sens, elles ne s'imaginent pas qu'on puisse être coupable ou répréhensible seulement, dès que l'on cède à la nature. N'essayez pas de le leur faire entendre: elles auraient beau le vouloir qu'elles ne vous comprendraient pas.

Les Manon Lescaut et les Emma Bovary sont de cette famille. On dit d'un mot qu'elles manquent de sens moral. Cependant il y a, d'autre part, des âmes délicates, qui ne sont pas plus que les autres à l'abri de la tentation, ou même de la faute, dont « les désirs peuvent courir plus vite que leur honneur » et dont « les passions peuvent être plus ardentes que leur foi (1), » mais qui ne se parent point de leur faute et qui ne s'enorgueillissent pas d'avoir cédé à la tentation. C'est précisément pour elles que l'on a inventé la casuistique. Elles en sont la cause occasionnelle, comme eût dit Malebranche, et Leibniz pourrait ajouter qu'elles en sont la raison suffisante. Il ne s'agit pas d'endormir dans la sécurité d'une fausse paix le remords de leur conscience; il s'agit de les empêcher de réparer une faute par une autre faute et d'aggraver le mal en essayant de l'expier. Car c'est communément ce qu'elles font dès qu'elles sont livrées à leur seule inspiration. C'est ce que fait doña Blanca, quand elle veut sacrifier sa propre fille à l'ardeur dont elle brûle d'effacer à jamais les conséquences d'un premier crime. Elle cherche, en mariant sa fille à l'héritier naturel de la fortune des Roldan, un apaisement qu'elle ne trouvera pas, et, tout entière à la pensée de la réparation, elle ne voit pas, elle ne sent pas qu'en travaillant ainsi de ses mains au malheur de sa fille elle ajoute le crime de la mère au crime de l'épouse. Mais remarquez bien qu'il n'y a pas plus *égoïsme* ici, dans l'erreur de cette mère aveuglée, qu'il n'y avait *hypocrisie* tout à l'heure dans le fait de l'épouse recouvrant d'un impénétrable orgueil le secret de sa faute. Où il y a dessein de réparer sa faute, et de quelque principe que ce dessein procède, que ce soit du besoin d'étouffer le remords, ou de compenser le préjudice, ou de payer la faute, on peut se tromper sur les moyens, mais il n'y a pas *égoïsme*. Tout de même, il n'y a pas *hypocrisie* là où l'éternel secret dans lequel on ensevelit la faute et la perpétuité de l'humiliation intérieure empêchent le coupable de retourner à sa faute et lui servent de défense toujours active contre l'assaut de la tentation. C'est pourquoi nous ne pouvons pas nous empêcher d'éprouver pour une telle femme, comme tous ceux qui l'entourent, une sympathie profonde, parce qu'elle souffre et parce que le principe de sa souffrance est justement la beauté morale de sa nature. Elle a trompé son mari, c'est vrai; elle a fait le supplice de son amant, c'est vrai; elle va faire le malheur de sa fille, c'est encore vrai. Mais pourtant nous ne pouvons guère nous défendre de la plaindre et d'avoir pour elle une compassion où il se mêle presque autant d'estime que de pitié. C'est qu'éclairés par la lumière de la casuistique, nous avons vu dans cette âme, et

(1) . . . . my desires
Run not before mine honour, nor my lusts
Burn hotter than my faith.

(*Le Conte d'Hiver*, IV, III.)

que, l'erreur d'un seul mais irréparable moment exceptée, nous n'y avons rien trouvé que de généreux et de noble.

Le lecteur a deviné peut-être que l'amant de doña Blanca n'était autre que don Fadrique de Mendoza. C'est lui le vrai père de doña Clara. Autre cas de conscience encore : il veut sauver son enfant du mariage dont on la menace, et qui niera que ce soit un devoir pour lui? Mais d'épargner l'honneur de la mère en même temps que l'affection de l'enfant pour cette mère, qui niera que c'en soit un autre? Et de ne pas permettre que sa fille, à lui, soit l'héritière illégitime de la fortune des Roldan, n'accorderez-vous pas que c'en soit un troisième? Ici encore est-ce entre le devoir et l'intérêt que le conflit s'élève, ou si c'est entre le devoir et le devoir? Je ne pense pas qu'il y ait deux réponses. Don Fadrique s'avise, pour sortir d'embarras, d'un curieux expédient. Sa fortune par hasard est à peu près égale à la fortune des Roldan. S'il pouvait, de manière ou d'autre, la faire passer aux mains de don Casimiro, l'époux qu'on destine à l'enfant? Si doña Blanca, de son côté, consentait à cette espèce de substitution d'expiation? Si l'on pouvait enfin atteindre ce résultat sans compromettre l'honneur de la mère, sans troubler la sécurité du mari, sans effleurer le respect de l'enfant pour sa mère, enfin, — car il faut tout calculer, — sans effaroucher la fierté de don Casimiro? C'est ce que don Fadrique essaie de faire. Mais il est évident que ce n'est pas là une solution. Car, si sa fortune lui permet de tenter cette voie de conciliation, c'est hasard, c'est rencontre, c'est concours inattendu de circonstances particulières. La réparation que poursuit doña Blanca ne peut pas dépendre, en bonne et saine morale, du chiffre plus ou moins élevé de réaux que possède présentement son amant d'autrefois. Elle le fait entendre au père Jacinto, qui s'est chargé de la négociation; elle le dit à don Fadrique lui-même, qui s'est introduit chez elle presque par surprise, et dans une fort belle scène, dont je détache les imprécations finales, qui jetteront une lueur plus vive sur ce cas psychologique si curieux et si bien déduit : « Il n'est pas de moyen de séduction, il n'est pas de mensonge ni de tromperie, lui dit-elle, en lui rappelant le passé, seigneur don Fadrique, il n'est pas de flatteries ou de douces paroles, de sermens de me donner toute votre âme, que vous n'ayez employés pour vaincre mes refus. Et j'en vins jusqu'à désirer de me perdre pour vous sauver. Oui, j'en vins à rêver qu'au prix de ma chute, gagnant votre âme, je l'enlèverais à l'impiété où elle était plongée. Et j'eus cette folle illusion de croire que, si je tombais avec vous dans le péché, je vous relèverais pour vous entraîner avec moi dans la purification et dans la pénitence... J'étais aveugle... Vous ne cherchiez que la satisfaction d'un caprice et vous ne vouliez de moi qu'un triomphe d'amour-propre... Vous aviez cru qu'une fois vainqueur de mes refus, j'oublierais tout pour vous... Vous vous imaginiez que j'allais tuer en moi tout remords,

toute honte, tout souvenir du devoir... Vous vous trompiez. Vous étiez maître de mon âme; mais, comme dans un pays généreux et fier où le conquérant ne possède que le sol où son pied pose, vous ne me possédiez que quand je m'oubliais moi-même. En tout autre temps, je me levais contre vous, j'essayais d'expier ma faute par la pénitence, et je luttais pour reconquérir ma liberté... Vous qui ne cherchiez que joie et plaisir, vous vous êtes fatigué de lutter. Ainsi je fus délivrée de mon horrible esclavage. Dieu soit loué qui l'a voulu ainsi! » La citation est un peu longue : je la crois caractéristique. Prenez un peu la peine, en effet, d'y démêler les nuances. Il n'y a pas à douter de la sincérité du sentiment. La chose est difficile à dire en français. Nous sommes toujours un peu Gaulois. N'est-il pas clair cependant que l'amour adultère de cette femme n'a pas altéré, ni seulement entamé, l'intégrité de sa dévotion; et si la passion, par surprise, a été pour une fois la plus forte, ne sentons-nous pas qu'elle dit vrai quand elle reconnaît dans cette dévotion même, non pas certes la justification, ni l'excuse, mais l'explication de sa chute. C'est bizarre, mais c'est ainsi. Et j'en reviens toujours à ce point : nos romanciers, en général, ne savent pas assez ou ne veulent pas voir combien la nature humaine est complexe, et, pour mille raisons que ce n'est pas le temps d'énumérer, l'*amas de contradictions* et l'*incompréhensible énigme* que nous sommes.

On pense bien maintenant que la situation de don Fadrique et de doña Blanca, comme aussi la situation de tous les personnages dont le sort est lié à la résolution qu'ils prendront, ne peut se dénouer que par la mort de don Fadrique ou de doña Blanca. C'est doña Blanca que le romancier a sacrifiée. Vainement don Fadrique a trouvé le moyen de faire passer sa fortune à don Casimiro : nous savons que doña Blanca ne peut pas accepter ce sacrifice comme une suffisante expiation de son crime. Il faut que ce soit la mort qui vienne la délier du serment qu'elle s'est fait et, en fléchissant la dureté de son orgueil, réconcilier son repentir d'épouse avec son devoir de mère. Doña Clara épousera don Carlos et don Fadrique fera lui-même une fin en épousant doña Lucia, sa nièce. Voilà bien des mariages au dénoûment d'un roman un peu triste. Encore n'ai-je pas compté celui de don Casimiro de Solis avec Nicolasa Gorico. Visiblement, de la part du romancier, il y a quelque négligence dans ce dénoûment ou, si l'on aime mieux, quelque désir de bien finir et de prendre congé du lecteur sur d'agréables impressions.

Aussi bien ne faudrait-il pas croire que, dans ce roman même, il manque d'esprit ou de gaîté. Les amours de Nicolasa, par exemple, la jeune coquette de village, et de son Tomasuelo, le fils du maître forgeron, sont contées avec autant de bonne humeur que de juste observation. L'auteur des *Illusions de don Faustino*, mais surtout de *Pepita*

Jimenès, excelle à peindre justement ces beautés de campagne, moitié dames, moitié villageoises, et quelques traits lui suffisent pour en graver le souvenir dans les mémoires. Une ironie légère qui ne blesse pas, une manière de dire alerte et dégagée, la plaisanterie d'un homme d'esprit qui raille volontiers les menus ridicules de ses personnages, sans cesser pour cela de les aimer et de s'intéresser à eux, si ce ne sont pas tout à fait les qualités d'un romancier de race, — au moins dans *Pepita Jimenès* et dans *les Illusions de don Faustino*, — ce sont les qualités d'un conteur aimable et facile qui se délasse d'occupations, je ne veux pas dire plus graves, ce qu'à Dieu ne plaise, mais réputées plus sérieuses, telles que de traduire de l'allemand ou de siéger aux cortès, en se jouant dans le récit de mœurs. On se sent comme conduit par un guide dont la culture d'esprit serait infiniment plus étendue que celle de ses personnages, l'expérience infiniment plus diverse, la portée d'intelligence enfin de beaucoup supérieure à son œuvre, et le roman sans doute en est moins roman, si je puis dire, mais l'homme n'en est que prisé davantage. *Le Commandeur Mendoza*, toutefois, est bien, dans tout le sens du mot, un véritable roman. Nous avons essayé de le montrer. Et comme roman par conséquent, les défauts qu'on y pourrait noter, quelques longueurs, de la subtilité, de la déclamation parfois, on en a vu des traits, — et le tout aggravé par la traduction un peu lourde, n'empêchent pas que ce soit, parmi les œuvres de don Juan Valera, l'œuvre significative. Il est vrai qu'il nous resterait à savoir ce que c'est qu'une *Doña Luz*, dont le traducteur du *Commandeur Mendoza* semble nous promettre, au nom d'un mystérieux inconnu, la traduction prochaine.

Quant à la question que nous avons cru pouvoir effleurer à l'occasion de ce roman, comme il importe que nul ne s'y méprenne, il ne sera peut-être pas mauvais d'ajouter que l'auteur n'est nullement ce qu'on appelle un *romancier catholique*, mais un très libre esprit, quoique très respectueux de la liberté des autres, probablement parce qu'il tient à la sienne. On pourrait prétendre, au surplus, non-seulement qu'un peu de casuistique ne saurait nuire au romancier, ni même à l'auteur dramatique, mais encore que la casuistique est l'âme même de l'art de représenter les passions. Voyez plutôt le roman anglais, depuis les romans de Richardson jusqu'à ceux de George Eliot, et repassez dans votre souvenir le répertoire du Théâtre-Français depuis *le Cid*, qui est un cas de conscience, et jusqu'à *Daniel Rochat*, qui est un autre cas de conscience. Ce qui est malheureusement vrai, c'est que la casuistique n'est à l'usage, comme nous l'avons fait observer, que des âmes délicates, et depuis quelques années, on paraît mieux aimer à peindre des natures grossières.

F. Brunetière.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

14 novembre.

Elles sont donc venues, ces explications si universellement désirées, qui devaient tout à la fois régler les comptes du passé, offrir à une majorité l'occasion de se révéler et préparer une reconstitution de gouvernement dans des conditions nouvelles? On les appelait depuis longtemps, et ce n'était pas sans raison, pour éclaircir les doutes, les confusions, les équivoques, les incohérences qui obscurcissaient et embarrassaient une situation, pour avoir, en un mot, un peu de lumière, et sur ces inextricables affaires de Tunisie, et sur la politique générale du pays.

Elles sont venues : pendant trois ou quatre jours la discussion s'est prolongée, les orateurs se sont succédé, tous les griefs se sont produits, toutes les justifications ont été présentées. Le chef du cabinet, M. Jules Ferry, s'est multiplié, et on pourrait dire qu'il a seul porté au nom du gouvernement le poids de la discussion, si M. le ministre de la guerre n'avait tenu, lui aussi, à intervenir comme pour montrer jusqu'au bout son insuffisance et faire son testament. De leur côté, des députés républicains, M. Naquet, M. Clémenceau, M. Le Faure, se sont chargés de mener l'assaut contre le ministère, d'instruire le procès de cette entreprise tunisienne. Les uns et les autres sont arrivés avec une ample provision de documens qu'ils ont versés à flots sur la tribune. Dire que de ces explications minutieuses et contradictoires une véritable lumière a jailli, qu'on a été plus éclairé après qu'on ne l'était avant, ce serait de la naïveté ou de la complicité. Le fait est qu'on s'est perdu dans les détails, que la chose la plus essentielle a manqué, l'art de resserrer et de simplifier une question en l'élevant, et que, par une suite naturelle d'un débat mal engagé, tout a fini par

une confusion nouvelle, par une dernière équivoque. Qu'est-il arrivé, en effet? A peine la discussion a-t-elle paru épuisée, les motions de tout genre ont éclaté à la fois : proposition d'enquête, ordre du jour pur et simple, ordres du jour de toutes les nuances accentuant ou mitigeant le blâme, donnant un bill d'indemnité, ou faisant des réserves. Deux heures durant, cette majorité nouvelle représentée comme si impatiente de se produire, de se manifester par quelque acte viril et décisif, cette majorité n'a plus su où elle en était, de quel côté elle devait se tourner. Heureusement, on est allé chercher M. Gambetta, et M. Gambetta est arrivé à propos pour tirer la majorité d'affaire en lui proposant une banalité destinée à sauver le parlement d'un « aveu d'impuissance. » Prétendre effectivement, pour rester dans les termes de l'ordre du jour de M. Gambetta, que la France était résolue à exécuter prudemment et intégralement le traité qui a constitué son protectorat à Tunis, c'était ne rien dire; c'était s'abstenir de porter un jugement sur le passé, sur la manière dont le traité du Bardo a été exécuté jusqu'ici, et éviter de s'engager pour l'avenir. Ce que signifie réellement cet ordre du jour, celui qui l'a proposé le sait peut-être; ceux qui l'ont voté ne le savent pas à coup sûr, de sorte que ces explications qui devaient tout éclaircir n'ont en définitive rien expliqué et rien résolu; elle n'ont servi qu'à permettre à un ministère expirant de se retirer sans avoir été ni approuvé, ni blâmé, pour laisser la place libre à un pouvoir nouveau, au chef de cabinet sur qui tout le monde avait les yeux. La question même qui s'agitait a disparu en quelque sorte dans la question ministérielle. Voilà ce qu'il y a de plus clair dans cette discussion et dans ce vote sur une des plus sérieuses affaires du pays.

Non sans doute, il faut l'avouer, ces explications tant attendues et après tout devenues nécessaires n'ont pas été un brillant début pour une assemblée qui, du premier coup, en commençant sa carrière, a donné la mesure de son inexpérience et de ses faiblesses. Elles n'ont pas été non plus une fin brillante pour un ministère qui, après avoir eu la dangereuse fortune d'engager la France dans une grave entreprise, s'est trouvé réduit, pour couvrir sa retraite, à justifier bien des choses obscures, à expliquer bien des choses inexplicables, à rendre compte d'une série d'actes militaires, financiers qui ont ému l'opinion, qui devaient l'émouvoir et qui, en définitive, restent douteux. Il faut bien s'entendre : il y a deux points sur lesquels il n'y a pas à insister. Qu'on se plaise sans cesse à répéter que la situation de la Tunisie ne pouvait laisser la France indifférente, que notre pays, par ses traditions, par une juste préoccupation de sécurité, était intéressé à maintenir son ascendant à Tunis, que notre gouvernement a été conduit par les circonstances à donner à cet ascendant la forme d'un protectorat, soit, ce n'est pas là la difficulté. Ceux-là mêmes qui ont pu croire que l'in-

fluence française aurait pu se manifester utilement, comme elle s'est manifestée plus d'une fois dans le passé, par d'autres moyens et sous d'autres formes, ceux-là mêmes ne mettent pas en doute la nécessité de maintenir ce qui a été fait; ils ne demandent pas qu'on désavoue la signature de la France inscrite sur un traité, et c'est précisément pour cela que l'ordre du jour proposé avec tant d'apparat par M. Gambetta n'est qu'une banalité affirmant ce que personne ne conteste, déguisant à peine un acte d'ostentation personnelle. D'un autre côté, il y a eu, il y a toujours dans un tel débat un amas d'élémens subalternes, rumeurs, accusations avilissantes, soupçons injurieux, insinuations qui ne peuvent qu'obscurcir, altérer ou diminuer le caractère d'une affaire d'intérêt public et qui n'ont point de place dans une discussion sérieuse; mais si la nécessité de sauvegarder l'influence française à Tunis n'est nullement contestée, si les diffamations, les bruits déshonorans n'ont que faire dans un débat sérieux, la question essentielle, la question de politique, de conduite reste entière. Le chef du dernier cabinet, M. Jules Ferry, a eu beau déployer son éloquence, se complaire dans le sentiment imperturbable de son habileté et prodiguer à ses coopérateurs, se prodiguer à lui-même tous les témoignages possibles de satisfaction, il n'a pas réussi à prouver qu'on ne s'était pas engagé à la légère dans cette affaire tunisienne; il n'a pas pu effacer cette impression que, depuis le commencement jusqu'à la fin, on avait incessamment placé les chambres en face d'actes accomplis et irrévocables; il n'a pas détruit cette série de faits, la désorganisation de l'armée par M. le ministre de la guerre, la contradiction et l'imprévoyance dans l'envoi, dans la composition des forces expéditionnaires, la subordination des opérations militaires à des calculs de parti, à des intérêts parlementaires ou électoraux, l'irrégularité des procédés financiers. Il a voulu trop prouver, trop triompher, et dans ces deux discours parfois habiles, nous ne le méconnaissons pas, le plus souvent spécieux ou prétentieux, par lesquels il s'est défendu, ce qu'il y a peut-être de plus curieux et de plus imprévu, c'est la manière même dont il entend justifier ou expliquer certains faits, certaines libertés que le ministère a prises avec les droits du parlement, avec les règles traditionnelles de l'administration. Pour un ministre de la république, il a des principes hardis!

On a dit quelquefois que le dernier président du conseil avait l'ambition d'être un des représentans de la politique modérée, de passer pour un homme de gouvernement, et il a lui-même du reste avoué cette ambition. Il n'a pas toujours prouvé par ses actes, il est vrai, qu'il avait une idée bien nette du rôle auquel il prétend. Il met du moins un zèle chaleureux à revendiquer dans son langage et pour la circonstance les prérogatives du gouvernement. — Vient-on lui demander des comptes? Désire-t-on savoir pourquoi le ministère a engagé

une affaire des plus sérieuses en laissant ignorer aux chambres ce qu'il méditait ou en n'avouant ses projets que par degrés? M. le président du conseil a une réponse toute prête, la réponse de l'homme de gouvernement : il fait avec autorité la leçon aux radicaux! « Il y a des momens dans les affaires délicates et surtout dans les affaires extérieures, dit-il, où le silence est chose patriotique. » Un instant après il reprend : « Votre patriotisme devrait vous imposer le silence. » Puis enfin il répète plus que jamais, non sans une certaine naïveté : « Il y a des choses qu'on ne peut faire en politique étrangère qu'à la condition de ne pas les crier sur les toits. Et il faudra bien, si la France républicaine veut avoir une politique extérieure, que le silence patriotique qui, vous le savez tous, fut gardé par tout le monde dans la chambre à ce moment-là, — au moment où s'engageait l'expédition, — soit la règle dans tous les cas analogues... » Fort bien! Voilà à peu près des idées que pourraient accepter ceux qui ont pour règle d'allier au libéralisme le respect des habitudes et des traditions de gouvernement; mais pour parler le langage que le chef du dernier cabinet parlait l'autre jour en s'adressant à ses adversaires, qu'aurait dit M. Jules Ferry lui-même si, dans d'autres circonstances on lui avait fait cette observation, si on lui avait dit qu'il fallait savoir se taire patriotiquement et ne rien demander? Il se serait probablement révolté contre cette tyrannie, contre ce système de réticences de nature à abuser le pays, à égarer la représentation nationale. Aujourd'hui, il est au gouvernement, et ce droit du silence qu'il aurait refusé à d'autres, même peut-être sous la monarchie constitutionnelle représentée par des ministres responsables, il le revendique pour lui. Il en vient à reconnaître qu'il y a des nécessités invariables de gouvernement sous la république comme sous la monarchie. Soit! Malheureusement, M. Jules Ferry est un converti de récente date; il a les excès ou les ardeurs du néophyte, et il est bien certain que de simples libéraux, sans être des radicaux, ne prendraient pas aussi aisément leur parti du « silence patriotique, » qu'ils ne feraient pas aussi bon marché des droits du parlement, qu'ils auraient notamment de la peine à admettre la possibilité de puiser discrétionnairement dans le budget pour subvenir à toutes les entreprises. Car enfin il faut en venir là. Quand on fait la guerre sans la déclarer, il ne faut pas moins la payer, et quand on a évité de demander des crédits suffisans pour ne pas se départir du « silence patriotique, » il faut bien prendre l'argent là où il est.

Oh! assurément sur ce point encore M. Jules Ferry a des théories toutes prêtes pour pallier ou pour expliquer ce que le ministère a fait, et ce n'est pas la partie la moins curieuse de ses discours. Le chef du dernier cabinet a une série d'euphémismes pour caractériser les opérations financières auxquelles il a fallu recourir pour suffire à tout avec les premiers crédits extraordinaires, qui n'étaient que de 17 millions.

Tantôt il appelle les crédits primitifs une simple « provision qui n'avait rien de limitatif ; » tantôt il donne au vote des chambres la portée d'un « blanc-seing. » C'est un langage aussi nouveau que l'acte lui-même. M. Jules Ferry serait bien embarrassé de dire ce que c'est, en matière de budget, qu'une provision qui n'a rien de limitatif, en quoi consiste un blanc-seing financier, à moins que ce ne soit la dictature, qui a tous les droits, même celui de disposer de toutes les ressources de l'état. Sous tous ces mots, en y ajoutant un autre euphémisme, celui d'imputation provisoire sur le budget, se déguise une opération qui, dégagée de toutes les subtilités, est vraiment des plus élémentaires. Des viremens, non certes on n'a pas fait des viremens. Voici ce qu'on a fait : on a pris dans les divers chapitres du budget ordinaire de quoi suffire aux dépenses de l'expédition de Tunisie en ayant soin d'attribuer à la solde ce qu'on prenait dans le chapitre de la solde, aux vivres ce qu'on prenait dans le chapitre des vivres, et ainsi de suite: moyennant quoi tout a paru régulier, il n'y a pas eu virement d'un chapitre à un autre chapitre ! Tout est irrégulier, au contraire : il y a toujours changement dans la destination d'un crédit, affectation d'un crédit ordinaire à des dépenses extraordinaires et c'est en cela que consiste l'irrégularité ! Sait-on où l'on irait avec ces subterfuges ? On entrerait dans une voie où tout serait possible, car enfin il n'est pas de cas où un gouvernement ne pût prendre, au moins provisoirement, dans le budget ordinaire pour suffire à toutes les entreprises. Le chef du dernier cabinet s'indignait l'autre jour que l'on rappelât le Mexique à propos de l'expédition tunisienne, et malheureusement cependant il y a plus d'une ressemblance. Plus d'une fois, en entendant M. Jules Ferry, on aurait cru entendre les ministres de l'empire. — Comment l'affaire du Mexique s'engageait-elle d'abord? Pour la défense des intérêts de nos nationaux. Comment se développait-elle ? Par une série de surprises qui conduisaient à des faits accomplis. Lorsqu'on contestait la grandeur de l'entreprise mexicaine, les représentans de l'empire répondaient comme M. Ferry a répondu l'autre jour : « Ce ne sont point des choses de l'heure et du moment, ce sont des choses et des œuvres d'avenir. » Et cet argument des ministres impériaux reprochant aux orateurs de l'opposition de fournir des armes aux Mexicains de Juarez, il s'est reproduit l'autre jour. M. Ferry a dit, lui aussi, à ses adversaires. « Ces dispositions, — contre l'expédition de Tunisie, — sont connues, escomptées. Croyez bien que ce monde arabe est au courant de tout ce qui se dit. » Faut-il donc recommencer toujours ? Faut-il, pour une entreprise qui a une bien autre importance pour nous, qui ne peut être abandonnée, renouveler les mêmes fautes, les mêmes procédés, et pour couvrir ces fautes et ces procédés invoquer des théories qui seraient la diminution des droits d'une nation libre? Ce serait un étrange exemple de politique républicaine que

le dernier cabinet laisserait en se retirant devant le pouvoir nouveau qui n'attendait que ces récens débats pour entrer en scène.

Et maintenant, en effet, dans cette succession d'expériences ministérielles qui, depuis trois ou quatre ans, forment la vie de la république, c'est le tour du ministère décisif, prédit, annoncé et appelé comme le ministère nécessaire. La place est libre. Le dernier cabinet, après s'être expliqué devant la chambre des députés, qui ne l'a ni congédié ni retenu, s'est définitivement éclipsé. L'homme du jour, M. Gambetta, a été immédiatement appelé par M. le président de la république et il a reçu tout pouvoir pour constituer une administration selon ses idées, selon ses vœux, pour choisir ses collègues, pour se faire lui-même président du conseil avec un portefeuille ou sans portefeuille. C'est un ordre nouveau qui commence; c'est peut-être aussi une aventure! Là est la question. Tout dépend évidemment de la composition du cabinet, du programme qu'on se propose de suivre; mais c'est ici justement que la situation se complique.

Tant que le pouvoir n'est qu'une éventualité entrevue à distance, à l'horizon, dans une perspective encore indécise, tout est pour le mieux: on se laisse porter par le courant, par la popularité, par les flatteries. Le jour où il faut décidément dire ce qu'on veut, mettre la main à l'œuvre, la question change de face. Il s'agit d'aborder les points épineux, de choisir les hommes, de concilier des incompatibilités, de prévoir des antagonismes. de satisfaire des ambitions; il s'agit de mettre au monde ce phénomène qu'on a longtemps appelé ou laissé appeler avec complaisance « un grand ministère, » — et il faut bien que cela ne soit pas aussi aisé qu'on l'avait dit, il faut bien que le dénoûment ne fût pas tout préparé comme on l'aurait cru, puisque la crise d'aujourd'hui ressemble ni plus ni moins à toutes les crises, puisque l'enfantement est assez laborieux. Voici déjà quelques jours que M. Gambetta a passés à délibérer, à négocier, à tâtonner, allant d'une combinaison à une autre combinaison. Tantôt, à ce qu'il paraît, il aurait voulu réunir au gouvernement quelques-uns des membres du dernier cabinet, et même des anciens cabinets; tantôt il est revenu à l'idée de former un ministère entièrement nouveau qui ne serait, en définitive, qu'une réunion de collaborateurs apprentis, de sous-secrétaires d'état agissant sous sa direction unique et exclusive. Ah! M. Gambetta commence peut-être à s'apercevoir que c'était bien plus commode d'être une grande influence au Palais-Bourbon, de dominer le gouvernement sans subir tous les jours les ennuis du gouvernement, d'avoir dans les cabinets successifs des représentans, des ministres qui vivaient par lui ou tombaient devant sa volonté. A l'heure qu'il est, c'est lui qui est le personnage dans l'embarras, le pouvoir à qui on demande compte de ses actions et de ses promesses, de ce qu'il fera ou de ce qu'il ne fera pas. Il faut qu'il se décide, et les difficultés qu'il éprouve ne lais-

sent pas d'être un premier signe des contradictions de son esprit, des embarras bien autrement graves qu'il se prépare lui-même, selon toute apparence, dans le gouvernement et dans le parlement.

Ce qui est certain, c'est que, si le résultat définitif n'est plus forcément désormais que l'affaire de quelques heures, il y a déjà des indices qui laisseraient prévoir que ce ministère nouveau, fait plus que jamais sous une inspiration de parti, pourrait bien ouvrir pour le pays une ère laborieuse, agitée, et singulièrement dangereuse. Ainsi il n'est point douteux qu'au premier moment, M. Gambetta a eu la pensée d'offrir le ministère des finances à M. Léon Say, et il n'est point douteux non plus que l'accord a été impossible, que M. le président du sénat, en financier expérimenté et éclairé, a refusé d'entrer dans un cabinet arrivant aux affaires avec l'idée de soulever les problèmes les plus graves, notamment celui du rachat des chemins de fer. Il est également admis qu'un instant, M. de Freycinet, qui est tombé l'an dernier devant l'influence de M. Gambetta, a dû entrer dans le cabinet, aux affaires étrangères, et qu'il aurait cessé depuis de figurer parmi les ministres éventuels pour rester fidèle à ses opinions. Si M. Jules Ferry, par accident, a dû rester d'abord au ministère de l'instruction publique, il a été bientôt écarté. D'élimination en élimination, M. Gambetta se trouverait par conséquent ramené dans ses choix à des hommes qui sont prêts à tout accepter de lui ou dont il accepterait lui-même les idées. Les comparses ne manquent pas pour compléter la combinaison. Quant au programme, il découlerait naturellement de l'ordre d'idées dans lequel M. Gambetta a conçu ses choix. Si c'est le dernier mot, l'expérience ne va pas laisser d'être décisive.

Voilà donc, pour commencer, la revision constitutionnelle mise plus que jamais à l'ordre du jour, les institutions ébranlées, livrées à l'ardeur des controverses passionnées, le sénat mis en doute, menacé d'être dépouillé de ses droits, de son autorité en attendant d'être plus ou moins sommairement supprimé. Non content de livrer la constitution elle-même aux passions de parti, M. Gambetta se propose, bien entendu, de poursuivre avec plus de violence que jamais la guerre religieuse, et s'il a M. Paul Bert comme collaborateur à l'instruction publique, on peut s'attendre à voir l'esprit de secte dans ce qu'il a de plus étroit, de plus vulgairement fanatique, tenter un violent effort sur l'enseignement national. Ce n'est pas tout : on ne se bornerait pas à toucher aux institutions, à l'enseignement, à l'église, à la magistrature, qui n'est pas naturellement oubliée, — il y a un autre projet qui ne tendrait à rien moins qu'à une révolution des plus graves dans l'ordre économique et financier. On se proposerait, entre autres choses, sans parler de l'exécution des grands travaux publics, d'entreprendre le rachat des chemins de fer, au risque de charger l'état de 10 milliards de dette, de créer une véritable perturbation

financière et de lancer la France dans la plus ruineuse des aventures. Il est certain qu'avec tout cela le programme est complet. Ébranler les institutions, provoquer les croyances religieuses, menacer la magistrature et l'enseignement sous prétexte de réformes, troubler tous les intérêts engagés dans les chemins de fer, c'est ce qui s'appelle bien commencer et se donner la tâche d'un « grand ministère. » Il faut bien faire quelque chose pour ses amis, dira M. Gambetta; on ne peut avoir qu'à ce prix une majorité. Aura-t-il, comme il le croit, une majorité pour suivre cette politique, pour soutenir le ministère qu'il paraît disposé jusqu'ici à offrir au parlement et au pays? C'est ce qui est fort douteux; mais ce qui est clair dès aujourd'hui, c'est que, si M. Gambetta veut aller jusqu'au bout des projets qu'on lui prête, il peut s'attendre à des luttes où il trouvera bientôt devant lui la France elle-même.

Le monde d'aujourd'hui marche laborieusement à travers tous ces incidens qui s'appellent des élections, des crises ministérielles, des évolutions d'alliances, des entrevues princières et qui ressemblent parfois à des énigmes, qui peuvent prendre du moins un tour assez imprévu. Quel est décidément le caractère général, quelles seront les conséquences des élections qui viennent de s'accomplir en Allemagne pour le renouvellement du Reichstag? Que va faire ce parlement élu d'hier et appelé à se réunir à courte échéance, d'ici à trois ou quatre jours? Évidemment, sans parler de l'Alsace-Lorraine, qui reste une région à part dans l'empire et où les résultats du scrutin sont aussi nets que possible, les élections récentes de l'Allemagne ont dans leur ensemble une assez sérieuse signification. Elles révèlent, au milieu d'une certaine confusion si l'on veut, des déplacemens d'opinion, des antagonismes, des velléités de résistance et d'opposition qui peuvent préparer au gouvernement, au chancelier qui représente le gouvernement, de singulières difficultés parlementaires.

On a beau être un tout-puissant, un rabroueur de parlement, il faut s'entendre avec quelqu'un, il faut avoir un point d'appui, et c'est là justement la difficulté dans le nouveau Reichstag. En réalité, dans cette chaude bataille qui vient de se livrer, les opinions moyennes, avec lesquelles il est toujours plus facile de nouer alliance, sont les plus maltraitées. Les vieux-conservateurs et les conservateurs-libéraux, qui forment un bataillon toujours à la disposition de M. de Bismarck, reviennent moins nombreux qu'ils ne l'étaient dans le dernier parlement. Les nationaux-libéraux qui, sous l'inspiration et la direction de M. de Bennigsen, sont restés fidèles au chancelier, ont essuyé une véritable défaite; ils sortent de la lutte singulièrement diminués. En revanche, les nationaux-libéraux dissidens, qui marchent avec M. de Forckenbeck, M. Lasker, qui ont fait acte d'opposition, se sont fortifiés; ils ont gagné un certain nombre de sièges. Les progressistes et, à leur tête M. Richter, ont obtenu

des avantages encore plus marqués. Les démocrates, les socialistes, à leur tour, ont eu quelques victoires et viennent de conquérir quelques nouveaux sièges dans le dernier ballottage. Enfin le groupe le plus compact, qui n'a pas beaucoup gagné numériquement, il est vrai, mais qui n'a rien perdu et qui garde toute sa force, c'est le centre catholique, habilement conduit par M. Windthorst. Le centre est toujours le plus gros bataillon, il compte plus de 100 membres, 110 membres à peu près, marchant d'un même pas : de sorte qu'au lendemain de ces élections, dans cette mêlée ou cette confusion de partis, M. de Bismarck peut se trouver réellement assez embarrassé. Il a même été atteint personnellement dans son fils, qui n'a pas pu se faire élire à Mulhausen, et, chose plus bizarre, M. de Moltke, malgré le prestige de sa glorieuse vieillesse, n'a pas moins échoué à Essen. L'aventure est assurément étrange et un peu imprévue.

Est-ce à dire que ces jeux de scrutin puissent avoir en Allemagne toute la portée qu'ils auraient dans un pays comme l'Angleterre, et que M. de Bismarck, dans un moment d'ennui superbe ou d'irritation, ait songé à se retirer devant cette manifestation d'opinion? On l'a dit, sous le coup des élections on a exhumé ce fantôme de la démission de M. de Bismarck, et ce ne serait pas la première fois que le chancelier aurait menacé d'abdiquer. Il a répété assez souvent qu'il se sentait excédé des embarras qu'on lui créait; mais il n'y a pas longtemps encore, il disait aussi « qu'un brave cheval devait mourir sous le harnais, » qu'on n'aurait pas raison de lui. Il n'a jamais caché qu'il cherchait sa force dans la confiance de l'empereur, et cette confiance n'est pas près de lui manquer. Il sait bien qu'il n'est pas un ministre soumis aux variations de la fortune parlementaire, qu'après avoir été le principal ouvrier de l'unité de l'empire, il en reste le gardien, comme M. de Moltke, en dépit des votes d'Essen, est destiné sans doute à rester jusqu'à sa dernière heure le major-général de l'armée allemande. Cette opposition qu'il rencontre d'ailleurs n'atteint pas en lui le représentant de l'empire, le chef de la diplomatie allemande ; elle n'atteint qu'une partie de sa politique intérieure, et il en sera quitte pour déployer une fois de plus ses talens stratégiques dans l'intérêt de ses projets économiques, de son monopole du tabac, de ses assurances ouvrières, de son socialisme d'état. Ce ne sera pas à la vérité très facile, même pour un chancelier d'Allemagne; mais il est bien de force à se tirer d'affaire. La question pour lui est de savoir comment il arrivera à se faire une majorité telle quelle, dont il ne lui est pas possible après tout de se passer. Avec ceux qui seraient disposés à le suivre en tout et partout, il n'aurait qu'une minorité qui ne le conduirait à rien si ce n'est à des défaites de tous les jours. Il ne peut pas se tourner de nouveau vers les libéraux avancés, aller jusqu'aux progressistes : les progressistes ont le privilège d'exciter particulièrement ses irritations; il les

appelait hier encore les plus grands ennemis de l'empire ; il quitte le parlement quand M. Richter prend la parole. La vue des progressistes lui rend le séjour de Berlin insupportable. Il n'a donc pour le moment d'autre tactique possible ou d'autre ressource que de rechercher l'alliance du centre catholique. Seulement il y a deux difficultés qui compliquent le problème. D'un côté, les hommes du centre, et à leur tête M. Windthorst, sentent assez les avantages de leur position pour faire leurs conditions, pour ne point donner leur appui sans avoir notamment des garanties complètes de pacification religieuse. D'un autre côté, ce système de guerre religieuse qui s'est appelé le *Culturkampf*, auquel il s'agit aujourd'hui de mettre un terme, est une affaire, non pas allemande, mais toute prussienne, et c'est à la Prusse de s'exécuter, de payer par une rétractation plus ou moins complète des lois de mai les frais de la réconciliation.

C'est là le nœud de la situation parlementaire. M. de Bismarck, depuis quelque temps déjà, s'est visiblement avancé dans cette direction, vers cette réconciliation. Il a donné des gages évidens, et par ce qu'il a fait pour le rétablissement des relations avec le Vatican, et par la nomination des évêques, par les facilités accordées à la réorganisation du culte catholique. Qu'il ne soit pas disposé à subir toutes les conditions, à « aller à Canossa » jusqu'au bout, pour ainsi parler, c'est possible ; il est parfaitement homme à s'arrêter brusquement si on prétendait lui faire une loi trop dure. Il n'est pas moins clair qu'il est pour le moment engagé dans cette voie, et ce qui fait supposer qu'il ne s'y est point engagé à la légère, c'est que, dans le fond, ses combinaisons parlementaires répondent à une certaine situation générale, c'est que ces nécessités intérieures, auxquelles il paraît obéir, se rattachent peut-être à un autre ordre de nécessités supérieures et plus universelles. En réalité, M. de Bismarck est aujourd'hui dans une phase conservatrice ou réactionnaire, peu importe le mot. Lorsque l'empereur Guillaume et le tsar Alexandre III se sont donné rendez-vous cet automne à Dantzig, ils ne se sont sûrement pas rencontrés pour se concerter sur les moyens de sauvegarder les intérêts libéraux dans les deux empires. Les rapports d'intimité que M. de Bismarck a réussi à renouer, qu'il se plaît à entretenir avec l'Autriche, sont d'un ordre tout conservateur. Si les trois puissances du Nord, malgré tout ce qui les divise, semblent, depuis quelque temps, assez disposées à se rapprocher, évidemment, c'est dans la pensée de se tenir en garde contre des perturbations nouvelles ; elles sont d'accord sur certains points, et ce n'est pas l'accession de l'Italie au système des cours de Vienne et de Berlin qui peut changer la nature d'une alliance formée pour maintenir la paix en Europe, on peut le croire, fondée aussi sur des nécessités de préservation, de défense commune contre des éventualités ou des dangers révolutionnaires. Quand donc M. de Bismarck, dans ses

combinaisons parlementaires, s'éloigne des libéraux et se rapproche des conservateurs, des catholiques du centre, il ne fait qu'obéir à la logique de la situation qu'il a prise ; il suit pour ainsi dire le courant de ses préoccupations. Il ne s'enchaîne sûrement pas à un système ; il prétend s'en servir pour en tirer tout le parti possible dans l'intérêt de ses projets, en se réservant la faculté de toutes les évolutions utiles. Ce qui est certain, c'est qu'après avoir engagé toute sa politique dans un sens, comme il l'a fait, il ne pourrait plus facilement peut-être modifier d'un jour à l'autre sa stratégie, et les prochains débats du Reichstag, du parlement prussien, qui suivra de près, vont avoir cela de curieux qu'ils laisseront sans doute entrevoir avec plus de précision les idées de M. de Bismarck ; ils permettront de mieux distinguer comment le chancelier entend se tirer de cette crise du moment, quelle direction il se propose de donner aux affaires intérieures et extérieures de l'Allemagne.

Qu'en est-il, d'un autre côté, cependant, de ce voyage que le roi Humbert vient de faire à Vienne et qu'il n'a pas poussé jusqu'à Berlin, sous prétexte que ce serait inutile ou qu'une telle démarche pourrait être mal interprétée ? Sans nul doute le roi Humbert, avant de partir pour Vienne, était bien assuré d'être reçu avec une parfaite courtoisie à la cour de l'empereur François-Joseph ; il a trouvé de plus, à ce qu'il paraît, l'accueil le plus gracieux dans la population viennoise. La ville et la cour ont été d'accord pour fêter sa présence, pour lui rendre agréable son passage dans la capitale autrichienne. L'entrevue des souverains a même offert cette particularité que, pour la première fois, le roi et la reine d'Italie se sont rencontrés avec l'impératrice d'Autriche, qui est une sœur de l'ancienne reine de Naples, et qui s'était dérobée à l'éclat des visites échangées il y a quelques années entre l'empereur et le roi Victor-Emmanuel. Cette fois, tout s'est passé pour le mieux. Le roi Humbert n'a pu donc être que satisfait ; ses ministres, M. Depretis et M. Mancini, ont été aussi satisfaits que lui, et le ministre des affaires étrangères, M. Mancini, a même trouvé l'occasion d'épancher son contentement dans une conversation avec un journaliste de Vienne en déclarant que tous les partis en Italie, sauf une fraction minime, approuvent une politique de complet accord avec l'Autriche et l'Allemagne pour « assurer la paix universelle. » Les Italiens, à leur tour, se sont réjouis de l'accueil fait à leur roi et ils se sont hâtés de célébrer un événement auquel leur imagination attribuait déjà peut-être une importance et des conséquences un peu démesurées ; mais au moment où les Italiens s'applaudissaient du voyage royal à Vienne comme d'un coup de maître de leur diplomatie, voici un incident malencontreux qui a failli tout gâter, un incident où le télégraphe, qui n'en fait jamais d'autres, a eu son rôle. Le chef de section aux affaires étrangères de Vienne, M. de Kallay, qui dirige la diplomatie

autrichienne depuis la mort du baron Haymerlé, aurait déclaré, dit-on, devant la délégation hongroise, que ce voyage du roi Humbert était dû exclusivement à l'initiative italienne et qu'il était incompétent pour en expliquer les motifs. M. de Kallay aurait ajouté que, dans sa situation intérieure et extérieure, l'Italie avait dû principalement considérer son propre intérêt, que pour l'Autriche elle « n'avait rien à demander à l'Italie et rien à craindre d'elle. » Chose tout aussi significative ! le comte Andrassy lui-même aurait approuvé et confirmé les paroles de M. de Kallay en disant à son tour, qu'après tout les *irrédentistes* étaient plus dangereux pour la monarchie italienne que pour l'Autriche. C'était singulier au lendemain de la visite de Vienne, et fait pour tempérer les illusions italiennes. Heureusement le télégraphe s'est chargé de se rectifier lui-même en transmettant une autre version des discours de M. de Kallay et du comte Andrassy. Les paroles ont été revues, corrigées et atténuées ; la pensée elle-même n'a peut-être pas beaucoup changé, parce qu'en définitive elle est assez conforme à la réalité des choses, et ce qui reste vrai ou très vraisemblable, c'est que, s'il y a eu un échange de courtoisies sincères entre les souverains à Vienne, le voyage du roi Humbert n'a pu conduire à aucun acte sérieux et précis.

Au fond, que se sont proposé les Italiens par une démarche qui n'aurait eu rien que de naturel et de simple dans d'autres circonstances et qui a pu paraître un peu affectée aujourd'hui? S'ils ne veulent que concourir au maintien de la paix universelle, selon le mot de M. Mancini, c'est à coup sûr le meilleur des sentimens : ils n'ont qu'à joindre leurs efforts à ceux de toutes les puissances qui, indistinctement, incontestablement aujourd'hui, désirent la paix, et une démonstration d'apparat était peut-être inutile. S'ils se sont promis quelque appui pour des dessiens moins avoués, comme le laisseraient croire parfois leurs projets d'armemens, ils pourraient être les dupes d'une illusion; ils ne trouveraient probablement dans l'alliance austro-allemande qu'un appui tout défensif, une garantie contre des agressions qui ne les menacent d'aucun côté, et ce qu'il y a de plus grave, c'est que, pour se mettre en garde contre des menaces extérieures qui n'existent pas, ils seraient obligés de commencer par aliéner jusqu'à un certain degré, sur certains points, leur politique intérieure. Ce serait du reste curieux et édifiant de voir l'évolution conservatrice italienne conduite par un ministère de la gauche ! A parler franchement, l'erreur des Italiens est de mettre parfois trop de raffinemens dans leurs combinaisons et de ne pas voir que, dans une situation où ils n'ont rien à craindre, la meilleure politique pour eux est de s'occuper de leurs affaires, du développement moral, économique de cette patrie italienne qui a besoin de leurs efforts, de leur sagesse, bien plus que d'alliances mystérieuses.

CH. DE MAZADE.

LE MOUVEMENT FINANCIER DE LA QUINZAINE

Depuis quinze jours, les rentes ont beaucoup monté et les valeurs ont beaucoup baissé. C'est un spectacle auquel nous n'avions pas assisté depuis bien longtemps. Il était convenu que nos fonds publics ne méritaient plus d'attirer l'attention des spéculateurs, la cherté des reports ayant anéanti toutes chances de bénéfices, tandis que chaque valeur ayant son groupe particulier, son syndicat spécial, les acheteurs trouvaient dans la progression continue des cours une large compensation aux sacrifices que leur imposaient à chaque liquidation les exigences croissantes du capital.

Le 15 octobre dernier, les reports ayant atteint des taux extravagans, la hausse des valeurs a été arrêtée. On a reculé avec brusquerie; les pessimistes prononçaient déjà le mot de *krach;* la bourse de Paris allait donc avoir sa crise, comme Vienne et New-York avaient eu leurs catastrophes en 1873! Il n'y a pas eu de *krach* à la façon viennoise, parce qu'il n'y en pouvait pas avoir. Les créations autrichiennes et berlinoises de cette époque ne reposaient que sur le vide, et le jour de la débâcle tout s'est écroulé; tandis que s'il est juste de dire des sept huitièmes des sociétés par actions dont les titres sont cotés à Paris, que leur valeur réelle est inférieure à leur valeur nominale, il est tout aussi certain qu'elles représentent quelque chose de substantiel et supporteraient pour la plupart le choc de l'adversité. Ajoutons qu'à Vienne, comme à Berlin, la spéculation n'était pas appuyée par des capitaux, et que pendant de longs mois avant le *krach,* on avait pris l'habitude de payer des reports de 50, 100 et 150 pour 100.

Nous n'en sommes pas à ce point, et tout fait espérer que nous n'y arriverons pas. Nos créations sont plus solides, les capitaux surabondent et les intermédiaires se montrent prudens. Dans de telles conditions, la baisse est possible, mais la chute soudaine du marché n'est pas à craindre. Nous avons vu la baisse commencer aussitôt que la disproportion est devenue trop éclatante entre les prix des reports et le revenu des valeurs. Les agens de change n'ont pas hésité à recourir à d'énergiques mesures; ils ont invité certains de leurs cliens à restreindre leurs engagemens; ils en ont liquidé d'office quelques autres. Il paraît même qu'on a été jusqu'à mettre en quelque sorte à l'index telle ou telle valeur trop en vue. Pendant une quinzaine de jours, il n'a été question que du déblaiement de la place opéré d'une façon

plus ou moins judicieuse, et l'on pouvait espérer que la liquidation de fin octobre s'effectuerait dans des conditions telles que toute inquiétude fût dissipée.

A la surprise générale, les prix des reports ont été presque aussi élevés les 2 et 3 novembre qu'ils l'avaient été pour les valeurs le 16 octobre. Bien plus, alors que l'on supposait les rentes à l'abri de toute surprise, à raison de la longue immobilité de leurs cours, on a vu le report atteindre 70 centimes sur le 3 pour 100.

La spéculation à la hausse cette fois a passé outre, et c'est par un mouvement général de progression qu'elle a traduit son impression sur les incidens auxquels venait de donner lieu la liquidation des rentes et des valeurs. Il lui a paru que la tension des reports avait eu quelque chose de factice, au moins sur les fonds publics, et, tout en tenant compte du sérieux avertissement qui venait de lui être donné pour la seconde fois, elle a refusé de se montrer effrayée. Deux jours après la fin de la liquidation, elle avait pris son parti et adopté une nouvelle ligne de conduite. Cette campagne de hausse, que la situation de la place ne permettait plus d'entreprendre sur les valeurs, il fallait l'engager sur les rentes en s'emparant du prétexte que fournissait tout à point la politique.

De là le double mouvement de la quinzaine écoulée, l'avance considérable du 5 pour 100 et du 3 pour 100, et le recul de presque toutes les valeurs. Les rentes ont avancé de près de 2 francs; il est vrai que de cette plus-value il convient de déduire le prix moyen du report. Il faut ajouter que les capitaux de placement ont eu peu de part dans ce revirement soudain opéré en faveur des rentes: les négociations au comptant ne sont pas devenues plus actives et les cours sur ce marché spécial sont restés constamment plus éloignés de ceux du terme que ne le comporte l'écart normal du report.

Les motifs qui ont déterminé la spéculation à se porter sur les rentes sont surtout d'ordre politique. Mais il est probable que l'intervention de la haute banque, dont on a beaucoup parlé, ne se fût pas produite si la situation générale du marché monétaire eût été aussi menaçante qu'il y a un mois. Il s'est manifesté de ce côté une amélioration incontestable et il semble que tout danger de voir la question de l'or troubler de nouveau les places de Londres et de Paris avant la fin de l'année soit désormais écartée. L'or rentre dans les caisses des deux banques d'Angleterre et de France, et il ne s'exporte plus de ce métal en quantité importante aux États-Unis. L'élévation du taux de l'escompte à 5 pour 100 a produit à cet égard son plein effet. La réapparition des consolidés au-dessus du pair n'a pas nui non plus à notre 3 pour 100, dont l'établissement rapide aux environs du cours de 90 francs, au cas où la conversion du 5 pour 100 serait décidée, ne fait doute pour personne.

Depuis la fixation des cours de compensation, le 3 novembre, les valeurs ont été entraînées plus ou moins vivement par un courant de réaction. La Banque de France a perdu 250 francs, l'Union générale 200, la Banque des Pays autrichiens 85, le Nord et le Lyon 50, la Banque des Pays hongrois 45, les Chemins étrangers, autrichiens, lombards, Nord de l'Espagne, Saragosse, de 25 à 35 francs, la plupart des titres des établissemens de crédit de 10 à 25 francs.

L'action de la Banque de France a vu se produire des réalisations, dès que le cours de 6,500 a été dépassé. Les employés de cet établissement ont été autorisés à remplacer par des titres de rente les actions de la Banque qu'ils avaient déposées comme cautionnement. Cette mesure a pu faire arriver quelques centaines de titres sur le marché, mais la réaction est due à des causes plus sérieuses. Il est évident que la Banque de France donne à tous ses services une extension considérable, que jamais son portefeuille n'avait atteint un chiffre aussi élevé, que ses bénéfices s'accroissent dans une étonnante proportion; mais il ne faut pas oublier que l'action de la Banque était, il n'y a pas encore longtemps, à 3,500 francs et qu'au-dessus de 6,000 francs, un certain déclassement des titres est devenu inévitable.

Les valeurs du groupe de l'Union générale ont payé à la baisse le plus fort tribut. Les acheteurs ne paraîtront cependant pas trop à plaindre, si l'on songe que l'Union générale avait monté de 2,000 à 2,600 francs en quinze jours et que la Banque impériale avait passé sans s'arrêter de 1,100 à 1,300 francs. De plus, l'assemblée de l'Union générale a eu lieu le 5 novembre, et, comme toujours, le fait accompli a été suivi de réalisations. L'heureux président du conseil de l'Union générale a promis beaucoup à ses actionnaires pour l'avenir; mais comme il avait non-seulement tenu, mais notablement dépassé ses promesses de l'an passé, l'assurance de son langage a produit une bonne impression. Les résolutions adoptées par l'assemblée vont transformer complètement la situation de la société en fortifiant dans une large mesure ses moyens d'action. Avec les réserves accumulées, les bénéfices de l'exercice 1881, et un prélèvement sur la prime des actions nouvelles, on va libérer des 375 francs restant à verser les 200,000 actions anciennes. On émet 100,000 actions nouvelles au prix de 850 fr., deux titres anciens donnant droit de souscription pour un titre nouveau. Lorsque l'opération sera terminée, le 25 novembre, la société disposera d'un capital effectif de 150 millions et d'une réserve de 20 millions environ.

La Banque d'escompte a tenu également une assemblée extraordinaire pendant cette quinzaine. Nous avons dit qu'il était question de l'absorption par cet établissement de trois autres sociétés de crédit. Le président du conseil de la Banque d'escompte a demandé et obtenu

l'assentiment des actionnaires pour l'exécution de ces projets. Il compte que la fusion assurera à la Banque d'escompte 25 millions de bénéfice, à l'aide desquels un versement de 125 francs sur les actions serait opéré sans que les actionnaires eussent rien à payer. Les actions, après ce versement, seraient mises au porteur.

La constitution du nouveau ministère a remis sur le tapis la question du rachat des chemins de fer. Aussitôt le Lyon a fléchi de 1,800 à 1,750 et le Nord de 2,175 à 2,125. Les craintes auxquelles la spéculation s'est ainsi abandonnée paraissent absolument chimériques. Les plus fougueux partisans du système du rachat ne vont pas pour l'instant au-delà de l'acquisition par l'état du réseau de la compagnie d'Orléans.

La réaction très vive qui a frappé les chemins étrangers s'explique suffisamment par les tendances générales du marché; de plus, les augmentations de recettes ne sont plus aussi soutenues qu'il y a quelques mois. Les résultats de l'exercice 1881 peuvent causer certaines désillusions.

Sur les valeurs industrielles la baisse a rencontré une résistance sérieuse. Malgré l'intérêt qu'a excité l'exposition d'électricité et le succès réel qu'ont obtenu les divers modes d'éclairage électrique par l'incandescence, les actions du Gaz se sont remarquablement bien tenues et ne s'éloignent que peu du cours de 1,700 francs.

Le Suez a encore progressé de 10 francs, tandis que la Part civile a gagné 50 francs et la Part de fondateur 85 francs. Le paiement d'un a-compte sur le dividende a été annoncé; le montant des recettes réalisés permet de croire que le dividende total pour 1881 pourra atteindre 65 francs.

On s'est peu occupé de l'Italien depuis le commencement du mois, bien que la formalité gênante de la présentation des titres pour le paiement des coupons vienne d'être supprimée. Les valeurs turques ont largement baissé. La spéculation à la hausse s'est liquidée à Londres et à Paris sur la nouvelle que l'arrangement définitif élaboré à Constantinople ne donnerait pas plus de 1 pour 100 d'intérêt et de 1/2 ou même 1/4 d'amortissement sur le prix d'émission des différens emprunts, soit, par exemple, environ 60 centimes d'intérêt annuel sur les titres de la dette générale, et de 3 à 4 francs sur les divers types des obligations 6 pour 100. Il ne s'agirait là, il est vrai, que d'un minimum; mais des porteurs de 5 pour 100 turc s'étaient imaginé que la Porte pourrait donner au moins 1 franc d'intérêt au lieu de 5. Ils ont vendu sur ce simple calcul que du nouveau Turc à 12 francs, rapportant 60 centimes, ne constituerait encore qu'un placement à 5 pour 100.

Le directeur-gérant : C. Buloz.

ote
ce,
ait
rès

s-
) à
u-
es
n-
Or-

ue
es
el-
es

ce
ac-
ar
en

a
n
a-
re

s,
le
es
à
ré
le
os
el
rs
un
ne
la
s,
à